EUGENIO GARZÓN

L'AMÉRIQUE LATINE

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

INTRODUCTION

DE

M. ENRIQUE R. LARRETA

L'Amérique latine pour l'humanité.
ROQUE SAENZ PEÑA

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
BERNARD GRASSET
61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61
MCMXIII

UCSB LIBRARY
X-67728

$16

L 266

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lameriquelatiner00garz

L'Amérique Latine

EUGENIO GARZÓN

L'Amérique Latine

République Argentine

INTRODUCTION

DE

M. ENRIQUE R. LARRETA

L'Amérique latine pour l'humanité.

ROQUE SAENZ PEÑA.

PARIS
BERNARD GRASSET
ÉDITEUR
61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61
MCMXIII

PORTRAIT D'EUGENIO GARZÓN

PAR M. ENRIQUE R. LARRETA (1)

..... Notre collaborateur mérite tous nos remerciements et tous vos applaudissements. Son œuvre patriotique est splendide, presque féerique : il a rapproché deux continents ! Il a uni les Républiques Sud-Américaines à la République Française, avec une même capitale : Paris, dont vous avez fait votre ville d'adoption en même temps que vous faisiez du *Figaro* votre journal de prédilection.....

..... Je vous demande de fêter ce diplomate prodigieux et de lever nos verres à la santé de Garzón.

GASTON CALMETTE.

Nous vous devions depuis longtemps, monsieur, ce témoignage de notre reconnaissance.

Votre œuvre, au *Figaro*, dans l'intérêt de l'Amérique latine, est une œuvre d'art et un chef-d'œuvre de tact, de noble sagacité et de prévoyance. Ne vous étonnez donc pas si elle produit sur certains esprits l'illusion trompeuse de

(1) Discours prononcé par M. Enrique R. Larreta le 23 décembre 1908, à l'occasion du banquet offert à Eugenio Garzón, par les Sud-Américains résidant à Paris.

la facilité, comme tant d'autres chefs-d'œuvre. Quant à moi, j'avoue franchement, messieurs, que si j'avais rencontré M. Garzón il y a six ou sept ans, se promenant rêveur, quelque soir, devant les fenêtres éclairées du *Figaro*, et qu'il m'eût alors confié ses intentions, j'aurais cru, vraiment, qu'il délirait. Et il délirait, peut-être, mais du délire des inspirés et des bienfaiteurs.

Il a dû lutter alors, M. Garzón, d'un côté pour se défendre des mauvais « bons conseils » de ses amis, de l'autre pour rassurer l'étonnement qu'il a dû provoquer en proposant sa collaboration exotique.

En ce temps-là, il était, au boulevard, un inconnu. C'est vrai qu'il pouvait faire suivre son nom de sa qualité d'ancien sénateur de l'Uruguay ; mais est-ce que ceci ne contribuait pas encore à ajouter plus d'ombre autour de sa personne, la rendant plus mystérieuse dans un pays comme celui-ci où l'on a le bon goût funeste d'ignorer, à demi, la géographie universelle ?

Par contre, il a dû retrouver bientôt les hautes qualités de l'âme française. Le Français, qui éprouve toujours un premier mouvement de méfiance salutaire devant toute entreprise nouvelle, sitôt qu'il reconnaît l'excellence ou la noblesse d'un effort, n'importe d'où qu'il vienne, est l'homme du monde le plus hospitalier, le plus généreux, le plus loyal.

J'ai dit le plus hospitalier, c'est trop peu, puisqu'on sait très bien que les Français s'en vont dénicher partout, des célébrités étrangères pour les amener dans la lumière rayonnante et leur offrir le sacre de cette ville, sans lequel toute couronne de gloire reste obscure et suspecte.

Nous voici enfin, grâce à l'effort de M. Garzón et à la bonne volonté de la direction du *Figaro*, favorisés par la meilleure propagande qui ait jamais été faite pour nos pays en Europe. Et il faut le dire bien haut : il ne s'agit pas d'une réclame, nous n'en avons pas besoin, mais d'une propagande sobre, digne, aux beaux chiffres, faite dans ce journal d'une tradidion illustre, miracle quotidien de la presse contemporaine, où l'on lit de simples aperçus aussi finement ouvragés que les pages d'un beau livre, dans ce journal, enfin, rédigé par des penseurs et des artistes. Des hommes tels que M. Gaston Calmette, avec son style concis et puissant et tant de bon goût dans le courage, des hommes comme Loti, Vogüé, Capus, Vonoven, Beaunier, Chevassu, Huret, Bourdon, Zamacoïs, Glaser, Ballot, Berr, Lautier, et tant d'autres, font de l'admirable journalisme avec la facilité dont un grand peintre ferait des affiches ravissantes.

Ce n'est pas mépriser le journalisme, oh ! non. J'admire la presse, et surtout *la bonne*, étant un

auteur ; mais j'avoue que je me plaignais autrefois, par fidélité et par élégance, de ce qu'elle enlève à la littérature. Vous le savez très bien, le journalisme fait d'une source naturelle une fontaine publique, la forçant à remplir indéfiniment le gobelet municipal et populaire, sans la laisser féconder librement les terres de l'esprit ou former le lac intime où la nature se regarde. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Je n'en sais rien et n'aime pas philosopher sur les choses du présent ; car l'homme n'a jamais rien compris de ce qui se passait en son temps, devant ses yeux.

Mais je ne veux pas couper court à cette divagation sans déclarer que la lecture du *Figaro* est pour moi un des plaisirs les plus grands de ma journée. J'y vois Dame Littérature s'amusant à la tâche journalière. Elle ne quitte pas chez vous, messieurs, sa robe des grands siècles. Les torchons sont en soie.

Il me reste à vous dire que nous reconnaissons tous, les hautes qualités intellectuelles et morales de M. Garzón, et qu'il aurait été très difficile de trouver parmi nous une personne aussi apte à remplir la tâche que lui-même a conçue. Quoiqu'il ait du talent comme écrivain et comme homme du monde, tout le monde l'aime. A Buenos-Ayres, on l'entourait d'autant de sympathie qu'à Montevideo, sa ville natale.

Il représente hautement les plus nobles qualités de notre race. Le feu des guerres barbares et cet autre feu, plus dangereux encore, de tous les vices civilisés qu'il a dû coudoyer dans sa vie, n'ont fait que relever et fixer les belles couleurs, les riches émaux de son âme espagnole.

Il est le fils d'un héros, d'un héros qui joua dans notre Iliade le rôle d'un Patrocle. Soldat sans tache, le général Garzón, est un lion dans la mêlée et en même temps, un esprit de concorde et de sagesse, dans une armée turbulente.

Notre cher ami, messieurs, est le digne héritier de ces vertus traditionnelles. Sa personne évoque pour moi tout ce qui, dans la vieille Espagne, servait à signaler de loin le sang noble et l'honneur. Je crois voir parfois sur ses épaules le noir manteau de velours, avec la croix de Saint-Jacques ou de Calatrava brodée sur le côté gauche en soie rouge. Quand il marche, je rêve à la rumeur des éperons d'or des anciens chevaliers de Castille, et s'il porte aujourd'hui le monocle, c'est, sans doute, parce que ce morceau de cristal fait relever la tête avec le même geste hautain et imposant, que suscitait au visage la plume fantasque entourant le chapeau et retombant en arrière.

Né, au seizième siècle, en Espagne, l'ardeur de son âme l'aurait poussé vers les aventures hé-

*

roïques ; il aurait, alors, j'en suis sûr, découvert et conquis des Eldorados et des Florides ; mais comme il ne reste rien à découvrir aujourd'hui, — la cupidité humaine étant beaucoup plus vaste que le monde, — il décida de vous conquérir vous-mêmes, messieurs, pour la cause de l'Amérique latine : et cette entreprise, non sanglante, n'était pas, à mon avis, plus facile, ni moins digne et féconde.

Nous sommes tous très contents, très fiers de son succès et nous savons très bien que sa propagande n'égarera personne poussant l'épargne française vers nos pays. Ceux qui feront le sacrifice de risquer leur argent dans nos affaires n'auront pas la gloire, après leur mort, de figurer dans le martyrologe romain, mais ils pourront se consoler d'avance et autrement dans ce monde.

Disons-le franchement, le capital français a toujours été chez nous inconstant et timide. Le Français manque, à mon avis, dans les affaires, de la supériorité... de l'homme inférieur.

On se souvient trop peut-être ici de nos époques de crise et de violences. Mais on sait très bien que ces violences ont été partout le prix nécessaire de la paix et de l'ordre ; je crois même que le Seigneur n'est arrivé à créer l'harmonie parfaite de l'Univers, qu'en se servant d'explosifs épouvantables, qu'on n'a pas encore découverts, heureusement.

Je devine, monsieur, votre pensée de cet instant : vous ne voulez pas que je dise seulement pour terminer : « Je lève mon verre à la santé de M. Garzón ! » mais que j'ajoute aussi, et je le fais avec un grand plaisir : « Je lève mon verre à la santé et au bonheur de M. Gaston Calmette et de tous vos collègues du *Figaro*, et surtout à la gloire de cette France, la nation la plus puissante de la terre, puisque la vraie mesure des choses, suivant l'expression de Pascal, est dans la pensée ; de cette France, enfin, que nous aimons tous, ici, d'un amour enthousiaste et dont nous venons, pèlerins de l'art, recevoir sur notre front, le baiser de grâce et de lumière.

PRÉFACE

Encouragé par la faveur que le public a bien voulu témoigner aux deux premières éditions de *l'Amérique Latine* (République Argentine), nous nous sommes décidé à faire paraître un nouveau livre sur ce pays. D'ailleurs, cette publication nous était imposée par la force même des progrès de la République Argentine, progrès qu'il convient de faire connaître dans le Vieux-Monde, parce que nombreux sont depuis quelque temps les intérêts qui s'attachent à l'Amérique du Sud, notamment à la République qui fait l'objet de cet ouvrage.

Comme nous ne sommes pas partisan de développements lyriques en ce qui concerne ces matières, nous avons tenu à remplacer les louanges purement verbales par des données précises, en sorte que le lecteur puisse se faire une idée exacte de la situation actuelle et de l'avenir de la République Argentine. C'est la meilleure méthode

qui soit pour l'éclairer. C'est aussi la meilleure façon d'attirer son esprit sur le nouveau courant de vie qui apparaît, comme pour nous renouveller, de l'autre côté de l'Océan. Nous sommes à une époque où l'on poursuit la conquête de la richesse en vue d'une plus large action d'humanité. Cette richesse, on la trouve abondamment dans des pays aux ressources immenses comme l'Argentine, et cela par le travail fécond. Grâce à elle, s'ouvre pour nous une ère nouvelle dont le sens optimiste doit nous racheter aux découragements de notre civilisation vieillissante.

Ainsi, et sans nous écarter du plan que nous nous étions tracé dans nos publications précédentes, nous avons mis à jour et complété presque tous les chapitres ayant trait au développement économique du pays. En regard de sa superficie nous avons fait figurer sa population depuis 1797 jusqu'à ce jour. Rien n'indiquera mieux au lecteur la place qu'il y a, dans l'Argentine, pour une existence de large activité et de profit, que cette aire des terres cultivées, dont nous donnons l'étendue jusqu'en 1911, comparée avec celle de la surface encore disponible pour l'agriculture. Ces données se décomposent par provinces et par « territoires ». A cet exposé il était tout naturel de faire suivre l'exportation des produits agricoles, d'où vient la principale

fortune du pays, et nous l'avons également relevée jusqu'en 1911. L'aperçu de la production agricole était un des plus nécessaires à présenter, en ce sens qu'il met en relief, non seulement la puissance économique actuelle de l'Argentine, mais sa grande destinée dans le concert des pays producteurs. Les récoltes, qui constituent l'événement le plus important de l'année, ont eu également notre meilleure attention. Aussi n'avons-nous pas négligé de faire connaître les résultats obtenus par celle de 1911-1912, en ajoutant la valeur en francs au montant en tonnes, afin d'en faciliter l'appréciation. La superficie ensemencée, par rapport à l'étendue totale du pays, devait nécessairement faire suite aux récoltes, ceci pour permettre de l'évaluer sur des bases précises et d'en signaler l'importance : et c'est dans ces vues que nous avons tâché de la comprendre dans les chapitres suivants. Voici, ensuite, qui entrent en ligne de compte les produits forestiers, la canne à sucre et la viticulture.

De l'agriculture, tout en suivant un ordre méthodique et logique, nous avons passé à la récapitulation et à l'examen minutieux de l'élevage, car c'est bien là un des principaux éléments de la prospérité de la grande république sud-américaine. Des chiffres nombreux et des commentaires font ressortir le développement de cette

branche, à laquelle, d'ailleurs, on prête toute attention et tout appui dans les sphères officielles de la République Argentine. Prenant pour base les mêmes prix dont se sert le ministère de l'Agriculture pour ses évaluations, et qui sont au-dessous des prix réels, nous avons établi la valeur de tout le stock de bétail argentin par espèces et dans son ensemble. Le dénombrement du bétail, grâce aux chiffres relevés par le chef de bureau de la Division de l'Élevage, est calculé jusqu'en 1911, alors que les autres données connues s'arrêtaient à l'année 1908, époque à laquelle le Gouvernement fit procéder à un recensement général. Nous n'avons pas oublié non plus de faire état de l'industrie frigorifique, en raison surtout de son caractère d'industrie dérivée de l'élevage. Ainsi, dans un tableau spécial, nous présentons le nombre d'animaux abattus de 1883 à 1910 pour ces établissements. Dans un autre chapitre, on trouvera la totalité des bêtes utilisées par les maisons de salaison de 1891-1892 à 1910-1911. Ce n'est pas tout. Il importait de tenir compte des exportations de laines, puisqu'elles sont étroitement liées à l'élevage, tout en étant alimentées par d'immenses troupeaux ; et nous achevons ce chapitre avec tout le détail que son importance comporte, d'autant qu'il s'agit, à dire vrai, d'une matière première et qui donne lieu à de grandes

transactions commerciales. Nous avons procédé de même avec l'exportation des viandes frigorifiées depuis 1883 jusqu'en 1911, ce produit étant très abondant et fort apprécié par sa qualité dans tous les marchés du monde, sauf peut-être en France, où des taxes prohibitives en empèchent l'introduction et conséquemment la consommation. Pourtant, son importation ici rendrait bien des services aux classes populaires et à l'armée. Ensuite, nous nous sommes porté au domaine des mines et nous nous y sommes arrêté avec intérêt, sachant les richesses immenses et multiples qu'il contient.

Pour permettre de juger la capacité financière de la République Argentine, ce volume renferme le budget détaillé de 1912, dont la compréhension est rendue aisée par des éclaircissements et des explications. Au demeurant, nous nous appuyons sur des exemples permettant au lecteur de faire les comparaisons voulues. Ainsi les recettes et les dépenses de l'État fédéral sont exposées de 1901 à 1911, dans des tableaux spéciaux. De plus, nous passons en revue la situation du Trésor argentin en 1911. Pour compléter tous ces renseignements, nous avons reproduit un message du Président de la République Argentine, magistrat dont la gestion fait aussi l'objet d'un chapitre spécial de notre volume.

Mais la situation financière de la République Argentine, pour être saisie d'une façon claire et précise, comportait la reproduction du tableau complet de sa dette, établi sur des renseignements puisés aux sources officielles; et nos lecteurs pourront le trouver à la place que nous lui avons réservée. A ce tableau, on le verra, est annexé celui des dettes provinciales et municipales, de façon à permettre à quiconque d'étudier la question dans toute son ampleur. A cet effet, les budgets des provinces et ceux des municipalités y ont été joints également, mais cela n'était pas suffisant. En raison de la participation des capitaux français dans le développement économique de l'Argentine, il était indispensable de spécifier minutieusement, au moyen de tableaux *ad hoc*, les valeurs argentines se négociant aux Bourses de Paris, Lyon, Londres, Bruxelles, Anvers, Francfort, Berlin et Hambourg.

Enfin, nous avons consacré un long chapitre aux progrès du commerce extérieur, ce dernier prenant chaque jour plus d'extension; et nous nous sommes attaché à noter le montant et la valeur des principaux articles exportés depuis 1900 jusqu'en 1911, sans oublier le chiffre des transactions auxquelles a donné lieu, en ces dernières années, le commerce de l'Argentine avec la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

Pour bien répondre à l'esprit d'information et de complément qui doit présider à ce genre d'ouvrages, nous ne pouvions pas faire abstraction des énormes capitaux étrangers qui sont engagés dans la République Argentine ; et, imbu de cette idée, nous avons cherché à ce qu'ils tiennent leur place dans ce livre, avec toutes les spécifications qu'il nous a été possible d'obtenir, notamment pour ce qui concerne la France. Ensuite, nous nous sommes efforcé de faire apparaître l'excellente situation monétaire de l'Argentine par rapport aux diverses crises qu'elle a traversées depuis son indépendance jusqu'à nos jours. Cela est mis en évidence par le tableau que nous avons dressé des cours de l'or se remontant à 1826 et terminant à ce jour, où la cotation est parfaitement stabilisée. Dans cet ordre d'idées, nous ne pouvions pas non plus omettre l'exposé de la marche du Banco de la Nacion Argentina, établissement officiel qui constitue un des plus puissants facteurs du développement des richesses du pays ; et il a été, en effet, l'objet d'une étude spéciale. Bref, bien que s'agissant d'une matière tout autre, mais qui ne s'écarte pas de l'objet essentiel de cet ouvrage, il convenait de faire connaître la puissance maritime de la République Argentine, au point de vue militaire; c'est à quoi nous avons répondu par de nombreux détails sur la composi-

tion de sa flotte qui ont été obtenus de l'administration respective. Le lecteur les trouvera dans un chapitre de ce volume.

Pensant que les travaux de statistique gagnent à être complétés par des graphiques, nous en avons fait dresser une série s'accordant avec les données les plus récentes, de façon à rendre cette édition plus intéressante. Ces graphiques se rapportent notamment aux progrès de l'élevage, à la valeur des exportations, au commerce des céréales, à la superficie cultivée, à l'industrie frigorifique, aux chemins de fer, à l'instruction publique, etc. Nous y avons ajouté deux des plus neuves cartes de la République Argentine, dont une avec le détail de la population, la superficie, les lignes ferrées, l'élevage et la production agricole par provinces.

Si de la sorte nous sommes parvenu à rendre un service utile à nos lecteurs et à la République Argentine, ce sera là notre meilleure récompense et surtout notre satisfaction.

EUGENIO GARZÓN.

L'AMÉRIQUE LATINE

I

Le sujet de ce livre, c'est l'histoire d'un libérateur dans ses rapports et relations avec l'émancipation des colonies hispano-américaines, l'histoire d'un homme qui complète la trilogie des grands libérateurs républicains du nouveau monde : — Washington, la plus élevée puissance de sa démocratie géniale ; — Bolivar et San Martin qui constituent le binôme de l'émancipation sud-américaine. Ce sujet se déroule sur un très vaste théâtre, depuis l'extrémité australe du continent jusqu'au tropique du Cancer, en l'espace de deux décades de lutte. Son point de départ, c'est la révolution argentine américanisée ; son fil conducteur, l'action politique et militaire du protagoniste en ses mouvements excentriques et concentriques ; son objectif, la coordination des lois normales qui présidèrent à la fondation des républiques sud-américaines, et l'exposé concret des principes fondamentaux qui donnèrent raison d'être et puissance irradiatrice à la révolution pour leur indépendance, dont la synthèse est la liberté

d'un nouveau monde républicain suivant la loi naturelle et suivant sa génialité. De ce point de vue historique, le sujet tire son unité ; le récit, sa signification ; et il en découle logiquement la philosophie et la morale politique. C'est l'idée qui se convertit en action, — comme le calorique en force, — dont la résultante est la création d'un groupe de nations nouvelles émancipées par les armes propagatrices des principes organiques qui leur inoculèrent vie féconde, en leur traçant de grandes voies.

C'est la justification d'une victoire humaine, comme condition nécessaire d'existence progressive pour fonder un ordre de choses dans lequel la suprématie régulatrice d'une seule loi gouvernât vaincus et vainqueurs contemporains, et fût la norme de l'avenir en montrant que, seules, sont légitimes les victoires bienfaisantes pour tous, car en dehors du cercle vital des actions et réactions naturelles et des conditions normales de l'égalité de droits et de garanties réciproques, tout n'est que fait brutal et que force perdue.

Ce sujet est double et complexe, comme la révolution et l'évolution collective qu'il embrasse, et se combine avec l'action du génie individuel animé par la force vive que lui communique la somme des volontés spontanées qu'il représente, harmonique en son dualisme nécessaire. C'est, dans l'ordre national et à point de vue restreint, le développement militaire et politique de la révolution argentine qui prend l'offensive, et s'extériorise, en propageant son action et ses principes ; et dans l'ordre international, c'est la gestation de nouvelles nations indépendantes et souveraines qui naissent sous ces auspices avec

des formes et des tendances démocratiques. Embrassant le mouvement collectif, organique et multiforme, dans son ensemble, et sur ses différents théâtres, c'est l'avènement d'un nouveau monde républicain sans précédents, qui flue comme d'une source, avec l'originalité de ses antécédents spontanés, se détachant des groupements politiques de la grande masse, avec leur autonomie et leur intégrité territoriale, et aussi leurs vices personnels. Au point de vue du droit universel, c'est, d'une part, la proclamation d'une nouvelle règle internationale, qui seulement admet par exception les alliances et les interventions contre l'ennemi commun au nom de la solidarité de destins, répudiant les conquêtes et les annexions, et, comme conséquence, la formation de la carte politique de l'Amérique méridionale avec ses frontières définies par un principe de fait et de droit, sans violenter les particularismes. D'autre part, et à ce même point de vue, c'est la tentative de la révolution colombienne dilatée, d'unifier artificiellement les colonies émancipées, suivant un autre plan absorbant et monocratique, en contradiction avec leurs lois naturelles, et en opposition avec le nouveau droit des gens proclamé par la Révolution argentine américanisée. Ces deux tendances, concurrentes en un point, — l'émancipation générale, — représentées par deux hégémonies politiques et militaires — l'argentine et la colombienne, — constituent le dernier nœud de la révolution sud-américaine. De là proviennent la condensation des deux forces émancipatrices et la conjonction des deux grands libérateurs qui les dirigent, — San Martin et Bolivar — qui opèrent par instinct et à l'unisson, et se rencontrent, en

suivant des chemins opposés, après avoir traversé l'un et l'autre de l'Atlantique au Pacifique, arrachant des peuples à l'esclavage, fondant des nations nouvelles, et circonscrivant le champ de la lutte pour en finir avec le système colonial retiré dans sa dernière forteresse. De là aussi le choc des deux politiques continentales de ces hégémonies, jusqu'à ce qu'enfin prévale par soi-même le principe supérieur auquel obéissent les événements en leur gravitation naturelle.

Considérée à ce point de vue, l'histoire de l'émancipation sud-américaine présente un caractère homogène avec unité d'action et une idée dominante qui donne la note tonique dans le concert général au milieu d'apparentes dissonances. Et si on la considère simplement au point de vue de la condensation des forces, et de sa direction constante et de ses conjonctions, au milieu de ses déviations accidentelles, cette unité prend un plus grand relief, et révèle l'existence d'une loi qui régit les faits accomplis, leur donnant une signification concordante. En effet, si l'on étudie le théâtre de la guerre de l'indépendance sud-américaine, depuis le Rio de la Plata jusqu'à la mer de Caraïbes — abstraction faite du Mexique qui ne se relie point au système militaire continental — on voit que le mouvement général se condense en deux grands centres révolutionnaires aux extrémités du continent : l'un au sud, qui comprend les Provinces-Unies du Rio de la Plata, le Chili et le Haut-Pérou ; l'autre qui comprend le Vénézuéla, la Nouvelle-Grenade et Quito, au nord. Ils ont tous deux leur champ de mouvement tracé par l'épée libératrice, et dans ce champ s'exerce leur

action politique et militaire. Simultanément, ils luttent et triomphent aux deux extrémités; et, résolus les problèmes partiels du sud et du nord, les deux révolutions, comme deux masses qui obéissent à une attraction réciproque, convergent militairement, vers le centre, suivant en sens opposé un double plan de campagne continental. Ce plan, conçu et exécuté par les deux grands libérateurs précités, donne pour résultat précis le triomphe final de l'émancipation américaine par l'action militaire combinée de toutes les colonies insurgées. Cette action compacte et uniforme, qui se dilate sur l'étendue d'un quart du globe, obéissant aux influences morales des âmes et à l'affinité des forces, offre l'unité idéale d'un poème et la précision d'une solution mécanique.

L'unité de cette action compacte, persistante, intense, sans gaspillage de forces, se dessine nettement dans les lignes de l'histoire générale de la vie de San Martin, le libérateur du Sud, donnant à sa figure historique des proportions continentales, nonobstant que ses actions soient plus transcendantales que son génie, et les résultats obtenus grâce à lui plus palpables que ses prévisions. Il est une force historique qui, comme les forces de la nature, agit par soi, obéissant à une impulsion fatale. Il naît dans un obscur village d'Amérique, qui disparaît quand lui commence à figurer sur sa grande scène, ébauchant sa carte politique, et c'est pour cela qu'il n'a pas d'autre patrie que l'Amérique toute. Il devient soldat dans le vieux monde, combattant sur terre et sur mer à côté des premiers soldats du siècle, ce qui le prépare à l'accomplissement de sa future mission guerrière, quoiqu'il n'eût pas l'intuition de

son destin, et son caractère se trempe dans un milieu qui devait lui inoculer la passion absorbante que lui, à son tour, convertit en force efficiente. Au début de sa carrière dans le nouveau monde, il établit méthodiquement par la tactique et la discipline sa base d'opérations, forge son arme de combat, monte sa machine de guerre, produit de la combinaison de deux forces concurrentes, consolide l'indépendance des Provinces-Unies du Rio de la Plata, son point militaire de départ, et conquiert ensuite celle de l'Amérique australe sur une étendue de 50 degrés géographiques. Dans son commandement de l'armée argentine du Nord, son nom et ses travaux se relient à la révolution du Haut-Pérou, dont il prévoit la marche excentrique, et au triomphe de laquelle il devait concourir par un autre chemin stratégique découvert par son génie observateur. En traversant les Andes, en réalisation du plan de campagne par lui conçu, il s'identifie avec la révolution du Chili, et après en avoir conquis et consolidé pour toujours l'indépendance, il fonde la première ligue guerrière et conclut la première alliance internationale en Amérique. Il domine le Pacifique, suivant ses claires prévisions, sans quoi l'indépendance américaine était absolument impossible à cette époque, et exécute par ce nouveau chemin la troisième grande étape de son itinéraire, libérant le Bas-Pérou, dont il fonde l'indépendance, et ébauche la constitution. Il concourt à l'indépendance de la Colombie, porte jusqu'au pied du Pichincha le drapeau de la révolution argentino-chileno-péruvienne, salué par les libérateurs colombiens qui exécutent un plan de campagne analogue au sien et non moins gigantesque. Sous la

ligne équinoxiale qui délimite les deux grands théâtres de la guerre continentale, il tend la main à Bolivar, le libérateur qui vient du Nord, par un chemin opposé, obéissant à la même impulsion, livrant comme lui de grandes batailles américaines, libérant des peuples et fondant des nations.

Ainsi se termine sa grande campagne émancipatrice du Sud. Enfin, il abdique en plein pouvoir, quand il comprend que sa mission est terminée, que ses forces efficientes sont épuisées, et se condamne délibérément à l'ostracisme par besoin et par vertu, fidèle à la proverbiale maxime qui dirigea sa vie: *Tu seras ce que tu dois être, sinon tu ne seras rien.*

Comme complément de cette vie et de cette mission historique, il peut contempler son œuvre du fond de sa retraite, en voyant qu'en définitive l'Amérique méridionale s'organise autonomiquement suivant la Constitution géographique de laquelle dérive son plan de division politique, formant une nouvelle constellation d'États indépendants, telle qu'il la conçut par instinct, d'après ses lois naturelles. En même temps, il voit sans envie que Bolivar, avec qui il partage la gloire de l'émancipation d'une moitié du monde, obtient et mérite la couronne du triomphe final de l'Indépendance, se reconnaissant modestement inférieur à lui, en efforts accomplis et en prouesses réalisées, encore qu'il soit plus grand moralement et militairement, et que dans l'ordre définitif des choses le triomphe lui soit dû. Tandis que se dissipe le rêve délirant de l'ambition de Bolivar qui prétend fonder un empire de républiques indépendantes, avec une constitution monocratique, sous les auspices militaires de l'hégémonie colombienne, et que

tombe son auteur politiquement renié par elles, quoique glorifié comme libérateur, le plan de l'hégémonie argentine, dont San Martin s'était fait le héraut, triomphe. De sorte que l'unité d'argument et d'action de cette histoire, qui relie entre elles ses parties composantes en les subordonnant à un principe général, se continue jusqu'à la retraite des deux libérateurs, représentant deux hégémonies rédemptrices de l'Amérique du Sud, et se prolonge jusqu'en leur postérité avec la mélancolique fatalité du drame ancien, et l'exactitude de l'équation mathématique.

II

SIPNOSIS DE LA RÉVOLUTION SUD-AMÉRICAINE

On dit que quand l'Europe tournera ses yeux vers nous, elle estimera que l'émancipation de l'Amérique du Sud est le problème politique le plus considérable du dix-neuvième siècle, autant par son ampleur et son originalité que par la répercussion probable de ses conséquences futures.

En effet, l'apparition d'un groupe de nations indépendantes, issues d'un embryon colonial, qui végétaient dans l'inertie, lesquelles nations, fournissant à l'Histoire des éléments nouveaux et de nouvelles personnalités, devront, partant, intervenir dans la dynamique du monde ; — l'unification politique de tout un continent qui occupe la moitié du globe, d'un continent proclamant, par pur instinct, les principes

logiques de la démocratie comme loi naturelle et règle universelle de l'avenir, — la consécration d'un nouveau droit des gens et d'un nouveau droit constitutionnel, en lutte ouverte contre le droit de conquête et de servitude, et contre le traditionnel dogme monarchique de l'absolutisme, si en vogue dans le vieux monde; — la division du globe en deux parties bien établies, division qui établit dans les balances du Destin l'équilibre humain ; — l'entrée en scène de sociétés organiques, égales à leur naissance, émancipées de tout privilège, ayant une seule formule compréhensive et des tendances cosmopolites ; l'ouverture d'un champ d'expérience n'opposant aucun obstacle au développement des qualités physiques et morales de l'homme; en dernier lieu, l'étendue de la révolution sud-américaine et de ses conséquences à prévoir, dans le temps et dans l'espace, en font, sans qu'il soit possible de le nier, un des changements les plus capitaux qui se soient jamais produits dans la condition sociale du genre humain.

Les premières secousses de cette révolution commencèrent à se faire sentir synchroniquement aux deux extrémités et au centre de l'Amérique du Sud, en l'an 1809, sous des formes identiques, avec les mêmes aspirations ; sans compter que se fit, dès la première heure, remarquer certaine prédisposition innée et certaine solidarité organique de la masse dirigeante. Simultanément, sans préalable accord entre les parties, et comme obéissant à un ordre mystérieux, toutes les colonies hispano-américaines se soulèvent en 1810 et proclament le principe du gouvernement personnel, germe de leur indépendance et de leur liberté. Six ans plus tard (1814-1816) toutes

les révolutions dans l'Amérique du Sud étaient étouffées, et, seules, restaient en armes les Provinces-Unies du Rio de la Plata, lesquelles, après avoir expulsé de leur territoire jusqu'au dernier ancien dominateur, proclamaient leur propre indépendance à la face du monde entier et donnaient derechef, aux colonies vaincues, le signal du grand et décisif combat, en faisant avec elles cause commune. En 1817, la révolution argentine, à ce moment-là américanisée, se trace un plan de campagne, de politique et d'émancipation continentale ; elle prend l'offensive et change le résultat de la lutte engagée ; elle traverse les Indes et conquiert le Chili ; et, unie au Chili, elle domine sur l'Océan Pacifique, libère le Pérou et porte ses armes rédemptrices jusque sur la ligne de l'Équateur, en contribuant au triomphe de la révolution colombienne. Cette vigoureuse impulsion se fait sentir jusque dans l'extrémité nord du continent méridional, qui vainc à son tour les défenseurs de la métropole, et les expulse de son territoire : elle y décrit la même évolution que dans la République Argentine, prend l'offensive, franchit les Indes, s'américanise et converge vers le centre, où les deux forces émancipatrices effectuent leur jonction, comme il a été dit. La lutte se trouva circonscrite aux montagnes du Pérou, dernier refuge de la domination espagnole, déjà blessée à mort aux batailles de Chacabouco et Maïpou, de Carabobo et Boyaca. Dès lors, l'indépendance américaine cesse d'être un problème militaire et politique pour devenir une question de temps et d'efforts à réaliser. En fait et en droit, les colonies libres hispano-américaines sont libres par elles-mêmes, sans aides étrangères, ayant lutté seules

contre les pouvoirs absolus du monde entier coalisés ; et, du chaos colonial, surgit un monde nouveau, organisé, couronné des doubles lueurs polaires et équatoriales de son ciel. Peu de fois il fut donné au monde d'assister à semblable genèse politique, ni à une plus héroïque épopée militaire.

Tandis que ces grands événements se déroulaient dans l'Amérique méridionale, à la veille du combat définitif, les États-Unis de l'Amérique du Nord, qui inaugurèrent la nouvelle ère républicaine en donnant le signal de l'émancipation aux colonies du sud du continent, et qui, durant la lutte, restèrent neutres, quoique non indifférents, reconnaissent l'indépendance des nouvelles républiques (1822) comme un « fait, expression de la simple vérité », et déclarent : « C'est un droit pour les peuples sud-américains de rompre les liens qui les attachaient à leur métropole, de prendre le caractère de nation parmi les nations souveraines de la terre, et de se donner des institutions conformes aux lois de la nature dictées par Dieu lui-même. » Comme conséquence de la reconnaissance de ce fait et de ce droit, les États-Unis proclament la mémorable doctrine de Monroë (1823) qui, en opposition avec la fameuse bulle d'Alexandre VI, répartissant le monde entre deux couronnes, le divise entre deux systèmes de gouvernement, consacrant un nouveau principe de droit international, applicable aux deux mondes, et qui tient en cette formule : « L'Amérique aux Américains. » (*America for the Americans.*) Jefferson, en posant les premiers linéaments de cette politique (1808), avait dit : « L'Amérique a des principes autres que ceux de l'Europe, et doit avoir un système à elle qui

la sépare de l'ancien continent, forteresse du despotisme : un système qui fasse d'elle l'asile de la Liberté. » Et Monroë, suivant ces courageux conseils, se dressa en 1823 en face de la Sainte-Alliance des rois coalisés contre la liberté du monde, et déclara : « Toute tentative des puissances européennes pour implanter leur système politique sur un point quelconque de l'hémisphère américain dans le but d'en opprimer les peuples émancipés suivant des principes de justice, ou contrarier leurs destins, serait contraire à la félicité et à la sécurité du nouveau continent sous quelque forme qu'elle se produisît. » Les nouvelles républiques américaines donnèrent leur approbation à cette déclaration l'érigeant en règle internationale, et la Sainte-Alliance des rois absolus d'Europe recula devant cette attitude qui devait avoir son contre-coup dans la même Europe subjuguée.

La libre Angleterre qui, au début, se montra favorable à la révolution sud-américaine, commença par se mettre du côté de l'Espagne, en 1818, et de la Sainte-Alliance, au sujet de la question coloniale, en ce sens qu'elle chercha un arrangement qui eût pour résultat une simple « émancipation commerciale des colonies », précisément au moment où les États-Unis commencèrent à diriger leur politique dans le sens de l'émancipation sud-américaine. La diplomatie du cabinet de Washington manifesta alors à l'Angleterre que « les vues du gouvernement nord-américain étaient que les colonies sud-américaines s'émancipassent complètement de la mère patrie, et que la lutte ne se pouvait terminer d'autre façon ». En 1819, elle réitéra formellement cette

déclaration, à propos du Congrès d'Aix-la-Chapelle, où il fut question d'une médiation des puissances entre la métropole et ses colonies insurgées. Et Lafayette, appuyant cette déclaration auprès de son gouvernement, ajoutait : « Toute opposition qu'on fasse à l'indépendance du nouveau monde, pourra affliger l'humanité, mais non point mettre cette indépendance en péril. »

Ainsi, bien avant que la bataille finale assurât pour toujours l'émancipation du nouveau continent (1819-1822), cette émancipation était-elle déjà un fait dans la conscience universelle, et l'attitude des États-Unis, observée aussi par l'Angleterre, fit pencher la balance diplomatique de son côté, en 1823. L'opinion du peuple anglais lui était favorable, et la sympathie de tous les peuples d'Europe lui était acquise. Du sein du parlement britannique des voix éloquentes s'élevèrent en sa faveur, et le marquis de Landsdowne se fit l'organe de ces sentiments en proposant une motion tendant à ce que l'Angleterre reconnût l'indépendance des colonies hispano-américaines. « L'importance et l'étendue du sujet dont je vais m'occuper, dit l'orateur, sont telles qu'il s'en sera rarement présenté de pareil plus grand ni seulement de pareil à la considération d'un corps politique. Les résultats s'étendent à tout un territoire dont l'étendue et la capacité de progrès confondent presque l'imagination qui essaie de les embrasser : s'étendant à des régions qui arrivent du trente-septième degré de latitude nord au quarante-et-unième de latitude sud, c'est-à-dire une ligne non moins grande que celle de l'Afrique entière, dans la même direction, et sur une plus grande largeur que tous

les domaines russes d'Europe et d'Asie réunis. Ces régions sont sillonnées par des fleuves majestueux; et les chaleurs tropicales y sont à tel point tempérées par les montagnes, que la nature s'y voit disposée à produire en compendium tout ce que peut produire la terre. Ces régions sont habitées par vingt-cinq-millions d'âmes de diverses races, qui savent vivre en paix et en harmonie et qui, mieux favorisées par les circonstances qu'elles ne l'ont été jusqu'à aujourd'hui, auraient vite comblé les grands vides de terrain inculte, dont la fertilité les ferait prospérer au point que ce vaste continent se verrait bientôt occupé par des nations puissantes et heureuses. Les habitants ont porté à leurs lèvres la coupe de la liberté, et personne ne peut contrarier le cours de la civilisation, ni des sentiments nobles et généreux qui en naissent. La régénération de ces pays ira de l'avant! »

La réunion du Congrès de souverains à Vérone (1823) et sa déclaration d'intervenir dans la péninsule pour combattre le libéralisme espagnol en appuyant le roi absolu, unie au projet de monarchiser l'Amérique du Sud, suivant les absurdes idées de Chateaubriand, déterminèrent l'attitude de l'Angleterre sous le ministère Canning qui conforma sa politique à celle des États-Unis. Partant de cette base : l'émancipation des colonies espagnoles peuplées par les races latines est un fait acquis et un élément politique nouveau qui devra dorénavant dominer les relations entre les deux mondes, le grand ministre se décida à reconnaître ce fait en prononçant les mémorables paroles suivantes qui résonnèrent dans les deux hémisphères : « La bataille

a été rude ; mais elle est gagnée. Le clou est rivé. L'Amérique espagnole est libre : *Novus sæclorum nascitur ordo !* »

La bataille d'Ayacucho, gagnée huit jours avant ces paroles prononcées dans l'hémisphère opposé, y répondit en consacrant le double triomphe de l'indépendance américaine. Canning put alors s'écrier : « J'ai appelé à la vie un monde nouveau, pour rétablir l'équilibre de l'ancien. »

Le nouveau monde agissait pour la troisième fois, sur le vieux, par sa masse et par son esprit, et pour la troisième fois, rétablissait l'équilibre rompu.

III

ACTION INITIALE DE L'AMÉRIQUE SUR L'EUROPE

Le continent découvert par Christophe Colomb, et qui compléta le monde physique, était destiné à rétablir l'équilibre de ce dernier au moment où cet équilibre vacillait sur ses bases.

Avant la fin du quinzième siècle, l'Europe avait perdu son équilibre moral, politique et mécanique. Après l'invasion des barbares du Nord, qui lui inoculèrent un nouveau principe de vie, sans extirper cependant le germe de décadence hérité de l'empire romain disparu, sa civilisation était sur le point de s'écrouler à nouveau. Il n'y avait point en elle une seule nation cohérente, et ses groupements inorganiques étaient des composés hétérogènes de races

et de particularismes antagonistes, basés sur la conquête, sur la servitude, et que, seule, la force unissait ou séparait. Ses sources de production étaient presque taries : son avenir apparaissait des plus sombres. La liberté des hommes encore tenus en esclavage, était à peine une espérance latente brûlant comme une lumière moribonde au fond de quelques consciences. Le privilège des moins nombreux était la règle dominante et la racloire qui pesait sur les têtes de la communauté asservie. La morale politique des peuples et de leurs penseurs était celle du « Prince », de Machiavel, qui faisait passer la raison d'État avant tous les droits humains et disait que la fin justifiait les moyens : c'était là un progrès relatif. Toute évolution saine vers le progrès était impossible, à cause de la caducité des éléments, et ainsi l'Europe marchait fatalement à la dissolution finale par manque d'un principe vital et régénérateur.

Le chute de l'ancien empire gréco-romain avait renversé la dernière muraille protégeant l'Europe contre la nouvelle irruption des barbares d'Orient, laquelle s'avançait, compacte et fanatisée, du fond de l'Asie sous l'étendard à croissant, et opposait le Coran à l'Évangile. Une fois les Musulmans maîtres de Constantinople, de la Grèce antique et d'une partie de l'Italie, et détenant en outre les clefs de la navigation dans la Méditerranée, le despotisme oriental, précédant ses armes triomphantes, avait envahi tout l'Occident de l'Europe, se convertissant en une institution permanente, divinisée, et ce pouvoir absolu et absorbant de la société et de l'individu était la dernière espérance des peuples contre les maux de l'époque et de la tyrannie des privilégiés.

Pour comble de malheur, les anciens chemins du commerce en Orient, par où s'écoulait le surcroît de l'activité universelle, étaient barrés par suite des conquêtes des Arabes, maîtres des trois quarts du monde connu. L'Europe, enfermée dans l'étroite enceinte limitée par la ligne du Danube et la porte des Colonnes d'Hercule, isolée, appauvrie, assujettie, affaiblie et menacée même d'être expulsée jusque de la Méditerranée — dont les Turcs et les Maures possédaient les côtes en Asie, en Afrique et, partiellement, en Europe — semblait perdue, et, seule, la découverte d'un nouveau monde pouvait la sauver. « La découverte d'un nouveau continent au delà des mers ténébreuses eut pour effet, non seulement d'ouvrir au commerce d'autres voies ; mais encore de lui faire subir une transformation qui a plus influé qu'aucun autre événement politique sur la civilisation du genre humain, puisqu'elle affecta, — et continua d'affecter encore chaque jour davantage toutes les parties du globe, et l'humanité tout entière (1). » Cette découverte — véritable point de départ de l'ère moderne — par le rétablissement de l'équilibre dynamique, en remontant aux causes du mouvement et aux effets des forces, fit que les choses tournassent rythmiquement dans leur sphère d'attraction réciproque, et les hommes dans le cercle vital de leurs aspirations innées. Ainsi s'opéra le grand phénomène social qui rénova la civilisation chrétienne et sauva l'humaine liberté. Le grand mouvement de la Réforme qui se produisit immédiatement après, en émancipant la raison et en libérant les âmes, dé-

(1) SHERER, *Histoire du commerce de toutes les nations*, t. I, p. 138.

posa dans les consciences le germe des principes démocratiques renfermés dans la Bible — qui était son code, — lesquels principes, transportés dans un monde nouveau, devaient régénérer la civilisation européenne atrophiée, et la répandre, débordante de vie, dans l'ordre politique, sur toute la terre, comme la semence féconde de Triptolème.

Ce n'est pas en vain que l'imagination populaire, devançant les temps, supposa que la fontaine de Jouvence rêvée par les Anciens — dont les eaux procuraient l'immortalité et l'éternelle jeunesse — se trouvait dans le nouveau continent découvert par Colomb. Transportée sur le sol vierge de l'Amérique, la vieille civilisation européenne, riche de germes vivaces de progrès, s'acclimata, et rajeunit, dans des conditions d'égalité, sans pouvoirs monarchiques ni théocratiques, sans privilèges ni aristocratie, et se développa librement dans une atmosphère propice. Une fois ce nouveau champ immense ouvert à l'activité humaine, une évolution superorganique s'opéra « dans laquelle les faits révèlent l'éducation du rejeton, et la coopération des antécesseurs montre le germe d'un nouvel ordre de phénomènes (1) ». Ce fut une véritable rénovation de l'ordre social en la matière vivante, suivant la loi de la nature. Le résultat, ce fut l'organisation d'une démocratie de fait, et d'une société nouvelle, née du travail. Pour l'atteindre, il suffit que l'homme, laissant en Europe sa charge de servitudes séculaires, se transportât sur un autre continent vacant et que, livré à sa propre spontanéité, il refît son destin, en laissant ses ins-

(1) SPENCER, *Principes de sociologie*, t. I, p. 6.

tincts sains et conservateurs reprendre le dessus dans la lutte pour la vie.

IV

LA COLONISATION HISPANO-AMÉRICAINE

Dans la répartition dont fut l'objet le continent, l'Amérique du Sud fut la moins favorisée. L'Espagne et le Portugal transportèrent dans leurs nouvelles colonies leur absolutisme féodal et leurs servitudes : mais ils ne purent y implanter ni leur système de privilège, ni leur aristocratie, ni leurs inégalités sociales. Le pouvoir efficient du bien fut le plus fort. La semence répandue sur le nouveau sol se modifia, se vivifia, se régénéra, donnant pour fruit une démocratie géniale dont le germe était en la nature de l'homme placé dans un nouvel ambiant. A ce résultat contribua la façon dont fut colonisée l'Amérique méridionale. Le plus autorisé des chroniqueurs des Indes reconnaît que la conquête fut faite aux frais des conquistadors, sans dépenses pour le Trésor royal (1). Et un judicieux historien sud-américain, commentant ce fait, en tire la leçon de politique pratique qu'il renferme. « Les aventuriers espagnols du seizième siècle purent exécuter la merveilleuse prouesse de conquérir l'Amérique, parce que personne ne mit d'entraves à leur spontanéité, ni ne

(1) Voir Herrera, *Histoire générale des Indes*, déc. IV, liv. VI, chap. XI.

soumit à des règles leur inspiration personnelle. Ce fut là la loi générale de la conquête de l'Amérique, et ce qui produisit un résultat si admirable et si rapide, c'est qu'on laissa se développer librement l'inspiration personnelle. Chaque conquistador fut une force qui s'exerça sans limite ni contrôle (1). » De là l'esprit d'individualisme que ces conquistadors léguèrent à leurs descendants, avec leurs instincts d'indépendance, et de là les tendances organiques manifestées par les nouvelles colonies dès leur origine. C'était un monde rebelle qui naissait sous les auspices de l'absolutisme, et qui, en donnant libre vol à l'individualisme, se trouva face à face avec le féodalisme d'où il était né.

La Constitution coloniale, établie pour l'usage du despotisme personnel, lequel excluait l'idée d'une patrie commune, et était organiquement faible par cela même qu'il était absolu, concourait fatalement à ce résultat plus ou moins lointain. La colonie et la métropole ne constituaient pas une masse homogène. L'Amérique espagnole, en laquelle quelques-uns ont cru voir une sorte d'empire indépendant, était considérée comme un fief personnel du monarque espagnol, moins encore en raison de la découverte, de la conquête et de la population, qu'en raison de la bulle d'Alexandre IV qui l'avait ainsi constituée « en vertu de la juridiction que, comme tête du lignage humain, avait le Pape sur le monde », suivant la doctrine du plus profond commentateur de la Constitution coloniale (2). Aussi l'Amérique espagnole ne formait-elle pas corps de nation avec

(1) Amunátegui, *Découverte et conquête du Chili*, pp. 7 et 29.
(2) Solórzano, *Politique indienne*, liv. I, chap. X et XI, n. 8.

la péninsule, ni n'était-elle unie avec celle-ci autrement que par le lien de la couronne ; et le serment de fidélité que prêtaient au roi d'Espagne ses vassaux d'outremer était le serment féodal qui lie un homme à un autre plus par raison de personne que par raison de pays, ainsi que l'explique le même commentateur (1). De là que le monarque pût légiférer et lever des impôts sans l'intervention des *Cortes* espagnoles, qui siégeaient seulement pour la Péninsule. De cet ordre de choses devait forcément surgir une théorie révolutionnaire, quand, disparaissant le monarque et se trouvant dissous de ce fait les liens personnels, la souveraineté absolue des rois reviendrait par acéphalie à leurs vassaux ; et quand, par suite de la transformation de cette souveraineté absolue en souveraineté populaire, le divorce entre les colonies et la mère-patrie se produirait logiquement et légalement.

Ce fief colonial avait son gouvernement supérieur en le Conseil des Indes, comprenant un vice-roi chargé des affaires politiques, et une *Audiencia* chargée des affaires judiciaires. Ces deux autorités, en rivalité constante, étaient loin de rendre des services. Dans l'ordre municipal, les *Cabildos*, ombres des anciennes communautés libres de la métropole, représentaient nominalement le commun du peuple. Telle est à grands traits la Constitution coloniale. Elle contenait cependant un principe démocratique, quoiqu'en une sphère limitée : attribuer théoriquement aux *Cabildos* la représentation populaire, c'était leur accorder le droit de convoquer la

(1) Solórzano, *Politique indienne*, liv. III, chap. XXV, n. 13.

population, et de la réunir en une sorte d'assemblée municipale pour délibérer sur les intérêts généraux et en décider par le vote direct, comme dans les démocraties de l'antiquité. Cette fiction se convertirait en réalité le jour où les forces populaires lui donneraient vie. Des *Cabildos* ainsi constitués, devait jaillir en son temps l'étincelle révolutionnaire, et c'est au forum municipal que le peuple ferait son apprentissage parlementaire.

Cette sociabilité rudimentaire, accompagnée d'instincts d'indépendance et de germes innés de démocratie, contenait — nous l'avons dit dans un autre ouvrage historique — tous les vices essentiels et de conformation de la matière originaire et du grossier moule colonial dans lequel on l'avait coulée, et en même temps tous les vices provenant de son état embryonnaire, de sa propre nature et de son milieu. Les déserts, l'isolement, le dépeuplement, le défaut de cohésion morale, la bâtardise des races, la corruption des coutumes chez la masse générale, l'absence d'idéal, le manque d'activité politique et industrielle, la profonde ignorance du peuple, étaient des causes et des effets qui, en créant une demi-barbarie à côté d'une civilisation faible et maladive, concouraient déjà à vicier l'organisme à l'époque où le développement commençait et où le corps prenait les formes extérieures qu'il devait conserver. Cependant de cet embryon devait jaillir un nouveau monde républicain, produit des germes natifs qu'il enfermait dans son sein.

V

LA COLONISATION NORD-AMÉRICAINE

Plus heureuse, l'Amérique du Nord fut colonisée par une nation qui avait des notions pratiques de liberté et par une race virile mieux préparée au gouvernement personnel, imprégnée d'un fort esprit moral qui lui donna sa trempe et son caractère. Cette colonisation, entreprise un an plus tard que l'espagnole, s'acclimata dans une région analogue à la mère-patrie — le fait s'est déjà produit pour les colonies espagnoles et portugaises dans l'Amérique méridionale — et y fonda une patrie nouvelle dotée d'institutions libres. Quoiqu'à leur origine les colonies anglaises fussent considérées comme des provinces de la Couronne, administrées par des compagnies privilégiées et par un conseil de gouvernement calqué sur celui des Indes, et quoique le monarque se réservât, comme celui d'Espagne, la suprême autorité législative et la faculté de pourvoir tous les emplois, les colons de la Virginie, par leur propre force, ne tardèrent pas à conquérir quelques droits politiques, bientôt garantis par des lettres royales, lesquels droits furent l'origine des futures institutions républicaines. En 1619, se réunit à Jamestown la première assemblée coloniale populairement élue par les hommes libres de la communauté, et qu'on a appelée, avec juste raison « l'heureuse aurore de la liberté législative en Amérique », la Virginie étant

le « premier État du monde composé de bourgades séparées et éparses sur un immense territoire, où le gouvernement se soit organisé suivant les principes du suffrage universel. » La Virginie fut suivie par le Maryland, à qui la lettre fondamentale délivrée en 1632 donna une participation indépendante à sa législation, et la sanction des statuts par la majorité de ses habitants ou de leurs députés, liant ainsi indissolublement le pouvoir législatif à son existence. Ces premières assemblées coloniales supprimèrent les compagnies et les privilèges, et fondèrent le gouvernement par soi-même (*self-government* (1).

Les planteurs de la Virginie et de Maryland furent suivis par les *Pèlerins* de la Nouvelle-Angleterre (les puritains) qui, fuyant les persécutions de l'Europe, étaient venus chercher la liberté de conscience dans le nouveau monde, et y fonder une nouvelle patrie suivant la loi de leur Évangile. Fortement imprégnés de l'esprit républicain de la mère-patrie — dont ils firent la grande révolution — et des principes démocratiques des républiques helvétique et néerlandaise qui leur avaient donné asile, ils gardaient de Guillaume d'Orange — type pour eux idéal du gouvernement d'un peuple libre — un souvenir qui faisait présager Washington. Forts en la conscience de leurs droits innés, ils se transportèrent sans aucune garantie sur leur nouveau théâtre d'action, en disant « que si l'on tentait jamais de les opprimer, encore que ce fût par un décret royal, ils sauraient bien s'y

(1) Voir BANCROFT, *Histoire des États-Unis*, t. I, chap. IV, VII et VIII et particulièrement pp. 132, 148, 157 et suiv., 256, 257, 269 et 276.

opposer ». Et il en fut ainsi. A peine foulèrent-ils le sol de leur nouvelle patrie élective, ils déclarèrent à la face de Dieu qu'ils « fondaient leur première colonie dans la patrie septentrionale de l'Amérique, et qu'ils s'associaient en corps civil et politique pour leur meilleure organisation et conservation, et qu'en vertu d'un tel engagement, ils dicteraient et promulgueraient les lois et ordonnances qu'ils jugeraient utiles dans l'intérêt général ». Cent hommes signèrent ce document qui, suivant un historien nord-américain, fut « l'origine de la véritable démocratie et de la liberté constitutionnelle du peuple, par lesquelles l'humanité recouvra ses droits, et établit un gouvernement basé sur des lois équitables et n'ayant en vue que le bien général, réagissant contre les constitutions du moyen âge dérivées des privilèges municipaux ». Enfin, vinrent les quakers qui proclamèrent l'absolue liberté intellectuelle du peuple comme un droit inné et inaliénable, et émancipant la conscience humaine suivant la méthode philosophique de Descartes, formulèrent leur constitution, — devançant les constitutions modernes, — dans laquelle on posa pour la première fois d'une façon absolue et universelle le principe de l'égalité démocratique. Et, avec Guillaume Penn à leur tête, ils fondèrent la colonie représentative de Pensylvanie, noyau et type de la grande république des États-Unis.

Telle fut l'efficiente action du nouveau monde sur l'Europe durant la première époque de sa découverte et de son peuplement. Les émigrants, en foulant le sol sur lequel ils reprenaient leur équilibre, libres des mille charges qui les écrasaient sur l'an-

cien continent, formèrent un nouvel État politique, et se donnèrent, suivant leurs tendances individuelles, une constitution démocratique appropriée à leurs besoins physiques et moraux, et contenant les germes de leur organisation future et le type fondamental d'autres associations analogues.

VI

POLITIQUE COLONIALE DANS LES DEUX AMÉRIQUES

Quelques-uns ont cru trouver l'explication de la diversité d'aptitudes politiques entre l'Amérique du Sud et celle du Nord dans les antécédents économiques de leurs lois coloniales. Cependant la politique commerciale de l'Angleterre à l'égard de ses colonies fut aussi restrictive, barbare et égoïste que celle de l'Espagne et du Portugal à l'égard des leurs, et, chose à remarquer, moins avancée que celle de la France comme métropole, sur plusieurs points. Ainsi que l'observe Adam Smith, dont le témoignage est décisif puisqu'il vient d'un Anglais : « Toute la différence entre les politiques coloniales suivies par les diverses nations tient en une question de plus ou moins, car toutes ces politiques ont eu le même objet. Celle des Anglais fut la meilleure parce qu'elle fut la moins oppressive et qu'elle eut un peu plus de générosité. »

Le monopole commercial que l'Espagne adopta comme système d'exploitation en Amérique, immé-

diatement après la découverte, fut funeste autant pour la métropole que pour les colonies. Établi sur des bases fausses, dans le but de faire passer en Espagne toutes les richesses du nouveau monde et pour que celui-ci ne s'approvisionnât qu'en Espagne d'articles européens, il donna naissance à une législation exclusivement dirigée vers ce but, dans les premiers temps, et toutes industries, toutes cultures qui eussent pu faire la concurrence à celles d'Europe furent interdites en Amérique. Pour centraliser le monopole, on déclara que le port de Séville (puis celui de Cadix) serait le seul ouvert aux navires chargés de marchandises à destination du nouveau monde ou en rapportant des produits coloniaux. Et pour plus de sûreté, on alla jusqu'à interdire toute communication commerciale des colonies entre elles, de façon que rien ne se fît sans le secours et l'intermédiaire intéressé de la métropole. Le système restrictif fut complété par l'organisation des flottes réunissant en un seul convoi annuel ou semestriel tous les bateaux marchands, surveillés par des navires de guerre, et l'on décréta qu'une seule porte serait ouverte pour entrer en Amérique ou en sortir : Panama. Les marchandises ainsi introduites traversaient l'isthme, et s'écoulaient par la voie du Pacifique, jusqu'à Potosi où devaient venir s'approvisionner les provinces du Sud et celles des côtes de l'Atlantique, ce qui quintuplait ou sextuplait pour elles le prix d'achat. — Cet absurde itinéraire, violateur des lois de la nature et des règles d'un bon gouvernement, et le système de monopole colonial, par le moyen des galions, ne peut être conçu que par la démence d'un pouvoir absolu, et supporté par

l'inertie d'un peuple assujetti. Deux furent les victimes d'un tel système : la métropole et l'ensemble de ses colonies.

Avant qu'un siècle se fût écoulé, la population de l'Espagne était réduite de moitié; son industrie était ruinée; sa marine marchande n'existait plus que de nom; son capital avait diminué; son commerce était aux mains des étrangers, par le moyen de la contrebande, et tout l'or et tout l'argent du nouveau monde étaient allés partout, sauf en Espagne. La ruine de la marine et de l'industrie, et la conséquente misère de la colonie et de ses dépendances, finirent par détruire totalement le commerce officiel. Quand l'Espagne instruite par l'expérience voulut réagir contre son désastreux système d'exploitation, encore que ce fut avec intelligence et générosité, c'était trop tard. Elle était irrémédiablement perdue comme métropole, et l'Amérique, pour elle, comme colonie. Ni le lien de la force, ni celui de l'amour, voire seulement celui de l'intérêt, ne liaient les fils déshérités à la mère-patrie ; la séparation était un fait, et l'indépendance des colonies sud-américaines une question de temps et d'opportunité.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer en un autre livre, en exposant ces même faits d'une façon plus étendue, l'erreur fondamentale du système colonial de l'Espagne n'était pas une invention — encore qu'elle l'exagérât — mais une tradition ancienne et la théorie économique de l'époque mise en pratique. L'Angleterre, dans son exploitation de ses colonies de l'Amérique du Nord, fit en sorte, par des lois coercitives, que la métropole fût seule à les pourvoir

de marchandises européennes, le seul pays d'où partissent et où retournassent les navires destinés au trafic, commettant de plus grandes erreurs théoriques encore au début, par l'institution de compagnies privilégiées, celle de l'Inde orientale entre autres, auxquelles elle livrait le territoire comme propriété féodale, à titre de conquête, le monarque se réservant le droit absolu de réglementer le commerce. Adam Smith, tout en jugeant avec bienveillance la politique coloniale de sa patrie, la condamne cependant sévèrement. « La liberté laissée par l'Angleterre, dit-il, au commerce de ses colonies, s'est réduite à l'expédition de leurs produits à l'état brut, en ayant tout au plus reçu la première modification, en réservant le profit pour les fabricants britanniques. La législation empêchait l'établissement de manufactures dans les colonies, chargeait les produits de forts droits et même leur fermait l'accès de la métropole. Empêcher de cette façon l'échange des produits, c'était violer les lois les plus sacrées de l'humanité. L'Angleterre sacrifia à l'intérêt de ses commerçants celui de ses colonies. Le gouvernement anglais a très peu contribué à fonder les plus importantes de ses colonies; et quand ces dernières se sont développées, ses premiers règlements les concernant n'ont pas eu d'autre objet que de s'assurer le monopole du commerce, en limitant à un seul pays l'exportation des articles de ces colonies, et en contribuant par conséquent à paralyser leur activité et à retarder leur progrès, au lieu de les favoriser de son mieux en vue de leur prospérité. » Bancroft, un Nord-Américain d'origine anglaise, après avoir énuméré toutes les restrictions imposées

au commerce du tabac qui était une source de richesse coloniale, dit : « Il fut défendu à tout vaisseau marchand chargé de produits de la colonie de se diriger par eau vers les côtes de Virginie en partant d'autres ports que des ports anglais. Tout commerce avec des navires étrangers fut interdit. Les étrangers furent rigoureusement exclus. »

Dans la pratique toutes ces fautes trouvèrent leur correctif. Les règlements tyranniques tombèrent d'eux-mêmes en désuétude par la résistance des colons armés de leurs franchises municipales, et grâce à cela, les résultats que cherchait l'Angleterre furent obtenus sans grande violence, avec des avantages pour la métropole et pour les colonies. Les lois de navigation (1650-1666) donnèrent à la marine anglaise la suprématie et aux ports anglais la plus grande importance, en excluant des marchés la concurrence étrangère, par suite de quoi se trouvèrent fort avantagés, les commerçants et négociants britanniques. Ainsi se trouva monopolisé en fait et en droit le commerce colonial. Ce monopole judicieusement exploité par une nation apte au trafic mercantile, disposant d'une population surabondante, d'une marine marchande libre en sa sphère, avec des usines capables d'approvisionner seules ses colonies, avec suffisamment d'instincts de conservation pour accroître ses capitaux sans tarir la source de la richesse même, avec des traditions de gouvernement par soi-même qu'elle transplantait dans ses colonies, sans qu'un absolutisme comme celui de Charles-Quint ou de Philippe II les étouffât et avec une énergie individuelle non découragée par la tyrannie fiscale, ce monopole, disions-nous, dans des mains habiles, fonda la colonisation nord-améri

caine et corrigea ses erreurs, sans tomber dans les abus. En 1652, quand fut établie la république en Angleterre, sous Cromwell, un pacte fut conclu entre la métropole et les colonies, assurant la liberté du commerce, avec la prérogative pour les colons de voter leurs impôts par le moyen de leurs représentants et d'établir leurs tarifs de douane. « C'était presque l'indépendance », fait observer un historien nord-américain. Les colons incorporèrent à leur droit public ces antécédents historiques, — qui finirent par former un corps de doctrine légale, — et décrétèrent en 1692 et en 1704 : « Aucun impôt ne peut être levé dans les colonies sans le consentement du gouverneur, du conseil et de leurs représentants réunis en assemblée. » Mutilées ou abrogées les lettres fondamentales sous la despotique restauration des Stuarts, et le monopole commercial de la métropole érigé en système, même une fois consolidé en Angleterre le gouvernement représentatif, la doctrine n'en fut pas moins maintenue et respectée par accord tacite. Le jour où l'Angleterre prétendit ne tenir aucun compte de cette doctrine, la révolution nord-américaine éclata au nom du droit.

VII

L'ÉMANCIPATION NORD-AMÉRICAINE

Une question particulière de légalité constitutionnelle, soulevée par un impôt et un tarif de douane, fut la cause déterminante de la révolution nord-

américaine, à l'inverse de ce qui se passa dans l'Amérique du Sud où la révolution eut pour origine une question générale de principes fondamentaux, qui était à la fois une question de vie ou de mort pour les colonies hispano-américaines. A ce point de vue, la révolution sud-américaine est moralement supérieure à l'autre.

L'Angleterre décréta l'impôt du papier timbré dans ses colonies, et celles-ci répondirent en déclarant : « Il est certains droits primitifs, essentiels, qui appartiennent au peuple, et dont aucun parlement ne le peut dépouiller, et parmi ces droits figure celui d'être représenté dans l'assemblée qui a le droit d'imposer des charges. Il est de toute nécessité que l'Amérique exerce ce pouvoir chez elle, car elle n'est pas représentée au parlement, et nous croyons pratiquement impossible qu'elle l'y soit » (1765). La loi sur le papier timbré fut abrogée en tant qu'impôt intérieur; mais le parlement maintint en théorie sa prérogative absolue de dicter la loi suprême de l'empire britannique, et sanctionna en conséquence, comme droit *extérieur* qui n'avait pas été expressément contesté, un tarif de douane applicable à l'importation de ses colonies, mettant son produit à la disposition du roi, ce qu'il importait de soustraire au contrôle des autorités coloniales (1767). Les colons protestèrent en refusant d'abord de consommer des marchandises tarifées; ils résistèrent légalement ensuite, et faisant logiquement un pas de plus, ils déclarèrent que la loi anglaise sur les meetings (*Mutiny Act*) était nulle pour eux, puisqu'elle avait été votée par un parlement où ils n'étaient pas représentés. Pour soutenir leurs droits,

ils convoquèrent leur milice municipale et, attaqués par les armes sur leur propre territoire, ils répondirent de même à Lexington : ils se soulevèrent en masse. Ainsi commença en 1774 la grande lutte pour l'émancipation américaine.

Pendant dix ans de résistance les colonies anglaises s'étaient maintenues sur le terrain du droit positif, en invoquant leurs franchises spéciales comme une de leurs propriétés particulières; mais dès lors, elles l'abandonnèrent résolument et se placèrent sur le vaste et solide terrain du droit naturel et de l'idéal, indépendants de la loi positive et de la tradition. Avant même que le programme révolutionnaire revêtît cette forme universelle et humaine, un de ses précurseurs avait déjà formulé, en 1765 : « Le peuple, la populace comme on l'appelle, a des droits antérieurs à tout gouvernement terrestre, des droits que les lois humaines ne peuvent ni supprimer ni restreindre, car ils ont été concédés par le grand Législateur de l'univers. Ce ne sont point des droits accordés par des princes ou des parlements, mais des droits primitifs, égaux à la prérogative royale et contemporains du gouvernement, des droits qui sont inhérents et essentiels à l'homme, qui se basent sur la constitution du monde intellectuel, sur la vérité, la justice et la bienveillance. » (*Paroles de John Adams.*)

En proclamant leur indépendance à la face du monde, le 4 juillet 1776, les colonies nord-américaines émancipées proclamèrent un droit inné, universel et humain, une théorie nouvelle de gouvernement, abstraction faite de tout précédent de fait, comme principe général de législation et s'inspirant

de la loi naturelle, de la philosophie et de la science politique dérivée des ordres de la conscience cosmopolite. On dit alors pour la première fois, dans un document politique : « Nous tenons pour vérités évidentes que tous les hommes furent créés égaux, et qu'en naissant ils reçurent de leur créateur des droits inaliénables que nul ne peut leur enlever, et par ces droits : ceux de vivre, d'être libres et de chercher le bonheur ; — que les gouvernements n'ont été institués que pour garantir l'exercice de ces droits, et que leur pouvoir n'émane que de la volonté de leurs mandats ; — que du moment qu'un gouvernement devient destructif de l'objet pour lequel il fut établi, c'est un droit du peuple de modifier, au besoin de renverser ce gouvernement et de s'en donner un qui convienne mieux à son bonheur et garantisse mieux sa sécurité. » (Acte d'indépendance des États-Unis d'Amérique.) Cette déclaration des droits de l'homme, incorporée à la constitution du nouvel État, fut dès lors, comme on l'a dit, « la profession de foi politique de tous les libéraux du monde » et éveilla la conscience universelle assoupie.

La répercussion de ces théories rationnelles, qui répondaient à une tendance de la nature morale de l'homme dans le monde, et à un besoin des peuples en Europe, se sentit immédiatement en France, qui se fit le véhicule pour les transmettre aux nations latines de l'ancien et du nouveau continent. La Fayette porta en France cette déclaration de droits, et les peuples et les hommes l'accueillirent avec enthousiasme comme un nouveau décalogue politique. Jusqu'alors, deux écoles politiques s'étaient partagé

l'empire des consciences libres. Montesquieu, qui fut le premier à signaler au monde les colonies anglaises comme « de grands peuples libres et heureux au milieu des forêts américaines », chercha dans l'héritage du passé la réforme et l'amélioration du régime politique, et en arriva logiquement, suivant sa théorie, à considérer la constitution anglaise comme le dernier résultat de l'expérience et de la logique humaine, et il la présentait comme un modèle achevé. Celle-là, c'est l'école historique. Rousseau, niant la valeur de l'expérience, rompant avec les antécédents historiques, attaquant les constitutions existantes, prend pour point de départ et pour objectif la liberté naturelle et la souveraineté du peuple, cherchant « la meilleure forme d'association qui protége et défend chaque associé contre la force commune, de sorte qu'en s'unissant chacun à tous, il ne fasse cependant qu'obéir à soi-même et reste aussi libre qu'auparavant. » Cette autre, c'est l'école philosophique, dont la doctrine formulée dans la constitution des États-Unis d'Amérique, et dont la théorie consensuelle, longtemps discréditée, ont été juridiquement réhabilitées par le plus grand publiciste moderne (Bruntschli : *Théorie générale de l'État*), se convertissant en fait acquis et en principe rationnel et scientifique d'un nouveau droit public. Sous cette forme populaire et à la portée de tous, la nouvelle doctrine devait se répandre dans les colonies sud-américaines.

Ce qu'il y a de plus grand et de plus important dans la révolution nord-américaine, ce n'est pas l'indépendance nationale qui la suivit, mais l'émancipation politique, intellectuelle et morale au nom

des droits humains, et la formule constitutionnelle, ou plutôt constitutive, qui les synthétise. Comme l'observe un historien allemand (Gervinus), « le charme de cette constitution tient en sa grande libéralité, en son caractère simple, rationnel et naturel, en sa conséquence logique, en sa fidélité aux principes, enfin, car elle pouvait être appliquée à tous les peuples en désaccord avec le régime impérant ; en ce qu'elle établissait un droit égal pour tous, non comme droitpositif et acquis, mais comme droit inné, naturel, et indépendant de la loi ; en ce qu'elle manifestait certain esprit de liberté et d'humanité, qui faisait abstraction de toute condition spéciale et devait servir de principe général à toute une législation particulière, déterminant d'avance son caractère et son esprit qui devait « être une loi pour le législateur », comme Talleyrand le faisait dire en 1790 à l'Assemblée nationale de France. Ces deux qualités d'idéalisme et d'universalisme, cette conscience de la pensée politique sont ce qui a opéré la transformation complète dans l'état politique et dans la culture intellectuelle et morale du monde, en émancipant politiquement les peuples. » Dès lors, le constitutionnalisme anglais cessa d'être un modèle, et la constitution anglaise, d'être un idéal pour les Anglais eux-mêmes, qui ont dû reconnaître leurs descendants et disciples politiques pour leurs maîtres dans le présent et l'avenir.

L'esprit de la libre Angleterre devança en son temps le jugement de la postérité, en donnant raison à l'Amérique insurgée dans ses controverses constitutionnelles. Ses grands hommes d'État et ses penseurs les plus distingués, en commençant par Chattam à ses débuts, et Burke à leur tête, sympa-

thisèrent avec la résistance des colonies et même firent des vœux pour son triomphe, en déclarant que « les principes ne pouvaient être monopolisés ». Et l'un des historiens les plus profonds de la civilisation anglaise, qui fait passer la fatalité des lois physiques dans le destin des nations, avant les influences morales, en s'élevant au-dessus de tout esprit d'étroit nationalisme, a déclaré : « La guerre contre l'Amérique fut une grande crise dans l'histoire d'Angleterre, et la défaite des colons eût gravement compromis nos libertés. Les Américains furent nos sauveurs ; les Américains, qui, pleins d'héroïsme, affrontèrent les armées du roi, les battirent partout et, se séparant enfin de la mère-patrie, se lancèrent dans cette merveilleuse carrière qui enseigne ce que peut réaliser un peuple libre livré à ses propres moyens. » Son action sur la Révolution française, combinée avec la théorie philosophique des publicistes, fut encore mieux marquée.

C'est ainsi que l'Amérique réagit salutairement pour la seconde fois sur l'Europe, la tirant d'embarras en ses deux grands conflits. A la troisième fois, le grand rôle est joué par l'Amérique du Sud, comme nous l'avons déjà dit et comme nous allons le démontrer.

VIII

FILIATION DE LA RÉVOLUTION SUD-AMÉRICAINE

L'histoire se modèle sur la vie, et comme les actions humaines sont des forces vivantes incorporées aux choses, leurs éléments se développent sous

l'influence de leur milieu, et, comme le bronze en fusion ou l'argile, prennent les formes que le moule leur imprime. Ainsi nous voyons que la colonisation hispano-américaine, dès son origine, renferme le principe de l'individualisme et l'instinct de l'indépendance, qui devaient forcément donner pour résultats l'émancipation et la démocratie. Ainsi l'on voit le Pérou à peine conquis et peuplé par la race espagnole devenir le théâtre d'incessantes guerres civiles et de révolutions, et ses conquistadors, sous les ordres de Gonzalo Pizarro, lever l'étendard de la révolte contre leur roi au nom de leurs droits mêmes de conquistadors, et couper la tête au représentant du monarque qui l'était en même temps de la monarchie, de l'aristocratie féodale et de la domination espagnole (1540). Un chroniqueur contemporain, possédé des passions de l'époque, et dont le livre fut par le roi d'Espagne condamné à être brûlé, faisant parler un jurisconsulte espagnol, ami du premier rebelle américain, met dans sa bouche les paroles suivantes : « Zepeda prétendait que par leur principe et leur origine tous les rois descendent de tyrans ; de là, que la noblesse rappelait Caïn, et le peuple le juste Abel et que cela ressortait clairement des blasons et des insignes des armes : des dragons, serpents, feux, épées, têtes coupées et autres symboles cruels qui figuraient dans les armes des nobles. » Le fameux Carvajal, nerf militaire du soulèvement de Pizarro, type des cruels *caudillos* sud-américains qui allaient le suivre, conseillait à son chef de se rendre indépendant, et, joignant l'exemple au précepte, il brûla dans un brasero l'étendard royal et les armes de Castille et de Léon, et il ima-

gina la première bannière révolutionnaire qui ait flotté dans le nouveau monde. C'est donc avec raison qu'un moderne critique espagnol a pu dire : « La guerre de Quito fut la première et la plus sérieuse tentative d'indépendance qu'aient osé les hispano-américains. » (Fernandez, *Histoire du Pérou.*) A peine une nouvelle génération européenne était née en Amérique, quand on vit un fils d'Hernan Cortès, qui portait dans ses veines du sang de la célèbre Indienne doña Marina, tramer une conspiration pour débarrasser le Mexique du joug de sa métropole, au nom du droit territorial invoqué par Pizarro.

La pauvre et obscure colonie du Paraguay fut dès son origine une turbulente république municipale émancipée en fait, qui se gourverna soi-même et se dicta ses propres lois. Les colons déposèrent les gouverneurs royaux au cri de : *A bas les tyrans !* ils élurent des mandataires, et maintinrent leurs fueros durant plus de vingt-cinq ans. Quand une nouvelle race créole fut née dans ce pays, produit du croisement d'Européens et d'indigènes, un nouvel élément s'introduisit dans la colonie. Un contemporain espagnol, témoin de cette gestation, disait en 1579, en parlant de « ces fils du pays », qu'ils « formaient les quatre cinquièmes de la population, que cette proportion allait chaque jour s'accroissant, et que remarquables étaient chez ces gens-là leur peu de respect pour la justice, pour leurs parents et leurs aînés ; leur curiosité au sujet des armes, leur adresse à combattre à pied et à cheval ; en outre : résistants au travail, amis de la guerre et épris de nouveautés. » (*Rapport du tré-*

sorier Hernando de Montalvo qui suivit au Rio de la Plata l'expédition de Zarate, et qui devint « Cabildante » de Buenos-Aires en 1589.)

Ces exemples lointains suffisent pour montrer que la colonisation hispano-américaine renfermait le germe de l'individualisme et de l'indépendance, même si l'on fait omission des soulèvements des frères Contreras, en Nicaragua (1542), qui livrèrent une grande bataille aux troupes du roi (en 1549); de la révolution de Gonzalo Oyon (1560) à Popayan; du soulèvement d'Aguirre dans les Amazones (en 1560), qui porta l'émeute jusqu'au centre de la Nouvelle-Grenade, et de bien d'autres de la même sorte qui eurent lieu fort avant la fin du dix-septième siècle. Ainsi l'Espagne fonda par sa colonisation un monde rebelle et une démocratie géniale, tandis que l'Angleterre fondait par la sienne un monde libre et une démocratie organique.

L'insurrection véritablement créole commença au début du dix-huitième siècle, où l'on entendit pour la première fois, à Potosi, le cri de *Liberté!* et où les créoles cessèrent de s'appeler Espagnols pour fièrement se qualifier Américains. C'est l'éclosion d'un nouvel esprit national. Les savants voyageurs espagnols Jorge Juan et Antonio de Ulloa, chargés de mesurer un degré terrestre sur l'équateur (1735), indiquèrent la ligne de division entre les deux races : « C'est une chose qui ne laisse pas de paraître étrange qu'entre personnes d'une même nation et d'un même sang, il y ait tant d'inimitié et de haine, et que les villes soient un théâtre de discorde et de continuelle opposition entre Espagnols et créoles. Il suffit d'être Européen, ou *chapeton*, comme on dit là-bas, pour

être l'ennemi des créoles ; il suffit d'être né en Amérique pour détester les Espagnols. Dès que les fils des Européens naissent, ou que commence de briller dans leur esprit la lumière de la raison, la haine des Européens commence à s'allumer en eux. C'est chose fort commune d'entendre répéter par quelques-uns que « s'ils pouvaient renoncer au sang espagnol qu'ils tiennent de leur père, ils le feraient pour conserver pur, le sang qu'ils tiennent de leur mère. » J. Juan et A. Ulloa, *Notes secrètes sur l'Amérique.*) Les métis attisaient cet incendie latent de haines ethniques.

En 1711, les métis proclamèrent roi de Vénézuéla un mulâtre, et en 1733, les créoles se révoltèrent en armes contre les privilèges de la « Compagnie guipuzcoane de Caracas », organisée pour monopoliser le commerce des produits du pays, et livrèrent des batailles en faveur de la liberté des échanges, obligeant la métropole à promettre la dissolution de ladite Compagnie. A la même époque (1730) les métis, au nombre de 2.000, poussèrent à Cochabamba (Haut-Pérou) le cri de révolte, formèrent une armée bien disciplinée pour protester contre l'impôt personnel, et obtinrent la faculté de nommer un *alcalde* et des *corregidores* créoles. En 1765, l'année même où les Américains du Nord protestaient contre l'impôt dont les grevait le parlement de la mère-patrie, les créoles du Quinto s'insurgèrent en signe de protestation contre l'impôt des *alcabalas* — comme ils l'avaient déjà fait au temps de Charles-Quint — perdirent 400 hommes, mais continuèrent de lutter jusqu'à vaincre enfin les Espagnols. Mais ces événements, précurseurs de la Révolution qui était dans les choses

et s'opérait dans les esprits, n'avaient que par accident un caractère politique, et manquèrent de formes définies et d'intentions délibérées de liberté et d'indépendance.

Il était réservé à l'embryonnaire république municipale de Paraguay de donner le premier exemple d'un mouvement révolutionnaire ayant une doctrine politique qui renfermait le principe de la souveraineté populaire supérieure à celle des rois. A propos d'un conflit entre le gouverneur nommé par le roi et le *cabildo* d'Assomption, qui invoquait les anciens fueros municipaux des colonies, le Paraguay leva l'étendard de Padilla, tombé à Villalar. C'est alors que parut sur la scène le fameux José Antequera, Américain de naissance, élevé en Espagne, qui, proclamé gouverneur par le vote commun, déclara en présence du peuple : « Un peuple n'abdique jamais ; le droit naturel enseigne la conservation de la vie, sans distinguer aucun état qui soit plus privilégié que d'autres, comme il enseigne à chacun, même sans maîtres, ce qui est contre lui, comme la servitude tyrannique et le supplice d'un injuste gouvernement. » Sous ce drapeau et avec ce programme, il conduisit le peuple contre la suprématie théocratique des Jésuites du Paraguay, qui le martyrisaient et l'exploitaient ; il leva une armée, livra des batailles aux troupes du roi, fit tomber des têtes, et fut béni comme un sauveur (1724-1725). Lui et son alguazil-mayor, Juan de Mena, expièrent dans un cachot leur crime de lèse-majesté. En présence de la mort, il refit sa profession de foi, et dans sa prison, il avait formé un disciple qui continua son œuvre. Ce disciple, ce fut Fernando Mompox, Américain comme son

maître, qui s'évada de la prison de Lima, s'établit au Paraguay, et ranima « le feu couvant sous la cendre », suivant l'expression du vice-roi du Pérou. A la nouvelle de l'exécution d'Antequera, la fille de Juan de Mena, qui portait à cette époque le deuil de son mari, révéla pour la première fois la féminine passion de la liberté en Amérique : elle revêtit ses plus beaux habits et s'écria : « Il ne faut point pleurer une mort si glorieusement acceptée pour la patrie ! » Mompox organisa sous le nom de *communistes* les partisans d'Antequera et du *cabildo*, déposa un autre gouverneur et institua une Junte de gouvernement avec cette formule politique : « L'autorité de la commune est supérieure à celle même du roi. Opposons-nous à la réception du nouveau gouverneur, en assumant une responsabilité collective qui soit une garantie pour les individus. » Après ces paroles qui ont rendu son nom immortel, Mompox disparaît dans le naufrage de sa cause.

La semence communale lancée par Antequera et Mompox germa sous une nouvelle forme en Nouvelle-Grenade, un demi-siècle plus tard (1781). A l'occasion de l'établissement de nouveaux impôts qui grevaient la production du pays, une femme du peuple arracha dans la ville d'El Socorro le décret qui en parlait. Le pays se souleva en masse sous la conduite de ses municipalités, et forma, sous le nom de *communistes*, une armée de 20.000 hommes, commandée par Juan Francisco Berbeo, populairement élu. Cette armée battit les troupes royales et imposa la capitulation dite de Zipaquira, laquelle concédait l'abolition perpétuelle des *estancos;* la réduction des droits sur les alcools, le papier timbré,

et des autres impôts ; la suppression des juges de résidence; que les emplois seraient donnés à des Américains, et à leur défaut à des Espagnols européens; que seraient confirmées les nominations des capitaines élus par le peuple et auxquels on laisserait la liberté d'instruire militairement les miliciens les jours de fêtes, tout cela avec la garantie d'une amnistie jurée sur les saints Évangiles. Ces conditions ne furent pas respectées par les Espagnols sous prétexte que « ce qu'on exige des autorités par la violence est sans aucune valeur et constitue une trahison déclarée ». Un *caudillo*, plus hardi que les autres, José Antonio Galan, reprit l'étendard des communistes; mais il fut vaincu et on le condamna, pour crime de haute-trahison, à être pendu, à avoir le tronc brûlé, les membres mis en charpie sur le théâtre même de l'insurrection. Ses biens furent confisqués, ses maisons détruites: on répandit du sel sur leur emplacement; et sa descendance fut déclarée infâme. Berbeo vécut dans l'obscurité, et il est peut-être, observe un historien, le seul chef de rebelles, dans les colonies espagnoles, qui ait lutté contre le souverain et n'ait pas péri en cachot.

Mais ces mouvements concentriques, et bien d'autres du même genre dans l'ensemble des éléments du système colonial, sont des agitations sans transcendance, qui n'ont de valeur que comme antécédents historiques, parce qu'ils ne marquent pas une véritable révolution. Cependant, ils concourent à prouver que durant deux siècles l'Amérique du Sud eut une vie tragique et mouvementée, et qu'aussi bien dans les premiers temps de la conquête que pendant la colonisation, les Espagnols américains et

les Espagnols nés en Amérique protestèrent contre la domination absolue de la mère-patrie, et qu'elle était haïe de tous. Cela faisait prévoir une crise fatale.

IX

RÉVOLUTION MORALE DE L'AMÉRIQUE DU SUD

Les révolutions ne s'effectuent que lorsque les idées, les sentiments, les prédispositions morales et intellectuelles de l'homme se convertissent en conscience individuelle de la grande masse, et ses passions en forces absorbantes, car, comme on l'a dit avec juste raison, « c'est l'homme, non pas les événements, qui fait le monde, et de son état intérieur dépend l'état visible de la société ». Cette révolution s'était opérée chez l'homme sud-américain avant la fin du dix-huitième siècle, et la croissance et le niveau moral en étaient marqués sur l'échelle invisible qu'il portait dans son âme. Dès lors toutes ses actions ont un objectif, une logique, un sens ; ses travaux révolutionnaires accusent un plan bien arrêté d'organisation et une aspiration à un meilleur état de choses. L'émancipation était un fait qui se trouvait dans l'ordre naturel des choses, une loi qui devait s'accomplir, et les esprits suivaient cette voie. Quand et comment ? c'étaient des questions de simple opportunité et de moyens, et de décision d'âmes prédisposées. La révolution était dans l'atmosphère, elle était dans les âmes, et elle était à présent, non seu-

lement un instinct et une gravitation mécanique, mais aussi une passion et une idée.

En ce sens, l'événement extraordinaire qui contribua le plus à former cette conscience et à dessiller les yeux des gouvernants eux-mêmes, ce fut l'émancipation de l'Amérique du Nord, laquelle porta un coup mortel à l'ancien système colonial. Son organisation républicaine, en harmonie avec la façon d'être de l'Amérique du Sud par l'influence du milieu, donna à la révolution sud-américaine sa formule. Au début, cette action ne se fit pas sentir directement par suite de l'état de marasme social et politique dans lequel gisaient les colonies hispano-américaines; mais elle ne laissa pas pour cela d'être efficiente. Une combinaison de circonstances concurrentes qui altérèrent l'équilibre instable existant, mit en commotion l'organisme sud-américain jusqu'alors inerte, et donna à la métropole elle-même la certitude évidente que ses colonies étaient à jamais perdues pour elle dans un délai plus ou moins long. Ce fut l'Espagne qui, sous le règne de Charles III, donna le premier signal à l'émancipation de ses colonies, en unissant ses armes à celles de la France pour soutenir l'insurrection des Nord-Américains, par haine de l'Angleterre, et en reconnaissant ensuite l'indépendance de la nouvelle république, ce qui revenait à une véritable acceptation de principes contraires à son pouvoir moral et matériel. Le comte d'Aranda, qui fut un des premiers hommes d'État espagnols de son temps, prévit ces conséquences et conseilla à son souverain, en 1783, de sanctionner lui-même, à l'avance, un fait qu'il n'était pas en son pouvoir d'éviter, « en se défai-

sant spontanément de tout le domaine de ses possessions dans le nouveau continent, et en y établissant trois enfants : l'un comme roi de Mexique; un autre comme roi de Pérou, et le troisième comme roi de Costa-Firme, et le monarque prendrait le titre d'empereur ». Ce plan, qu'avec juste raison son auteur qualifie de grande idée, était basé sur ce que : « jamais n'ont pu être gardées longtemps des possessions aussi vastes, situées à de si grandes distances de la métropole, laquelle restait sans action sur elles, ce qui l'empêchait de faire le bien au profit de leurs malheureux habitants, soumis à toutes sortes de vexations sans pouvoir en obtenir réparation, et exposés aux abus de leurs autorités locales, circonstances qui, réunies, ne pouvaient que mécontenter les Américains, et les pousser à s'efforcer de conquérir l'indépendance à la première occasion propice. » Et, soulevant le voile de l'avenir, le comte d'Aranda présageait ce qui allait se produire : « Nous venons de reconnaître une puissance sur un continent où il n'en existe aucune autre capable d'arrêter son essor. Cette république fédérale naquit pygmée. Elle arrivera un jour à être un géant, un colosse même, et un jour viendra où nous remarquerons avec peine l'existence de ce colosse. Son premier acte, dès qu'elle sera sortie des langes, ce sera de s'emparer de la Floride et de dominer le golfe de Mexique. Ces craintes sont fondées. Mieux vaut que ces prévisions se réalisent bientôt; sinon nous assisterons à d'autres commotions plus funestes encore dans nos Amériques. » (*Mémoire du comte d'Aranda au roi Charles III.*)

Le monarque espagnol ferma pour l'instant les

yeux à la lumière de ces conseils; mais six années ne s'étaient pas écoulées, que l'éclair de la Révolution française, qui illumina de subites lueurs la conscience humaine, lui fit entrevoir l'abîme qu'il avait creusé sous son trône. La révolution nord-américaine montra alors son caractère universel, puisqu'elle se propagea en Europe et conquit, à ses débuts, même les nations latines, ainsi que nous l'avons déjà montré. Les rois absolus du vieux monde — et aussi la libre Angleterre, en raison de son régime monarchique — comprirent sa portée politique, et sentirent leur pouvoir trembler sur ses bases. Alarmés, ils fondèrent des ligues liberticides contre les nouveaux principes en Europe et en Amérique, et la réaction se fit sentir dans les deux mondes.

L'Espagne, effrayée des conséquences de sa propre œuvre, poursuivit dès lors jusqu'à l'introduction des symboles de la liberté nord-américaine dans ses colonies. Le roi, ayant su que les créoles sud-américains gardaient en secret des médailles commémoratives de l'indépendance des États-Unis, avec l'exergue: *Libertés américaines*, dicta, le 18 mai 1791, un décret par lequel il ordonnait qu'on veillât avec soin « à ce que ne fut introduite dans les Indes, aucune espèce de médailles faisant allusion à la liberté dès colonies anglo-américaines, et qu'on fît recueillir, avec prudence et sans en donner aucun motif, celles qu'il pourrait y avoir en circulation ». Mais avec les médailles circulaient aussi les idées qui, elles, ne pouvaient être recueillies, du moins dans le sens où l'entendait le roi.

La Révolution française de 1789 fut la conséquence immédiate de la révolution nord-américaine, dont

elle immortalisa les principes qu'elle fit passer dans l'Amérique du Sud, par la voie des grands publicistes français du dix-huitième siècle, fort lus et hautement appréciés par les créoles instruits des colonies et par ceux qui voyageaient en Europe. Leurs maximes circulaient secrètement dans les es prits, comme les médailles de mains en mains. En voyant ses théories réalisées par la Révolution de 1789, et en les lisant consignées sous la forme de préceptes constitutionnels dans la Déclaration des Droits de l'Homme, importée d'Amérique en Europe, et que la France propagea par le monde, la révolution s'opéra dans les consciences et l'idée d'indépendance se fit chair. Bientôt, en remontant vers la source, on découvrirait les principes originels et le type de la république véritable. — Antonio Nariño, appelé à jouer un rôle considérable dans la future révolution colombienne, traduisit et fit imprimer secrètement, en Nouvelle-Grenade, la Déclaration des Droits de l'Homme, en même temps qu'il dirigeait contre le gouvernement espagnol des pamphlets prouvant une sourde fermentation (1794). Poursuivi pour ce motif, il eut le bonheur qu'on ne pût découvrir un seul exemplaire de ses écrits, et qu'aucun témoin, malgré les menaces, ne déposât contre lui, à tel point était grande la solidarité entre conspirateurs. Nariño présenta courageusement sa défense devant le tribunal. Il soutint que la publication écrite des principes qu'il avait défendus n'était pas un délit, ces mêmes principes se trouvant défendus dans des ouvrages imprimés en Espagne. Il fut cependant condamné à l'emprisonnement en Afrique, à la confiscation de ses biens, à l'exil perpétuel d'Amérique, et à assister

à la destruction, par le feu et la main du bourreau, du livre original qui lui servit de texte pour sa traduction.

Ces manifestations, pour isolées qu'elles paraissent, n'en sont pas moins un symptôme des temps. Il n'est pas d'événements fortuits en histoire : ils ont tous leur coordination logique, et tous s'expliquent par des lois régulières qui président au développement et à la décadence des nations dans ce que l'on a appelé la dynamique sociale. Les idées ne sont pas des aérolithes tombés d'un autre monde : elles ont leur origine dans la nature morale de l'homme qui habite cette planète. De même que l'apparition d'une plante sur un terrain inculte marque l'intervention d'agents physico-chimiques, climatériques et organiques qui se combinent, l'apparition d'une idée dans un cerveau marque une élaboration intellectuelle qui s'opère simultanément dans plusieurs têtes. Ainsi que l'a dit Emerson, philosophe américain qui a éprouvé le phénomène en soi, les idées réformatrices ont une porte secrète par où elles pénètrent dans le cœur de tous les législateurs et de chaque habitant de toutes les villes : le fait qu'une nouvelle pensée ou une nouvelle espérance est entrée dans un cœur, est l'annonce qu'une nouvelle lumière vient de s'allumer dans le cœur de milliers de personnes. La preuve en est qu'après l'émancipation des colonies nord-américaines et après la Révolution française, Jefferson aux États-Unis, Burcke et Pitt en Angleterre, le roi d'Espagne à Madrid, son ministre à Paris, Tallien et Lafayette en France, et les créoles sud-américains en Amérique et en Europe, pensaient de même au sujet de l'indépendance

sud-américaine. Le critérium politique se formait par l'exemple de ce qui se passait sur les deux continents; les idées nouvelles pénétraient d'abord dans les esprits cultivés, et s'infiltraient dans la masse grâce à l'instinct et à la passion qui transformaient les âmes par la création d'un nouvel idéal que chacun interprétait suivant ses capacités, ses intérêts ou ses tendances; et les pouvoirs absolus eux-mêmes ne pouvaient nier ce phénomène dont ils subissaient l'influence. C'est ainsi qu'allait se préparant la révolution morale dans l'Amérique du Sud, une fois que l'idée nouvelle eut germé dans les esprits.

X

LE PRÉCURSEUR DE L'EMANCIPATION SUD-AMÉRICAINE

A cette époque, il y avait quelques années que parcourait le monde un ardent apôtre de la liberté humaine, précurseur de l'émancipation sud-américaine. C'était un rêveur aux idées confuses, aux connaissances variées mais désordonnées, un guerrier animé d'une généreuse passion et surtout un grand caractère. Soldat de Washington pendant la guerre nord-américaine, camarade de La Fayette, général avec Dumouriez aux premières campagnes de la Révolution française, compagnon de prison de Mme Rolland, confident de Pitt dans son plan d'insurrection des colonies hispano-américaines, distin-

gué par Catherine II de Russie, aux faveurs de laquelle il opposa l'austère mission qu'il s'était imposée ; considéré par Napoléon comme un fou animé par une étincelle du feu sacré, Francisco Miranda eut la première vision du grand destin de l'Amérique républicaine, et il fut le premier à lever la bannière imaginée par lui sur les plages mêmes découvertes par Colomb. Ce fut lui qui centralisa et donna un objectif aux travaux révolutionnaires des Sud-Américains dispersés en Europe, établissant des relations suivies entre eux et les créoles des colonies, et ce fut lui qui fonda à Londres, vers la fin du dix-huitième siècle, sous le nom de *Gran Reunión americana*, la première association politique à laquelle ils s'affilièrent tous, dans le but de préparer l'entreprise d'émancipation sur la base du dogme républicain. Là furent initiés aux mystères de la liberté future O' Higgins, du Chili ; Nariño, de Nouvelle-Grenade ; Montufar et Rocafuerte, de Quito ; Caro, de Cuba, représentant des patriotes du Pérou ; Alvear, un Argentin, et d'autres qui devaient s'illustrer plus tard en proclamant leur *Credo* ou en mourant pour lui. Là prêtèrent serment de faire triompher la cause de l'émancipation de l'Amérique méridionale, les deux grands libérateurs, Bolivar et San Martin.

Cette association, initiatrice de la révolution sud-américaine, fut le type des sociétés secrètes du même genre, qui, transplantées sur le terrain de l'action, imprimèrent leur cachet aux caractères de ceux qui furent plus tard appelés à diriger la révolution. Ces sociétés inoculèrent au mouvement le sentiment américain qui, sans tenir compte des frontières et sans vouloir connaître d'obstacles, englo-

bait collectivement toutes les colonies assujetties en une entité, en une aspiration identique, en un amour unique, et même en une haine solidaire contre leurs maîtres. Ce ressort moral donna à la révolution américaine sa cohésion continentale par la solidarité de cause, son unité par la propagande réciproque et simultanée, et assura le triomphe par la communauté d'efforts. C'était là le grand point de contact entre les créoles qui habitaient les colonies hispano-américaines, et ceux qui, loin d'elles, dans un autre milieu et sous d'autres impressions, travaillaient pour leur indépendance et pour leur liberté. Cela explique aussi le synchronisme des premiers mouvements, malgré l'isolement des colonies, où les mêmes causes morales produisaient d'identiques effets par de mystérieuses affinités électives.

Miranda chercha à intéresser le monde entier à la cause de l'indépendance hispano-américaine, et particulièrement l'Angleterre avec laquelle il finit par conclure un pacte dans ce sens, obtenant par trois fois (de 1790 à 1801), du ministre Pitt, la promesse qu'il serait moralement et matériellement aidé dans son entreprise, avec la coopération des États-Unis. Des complications de la politique européenne et des trépidations du gouvernement de Washington empêchèrent cette combinaison d'aboutir. C'est alors (1791) que par voie de manifeste il adressa aux Américains une lettre dans laquelle était fait le procès du système colonial de l'Espagne, et où l'auteur disait : « La Nature a, par des mers, séparé l'Amérique de l'Espagne, émancipant de fait les Américains qui sont ainsi libres par un droit reçu du Créateur, droit inaliénable par

sa nature et qu'on ne peut supprimer sans commettre un délit. Ce serait un blasphème de supposer que le suprême Bienfaiteur a permis la découverte du nouveau monde uniquement pour donner pouvoir à des exploiteurs imbéciles de disposer à leur gré du sort de plusieurs millions d'hommes. » Cette lettre, rédigée par le jésuite expulsé d'Amérique Vizcardo-Guzman, et dont Miranda fit faire deux éditions, l'une à Londres, l'autre aux États-Unis, concluait ainsi : « Le courage des colonies anglaises d'Amérique, qui devrait rendre honteux les Sud-Américains, a couronné le front du nouveau monde, proclamant sa liberté, son indépendance, sa souveraineté. La lâche résignation ne peut durer plus longtemps. Le moment est venu pour nous d'ouvrir une nouvelle ère de prospérité, en exterminant la tyrannie ; et animés par les éternels principes d'ordre et de justice, et avec l'aide de la Providence, de faire de l'Amérique une grande famille de frères. » Mais, ne comptant plus sur l'Angleterre ni sur les États-Unis, Miranda voulut tenter seul l'entreprise ; et en 1806, il se lança en deux occasions — la première fois avec 200 hommes; avec 500, la seconde — sur Costa-Firme. Deux fois il fut repoussé, à Ocumara et à Vela-de-Coro, sans que personne eût répondu à son cri d'insurrection. Mais il était poussé, ce grand cri, et il n'allait pas tarder à réveiller des échos dans les deux mondes.

L'Angleterre, pendant ce temps, abandonnant à la mort de Pitt ses projets d'émancipation des colonies espagnoles, entreprit pour son compte la conquête de l'Amérique du Sud ; elle fut deux fois battue à Buenos-Aires, en 1806 et en 1807, comme elle

l'avait été en 1740 à Carthagène des Indes. Miranda était heureux de cette déroute ; il écrivait, en 1808, au *cabildo* de Buenos-Aires pour le féliciter : « J'ai eu la double satisfaction de voir que mes observations au gouvernement anglais, quant à l'impossibilité de conquérir ou de subjuger notre Amérique, étaient justes, et suis heureux qu'un glorieux effort ait déjoué une odieuse tentative. » Il écrivait aussi au *cabildo* de Caracas pour l'informer de l'acéphalie de l'Espagne par suite de l'invasion napoléonienne, et lui conseiller de réunir un corps municipal représentatif qui prendrait à sa charge le gouvernement et enverrait des députés à Londres voir ce qu'il convenait de faire pour le sort futur du nouveau monde. En même temps, il fit imprimer à Londres un livre inspiré par lui, écrit par un Anglais et en anglais, dans lequel la déroute des Anglais était signalée comme une leçon dont il y avait lieu pour eux de profiter. Un des généraux britanniques vaincus dans cette entreprise — Nord-Américain d'origine — avait écrit à son gouvernement : « L'oppression de la mère-patrie a avivé chez les créoles le désir de secouer le joug de l'Espagne, et ils voudraient marcher dans les traces des Nord-Américains en exigeant un état indépendant. Si nous leur promettions l'indépendance, ils se soulèveraient immédiatement contre leur gouvernement, et le plus grand nombre s'uniraient à nous. Rien qui ne soit l'indépendance, ne saurait les satisfaire. » (*Lettre au général Samuel Auchmuty, 6 mars* 1807.)

Partant de cette base, le pamphlétaire plaidait pour l'émancipation immédiate de l'Amérique espagnole sous l'égide de la Grande-Bretagne. Miranda, dans

sa traduction castillane de ce livre, présentait un projet de constitution où se mêlaient des réminiscences vétustes, des traditions coloniales, des inventions peu durables, des adaptations de la constitution des États-Unis, et dont l'idée dominante était la république fédérale sur la base représentative des *cabildos*. Comme la belle victoire de Buenos-Aires fit grand bruit dans le monde, et surtout réjouit le cœur des Américains, auxquels elle donna la conscience d'une force qu'eux-mêmes ignoraient, cette propagande répondait à un nouveau sentiment de nationalité qui commençait à se former, ainsi que le prouvent ces arrogantes paroles prononcées à cette occasion par un créole du Rio de la Plata, au milieu des applaudissements de l'Amérique : « Ceux qui sont nés aux Indes et dont le cœur ignore l'abattement ne sont pas inférieurs aux Espagnols européens, et ne le cèdent à personne en fait de courage ! » Dès ce moment, l'indépendance se convertit en idéal ; la passion, en force ; et les aspirations vagues et les tendances, en objectif réel. La Révolution s'était réalisée dans les esprits ; elle était dans les choses, et pour éclater il ne lui manquait que l'occasion propice dont avait parlé le comte d'Aranda... C'était, en outre, une question de race et une question de vie.

XI

LES RACES SUD-AMÉRICAINES. — LES CRÉOLES

On ne comprendrait pas bien les prodromes et le développement de la révolution sud-américaine, si l'on ne connaissait pas les races qui l'accomplirent, et plus particulièrement la race créole qui en fut l'élément principal, l'élément en lequel s'accumulait la force, résidait la passion, et avait germé l'idée révolutionnaire, sans cesse grandissante, comme une plante née du sol même.

Cinq races peuplaient l'Amérique méridionale au moment ou éclata la révolution d'indépendance ; mais on peut, pour bien montrer les effets de la synthèse historique, les résumer en trois : 1° les Espagnols européens ; 2° les créoles hispano-américains et les métis ; 3° les Indiens indigènes et les nègres venus d'Afrique. Les Espagnols constituaient la race conquérante, privilégiée, et qui, par le seul fait de son origine, jouissait de la prééminence politique et sociale. Les Indiens et les nègres formaient la race servile, réduite à l'esclavage : ils représentaient l'élément inerte. Ces métis, race intermédiaire entre les Espagnols, les Indiens et les Africains, étaient sur quelques points la majorité. Les créoles, descendants directs des Espagnols, de sang pur, mais transformés par le milieu et par les liens qui les unissaient aux métis, étaient les véritables fils du pays colonisé, et constituaient le nerf social. Ils étaient

le plus grand nombre et la force civilisatrice de la colonie : ils étaient les plus énergiques, les plus intelligents, les plus imaginatifs, et, malgré les défauts hérités et leur manque de préparation à la vie libre, les seuls animés d'un sentiment inné de patriotisme qui, développé, se convertirait en élément de révolution et d'organisation spontanée, puis en principe de cohésion nationale.

Les Sud-Américains de naissance, soumis au bâtard régime colonial de l'exploitation en faveur de la métropole et de l'abus en faveur des Espagnols privilégiés, formaient donc une race à part et une race opprimée, qui ne pouvait voir en ses prédécesseurs et semblables ni des pères ni des frères, mais simplement des maîtres. C'étaient là les conséquences fatales de la façon dont l'Espagne avait organisé la conquête de l'Amérique, et de la théorie qui faisait découler du fait de la conquête le droit de gouverner le nouveau monde pour le seul profit de la nation et de la race conquérantes. Telle était la base du système colonial, qui convertissait les naturels du sol en choses, et les assimilait aux colons indigènes conquis, préparant d'avance le divorce ethnologique et social entre les colons hispano-américains et la mère-patrie. L'Espagne qui, à la vérité, donna à l'Amérique autant de droits qu'elle en possédait elle-même, et accorda même aux colons, par suite de l'éloignement, plus de liberté et plus de franchises municipales que n'en avaient ses propres fils sur son territoire, n'adopta jamais, ne pensa même pas à adopter une politique qui fondit les colonies dans une communauté nationale, et c'est précisément parce qu'elle avait un gouvernement ab-

solu, qu'elle ne pouvait le faire, alors même qu'elle l'aurait voulu ou qu'elle y eût songé. De là provenaient les monopoles, les exclusions et les privilèges qui, rendant plus lourde et moins justifiée sa domination, rendaient aussi profonde la division d'intérêts, d'aspirations et de sentiments. Les Espagnols, de leur côté, exaltaient cet état d'exacerbation des esprits prédisposés. Persuadés que le territoire et les naturels d'Amérique étaient le fief et les feudataires de la métropole et de chacun de ceux qui étaient nés dans la péninsule Ibérique, ils se considéraient comme les seigneurs naturels du pays, à titre d'êtres privilégiés d'une race supérieure, et pensaient que tant qu'il existerait au monde un savetier de Castille, ce savetier aurait le droit de gouverner toute l'Amérique.

L'aspiration naturelle des esclaves, c'est la liberté ; et celle des races opprimées qui se sentent douées de forces propres, c'est de reprendre leur personnalité devant la grande famille humaine. Cette double aspiration contenait le germe de la révolution américaine, qu'une mauvaise politique fomenta et qu'accélérèrent des circonstances propices. La race indigène, dont nous avons omis les soulèvements partiels comme élément révolutionnaire, fit sa grande explosion en 1780, quand elle se souleva en masse dans le Pérou contre les conquérants, ayant à sa tête un descendant des Incas, Mupac-Amaru. Ces indigènes formèrent de fortes armées, luttèrent, mais ils furent logiquement vaincus, étouffés dans leur propre sang, car ils n'étaient pas maîtres des forces actives de la société et parce qu'ils ne représentaient pas la cause de l'Amérique civilisée. Mais l'heure de-

vait bientôt sonner pour les fils de conquistadors, dont les lois et les coutumes avaient fait une race à part. Dévorés d'un ardent désir d'indépendance, et d'un grand amour patriotique, ils finiraient par aimer le pays dont ils étaient réellement les possesseurs avec la passion qui se convertit en action, et se transforme en liberté, en obéissant à la loi de la succession des forces morales.

Les membres de cette race déshéritée, aussi intelligente qu'énergique, devaient éprouver un nouveau frémissement en présence du spectacle de l'Espagne, qui conservait seulement le prestige du lointain et de l'inconnu. En la voyant soumise à un régime aussi despotique que celui qu'ils subissaient ; en ne trouvant en elle rien qu'ils pussent aimer, admirer ou respecter en commun, ceux qui voyageaient en Espagne s'y sentaient étrangers, et ceux qui en étaient loin ne se sentaient unis à elle par aucun lien moral, politique ou social. Un roi absolu, et généralement stupide, était le seul point de contact, plutôt que d'union, entre le monde exploité et la nation exploiteuse. Le divorce était un fait existant dans les lois et dans les pratiques, et qui pénétrait spontanément dans les consciences. La mère-patrie ne pouvait être pour les Américains ni une mère, ni une patrie, elle était une marâtre. Les instincts d'indépendance prenaient forme, se convertissaient en passion et se transformaient en idée, symptômes des temps qu'on traversait et présages de ceux qui approchaient. C'est ainsi que la rébellion morale s'opéra dans les consciences avant de devenir le pouvoir tangible que l'on sait. Son ferment concentré devait produire cette explosion de nobles colères, ces aspirations

intenses, cette exaltation des sentiments de confraternité que les Sud-Américains résidant dans la métropole, ressentaient plus encore que ceux qui n'avaient jamais perdu de vue leurs foyers. Révolutionnaires de race, ils haïssaient autant qu'ils aimaient. C'est ce qui explique que tous les chefs de la révolution américaine qui allèrent en Espagne, même ceux qui y reçurent les plus hautes distinctions, furent ceux qui avec le plus de passion et d'acharnement combattirent, convertissant leurs haines en force efficiente de la révolution qu'ils inoculèrent dans les masses.

Une fois la lutte pour l'indépendance engagée, les races y intervinrent, obéissant à leurs affinités. Les créoles prirent la direction politique et occupèrent les postes d'avant-garde dans le combat engagé entre la métropole et ses colonies insurgées. Les indigènes, émancipés par la révolution des servitudes qui pesaient sur eux, se déclarèrent en sa faveur, comme auxiliaires, quoiqu'ils n'aient jamais été comptés comme force militaire, sauf au Mexique, où cet élément figura en première ligne. Dans le reste de l'Amérique, les métis constituèrent la chair à canon. Le *gaucho* argentin, espèce d'Arabe et de Cosaque modifié par le climat, et possédé du fatalisme de l'un et doué de la force de résistance de l'autre, fournit son type à la cavalerie révolutionnaire qui devait pousser sa charge à fond, depuis le Rio de la Plata jusqu'au Chimborazo. A l'extrémité opposée, les *llaneros* de Vénézuéla, race mêlée d'indigènes, d'Espagnols et de nègres, chez lesquels commençait à se dessiner le caractère des créoles, formèrent les fameux escadrons colombiens commandés par des

héros de la même origine, lesquels, dans leurs campagnes de l'Orénoque, à Potosi, éclipsèrent par leurs prouesses les héros d'Homère. Les *rotos* du Chili, chez desquels dominait le sang indigène, formèrent avec les Argentins les solides bataillons appelés à se mesurer avec les régiments espagnols vainqueurs des soldats de Napoléon dans la guerre de la Péninsule. Les nègres, émancipés de l'esclavage, fournirent son contingent à l'infanterie américaine, révélant des qualités guerrières propres à leur race. Les indigènes du Haut-Pérou maintinrent pendant plus de dix ans l'insurrection allumée dans leur pays, et l'on peut dire que leurs revers contribuèrent au succès final autant que les victoires. Les *cholos* de la partie montagneuse du Pérou se décidèrent pour la cause du roi, et suivant le témoignage des généraux espagnols qui les commandèrent, on les pourrait comparer aux premiers fantassins du monde, car ils firent montre d'une grande endurance et d'une extrême rapidité dans les marches forcées à travers le continent. Les créoles formaient le noyau de ces éléments de force dans le combat des races et des principes.

La race des créoles dans l'Amérique du Sud, élastique, assimilable et absorbante, était un robuste rejeton de la race civilisatrice indo-européenne à laquelle est réservé le gouvernement du monde. Nouveau chaînon ajouté à la chaîne ethnologique, avec son originalité, ses tendances natives et son ressort moral propre, elle constitue une race supérieure et progressive appelée à remplir une mission dans le gouvernement humain, par le fait qu'elle complète la démocratisation du continent américain et fonde un nouvel ordre de choses destiné à vivre

et à progresser. Cette race imagina l'indépendance sud-américaine et fonda toute seule la république, et seule la fit triompher, en imprimant aux nationalités nouvelles son caractère typique. C'est pourquoi la révolution de l'indépendance fut essentiellement créole. Quand elle éclata en 1810, pour la surprise et l'admiration du monde, on prétendit que l'Amérique du Sud serait française ou anglaise; et après son triomphe, on présagea : l'Amérique du Sud sera indigène et barbare. Mais par la volonté et l'effort des créoles, elle est américaine, républicaine et civilisée.

XII

PRODROMES DE LA RÉVOLUTION SUD-AMÉRICAINE

En l'an 1809 commencèrent à se faire sentir synchroniquement, aux deux extrémités et dans le centre du continent, les premières secousses de la révolution sud-américaine, sous des formes identiques, avec les mêmes aspirations, et l'on pouvait noter déjà, malgré les grandes distances et malgré l'isolement des populations au milieu de déserts, certaine prédisposition innée et certaine solidarité organique, résultante des mêmes causes qui — sans préalable entente — produisaient les mêmes effets. Il est à remarquer que ce mouvement initial prit, dans quelques régions, un caractère plus radical que le caractère de celui qui lui succéda un an plus tard, dans lequel la révolution revêtit des formes dé-

finies, et fut levé résolûment l'étendard de la révolte américaine dotée, de sa première formule politique. Elle parlait seulement, cette formule, d'une indépendance relative et provisoire; mais elle exigeait entre la démocratie et la monarchie un engagement réciproque sur cette base : l'autonomie.

Les premières manifestations — elles eurent lieu à Mexico — présentèrent un caractère confus. Cependant, on y sent l'ébauche de la définitive formule que la Révolution devait adopter à ses premiers pas. La formule suivant laquelle la souveraineté du monarque revenait au peuple dans le cas de disparition du monarque, s'affirma nettement pour la première fois; et les peuples invoquèrent cette formule, pour s'arroger le droit d'instituer des juntes personnelles de gouvernement, chargées de veiller à leur sécurité; et — conséquence logique de ce droit — ils refusèrent obéissance aux juntes qui, sans leur concours, avaient été constituées dans la Péninsule au temps de l'invasion par les Français. Et cela amena entre Espagnols et créoles, un choc qui rompit les liens par lesquels ils étaient artificiellement unis, et un conflit entre l'*Audiencia* et le vice-roi. Ce conflit détrempa le ressort du gouvernement. De sorte qu'à la fin de 1809 on conspirait ouvertement à Mexico en faveur de l'indépendance. A Quito la commotion revêtit des formes encore mieux définies : les autorités coloniales furent renversées; une junte de gouvernement fut constituée, qui s'attribua la qualité de « souveraine », et procéda à une levée de troupes pour protéger ses droits (août 1809). Dans une proclamation adressée aux peuples d'Amérique, elle les exhortait à suivre son exemple, leur assurant : « Les

races, en affirmant leur dignité, ont rendu leur force aux lois sous l'Équateur; et les droits sacrés de l'homme ne sont plus exposés désormais aux coups du pouvoir arbitraire, par suite de la disparition du despotisme, dont la place sera dorénavant occupée par la justice descendue des cieux! » Les auteurs de cette révolution, — qui ne répandit pas une goutte de sang, — vaincus, furent assassinés dans leur prison.

Une autre révolution, qui éclata presque simultanément dans la ville de Quito, prit un caractère encore plus radical et un dénouement plus tragique. Dans le Haut-Pérou se produisirent successivement deux mouvements subversifs qui donnaient à prévoir l'écroulement du régime colonial et l'apparition d'une nouvelle entité populaire. La docte cité de Chouquisaca fut la première à donner le signal, quoique sans proclamer la révolte, lorsque les créoles déposèrent bruyamment leur première autorité, à l'instigation de l'*Audiencia*, et, sous la présidence de celle-ci, constituèrent un gouvernement indépendant (mai 1809). Deux mois plus tard, la populeuse ville de La Paz levait résolument l'étendard de l'émancipation des créoles au cri de : « A bas les Espagnols! » Sous la dénomination de « Junta Tuitiva », les créoles instituèrent un gouvernement indépendant, uniquement composé d'Américains. Des armées furent créées pour soutenir ce gouvernement, et celui qui osa le braver ou le méconnaitre fut pendu à la lanterne. En même temps, ils acclamaient les Américains aux cris de : « Vive la Liberté! Vive l'Amérique! »; et ils leur disaient : « Nous avons accepté une sorte d'exil au sein de notre propre patrie, en

soumettant la liberté à la tyrannie et au despotisme, ce qui, tout en nous abaissant dans l'estime humaine, nous a valu une réputation de sauvages, et le même mépris qu'on témoigne aux esclaves. Il est temps d'organiser un gouvernement nouveau n'ayant en vue que les intérêts de notre patrie; il est grand temps enfin de lever l'étendard de la liberté dans ces malheureuses colonies, conservées au mépris de toute justice !... » Combattues par les armées réunies des royaumes limitrophes : Pérou et Rio de la Plata, ces deux tentatives échouèrent, étouffées. Celle de La Paz succomba sur le champ de bataille, les armes à la main, et ses chefs furent égorgés sur l'heure ou périrent peu après dans les cachots. L'un d'entre eux, au moment d'expirer, s'écria : « J'ai allumé un incendie qui ne s'éteindra jamais ! » Leurs têtes et leurs membres furent exposés sur les bornes milliaires, qui dans le pays servent de guide au voyageur. Un an plus tard — avant que fussent décomposées les dépouilles sanglantes des révolutionnaires de La Paz — ces mêmes paroles prophétiques furent répétées par un des plus grands républicains de la révolution argentine, éduqué en la docte Université de Chouquisaca, et elles enflammèrent derechef tout le Haut-Pérou.

Une fois réprimés les conspirations de Mexico, le soulèvement de Quito et des révolutionnaires de La Paz et de Chouquisaca, on crut avoir maîtrisé l'incendie qui menaçait de gagner toute l'Amérique du Sud. Ainsi que le vice-roi du Pérou, un demi-siècle plus tôt, l'avait dit déjà à propos des communalistes du Paraguay, ces châtiments n'étaient que cendres couvrant du feu !

XIII

EXTENSION DE LA RÉVOLUTION

En l'an 1810, le drame de la révolution se joue sur une vaste scène continentale, avec une unité d'action qui attire l'attention du monde entier, dès le premier moment. — Toutes les colonies hispano-américaines — à l'exception du Bas-Pérou opprimé — s'insurgent simultanément, comme mues par un même ressort, et, uniformément, proclament la même doctrine politique. Un Anglais qui à cette époque parcourait l'Amérique, et qui publia ses observations dans le courant de la même année, en signalant le caractère d'homogénéité de la révolution, développe avec une pénétration rare le principe même de son unité : « Cet extraordinaire événement, dit-il, révèle une ferme et mûre intention d'établir un gouvernement personnel sur la base des principes de la souveraineté féodale, laquelle considérait les colonies comme possessions *in partibus exteris* — non pas comme parties intégrantes du royaume, — possessions dont les habitants étaient des sujets du roi hors de ses domaines, mais non des sujets de l'État. » Cependant, il s'est trouvé quelques historiens pour penser que ce fait obéit à une impulsion mécanique extérieure, étrangère à l'organisme même de la révolution, et pour affirmer : la séparation conséquente qui suivit fit penser à la chute d'un fruit encore vert !... Mais d'autres — mieux instruits des causes

complexes de cette séparation — et parmi eux un Espagnol — ont reconnu qu'elle fut un besoin, parce que : « l'Unité de l'Espagne et des vice-royaumes d'Amérique, possible sous l'absolutisme, était incompatible avec le régime représentatif et l'égalité complète des citoyens dans la vie politique. » La vérité, c'est que la révolution sud-américaine fut provoquée par un sentiment né de patriotisme, qui agit comme agent moral, en répondant à l'instinct de conservation, et qu'elle eut des intentions mûrement réfléchies d'indépendance, lesquelles étaient dans l'essence même des choses et dans le courant des volontés. Aussi avons-nous dit qu'elle était une question de vie ou de mort, qu'elle apportait une salutaire rénovation et une évolution logique. — Le divorce entre les colonies et la métropole fut prononcé au moment où, en l'étreinte qui les unissait, elles s'entr'étouffaient : elles se séparèrent, et cela les sauva.

Si, par suite du système colonial, l'Amérique n'était point préparée à se gouverner par elle-même, et si ses premiers essais de gouvernement personnel furent si malheureux qu'ils épuisèrent quasi toute la force vitale, après qu'on en avait tant dépensé pendant la lutte, il n'en est pas moins vrai que pires encore eussent été et sa condition et son avenir, si elle avait continué de vivre gouvernée — comme elle l'était — par des lois contraires à sa nature, la condamnant à une longue agonie, terminée tard dans la pourriture des vices personnels et étrangers que le pays incubait.

On ne saurait nier que sans l'invasion napoléonienne en Espagne (1808) et sans la disparition momentanée de la dynastie espagnole, la révolution

eût été retardée ; mais cela ne signifie point que l'Amérique ne fût pas mûre pour l'émancipation, et aux dires de ceux qui prétendaient le contraire, on pourrait opposer ce fait : l'Amérique sut fort bien choisir le moment propice pour réclamer son indépendance, et cette indépendance, elle la sut conquérir par ses seuls propres moyens : son action solidaire et ses efforts communs... Ainsi qu'on a pu le voir par l'exposé que nous avons tracé de ses antécédents, la révolution obéissait à des causes lointaines ; elle avait poussé de profondes racines chez les hommes et chez les choses ; elle cédait une impulsion propre irrésistible qui — depuis trois siècles — se faisait sentir malgré les obstacles accumulés pour empêcher sa dilatation. Le moment psychologique fut prévu par le comte d'Aranda, ministre espagnol ; et il le sentait proche, ce moment, quand il disait à son souverain : « Les habitants de l'Amérique s'efforceront de conquérir leur indépendance aussitôt que l'occasion en paraîtra favorable. » Cette occasion ne fut pas autre chose que l'étincelle qui suffit parfois à allumer l'incendie : une circonstance concurrente. Quoique les combinaisons auxquelles peut donner naissance la modification d'un fait soient encore plus nombreuses que celles qui naissent d'un angle d'incidence dans la diffusion de la lumière, il faut bien reconnaître, avec la philosophie de l'histoire, que « les faits sociaux impliquent toujours l'intervention de déterminations mentales volontaires dont ils dérivent, nonobstant les circonstances qui concourent à ce que l'une d'elles prédomine. » — Tel est le phénomène historico-moral qu'on put observer dans l'Amérique espagnole en 1810.

Des écrivains espagnols contemporains, et même des acteurs de la guerre, confirment l'exactitude de ce point de vue historique. L'un deux, qui reconnaît l'indépendance sud-américaine comme un fait fatal, écrit au sujet de l'occasion : « On dit: le continent américain du sud aurait subsisté uni à la métropole, n'eût été la révolution espagnole de 1808... Mais cela ne s'accorde pas très bien avec la situation — telle que la montrent et les événements et les rapports des vice-rois — où se trouvait ce continent depuis la guerre d'Indépendance nord-américaine... Et encore, même en admettant cela, et sans tenir compte de ce que pouvait avoir de problématique la durée ultérieure de l'Union, il reste à chercher quels furent les auteurs des maux de la révolution, car il ne faut point tenir pour tels les instruments passifs, mais plutôt ceux qui fournissent à d'aucuns l'occasion de s'en servir. » — Un autre Espagnol, remontant aux causes lointaines de l'événement, déclare, après avoir signalé la décadence du gouvernement colonial, conséquence de sa faiblesse organique et de sa corruption : « Du moment où la cour de Madrid reconnut, en 1778, l'indépendance des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, elle se suscita deux ennemis puissants qui, pour des raisons diverses, n'ont pas cessé d'employer tous les moyens à leur portée pour nuire à l'Espagne. » Enfin, un autre Espagnol répétait encore la même chose à ses compatriotes, un an après la catastrophe, en 1811 : « Le germe des maux causés par l'imprévoyance et l'injustice de notre précédent gouvernement et par l'iniquité des employés en général — malheureusement répandue dans toute l'Amérique — fit explosion sur presque tous les points à la fois,

car on n'avait pris nulle mesure pour détruire ces causes dont les conséquences devaient nous être si terriblement funestes. — A peine le premier feu de la rébellion avait-il paru, il courut rapidement de province en province, de ville en ville. Si, au début, les changements réclamés ne présentaient que des apparences de simples réformes, par cela même qu'ils invoquaient la justice et l'intérêt bien entendu de l'État, ils prirent tout de suite la tournure de motifs à une révolution d'indépendance. Si l'Amérique unie à l'Espagne eût dû être, par la suite, aussi malheureuse qu'elle l'était depuis sa découverte, mieux valait qu'elle fût toujours restée inconnue ; et si l'Espagne ne devait pas tirer de la possession de l'Amérique d'autres avantages que ceux qu'elle en avait tirés jusque-là, c'était grand bien pour elle de perdre cette possession ! »

Le gouvernement provisoire de la métropole, lui-même, établi à conséquence de l'acéphalie, devançait les plaintes des colons, reconnaissait la justice de leur cause, et contribuait à fomenter la résistance, tant par les concessions qu'il accordait à demi que par celles qu'il faisait.

Une fois les Français maîtres de presque toute l'Espagne, et dissoute la junte centrale qui jusqu'alors avait artificiellement maintenu l'unité de l'empire espagnol, la régence de Cadix, qui remplaça cette junte, invita les Américains à prendre part aux travaux d'un Congrès national des *Cortès*, les élevant ainsi à la catégorie d' « hommes libres ». Mais en même temps qu'elle lançait cette invite, elle n'accordait aux Américains qu'une représentation dérisoire, soit : un député par million d'habitants, et encore

un député choisi par elle-même ; tandis que les péninsulaires, pour la plupart soumis aux étrangers, se voyaient accorder un député par cent mille âmes. Ce fut une nouvelle offense ajoutée à tant d'autres. Mais la dissidence essentielle provenait de la doctrine politique que les uns et les autres professaient. La métropole, par l'organe de la régence, soutenait : « Les domaines d'Amérique sont partie intégrante de la patrie espagnole » ; et de là, elle déduisait le droit pour l'Espagne d'envoyer en Amérique un représentant du roi en l'absence d'icelui, et tirait la prétention que l'Amérique fût pour toujours liée au sort de la Péninsule. — Les Américains, on l'a lu, soutenaient la théorie juridique, — appuyée par les commentateurs de la constitution coloniale, — suivant laquelle l'Amérique formait bien corps de nation avec l'Espagne, mais n'était unie à cette dernière que par le lien de la couronne, et qu'en conséquence, en l'absence du monarque, chaque peuple reprenait sa souveraineté. De ce fondement, ils déduisaient le droit de réclamer leur autonomie, et de refuser obéissance à quiconque s'arrogerait la représentation souveraine du monarque. Éliminé ce fondamental élément de dissidence, la raison révolutionnaire disparaît, l'insurrection perd son drapeau légal, et il ne reste plus qu'un incident à propos de représentation nationale, incident dont la solution n'entraînerait pas fatalement l'indépendance, ni seulement l'autonomie; de sorte qu'en acceptant le point de vue de la régence, l'Amérique suivait le sort de la Péninsule, au titre d'accessoire. Au fond de cette théorie, il y a le désir d'indépendance, — encore inavoué, — car, considérant l'Espagne comme

irrémédiablement perdue, les Américains se préparaient à recueillir l'héritage du roi détrôné, et à pourvoir à leur propre sécurité, comme l'avaient fait les Espagnols, en invoquant la même formule, — du retour de la souveraineté au peuple, — lors de la nomination des juntes provinciales, en ce moment-là encore établies en Espagne.

Conformément à ce plan politique et sous ce drapeau thermidorien, la révolution sud-américaine se déroula pacifiquement, comme une loi normale qui s'accomplit : les autorités coloniales furent déposées, sans opposer de résistance, par l'action de l'opinion consultée par l'intermédiaire des municipalités en tant que représentants du peuple ; et les nouveaux pouvoirs, constitués au nom de l'autonomie reconquise, sans tout d'abord rompre les liens avec la mère-patrie, bien que chacun vît bien que c'était là la résolution définitive et inévitable. En réponse à cette attitude prudente, modérée, et qui prenait des formes légales, la régence refusa tout aux colonies, même la liberté de commerce qu'elle avait précédemment songé à leur accorder ; elle refusa aussi une médiation de la part de l'Angleterre — d'ailleurs par elle sollicitée — et, sans aucune forme de ménagement, elle qualifia les Américains de « sujets rebelles », leur déclarant la guerre, — en quoi elle commettait la contradiction de condamner comme crime de lèse-majesté ce que les Espagnols avaient fait en Espagne, profitant des circonstances pour recouvrer la liberté dont les avaient dépouillés les rois absolus !... C'est alors que le Vénézuéla — formulant catégoriquement la théorie révolutionnaire que nous avons déjà exposée, et en tirant toutes conclu-

sions logiques — proclama son indépendance (1811) et se donna une constitution du genre fédéral républicain, à l'usage de sa souveraineté naissante, et sous le patronage des Droits de l'Homme qu'il incorpora dans sa loi fondamentale. La grande catastrophe survint : entre l'Europe et l'Amérique se produisit une scission marquée de caractères radicaux. — La guerre fut déclarée de la part de l'Espagne, avec emploi de mots regrettables et irréparables qui en firent une guerre de races : on qualifiait les insurgés — en violation du droit naturel invoqué par les Espagnols — « hommes destinés par la nature à végéter toujours dans l'obscurité et l'impuissance ».

Ce ne sont point les Américains qui l'ont dit : les Anglais ont reconnu que la guerre d'Indépendance des colonies espagnoles — pour cette cause déclarée — fut plus glorieuse que celle des Américains du Nord, et les Américains du Nord, eux-mêmes, à leur tour, ont reconnu qu'elle fut mieux justifiée et plus légale, dans ses origines et dans ses formes, que la leur. Les historiens les plus notables du vieux monde ont affirmé que jamais aucune lutte n'avait été entreprise dans un aussi noble but, ni avec pareille indigence de moyens, ni avec si peu de chances de succès. — L'Amérique du Sud était inerte, isolée ; elle ne comptait sur des hommes éprouvés ni à la guerre, ni à la politique : elle avait tout à improviser. Par contre, l'Espagne, alliée à la puissante Angleterre et sûre de l'appui des premières nations du monde, était maîtresse des mers; ses armes triomphaient en Europe, et bientôt elle disposerait de plus de forces qu'avant l'invasion française de 1808, pour dompter les colonies insur-

gées. Cependant l'Amérique du Sud affronta seule cette lutte contre le monde coalisé, et elle triompha, triompha seule, soulevant l'admiration de l'univers « par des vertus dont l'histoire n'offre que de très rares exemples : la persévérance dans l'adversité ; l'abnégation et la force pour supporter des sacrifices indicibles : les sacrifices de son repos, de ses propriétés, de sa santé et de sa vie ; une union et une force pleine d'élasticité, et une constance ininterrompue durant toute la laborieuse métamorphose. »

L'assemblée des *Cortès* espagnoles, avec un semblant de représentation américaine, et le vote de la constitution libérale de 1812, au lieu de réconcilier la mère-patrie avec les colonies, donnèrent un essor nouveau à l'insurrection ; car, par suite de certaines concessions, l'esprit d'indépendance s'était avivé, et les Américains tournaient contre la métropole les armes que celle-ci avait forgées contre le pouvoir de l'absolutisme. Le trône rendu au roi, en 1814, l'Amérique n'avait pas encore proclamé son indépendance et on continuait d'y faire gouverner des vice-rois. Le mouvement insurrectionnel du Vénézuéla ayant échoué, la révolution se trouva dans une position fausse. L'Amérique chercha la paix sur la base de l'indépendance; mais quand, restauré le roi, on lui offrit, aux lieu et place de la constitution de 1812, un désarmement sans conditions, elle décréta la reconquête à feu et à sang, comme aux temps de Pizarre et de Cortès. La guerre à outrance fut déclarée, et toute entente désormais impossible. La bataille fut rude, suivant l'expression de Carming; mais après avoir guerroyé quinze années durant, on avait « rivé

le clou de l'indépendance sud-américaine » et sanctionné la liberté du monde.

En 1820, la torche révolutionnaire de la liberté était éteinte partout, sauf dans l'Amérique du Sud, où elle ardait sans interruption depuis dix ans. A cette époque le despotisme triomphait en Europe, tandis que dans l'Amérique du Sud triomphait la cause de l'indépendance, suprême espoir de la liberté humaine, — soutenue par l'exemple et l'influence considérable des États-Unis. Dès cette époque l'action révolutionnaire commence à se faire sentir en Europe, au Parlement anglais, unique organe de libres manifestations dans le vieux monde, et la reconnaissance de l'indépendance sud-américaine, de fait et de droit, se trouve inscrite à l'ordre du jour. La révolution sud-américaine exerce quelque influence sur l'Espagne même qui, suivant cet exemple, tourne contre son roi les armes destinées à la soumettre, et rétablit le régime constitutionnel. C'est le moment solennel de la spectative historique. Du triomphe ou de la défaite de la révoluion sud-américaine dépendent les destins révolutionnaires de deux mondes. Cinq ans plus tard, la victoire répond à ces mâles accents : l'Amérique est républicaine, indépendante, libre ; et son triomphe s'impose de fait comme de droit. L'Angleterre, enrôlée sous les drapeaux de la Sainte-Alliance des souverains, modifie sa politique continentale et coloniale, de concert avec les États-Unis, à propos de la question sud- américaine, et déclare qu'un nouveau monde politique rétablit l'équilibre de l'ancien ; qu'un nouvel élément est appelé à intervenir dans les destinées humaines. A partir de ce moment, le courant histo-

rique qui, depuis trois siècles, portait le despotisme d'Orient en Occident, change de direction, et l'action des principes de la révolution américaine va d'Occident en Orient, et se propage en Europe, jusqu'à regagner son antique point d'origine, sur les limites du christianisme et de l'islamisme. La Grèce lance vers l'autre hémisphère son héroïque cri d'émancipation ; et l'Europe, au lieu d'étouffer ce cri, comme elle avait étouffé celui de l'Amérique, accourt au secours de la Grèce. Le Portugal s'émancipe à son tour, à l'exemple et sous l'influence de ses colonies américaines, qui, même, lui rendent ses rois absolus transformés en gouvernants constitutionnels ! En France, ressuscite la Révolution de 89, sous forme d'engagements entre la monarchie et la république, et les protagonistes de ce mouvement seront un compagnon de Washington et un prince émigré qui avait étudié de fort près la grande démocratie nord-américaine.

Qu'on supprime la révolution sud-américaine en l'an X ; qu'on la suppose vaincue en 1820, ou qu'on élimine son triomphe final en 1825 : il reste seulement, au monde, la République des États-Unis pour représenter la liberté, mais cette république est isolée, et le monde soumis au despotisme compte jusque sur l'appui de la puissante Angleterre. Tel est le tableau historique résumant la révolution sud-américaine dans ses rapports avec le mouvement libéral du monde moderne de 1810 à 1825.

XIV

TENTATIVES MONARCHIQUES DANS L'AMÉRIQUE DU SUD

La révolution sud-américaine fut essentiellement républicaine, et les tentatives monarchiques avortées pendant la longue durée de son développement prouvent bien qu'elle était réfractaire à la monarchie.

Si se fût réalisée en 1783, l'idée prévoyante du comte d'Aranda, il est probable qu'une monarchie bâtarde se serait installée en Amérique et que le nouveau milieu eût avec le temps imprimé à cette monarchie son cachet de légitimité monarchique. Si, comme Godoy le pense plus tard, guidé par des considérations purement égoïstes, le monarque espagnol eût en 1808 transporté son trône en Amérique, ainsi que fit celui de Portugal, il est possible que la révolution américaine, déviée de son cours, se fût résolue pacifiquement sous les auspices monarchiques, comme au Brésil, retardant la république et anticipant peut-être la stabilité constitutionnelle. Avortées ces deux opportunités d'une combinaison d'institutions et de tendances entre le vieux monde et le nouveau, la révolution sud-américaine devait se développer suivant sa nature et être essentiellement républicaine, conformément à son organisme constitutif, antérieur et supérieur à toute constitution artificielle ou de circonstances.

Ces émigrés de la Nouvelle-Angleterre et les quakers de Pensylvanie portaient en leur être moral la semence républicaine, fécondée par la lecture de la

Bible, et qui, transplantée dans un sol vierge et dans un monde libre, devait s'y acclimater grâce à l'atmosphère propice. Les chevaliers monarchistes d'Angleterre eux-mêmes, installés en Virginie, devinrent des républicains en fondant une nouvelle patrie suivant un autre type, et de cette race naquit Washington, le républicain par excellence, qui imprima une nouvelle direction au gouvernement des hommes libres. Les colons espagnols n'importèrent pas dans l'Amérique du Sud des sentiments moraux d'égalité et de justice, ni des règles de gouvernement, comme les colons du Nord: mais ils importèrent certains germes d'individualisme et une tendance rebelle qui, avec le temps, devait se convertir en désir d'indépendance et d'égalité. Les indigènes conquis, chaque fois qu'ils se révoltèrent contre les conquérants, ne rêvaient pas d'autre forme de gouvernement que la monarchie précolombienne, dont les formes étaient cristallisées par atavisme. Les créoles, par un phénomène physico-moral de sélection, naquirent républicains, et par des évolutions successives, dont la marche est plus facile à suivre que celle de la variation des espèces à travers le temps, leur idéal et leur besoin inné finirent par être la république dès que leurs idées d'émancipation commencèrent à poindre dans leur pensée obscure, que la révolution des États-Unis et celle de France illuminèrent de leurs splendeurs. Le germe initial de la république était en l'Amérique colonisée, et les créoles n'en étaient que les véhicules animés. Aussi jamais ne jaillit de la source l'idée de la monarchie, et chaque fois que cette idée se fit jour, comme une combinaison de circonstances, ce ne fut

qu'un simple artifice, un engagement, ou moins encore, une occurrence isolée et passagère, même peut-on dire : le délire d'une ambition maladive.

La première fois que l'idée de l'institution monarchique apparut dans l'Amérique du Sud, ce fut sous les auspices de l'idée d'indépendance, laquelle lui donnait véritablement une signification en harmonie avec les tendances innées. A un moment où ne s'étaient pas encore répandus les principes de la démocratie nord-américaine, et où les idées des précurseurs de l'émancipation argentine n'avaient pas encore pris leur essor, ces précurseurs imaginèrent, c'était en 1808, de fonder une monarchie constitutionnelle et une nouvelle dynastie dans la région du Rio de la Plata, à l'image et à la ressemblance de celles d'Angleterre, dont la constitution était l'idéal que Montesquieu avait donné à leur intellectualité et que les récentes invasions de la Grande-Bretagne mirent devant leurs yeux comme un modèle. Tout cela ne fut pas autre chose qu'une tentative qui accusait cependant une prédisposition à la nationalité propre. Deux années plus tard, à peine consommée la révolution initiale de 1810, *le Contrat social* de Rousseau devient évangile, et ces mêmes précurseurs, obéissant à leur instinct, s'approchent de la source de la souveraineté d'où coule la république ; mais de celle-ci, ils atteignent seulement la notion théorique.

Les premiers frémissements qui précèdent le grand mouvement initial accusent, à première vue, une tendance démocratique. La révolution de 1810 revêt spontanément, dès le premier jour, des formes populaires. La première manifestation constitutionnelle est celle du Vénézuéla. Par le fait de se soulever et

de se donner un gouvernement propre, toutes les colonies hispano-sud-américaines se convertissent en autant de républiques municipales, car cette organisation préexistait comme précurseur de la république définitive. La souveraineté absolue et personnelle, convertie en attribut de souveraineté collective par la seule disparition du monarque qui l'incarnait, et son remplacement par la souveraineté du peuple, comme nous l'avons expliqué déjà, marquent la transformation d'un principe despotique en principe de liberté républicaine, phénomène peut-être unique dans l'histoire et trait original de la révolution sud-américaine. Dès ce moment, la direction républicaine reste invariablement fixée et l'opinion ne trépide plus en sa marche progressive.

Quand, par suite des premiers contrastes et du développement spontané de l'anarchie, les politiciens qui dirigeaient la révolution argentine commencèrent à perdre l'espoir de constituer solidement la république, ils pensèrent à la monarchie soutenue par les grandes puissances européennes pour lui donner point d'appui et stabilité, et la rendre agréable aux yeux du monde, mais en poursuivant toujours l'idéal de l'indépendance et de la liberté constitutionnelle. Telle était l'opinion des hommes les plus haut placés, en des circonstances où les provinces unies du Rio de la Plata étaient seules à maintenir levé l'étendard de l'insurrection américaine sur toute l'étendue du continent, et qu'elles n'avaient pas encore proclamé leur forme définitive de gouvernement (1814-1816). La première tentative dans ce sens, ce fut un projet inconsistant pour couronner comme roi de Rio de la Plata un infant espagnol.

en 1814, avec l'appui de l'Angleterre et l'assentiment du monarque espagnol. Il n'en est resté que des traces dans les papiers de ses promoteurs disqualifiés. Le sentiment général du peuple était démocratique et révélait son énergie jusqu'aux excès mêmes qui alarmaient les conservateurs, lesquels formaient une sorte d'oligarchie officielle. Cependant, par une aberration qu'explique le déséquilibre des forces politiques, le Congrès qui en 1816 proclama l'indépendance des provinces argentines et par ce fait fonda la république, était dans sa grande majorité monarchiste d'opportunisme, et ce à quoi elle pensa en premier lieu, ce fut de fonder une monarchie invraisemblable, ayant pour base un descendant de l'Inca, qui unit le Rio de la Plata au Pérou, en prenant El Cuzco pour capitale. La raison publique anéantit ce chimérique projet sous une protestation générale, car c'était dans la conscience de tous que l'idée innée de la république résidait même dans les choses et que, issue de la révolution, elle était inséparable de l'idée d'indépendance.

De 1816 à 1819 la politique des monarchistes argentins s'agite dans le vide, cherchant dans la diplomatie universelle des combinaisons qui amalgamassent les intérêts des deux mondes par l'uniformité de principes qui s'excluaient. Partant de cette base erronée, le même Congrès qui proclama en 1816 l'indépendance argentine, immédiatement après la promulgation de la constitution républicaine votée par lui, et qu'il avait juré de respecter, sanctionna en secret — 1819 — la forme monarchique, et chercha en Europe un autre roi imaginaire avec l'appui de la France. Ces manœuvres ténébreuses, qui re-

vêtaient aux yeux du pays les caractères de la trahison et déconsidéraient ce pays aux yeux du monde, soulevèrent l'opinion républicaine des classes instruites, et mirent en fureur les passions populaires, ce qui amena un résultat contraire au résultat prévu par les auteurs. Ainsi finirent les dynasties avortées du Rio de la Plata, sans obtenir seulement les honneurs de la publicité de l'époque.

Cette réaction dans l'esprit des auteurs de la révolution, qui la représentaient et qui capitulaient devant le fait brutal et devant leur propre conscience, se produisait précisément au moment où la persévérance des républicains sud-américains leur conquérait l'admiration et les sympathies universelles; au moment où les États-Unis se dressaient en face de la Sainte-Alliance des rois, et protégeaient les nouveaux républicains contre toute tentative monarchique; au moment où l'Angleterre, après avoir déclaré par la bouche de Castlereagh, devant les Congrès européens, qu'elle ne « reconnaîtrait pas les gouvernements révolutionnaires d'Amérique », se convainquait, enfin, que la république était un fait indiscutable, inséparable de par sa nature du fait de l'indépendance, et à la veille du jour où, par la force des choses, on proclamerait à la face du monde qu'un nouveau monde républicain, dont on ne pourrait politiquement pas ne point tenir compte, était né dans l'ordre des siècles!

Cependant, les agents de cette politique réactionnaire étaient des hommes comme Rivadavia, destinés à fonder la véritable république représentative dans son pays, et qui, après Washington, est en Amérique le seul gouvernant ayant atteint le plus

haut niveau de l'homme d'État d'un peuple libre ; des exemples de vertu républicaine, comme Belgrano qui n'eut jamais en vue que le bien public, et des héros de la taille de San Martin lui-même qui, confessant sa foi républicaine, considérait comme difficile, sinon comme impossible, un ordre démocratique, et qui, pourtant, fonda des républiques, laissant le fait se produire spontanément en ne contrariant pas les tendances naturelles des peuples qu'il libérait ! Quand San Martin méconnut cette loi de l'histoire, il fut perdu comme libérateur. Ainsi se perdit plus tard Bolivar, quand réagissant contre les principes de la révolution qu'il avait si glorieusement fait triompher, il prétendit convertir la démocratie en monocratie, et renia les destins de la république couronnée par son triomphe final, en cherchant dans les monarchies un faux point d'appui pour elle. Le seul libérateur américain qui, dans son délire, se soit proclamé empereur — Iturbide, au Mexique — mourut dans un cachot, présageant la fin désastreuse d'un autre empereur dont le cadavre fut rendu à l'Europe en signe de protestation contre l'imposition de la monarchie.

Comme si cette formule était destinée à ne point sortir des domaines de la fiction, quand elle ne prenait pas un caractère tragique, c'était un poète déguisé en politique qui imaginait d'opposer à un nouveau monde républicain « un nouveau monde de légimitité, en fondant en Amérique les dynasties bourboniennes. » Chateaubriand, ministre de la Restauration en France, s'adressant à la République de Colombie, disait en 1823, avec autant de légèreté que d'ignorance de la constitution organique de l'Amé

rique : « Le régime monarchique est celui qui convient à votre climat, à vos coutumes et à vos populations éparses sur une grande étendue de terrain. Ne vous laissez pas séduire par les théories. » Lui-même faisait la critique de son plan en ajoutant : « Quand on se forge une utopie, on ne consulte ni le passé, ni l'histoire, ni les faits, ni les coutumes. » Le prince de Polignac se fit l'organe de ces idées devant la diplomatie européenne. » C'est l'intérêt de l'humanité, dit-il, et des colonies espagnoles elles-mêmes, que les gouvernements européens concertent en commun les moyens de pacifier les diverses et insuffisamment civilisées régions sud-américaines, et d'amener aux principes d'union d'un gouvernement monarchique ou aristocratique ces peuples chez lesquels d'absurdes et dangereuses théories maintiennent l'agitation et la discorde. » L'aristocratique Angleterre répondit par la bouche de Canning qu'elle « n'entrait pas dans la discussion de principes abstraits et que, pour désirable que fût l'établissement de la forme monarchique dans quelques-unes des provinces de l'Amérique du Sud, le gouvernement de la Grande-Bretagne n'était pas disposé à en faire une condition de l'indépendance de ces pays. » Ainsi se trouva enterré à jamais le dernier plan monarchique imaginé par un poète pour l'appliquer à l'Amérique méridionale.

Le seul fait qui semblerait indiquer que la monarchie était une plante qui eût pu s'acclimater en Amérique, c'est la fondation de l'empire du Brésil, et c'est précisément celui qui par antithèse prouve le contraire. Le Brésil participa comme colonie aux influences du nouveau milieu, quoique non pas au

même degré que les autres régions sud-américaines. La conjuration de Minas, à la fin du dix-huitième siècle (1789), connue dans l'histoire sous le nom de son martyr Tiradentes, révéla qu'il existait là un élément républicain et un esprit d'indépendance qui répondaient à l'exemple de l'émancipation nord-américaine et à l'impulsion immédiate de la Révolution française, sous l'égide de la liberté.

La colonie, pénétrée d'un profond patriotisme personnel et d'un esprit démocratique, absorba ses propres rois absolus quand ceux-ci transportèrent leur trône sur son territoire. Un prince de sang royal, de la maison régnante, se mit en tête de la révolution d'indépendance, laquelle s'opéra pacifiquement comme une transaction entre l'ancien régime et le nouveau. Quand le souverain ainsi proclamé par les ci-devant colons ne répondit plus à l'esprit national qui l'avait élevé, il se sépara de ses sujets qui le chargèrent d'aller porter dans la mère-patrie les principes constitutionnels qu'ils lui avaient inoculés. Il se fonda, alors, sur la base de la souveraineté du peuple, un empire démocratique sans privilèges et sans noblesse héréditaire, n'ayant de monarchique que le nom, et qui subsista comme un fait consenti et comme un engagement, mais non comme un principe fondamental. Ainsi donc, l'empire du Brésil ne fut qu'une démocratie à couronne. Nous avons admis comme possible que pareille chose eût pu se produire dans l'Amérique espagnole si Charles IV y eût transporté son trône en 1808, comme Jean IV de Portugal transporta le sien au Brésil ; mais de l'examen des faits, tels qu'ils se sont produits, il résulte historiquement démontré que

l'Amérique était essentiellement républicaine et que c'est là comme une règle qui a justement son exception pour la confirmer.

XV

?

La grande guerre hispano-américaine une fois terminée, et le territoire pacifié, le libérateur Bolivar s'écria : « Je rougis de le dire, l'indépendance est le seul bien que nous ayons acquis, et c'est aux dépens des autres ! » Même à ce prix l'indépendance constituait un gain. L'indépendance était de tous les biens le plus précieux, car c'était la vie ; la continuation du système colonial étant la mort lente par décomposition ; et mieux valait l'atteindre avec gloire, dans la lutte pour la vie, que de la mériter ignominieusement et stérilement. L'indépendance, c'était, en outre, l'établissement de la république démocratique, et cette seule conquête valait bien tous les sacrifices consentis pour l'obtenir. Avec l'indépendance et la république l'Amérique du Sud reconquérait tous les biens perdus, et en obtiendrait d'autres qui la grandiraient dans les temps. Alors même que par une injustice du destin, la postérité de ses fondateurs eût été dépouillée de son légitime héritage, ce mouvement régénérateur serait resté dans l'histoire comme un des plus grands pas qu'ait faits l'humanité. L'Amérique du Sud n'a pas lieu de se plaindre de la tâche qui lui est échue dans la com-

mune fatigue de l'élaboration des destins humains; et pour grands que soient ses travaux, ses sacrifices et ses malheurs en s'y livrant, elle a le droit de nourrir l'espoir d'arriver au succès. En tout cas, elle peut se considérer comme heureuse « si, après avoir généreusement soulevé sa charge, elle montre son épaule broyée au destin vainqueur, avec une virile sérénité. »

La républicanisation de tout un monde imposée comme un droit à l'absolutisme triomphant, la constance à attiser la flamme révolutionnaire de la liberté quand elle était éteinte sur la terre entière, son action directe pour rétablir l'équilibre du monde, sont des faits dans lesquels l'Amérique du Sud a joué le premier rôle, et qui sans son concours efficient ne se seraient jamais réalisés.

Quand, dans la première décade du dix-neuvième siècle, l'Amérique du Sud commença à intervenir dans la dynamique politique du nouveau monde par la gravitation de sa masse, la République des États-Unis était un soleil qui éclairait uniquement sa propre sphère. L'apparition d'un groupe de nations nouvelles, qui, à la manière d'astres, surgirent des nébuleuses coloniales du sud, forma pour la première fois au monde un système planétaire dans l'ordre politique, avec lois naturelles, attractions universelles et harmonie démocratique. Un continent tout entier, peuplé de vingt-cinq millions d'âmes, fut conquis pour la république; et ce continent, presque égal en étendue à la moitié de la planète, parcouru par de gigantesques montagnes et traversé par des fleuves immenses, s'étendait de pôle à pôle, et était baigné à l'orient et à l'occident par les plus

grandes mers connues, possédait toutes les richesses, et dans ses zones variées pouvaient s'acclimater toutes les races de la terre, comme s'il eût été créé sur le même plan que l'univers, mais à part, pour une nouvelle et grandiose expérience de la sociabilité humaine, avec unité géographique et puissance physique. La république acclimatée en lui, le prédestina de bonne heure à cette rénovation du gouvernement, et son unification républicaine, par le fait de la révolution de l'Amérique du Sud, donna sa grande et véritable importance à sa constitution géographique et à sa constitution politique.

A cette époque, il n'existait que deux républiques au monde : celle de Suisse en Europe, et celle des États-Unis en Amérique, l'une consentie, l'autre acceptée. Les États-Unis comptaient en 1810 à peine un peu plus de sept millions d'habitants, et leur influence ne s'était pas encore fait sentir : la fondation des nouvelles républiques sud-américaines, en faisant d'eux le centre d'attraction et l'âme d'un nouveau monde républicain, les éleva, de 1810 à 1820, au rang de grandes puissances alors qu'ils ne comptaient pas plus de neuf millions et demi d'habitants, que les institutions démocratiques étaient discréditées et que triomphait l'absolutisme sur toute la ligne. L'influence prépondérante de l'Amérique en cette grande évolution fut reconnue par l'Angleterre quand elle déclara, comme nous l'avons déjà rappelé, que « les colonies hispano-américaines, peuplées par la race latine et rendues indépendantes sous la forme républicaine, étaient un élément nouveau qui rétablissait l'équilibre du monde et qui devait dorénavant dominer les relations des deux continents ».

Les républiques sud-américaines se lancèrent dans la lutte avec des forces suffisantes pour conquérir leur indépendance, comme elles le montrèrent bien en triomphant seules, mais sans éléments de gouvernement. Elles passèrent sans transition de l'esclavage à la liberté, après avoir renversé les obstacles entassés sur leur chemin durant trois siècles; et en proclamant leur triomphe, elles se retrouvaient au point de départ avec les formes élémentaires d'une démocratie, avec la lèpre des anciens vices qui ne pouvaient disparaître en une seule génération, et les maux que la guerre avait produits. La guerre les avait appauvries au physique et au moral, par la dépense qu'elles y durent faire non seulement de leur sang, de leurs trésors et de leur énergie vitale, mais aussi de leurs plus riches forces intellectuelles. Elles avaient tout à improviser pour le présent et tout à créer pour l'avenir: hommes d'État, esprit civique, gouvernements, constitutions, coutumes, politique, population et richesse. La richesse vint avec l'indépendance; mais l'insuffisance gouvernementale, le défaut d'organes appropriés à la vie libre, les livrèrent fatalement à l'anarchie et au despotisme et on les vit de longues années durant osciller de l'un à l'autre extrême sans réussir à trouver leur équilibre. Ce fut là l'époque de transition du premier essai démocratique, et ce fut alors qu'un de leurs plus grands libérateurs s'écria avec découragement que tout était perdu, sauf l'indépendance conquise et la forme républicaine impérante. Avec ce capital et ses intérêts composés tout pouvait se refaire, et il se refit tout ce qu'il était humainement possible. L'instinct de la conservation prévalut, et un équi-

libre relatif s'établit dans les nouvelles républiques. La seule chose qu'on ne put normaliser, ce fut le fonctionnement de la machine politique, bien combinée en son mécanisme, théoriquement ; mais, dans la pratique, faussée dans ses ressorts par le manque de bons conducteurs qui lui imprimassent un mouvement régulier, et aussi par le manque d'un peuple apte à l'exercice de ses droits. Cela a suffi pour qu'on posât en axiome de politique expérimentale que l'Amérique du Sud est incapable de se gouverner par elle-même, et que sa révolution a été le naufrage des institutions républicaines. Il y a, au fond de cela, quelque vérité ; mais la conclusion qu'on en tire est injuste, et rien ne sera encore perdu tant que l'institution républicaine, qui est la grande œuvre de la révolution, n'aura pas disparu.

Aucun peuple ne se serait mieux gouverné dans les conditions où se trouvèrent les colonies hispano-américaines quand elles se furent émancipées et qu'elles eurent proclamé la république, laquelle était bien dans leur génialité, mais non pas dans leurs antécédents et dans leurs coutumes. Les États-Unis eux-mêmes, quoique disposant de plus puissants éléments d'organisation, traversèrent une période de transition fort critique qui mit en péril leur existence de nation bien constituée. Ainsi donc, malgré toutes les défaillances et leurs égarements, malgré toutes leurs hontes et leurs odieux abus de force de la part des peuples et des gouvernements, les nouvelles républiques sud-américaines montrèrent la conscience de leur être politique, un sens moral collectif, le désir de la liberté, et l'instinct de la conservation. Cela est prouvé par le fait d'avoir constitué leurs

nationalités suivant leur spontanéité, se suffisant à soi-même. On ne peut pas dire qu'elles aient mérité les mauvais gouvernements, qui les affligèrent ; car contre ces gouvernements le peuple protesta toujours jusqu'à les renverser. La raison publique se maintint sans cesse au-dessus des mauvais gouvernements. Quand les gouvernements, s'inspirant du bien public, se sont mis à son niveau, si bas fût-il, ils ont toujours eu l'autorité morale, tandis qu'étaient condamnés au mépris et à l'oubli, les dictateurs qui ne cherchèrent dans le pouvoir que la satisfaction de leurs appétits sensuels. Cela révèle l'existence d'une idée dominante, supérieure aux mauvais gouvernements qui ont déshonoré les républiques sud-américaines en faisant d'elles l'opprobre du monde pour de longues années.

On a souvent tenté de refaire synchroniquement l'histoire des colonies hispano-américaines, en supposant qu'elles fussent restées sous la domination de la mère-patrie, ou, chose plus probable, qu'elles eussent été conquises par quelque grande puissance européenne. Dans le premier cas, elles seraient mortes d'inanition, ou bien elles eussent continué de végéter misérablement sous l'empire des lois contraires à la nature, et leur sort eût été pire que celui de Cuba ou de Puerto-Rico. Si l'Angleterre eût réussi à s'emparer de Carthagène des Indes en 1740 ou du Rio de la Plata en 1806-1807, l'Amérique méridionale serait anglaise. Quelques-uns ont pensé que c'eût été un événement heureux, qui, anticipant son progrès, eût préparé plus sûrement son émancipation et sa liberté. Il est possible que dans une telle hypothèse les colonies hispano-américaines

fussent devenues ce que sont aujourd'hui l'Australie et le Canada. Les colonies recolonisées à l'anglaise posséderaient plus d'usines et plus d'industries, plus de ports, de digues et de canaux, et, qui sait, peut-être plus de richesses, sous la protection d'une nouvelle mère-patrie autrement puissante que l'ancienne, mais elles ne seraient pas des nations indépendantes et démocratiques, qui dans la mesure de leurs forces ont concouru et concourent au progrès humain, par la mission qu'elles remplissent d'anticiper le progrès politique en un autre sens, et en créant de nouveaux éléments pour la vie future. Leurs destins immobilisés sous le régime colonial de la Grande-Bretagne régnant sur l'Atlantique et le Pacifique, elles en seraient encore à l'époque de leur croissance végétative avec plus d'éléments de travail, mais avec moins d'éléments organiques de reconstruction vitale. Elles seraient tout au plus le pâle reflet d'une lumière lointaine, un type répété coulé dans le vieux moule ; mais elles ne seraient pas des entités qui sont intervenues par des moyens nouveaux dans les destins humains, qui ont provoqué des actions et des réactions concourant au progrès universel, ni des agents actifs de l'échange des produits moraux et matériels qui sont l'attribut des races destinées à vivre dans le temps, en se complétant. A peine existerait-il au monde deux républiques ; et la République matrice des États-Unis, isolée, entourée au sud, au nord et à l'occident par la restauration de l'ancien système colonial, se serait immobilisée aussi, à l'intérieur de ses primitives frontières, en supposant que la rénovation de la guerre contre la mère-patrie, au début du siècle, n'eût pas

eu un autre dénouement. L'Amérique du Sud serait un appendice de l'Europe monarchique et l'Europe serait dominée par la Sainte-Alliance des rois absolus, même avec le concours de l'Angleterre, la seule monarchie constitutionnelle du monde.

Si l'Amérique du Sud n'a pas réalisé toutes les espérances que fit naître au début sa révolution, on ne peut pas dire pourtant qu'elle soit restée en arrière sur le chemin de ses évolutions nécessaires dans sa lutte contre la nature et contre les hommes, au milieu d'un vaste territoire presque inhabité, et de races diverses mal préparées pour la vie civile. Elle est dans la république possible, en marche vers la république véritable, ayant une constitution politique qui s'adapte à sa sociabilité, alors que les plus anciennes nations n'ont pas encore trouvé leur équilibre constitutionnel. Elle a envisagé les plus effrayants problèmes de la vie, les résolvant par elle-même, s'éduquant à la dure école de l'expérience et se purifiant de ses vices par la douleur. Obéissant à sa spontanéité, elle a constitué ses nationalités respectives, animées d'un patriotisme cohérent qui leur garantit une vie durable. Démentant les sinistres présages qui la condamnaient à l'absorption par les races inférieures qui faisaient partie de sa masse sociale, la race créole, énergique, élastique, assimilable et assimilatrice, a fondu ces races en elle-même, les émancipant, les dignifiant, et les supprimant ensuite quand il l'a fallu; et ainsi elle a fait prévaloir le type supérieur avec l'aide de toutes les races supérieures du monde, acclimatées sur son sol hospitalier; de sorte qu'aujourd'hui le gouvernement de la société lui appartient exclusivement. Sur cette

base et avec ce concours civilisateur, la population régénérée double chaque vingt ou trente ans, et avant la fin du vingtième siècle l'Amérique du Sud comptera quatre cents millions d'hommes libres; l'Amérique du Nord en comptera cinq cents, et toute l'Amérique sera républicaine. En son moule on aura coulé la statue de la république démocratique, dernière forme rationnelle et dernier mot de la logique humaine, qui répond à la réalité et à l'idéal en matière de gouvernement libre.

A ces grands résultats aura concouru dans la mesure de son génie concret, en suivant le grand exemple de Washington et ceux du libérateur Bolivar et du fondateur de trois républiques, l'émancipateur de la moitié de l'Amérique du Sud : le général San Martin.

LE PASSAGE DES ANDES

(1817)

I

« Ce qui m'empêche de dormir, c'est, non pas la résistance que peut m'opposer l'ennemi, mais d'être forcé de franchir ces montagnes !... » — s'écrie San Martin, en contemplant de Mendoza les crêtes neigeuses de la Cordillère des Andes — gigantesque barrière dressée du nord au sud entre les vastes pampas argentines et les riantes vallées du Chili, sur une étendue du 22°, depuis le désert d'Atacama jusqu'au cap Horn. Cette Cordillère, comme celle du Haut et du Bas-Pérou, — dans un sens opposé, — se divise à son tour en deux chaînes parallèles, à hauteur du trente troisième degré de latitude australe : l'une d'elles court tout au long du Pacifique, dans la direction du pôle, d'où son nom : « de la Côte » ; l'autre, sous le nom de Grande Cordillère, marque la frontière argentino-chilienne. La chaîne de la Côte est une succession de collines granitiques, aux formes arrondies et aux pentes douces, dont les ondulations semblent des vagues de quelque

mer pétrifiée. La Grande Cordillère est formée, dans sa partie centrale, par trois ou quatre cordons de montagnes coniques et anguleuses, qui se superposent les unes aux autres, et dont les cimes atteignent parfois la région des neiges éternelles, et s'élèvent quelquefois à 1.800 mètres au-dessus du niveau de la mer. — A ses pieds s'étendent des vallées profondes, ceinturées de grands murs escarpés dont le faîte disparaît parmi les nuages qui les empanachent, et dans lesquels planent les condors aux ailes puissantes, seuls habitants de ces parages ; — des lacs andins, torrents maîtrisés par les dépressions du sol ou les éboulements de la montagne. Sur ses flancs serpentent d'étroits sentiers, des raidillons dangereux pratiqués par les feux des volcans et les eaux qui dévalent des cimes inaccessibles, à travers des côtes accrochées comme des nids d'aigles, et bordées de précipices, au fond desquels mugissent des fleuves torrentiels roulant d'énormes quartiers de roche comme de simples fétus. La nature a montré là tout son pouvoir, en y entassant ces grandioses masses, sans autre parure végétale que le cactus, la mousse et la *jarilla resinosa*, et dont les sévères paysages imposent le recueillement à l'âme et donnent l'idée d'une création embryonnaire surgissant du chaos.

Entre la Grande Cordillère et celle de la Côte, se déroule longitudinalement une grande vallée centrale — coupée parfois ou seulement rétrécie par des massifs et des contreforts montagneux — qui descend du nord au sud, jusqu'au moment où les hauteurs qui la limitent s'enfoncent dans la mer, au quarante et unième degré de latitude, où des îles et des

archipels signalent encore son naufrage préhistorique. Ce trait donne sa physionomie géographique au territoire chilien.

La Grande Cordillère argentino-chilienne est seulement accessible par des passages appelés « boquetes » ou « portezuelos », parmi lesquels nous citerons, comme étant les plus connus et se rapportant à notre sujet : au centre, ceux d'Uspallata et de Los Patos, en face de Mendoza et de San Juan; au nord, le « portezuelo » de La Ramada et le passage de Come-Caballos, qui font communiquer la province argentine de La Rioja avec celles de Coquimbo et de Copiapo; et enfin, au sud, les « boquetes » du Planchon et du Portillo qui conduisent directement : au vallon de Talca le premier, et le second à la vallée de Maïpo et à la capitale du Chili. Ces passages transversaux dont les sommets, dans le prolongement de l'axe du cordon principal de la Cordillère, atteignent de 3.000 à 3.700 mètres, s'obstruent de neige au moment de l'hiver et ne peuvent être guère suivis que pendant la rigueur de l'été. Jusqu'alors, seuls, les avaient franchis, de faibles détachements militaires ou des caravanes de muletiers, en suivant des sentiers où peut tout juste circuler un homme à cheval. Le passage d'une armée nombreuse, composée d'unités des trois armes, à travers ces défilés, était réputé impossible, et jamais l'idée n'était venue à personne d'y songer seulement, avant que San Martin le tentât. Faire rouler sur les bords de ces précipices de l'artillerie de montagne; franchir ces sommets successifs en traînant à sa suite quatre à cinq mille hommes; emporter avec soi, en outre des munitions et de l'armement de rechange, les vivres

nécessaires pour la traversée; emmener les mules et les chevaux indispensables — sans oublier leur provende — pour le transport du personnel et du materiel, et arriver prêt à combattre sur le territoire ennemi défendu trois contre deux; diriger tous les mouvements combinés en vue de remporter la double victoire tant désirée, sur la nature et sur les adversaires : tel était le problème qu'avait à résoudre le général de l'armée des Andes pour envahir le Chili. C'était, avec en plus l'originalité d'un génie pratique et des combinaisons stratégiques et tactiques plus sûres, une rénovation des passages des Alpes qui ont immortalisé Annibal et Napoléon : c'était un passage qu'on regarderait comme le plus célèbre de tous ceux effectués par une armée, jusqu'au jour où, quelques années plus tard, en serait réalisé un autre, également fameux, dans les Andes équatoriales, par un libérateur aussi grand que celui du Sud.

San Martin, qui ne dormait plus de penser aux grandes montagnes qu'il devait traverser, avait à résoudre d'autres problèmes plus ardus encore que celui du passage en lui-même. Déterminer la ligne et les points stratégiques de l'invasion; calculer les marches divergentes et convergentes, et la concentration de ses colonnes sur le point faible de l'ennemi ; dissimuler le point d'attaque ; apparaître soudain à l'ouest des montagnes ; réduire à néant, en un seul jour, le pouvoir espagnol dans l'extrême sud de l'Amérique, pour pouvoir donner avec ses canons le signal de la guerre offensive de la révolution argentine : telle était la tâche énorme que le général des Andes avait à accomplir. Ainsi les diverses

routes qu'il signalait sur ses cartes et les itinéraires qu'il indiquait dans ses instructions étaient comme les rayons de son cercle d'opérations préliminaires, dont le centre était au campement de Mendoza.

Ce n'était plus à présent la montagne qui le privait de son sommeil, mais bien la plaine qu'il devait gagner à l'occident, pour combattre et triompher. Lui-même le disait quelques jours avant de commencer sa mémorable campagne : « Toutes les mesures sont prises pour cacher à l'ennemi le point d'attaque. Si nous y réussissons, et aussi à poser le pied sur la plaine, l'affaire est sûre ! Enfin, rien ne sera négligé pour que nous nous tirions de ce pas difficile avec honneur ; et si nous échouons, que le diable emporte tout ! »

II

San Martin tâchait de faire croire à l'ennemi que son armée se dirigeait vers le sud, alors que, suivant son plan offensif, il voulait pénétrer au Chili par le centre. Ce fut là une de ses préoccupations constantes. Pour atteindre son but, il trompait, par le moyen de communications supposées et de confidences incomplètes à amis et ennemis, gardant son secret jusqu'au dernier moment. Pour affermir le Président Marco dans la croyance qu'il se dirigeait bel et bien vers le sud, il eut recours à un stratagème qui, comme tous les siens, est marqué au coin d'un esprit fécond en expédients.

Depuis 1814, en sa qualité de gouverneur de Cuyo,

San Martin entretenait d'amicales relations avec les Indiens Pehuenches, — maîtres alors du versant oriental de la Cordillère, au sud de Mendoza — afin d'assurer, par les défilés dominés par eux, le passage de ses agents secrets au Chili, et aussi de les avoir de son côté en cas d'invasion ennemie. Au moment de concentrer son armée au camp de Plumerillo, il se proposa de profiter de ces relations dans le double but de tromper l'ennemi sur ses véritables plans, et de donner plus de chances de succès et plus d'importance aux expéditions secondaires qu'il projetait par les chemins du sud. A cet effet, il invita les Indiens à se rendre au fort de San Carlos, sur la rive frontière du Diamant, avec l'intention ostensible de solliciter le droit de passage sur leurs terres. Il s'y fit précéder par divers convois de mules chargées de centaines de boucs d'eau-de-vie et de barils de vin, de friandises ; d'étoffes et de verroterie pour les femmes ; et pour les hommes, de selles de luxe, de vivres de toutes sortes, et d'un assortiment considérable de broderies et de costumes anciens, qu'il s'était appliqué à réunir dans la province, sans autre but que d'éblouir ses alliés. Au jour fixé, les Pehuenches, en masse, s'approchèrent du fort San Carlos, avec grand déploiement de pompe barbare, au son de leurs cornets, suivis de leurs femmes, et en brandissant leurs lances ornées de plumes. Les guerriers avaient le buste nu et portaient flottante leur longue chevelure. Ils étaient prêts pour le combat. Chaque tribu était précédée d'un peloton de grenadiers à cheval dont la tenue correctement martiale contrastait avec l'aspect sauvage des Indiens. A l'arrivée en face de la forteresse, les femmes se groupèrent de côté, et les

hommes firent tournoyer leurs lances en signe de salutation. Puis, eut lieu un simulacre de combat, suivant l'usage pehuenche. Les guerriers lançaient leurs chevaux, à bride abattue, autour de l'enceinte, tandis que du haut des bastions, chaque cinq minutes le canon tonnait : les Indiens répondaient au canon, en tapotant avec une main sur leur bouche et en poussant des cris de joie. L'entrevue solennelle qui suivit eut lieu sur la place d'armes du fort. San Martin sollicita le droit de passer sur le territoire des Pehuenches pour aller, par le Planchon et le Portillo, attaquer les Espagnols qui, disait-il, étaient des étrangers ennemis des Indiens américains auxquels ils prétendaient voler terres et bestiaux, enlever femmes et enfants. Le *colocolo* des tribus était un vieillard à cheveux de neige, nommé Necunan. Après avoir consulté l'Assemblée et recueilli gravement ses votes, il dit au général qu'à l'exception de trois caciques — auxquels on saurait faire entendre raison — tous acceptaient ses offres ; et ils signèrent le traité d'alliance en embrassant tous San Martin, l'un après l'autre. Immédiatement, en témoignage d'amitié, ils déposèrent leurs armes entre les mains des chrétiens, et se livrèrent ensuite à une orgie qui dura huit jours consécutifs. Le sixième jour, San Martin regagna son quartier général, pour tirer de ces négociations le résultat qu'il se proposait, celui dont il n'avait parlé à personne, pas même à ses plus intimes confidents.

Le diplomate créole avait prévu que les Indiens, portés par leur naturelle perfidie, ou bien les caciques dissidents, révéleraient son simulacre de projet à Marco. Et il en fut bien ainsi. Mais pour le cas où

ils ne l'eussent pas fait, lui-même s'en chargea par une de ses habituelles ruses, à laquelle vint puissamment en aide une coïncidence également prévue. Pendant la marche de son armée, il avait coupé toutes relations entre les Espagnols de Cuyo et Marco, et ce dernier, ignorant tout de ce qui se passait à l'est des Andes, envoya des émissaires demander des nouvelles à ceux qui étaient ses correspondants officieux. La surveillance était telle que, de deux ans, aucun espion royaliste ne put pénétrer dans Cuyo sans être surpris par les gardes patriotes de la Cordillère, prévenus par les agents secrets au Chili. Les dernières lettres du président eurent le même sort que bien d'autres. Muni d'elles, le général fit appeler devant lui les correspondants — parmi lesquels se trouvait Castillo de Albo — leur montra les écrits accusateurs, et, feignant la colère — on prétend même qu'il les menaça d'un revolver placé sur une table, — les obligea à écrire et à signer leurs réponses sous sa dictée. Il annonçait que vers le 15 octobre partirait de Buenos-Ayres une escadre composée d'une frégate, trois corvettes, deux brigantines et un transport, commandée par l'Anglais Teler (Taylor), et dont on ignorait la mission. Il faisait ajouter : « San Martin a eu dans le fort de San Carlos une entrevue avec les Indiens Pehuenches. Ils ont accepté toutes ses propositions. Nous verrons bien comment ils tiendront leurs promesses. Je vous recommande beaucoup de prudence et beaucoup de discrétion. Faute de cela, plusieurs des nôtres ont été emprisonnés et dépouillés de leurs biens. Tout se sait, ici ! » Les lettres de San Martin, remises à un de ses émissaires, parvinrent à Marco qui, ne doutant pas de

l'exactitude de leur contenu, perdit la tête et bouleversa tout le pays pour parer à une double invasion. De son côté, San Martin informait son gouvernement que l'entrevue avec les Indiens avait eu pour objet d'obtenir d'eux qu'ils consentissent à faciliter le passage de l'armée en fournissant des chevaux à un prix stipulé, et il écrivait à Guido, son confident : « Ma grande entrevue avec les Pehuenches est terminée, et terminée de façon la plus heureuse pour nous : non seulement ils fourniront des chevaux, mais encore ils se sont engagés à coopérer activement à nos opérations contre l'ennemi. »

C'était, on le voit, un vrai dédale de grands et de petits mystères ; c'était un puits au fond duquel se cachait la vérité.

III

Marco — désorienté par les alarmantes nouvelles reçues de ses correspondants de Cuyo, et par le soulèvement simultané des guerrilleros de Manuel Rodriguez qui étendaient leurs excursions entre le Maüle et le Maïpo, et assaillaient à main armée les villages jusque dans les alentours de la capitale — prit une série de mesures absurdes et contradictoires, révélatrices du trouble de ses idées et de la frayeur de son âme. Il fit renforcer tous les forts, et prétendit même convertir en îles quelques-uns, afin de prévenir un débarquement, en même temps qu'il fretait une escadrille chargée d'aller à la rencontre de la flotte fantôme récemment partie de Buenos-Ayres. Il ordonna qu'on pratiquât des brèches dans le pas-

sage d'Uspallata, qu'on dressât une carte des provinces méridionales du royaume et qu'on opérât une reconnaissance des « boquetes » du Mañle et du Planchon. Et avant même que fussent terminés ces divers travaux, il fit doubler toutes les gardes des passages de la Cordillère, du nord au sud. Il concentra d'abord ses troupes, puis en éparpilla la majeure partie, les mouvant dans le vide ; et, ne trouvant en soi aucune inspiration, après s'être démené comme un polichinelle, à la suite des suggestions de San Martin, il finit comme un singe par copier les gestes de ce dernier, en demandant une entrevue aux Indiens Araucanos, sans toutefois se décider pour aucun plan rationnel de défense.

Le but de l'astucieux général argentin était atteint : le capitaine-général du Chili, ignorant le point exact d'attaque, prétendait défendre à la fois toutes les frontières terrestres et maritimes : cela l'obligeait à éparpiller ses troupes, et, de ce fait, il se présentait faible sur tous les points. Pour comble de confusion, les espions qu'il envoyait en quête de renseignements précis, ou ne revenaient point, ou servaient San Martin et lui revenaient avec de fausses informations qui le précipitaient dans de nouvelles erreurs. Parmi ses conseillers, les uns l'incitaient à prendre l'offensive ; d'autres à persévérer en son absurde plan expectant, et, seul, un d'entre eux — celui qui entendait le moins des choses de la guerre — son secretaire, le docteur Judas Tadeo-Reyes, lui indiqua le plan qu'il eût dû suivre — s'enfermer dans la capitale avec les 5.000 vétérans qu'il avait à sa disposition, répartir les troupes de milice dans le pays et, ainsi formé, attendre l'invasion. Mais sa tête en

était à ce degré de perturbation où les conseils — bons et mauvais — sont inutiles. Lui-même s'est chargé de nous peindre son déplorable état mental à cette époque (4 février 1817) : « Mes plans ne sont pas autre chose que de continuels mouvements et d'incessantes variations, obéissant aux circonstances et aux nouvelles qui me parviennent de l'ennemi dont le chef, à Mendoza, — fort habile à observer toutes mes opérations, et disposant de voies de communication innombrables et d'espions placés, j'en suis sûr, jusque dans mon entourage immédiat — essaie de me surprendre. »

Mais ce n'était pas seulement le secret planant sur la toute proche invasion qui privait Marco de ses facultés. Ses moyens de recours étaient d'une rare indigence ; et, avec le stupide système de contributions établi par Ossino et continué, voire aggravé, par Marco, la ressource des exactions, elle-même, finit par se tarir. Pour subvenir aux dépenses publiques, il imposa l'exportation des blés et des farines et l'importation des vins et des sucres, sans compter qu'il contractait au même moment un emprunt de 400.000 pesos — pesant sur tous ceux qui jouiraient d'un revenu d'au moins mille, sans exclusion des fonctionnaires civils et militaires, et payable en argent effectif. Ces mesures ne donnèrent d'autre résultat que de généraliser l'effarement et le mécontentement en attisant l'esprit d'insurrection, favorisé d'autre part par les agents secrets de San Martin, lesquels annonçaient l'arrivée prochaine du général à la tête d'une armée libératrice.

Les guerrillas de Rodriguez, que San Martin désapprouvait dans des lettres destinées à tomber entre

les mains de Marco, ainsi que cela a été expliqué, avaient organisé leurs opérations, et leurs hardis coups de main donnaient à la résistance armée le caractère d'une guerre de partisans (octobre 1816). Rodriguez en personne assiégea et prit la ville de Melipilla. Don Francisco Salas, un des agents secrets de San Martin, à la tête d'une petite troupe de paysans, attaqua la ville de San Fernando, surprenant sa garnison et la mettant en fuite. Don Francisco Villaot, riche propriétaire terrien — un autre des agents secrets qui avaient rendu les plus grands services, et avaient fourni sans compter argent et chevaux, et avaient même payé de leur personne, — se mit à la tête de soixante locataires de son hacienda de Teno, armés à ses frais, et attaqua le village de Curico défendu par le colonel espagnol Morgado ayant sous ses ordres trente dragons et cinquante fantassins; mais il fut battu, et mourut pendant la retraite, en brave. Le brigand Negra, dont San Martin avait tant reproché à Rodriguez la présence parmi les leurs, réalisa de son côté des prouesses qui lui valurent le grade de *Caudillo*, et le général des Andes, peu scrupuleux sur le choix des agents et des moyens dès qu'il s'agissait de la défaite de l'ennemi, se réconcilia avec le brigand et lui adressa ses félicitations. — Les principaux chefs espagnols — Sanchez, Morgado, Barañao et Quintanilla — à la tête de gros détachements, s'efforçaient en vain de maîtriser cet incendie partiel, précurseur de l'invasion et de l'insurrection générale qui devait suivre cette dernière de si près. Pendant ce temps, les guerrilleros servaient à merveille le plan du général en obligeant Marco à détacher des forces vers

le sud et à affaiblir son centre. Marco dégarnissait ainsi le véritable point d'attaque qu'il n'avait jamais soupçonné, seulement. Dès lors, San Martin put prédire à quelques heures près le jour où il « franchirait les monts », « foulerait la plaine », et « gagnerait la bataille ».

IV

Dans le campement de Mendoza tout autre était la scène : il y régnait l'activité méthodique et l'automatique discipline, à côté d'un enthousiasme conscient. Une volonté supérieure, sachant fort bien et ce qu'elle voulait et ce qu'elle faisait, une volonté devant laquelle s'inclinait chacun, ordonnait tout, versant dans l'âme des soldats la certitude du triomphe. On savait là tout ce que pensait, faisait et même allait faire Marco, alors que lui ne savait pas au juste ce qu'il voulait. Tous travaillaient, chacun attaché à la besogne qui lui était dévolue, et la confiance dans le général était unanime. On réunissait des mules de selle et haut le pied; on forgeait à leur intention des milliers de fers; on s'approvisionnait en légumes secs et en fourrages, et on réquisitionnait des bêtes de somme en vue du passage de la Cordillère. Les chefs supérieurs, les officiers, les soldats, tous étudiaient à fond leur devoir et s'entraînaient assidûment à l'accomplir. L'arsenal livrait des centaines de milliers de cartouches chaque jour. Les forges brûlaient sans interruption pour la réparation des armes et la fonte de projec-

tiles. L'infatigable Fray Luis Beltran travaillait aux nouvelles machines grâce auxquelles, disait-il, les canons allaient voler au-dessus des montagnes comme des condors. Le moine ingénieux avait inventé, ou pour mieux dire, transformé une sorte de chariots étroits, connus sous le nom de *zorras*, de construction fruste, mais solides, et qui, montés sur quatre roues basses et traînés par des bœufs ou par des mules, devaient avantageusement remplacer les affûts des canons de montagne. Ces affûts, pour leur part, devaient suivre à dos de mule les étroits et tortueux sentiers de la Cordillère, jusqu'à atteindre le versant opposé. Par prévision, on emporta de longues et fortes perches pour suspendre *zorras* et canons aux endroits difficiles.

... Pendant ce temps, le général en chef, silencieux et réservé, pensait pour tous et pensait à tout. — Il passait tout en revue, dans les moindres détails depuis les vivres et l'équipement, jusqu'aux machines démontables et compliquées, sans oublier le tranchant du sabre des soldats.

On avait besoin d'un aliment nutritif et sain qui, en même temps qu'il réparerait les forces du soldat, fût adéquat à la froide température des régions qu'on allait traverser, et il le trouva dans la préparation populaire appelée *charquican* (composée de viande séchée au soleil, rôtie et moulue, puis additionnée de graisse et de poivron) qui permet de porter dans les fontes ou dans la musette, sous un très faible volume, des provisions pour huit jours, et qui, allongée d'eau bouillante et de farine de maïs brûlé, constitue un potage aussi nourrissant qu'agréable au goût. San Louis, abondant en bestiaux, fut mis à

contribution pour fournir le *charqui*, et en rapporta 2.000 arrobes. Il en fallait 3.500. Le gouvernement général se chargea de procurer le reste. En tout, petit équipement, chausssures, etc., on poussa l'économie jusqu'au bout pour prouver, comme le disait San Martin, qu'il est possible de réaliser de très grandes entreprises avec de fort petits moyens.

Les sabres de « fer-blanc » des grenadiers étaient émoussés : le général les fit aiguiser sur la meule d'un barbier, puis les remit aux soldats en disant : « Voilà qui baste pour trancher des têtes de « goths ! » Ils le firent bien voir !...

Il ne suffisait pas que les armes fussent bien effilées ; encore fallait-il que les bras soient solides, et les âmes émues par les sonneries qui remplacent dans les combats les commandements à la voix. San Martin pensa aux trompettes jusqu'alors peu usitées dans la cavalerie américaine. L'armée n'en possédait que trois. Il en voulut faire fabriquer en tôle; mais elles ne rendirent que des bruits sourds. En en demandant au gouvernement, il disait : « La trompette est un instrument si utile dans la cavalerie, que son absence peut être comparée à ce que serait celle du tambour dans l'infanterie. »

Ces détails minutieux, qui concourent au triomphe final, méritent de retenir l'attention de l'historien, car ce sont les vis qui assemblent les diverses pièces des machines de guerre.

Les lettres échangées à cette époque entre San Martin et son gouvernement témoignent de quelle sollicitude le général entourait ses hommes ; mais nous avons déjà, croyons-nous, suffisamment éclairé sur ce point l'opinion de nos lecteurs, pour nous dispen-

ser de reproduire ici ces lettres qui ne constitueraient en somme que des répétitions.

V

Mais en dehors de la correspondance officielle sur les masses d'hommes, de chevaux et d'argent ; en dehors de ces confidences qui révèlent l'état des âmes, une correspondance s'engage — d'un caractère mixte — entre les deux protagonistes de la situation : le général San Martin et le directeur Pueyrredon. — Leurs relations politiques et amicales dataient de la conférence de Cordoba. Ils étaient tous deux passionnés de la même idée, et en s'aidant et en se réconfortant l'un l'autre, ils s'identifiaient en une même aspiration. Écoutons-les :

« Vous me demandez force choses, — disait le directeur au général, — et me voilà pris par le cou, car je manque des fonds nécessaires pour vous les fournir. Cependant, je tâcherai de vous les procurer, et je vous adresserai en même temps les 30.000 pesos pour la caisse de l'armée. »

Mais à peine Pueyrredon eut-il pris le pouvoir, et montrait-il l'intention de tenir ses promesses, qu'éclatait à Cordoba un soulèvement anarchique d'ordre confus, et qui menaçait de gagner toute la République. Le gouverneur de la province de Cordoba, José-Javier Diaz, qui se trouvait à la tête du mouvement, refusa obéissance au directeur, fit une levée de troupes, et proposa à San Martin le gouvernement suprême. Le général des Andes visait plus haut, et

tout son désir fut de dominer ce désordre qui pouvait contrarier la réalisation de son grand plan. Il s'offrit donc, avec son armée, pour réprimer l'insurrection, sans laisser cependant comprendre que cela impliquait le renoncement momentané à son entreprise : « Nous voici maintenant avec le diable dans la maison — écrivait-il au directeur — depuis la mutinerie du gouverneur Diaz, de Cordoba. La cause se trouve présentement dans la plus critique des situations. Et ce qu'il y a de plus mauvais, c'est que cela peut démolir de fond en comble le plan d'opérations. Je me convaincs chaque jour davantage, à mon grand regret, qu'il est impossible que nous nous émancipions. Il faut absolument prendre un parti qui nous sauve. Tout est préférable à être derechef dominés par les « matouchos », et à voir l'anarchie s'installer dans les provinces. Se peut-il que le sort du pays dépende du caprice d'une demi-douzaine de malandrins ?... Enfin, la situation est claire, mais non pas rassurante : si l'expédition de Chili a lieu, l'anarchie devient générale; si elle n'a pas lieu, la cause succombe, et l'armée se disperse faute de moyens de subsistance. — L'attitude de Diaz envers le gouvernement m'a beaucoup surpris et beaucoup irrité. Dites-moi, nettement, comment je devrais agir dans le cas où il faudrait marcher sur Cordoba. » — Pueyrredon lui répond avec grand calme : « L'insinuation de Diaz contre le gouvernement n'a rien qui vous doive étonner. Il vous voit à tête d'une armée, et il croit deviner vos sentiments d'après ce que seraient les siens à votre place : il vous mesure à sa toise. — Je reconnais qu'il faut avoir recours à la force pour maintenir dans l'ordre

les ennemis de la paix intérieure ; mais comment pourrais-je songer, fût-ce une seule minute, à renoncer à l'expédition du Chili ? Si vous quittez votre résidence actuelle pour aller à Cordoba, nous privons notre cause d'une très grande force, et risquons de perdre le pays. Attendons encore les événements et j'agirai suivant les besoins de l'heure ; mais je puis d'ores et déjà vous assurer que l'expédition du Chili ne sera pas suspendue. Seule, cette expédition peut nous rendre le pouvoir, la richesse et la considération politique que nous avons perdus. » Et dans une autre lettre : « Ce que je regrette surtout, c'est de ne pas pouvoir, faute d'argent, envoyer aussi une expédition maritime. »

Sous quel noble aspect se présentent ces deux hommes tout-puissants, dans leurs confidences intimes, relatives au bien public : purs de toute ambition personnelle, passionnés de grandeur nationale et de l'indépendance américaine, se réconfortant mutuellement pour combiner la plus vaste entreprise guerrière qu'ait jamais menée à bout le peuple argentin !...

Une fois la passagère révolte de Cordoba réprimée, le général des Andes reprit ses exigences, ainsi que le démontre la correspondance officielle. — Le directeur faisait face à tout, et quand il eut tout fourni, il prit sa plume, et écrivit avec un comique désespoir et une franche cordialité : « Voici les états de reconnaissance destinés aux municipalités de la province de Cuyo. Voici les dépêches pour les officiers. Voici les effets d'habillement demandés, et des chemises en grand nombre. Voici les deux seules trompettes que nous ayons pu dénicher. En janvier,

on vous enverra 1.387 arrobes de charqui. Voici les 200 sabres de réserve que vous réclamez. Voici 200 tentes de campagne ou pavillons : il n'en reste plus... Voici le diable, et voici le monde tout entier. Mais je ne sais pas encore comment je vais pouvoir acquitter toutes les dettes que je contracte à cause de vous... Ah ! et si vous ne réussissez pas !... Oh !... alors, il ne me reste qu'à suspendre les paiements, à me réfugier auprès de vous, et à mendier un peu de charqui... Ne me demandez plus rien surtout, si vous ne voulez pas recevoir la nouvelle que je me suis pendu. »

Quelques jours avant l'ouverture de la campagne des Andes, Pueyrredon disait avec son habituelle bonne humeur — ayant pleine conscience de l'importance de la partie qui allait se jouer : « Je fais creuser un souterrain dans la direction de la Patagonie pour m'enfuir avec quelques compagnons, si l'affaire ne se termine pas à notre honneur et à notre avantage. » Et quand arrive le moment décisif, son esprit se sent tout ému. Les risques sont si grands ! « Vous me dites que tout est prêt. Il faut mener les choses rondement, et qu'il soit décidé du sort du Chili en janvier, ou en février au plus tard. Je vous le jure : j'ai si grand'peur que je ne dormirai plus tranquille jusqu'au jour où j'apprendrai que vous en avez fini avec les barbares... Comme vous, j'espère de grands résultats de l'expédition du Chili : tout semble nous être favorable ; pourtant j'ai des craintes, à cause de l'importance même de l'entreprise. » Sa confiance renaît cependant à la réception des plans du général : « Il faut que Dieu lui-même soit un Goth s'il ne nous aide pas ! » Mais quand il apprend que

l'armée a subi quelques pertes, le doute revient : « J'apprends avec une peine profonde qu'au moment même de son départ l'armée comptait déjà 400 indisponibles, entre malades, déserteurs et blessés par les mules. Je l'avoue, cela me fait redouter quelque malheur. Nous savons que l'ennemi dispose d'une armée d'un quart plus nombreuse que la nôtre et mieux disciplinée... Vous m'annoncez que le 10 du courant (février 1817), tout sera terminé : j'en suis heureux ; mais je crains aussi que ce soit là une date trop proche, car l'ennemi doit avoir bien pris ses précautions. Je voudrais bien me tromper, et que vous entende Notre-Dame et Mère de las Mercedes! » Et il se termine sur ces mots qui font l'éloge des deux hommes : « Vous avez fort raison de le dire : on n'a jamais vu dans le pays une armée aussi bien pourvue de tout que la vôtre ; mais quand y avait-on vu un directeur avoir en un général une confiance égale à celle que j'ai en vous ?... Il est juste d'ajouter qu'il n'y a jamais eu non plus de général la méritant mieux !... Malgré tout, je devine qu'il vous faudrait encore mille bons soldats de plus pour me rendre ma parfaite quiétude. »

VI

A Mendoza tout était prêt depuis l' « En avant... » — suivant la pittoresque expression de San Martin lui-même. Tout ce que la science, l'expérience et la prévision humaines pouvaient embrasser était au point : il ne manquait ni un homme dans les rangs,

ni un clou aux fers des mules. On n'attendait plus que le commandant d'exécution : « ... Marche ! »

La colonne expéditionnaire se composait de 4.000 combattants environ : 3.000 fantassins répartis en quatre bataillons commandés par Alvarado, Cramer, Conde et Las Herreras; cinq escadrons de grenadiers à cheval — soit 700 hommes montés — sous les ordres de Zapiola, Melian, Ramallo, Escalada et Necochea; une brigade de 250 artilleurs — 10 pièces de campagne de 6, deux obusiers de 6 pouces, et 9 pièces de montagne de 4 — aux ordres de La Plaza. Ces troupes étaient accompagnées, pour les services auxiliaires, de 1.200 miliciens à cheval, de la province de Cuyo, chargés d'escorter les vivres et de veiller sur les mules haut-le-pied ; en outre : des conducteurs, des ouvriers de la maistrance, et 120 mineurs des mines de Mendoza, chargés de mettre en bon état les chemins.

L'armée était divisée en trois corps, dont chacun se devait suffire à soi-même, et disposait d'un petit état-major, de guides, d'un chirurgien avec sa pharmacie de campagne, d'un intendant et d'un commissaire chargés, ces deux derniers, d'administrer chacun son parc de réserve. Deux de ces corps — le gros des troupes — devaient s'engager, échelonnés, dans le passage de Los Patos ; l'avant-garde commandée par le chef de l'État-major, le général Miguel Estanislao Soler, et l'arrière-garde sous les ordres de O'Higgins. — Une division détachée, sous les ordres de Las Heras, devait suivre le chemin d'Uspallata, avec le parc et l'artillerie, car transporter ce matériel de guerre par le passage de Los Patos : impossible ! — Comme munitions : 900.000 balles

— fusils et carabines; — 2.000 boulets de canon à balles, 200 à mitraille, et 600 grenades. Mules de trait, 10.000; et 1.600 chevaux de combat. Les provisions de bouche pour 5.200 hommes consistaient en 600 têtes de bétail, en farine de maïs brûlé, en charquican, en fromage; plus du vin, à raison d'une bouteille par homme, de l'eau-de-vie, et une grande quantité d'oignons et d'aulx comme réactifs contre le froid et les maladies qui, sur les grandes hauteurs, assaillent hommes et bêtes. On emportait du fourrage, du maïs et de l'avoine en quantité suffisante pour parer aux besoins de quinze jours de marche à travers la montagne. On avait, en outre, établi des dépôts de vivres tout au long des chemins pour les cas de déroute ou de retraite.

Deux faibles détachements composaient les flanc-gardes, et devaient prolonger la ligne de feu de l'armée envahisseuse. Celui du nord comprenait 60 fantassins de ligne, 80 miliciens de San Juan et une légion d'émigrés chiliens qui, sous les ordres du commandant Don Juan Manuel Cabot, devait partir de San Juan et traverser par le Portezuela de La Ramada les Cordillères d'Olivares et de Doña Ana, afin de s'emparer de Coquimbo, en même temps qu'une autre fraction de miliciens de La Rioja, irait occuper Copiapo et le Huasco après avoir franchi le Paso de la Vinchina. Celui du sud, aux ordres du capitaine chilien Freyle, comprenait 80 fantassins argentins armés en dragons, 25 grenadiers à cheval, plus une compagnie d'émigrés chiliens commandée par l'actif agent secret de San Martin : Antonio Merino. Cette petite colonne devait traverser le Planchon, afin d'appuyer les guerrillas chiliennes d'ultra-Cor-

dillères, en même temps que la garnison du fort de San Carlos, composée de 30 blandengues, apparaîtrait par le Portillo, dans le même but, et sous les ordres du capitaine José-Léon Lemos.

Aussi bien les deux fortes colonnes centrales, qui devaient converger vers un point déterminé, que les deux colonnes volantes des ailes, qui agiraient avec plus d'indépendance, avaient pour instructions de faire irruption simultanément en territoire chilien, du 6 au 8 février 1817, et de marcher résolument vers le but à chacune d'elles indiqué. Chaque chef de division reçut des mains de San Martin un plan manuscrit pour se guider, un itinéraire de marche accompagné d'annotations topographiques, et les instructions écrites du général. La colonne de Las Heras, qui suivrait le chemin d'Uspallata, était guidée par les deux premiers éclaireurs de l'armée, Justo Estay et José Antonio Cruz, lesquels, par des sentiers transversaux, devaient communiquer entre eux verbalement, ou par le moyen d'un plan de signaux au drapeau, arrêté chaque jour avec San Martin qui les suivrait parallèlement, par le Paso de Los Patos, à la distance de 67 kilomètres.

Si quelquefois le calcul et la prévision, au service de l'inspiration et de l'observation, subordonnés à la méthode, présidèrent à une grande entreprise militaire, ce fut bien cette fois-là : l'histoire n'offre aucun exemple de passage de montagne plus habilement combiné et plus admirablement exécuté ; tous les écrivains militaires des grandes nations l'ont reconnu, et même les ennemis.

Avant de terminer ces travaux préparatoires, le général adressa ses adieux aux habitants de la pro-

vince de Cuyo : « Le moment approche où, fondues les neiges de la Cordillère qui nous sépare du Chili, se présentera le péril d'une invasion à côté du triomphe que me promet votre patriotisme. Préparez-vous à de nouveaux sacrifices pour esquiver le péril. Je n'ai point ménagé ni mes forces ni mon temps, et j'ai souvent empiété sur les heures dues au repos, pour préparer votre victoire. Il appartient à vous de la remporter, de gagner cette grande lutte, et de conquérir une paix permanente dans laquelle l'agriculture et le commerce prendront un nouvel essor capable de compenser les pertes occasionnées par la guerre. La patrie et vous, n'avez rien à craindre, si la coopération du peuple est précédée d'un grand effort de dévouement et d'union intime, condition expresse pour sortir sain et sauf de l'entreprise. Je me suis hasardé à prêcher cette sorte de croisade, parce que je comptais sur votre aide et la protection du ciel qui regarde avec horreur la cause injuste et sanglante des oppresseurs de la patrie. »

En comptant ses forces, il s'aperçut qu'il lui manquait un certain nombre de soldats pour compléter ses escadrons et il adressa aux habitants de Mendoza une nouvelle proclamation qui semble écrite avec l'épée plutôt qu'avec la plume. « J'ai 130 sabres rouillés, inactifs dans la caserne des grenadiers à cheval, par défaut de bras courageux qui les empoignent. Que ceux qui aiment l'honneur et la patrie viennent se saisir de ces sabres. La campagne va s'ouvrir. Il me répugne d'employer la force, car je compte sur votre bonne volonté ; mais je me verrai contraint d'y avoir recours si les Mendoziens ne répondent pas à mon attente. » Les sabres furent

bientôt distribués : ils le furent à des volontaires; mais si ces volontaires ne s'étaient point présentés, on eût distribué les sabres tout de même!...

Comme dernier adieu, il ordonna aux soldats de parcourir les rues à la recherche de vieilles hardes, et il en informa la municipalité. Les généreux habitants de Mendoza, et principalement les femmes et les enfants, car presque tous les hommes se trouvaient au quartier général, sortaient sur le seuil de leurs demeures, et offraient aux soldats des *ponchos* et des *frazadas*, pour se couvrir dans la Cordillère neigeuse qu'ils allaient traverser.

VII

Une fois tout préparé, le général commandant en chef l'expédition demanda des instructions pour y conformer sa conduite politique et militaire. Le gouvernement, en tout d'accord avec le général, les lui traça avec ampleur, dans un large cadre, avec des projections étendues, des vues généreuses et des résolutions fermes en parfaite conformité avec le plan de campagne conçu par San Martin, et formula le programme émancipateur — réalisé depuis — de la révolution argentine envers les autres peuples de l'Amérique du Sud, sur la base de l'indépendance et de la liberté de chacun d'eux. « La consolidation de l'indépendance de l'Amérique vis-à-vis des rois d'Espagne, de leurs successeurs et de la métropole, et la gloire des Provinces-Unies du Sud sont les seuls mobiles de la campagne. Cette idée, le géné-

ral la développera amplement dans ses proclamations; il la répandra par le moyen de ses confidents dans toutes les villes et dans tous les villages, et il la propagera par tous les moyens à sa portée. La troupe sera animée du même esprit. Et l'on veillera, particulièrement, à ce qu'il n'y ait jamais nulle part rien qui ressemble même de loin à un saccage, à un pillage ou à une oppression, et encore moins rien qui puisse faire croire à des intentions de conquête, et de conserver le pays secouru. »

Par d'autres articles on lui permettait, suivant sa demande, de s'occuper de l'organisation des cadres du Chili et de la création d'une armée nationale, à la condition expresse que toutes les forces militaires resteraient sous son commandement, même une fois établi le gouvernement qui devrait régir le pays. En prévision d'une capitulation devant l'ennemi, on lui déclarait formellement que « jamais ni lui ni aucun de ses subalternes ne pourraient convenir que les Provinces-Unies de l'Union renonceraient à la guerre avant d'avoir reconquis leur entière liberté, sans altération des positions qu'y occupaient les armées ». Dans l'ordre politique, on lui recommandait de rester impartial entre les partis qui s'étaient partagé le pays, et qu'il s'efforçât de concilier les intérêts de l'aristocratie avec ceux de la plèbe, en mettant un frein à l'exclusivisme de l'une et à la licence de l'autre, et en cherchant à améliorer sans transition violente la condition du peuple en général. Enfin, pour ce qui avait trait à l'organisation du gouvernement, on l'autorisait à nommer un président provisoire (après restauration de l'ancienne municipalité patriote de Santiago) sans que le général ni l'armée contribuas-

sent publiquement à cet acte ; ils devaient se borner à maintenir l'ordre, et à éviter que l'élection fût l'œuvre de l'intrigue de quelque parti contre la volonté générale et la sécurité de la nation.

Quant à la constitution définitive du peuple chilien en corps de nation, les instructions renfermaient deux clauses capitales : l'une, *judicieuse*, au point de vue des principes et dictée par l'expérience même du pays : l'autre, chimérique, en contradiction formelle avec l'esprit et la lettre de l'ensemble des instructions, comme tribut payé aux idées de Confédération sud-américaine de l'époque, qui trouvèrent leur origine, ainsi que nous l'avons déjà montré, dans les négociations entamées par l'alliance argentino-chilienne aux premiers jours de la révolution. Par la première de ces clauses, on prévenait le général qu'il devrait user de toute son influence pour obtenir qu'autant que le royaume ne serait pas absolument libre d'ennemis, le parlement ne fût pas convoqué, afin que le pouvoir exécutif pût agir en toute liberté pour terminer la guerre avec succès. Par la seconde — résurrection de l'idée de Martinez-Rosas, d'Egaña et d'Alvarez Jonte en 1811 — on lui indiquait que bien qu'il eût à ne pas se mêler directement à l'établissement du gouvernement du pays, il était de son devoir d'engager les Chiliens à envoyer leurs députés au Congrès des Provinces-Unies, afin qu'on y pût constituer une forme de gouvernement général pour toute l'Amérique, fondue en une seule nation, ou, tout au moins, quelle que fût la forme de gouvernement adoptée, que fût signé un traité d'alliance perpétuelle entre les deux pays.

San Martin ne discuta pas les instructions, se pro-

posant sans doute d'en négliger ce qu'elles pourraient avoir de purement théorique, et de les appliquer suivant les cas avec toute la latitude qu'elles lui laissaient. Il ne put pas cependant, étant donné son bon sens pratique, ne point présenter quelques observations quant à la façon d'établir le futur gouvernement. Il proposa, et on lui accorda, que le général O'Higgins fût le candidat proposé pour le poste de président de la République ou de directeur du Chili, parce que sa nationalité écarterait tout soupçon d'oppression par les armes des Provinces-Unies.

Ses instructions en poche, sa résolution prise et son armée engagée dans les gorges orientales des Andes, le général, le pied déjà sur l'étrier, écrivait (1817) à son plus intime confident :

« Je pars à l'instant rejoindre les divisions de l'armée. J'implore l'aide de Dieu pour mener à bien la grande entreprise. »

VIII

Le passage des Andes est, en tant que combinaison stratégique, un composé de hardiesse, d'observation et de calcul, dont l'ensemble épouvante et, à la fois, impose le respect par le concret de sa conception et l'exactitude de son exécution.

Comme toutes les opérations classiques du même genre, il a son point d'origine dans une idée toute simple, à objectif précis, qui cherche un résultat positif et direct. Mais il offre aussi une partie fantai-

siste dans laquelle l'ingéniosité se met au service du génie, et concourt en élément de succès à un but utile. Son secret réside dans la configuration du terrain montagneux, théâtre des opérations, dans lequel tous les mouvements combinés coulent comme dans un moule, et prennent leur forme typique.

Le général San Martin, en formulant à grands traits son plan définitif de campagne offensive (15 juin 1816), avait établi que le Chili devait être envahi par les passages d'Uspallata et de Los Patos, afin de couper au centre les forces ennemies divisées, charger sur leur gros, et s'emparer immédiatement de la capitale, pour terminer ainsi la campagne d'un seul coup. C'était là son idée fondamentale, son idée-mère. Lui-même avait dit que le problème de fait à résoudre consistait à gagner la plaine opposée, avec son armée bien dans sa main, à surprendre l'ennemi divisé et à battre sa principale force, ce qui revenait à lui lier les bras. Voilà son premier objectif. Pour l'atteindre, il devait occulter son véritable point d'attaque, et le simuler partout; diriger ses marches et effectuer sa concentration par des chemins convergents qui le conduiraient simultanément en face et sur les derrières de ses ennemis, ce qui lui permettrait de les envelopper ou de les prendre entre deux feux. Tel était le but exact à atteindre — impossible à première vue — et qui lui fut suggéré par la configuration du terrain, d'après laquelle il dressa son plan.

Dans la description de la Cordillère, nous avons fait remarquer que la vallée centrale du Chili est entrecoupée par les massifs qui unissent les deux chaînes de montagnes qui la limitent, ou rétrécie

par certains contreforts qui pénètrent comme des éperons à l'intérieur du pays. Le massif principal est celui d'Aconcagua, entre les 32e et 33e degrés de latitude sud, dominé par le géant des Andes argentino-chiliennes qui, couvert de neiges éternelles, s'élève à 6.800 mètres au-dessus du niveau de la mer et divise les eaux des fleuves San Juan et Mendoza par son versant oriental. Ce massif se prolonge vers l'ouest jusqu'à s'unir à la Cordillère maritime, et de lui se détache une sorte de contrefort qui court dans la même direction, sans arriver toutefois jusqu'à la mer, et s'interpose entre les fleuves Putaendo et Aconcagua qui correspondent, sur le versant occidental, au San Juan et au Mendoza. A ce système appartient la chaîne contiguë d'Uspallata au sud, dont le plus haut sommet atteint 3.900 mètres d'altitude, et qui donne naissance, à son tour, à un cordon transversal, de la Cordillère à la mer, parallèle au massif d'Aconcagua sur cette partie et à la sorte de contrefort dont nous avons parlé. Ce cordon transversal, c'est la chaîne de Chacabouco. Au dedans du massif d'Aconcagua et du cordon de Chacabouco, avec leur contrefort intermédiaire, sont circonscrites diverses vallées, parmi lesquelles celles qui, sous le nom de Putaendo et d'Aconcagua, s'ouvrent au pied occidental de la Grande Cordillère, sont celles qu'il importe de connaître pour suivre la combinaison stratégique du passage des Andes par San Martin.

Les vallées de Putaendo et d'Aconcagua, qui tirent leur nom des fleuves qui les parcourent longitudinalement, sont contiguës, et séparées seulement, comme par un mur mitoyen, par le contrefort intermédiaire à l'extrémité duquel se rejoignent leurs fleuves : à

partir de ce confluent, elles ne forment plus qu'une seule vallée, arrosée par le fleuve Aconcagua qui se jette dans le Pacifique. Sur la rive sud de l'Aconcagua est bâtie la ville de San Felipe, chef-lieu du département. Le chemin d'Uspallata qui est le plus court — c'est à cet endroit que la Cordillère présente sa moindre épaisseur — conduit directement à la vallée d'Aconcagua, dont la première ville, au pied de la montagne, est Santa Rosa des Andes. Le chemin de Los Patos, au nord d'Uspallata, qui est le plus long — c'est là que le massif d'Aconcagua présente sa plus grande épaisseur — conduit à la vallée de Putaendo, dans laquelle on pénètre, en suivant le cours du fleuve, par une gorge étroite appelée Las Achupallas. Par cette explication orographique on comprendra facilement que la division qui passait par Uspallata serait la première à se trouver en face de l'ennemi, et que le gros de l'armée, en suivant le chemin de Los Patos et en décrivant ensuite un quart de cercle, viendrait tomber sur l'arrière-garde ennemie. Dans cette situation, si les royalistes, alternativement ou simultanément ainsi attaqués, essayaient de faire face, soit à l'ouest soit au nord. la colonne d'Uspallata les chargerait dans le premier cas, ou dans le second, ils se trouveraient pris entre deux feux. De toute façon, aucune autre retraite ne s'offrait à eux que la montagne de Chacabouco au sud, et alors l'armée envahisseuse opérait librement sa concentration dans une vallée de la plaine occidentale qui était pour elle une véritable forteresse. Chacabouco était donc la clef stratégique, et l'occuper d'avance, ou y décider de la campagne par une grande bataille, c'était le but de

tous les mouvements de San Martin. En raison de ces dispositions mathématiques, tracées par la main même de la nature sur le théâtre des opérations, et de ce plan si habilement combiné, le général put prédire — avec plus de certitude encore que Bonaparte avant de franchir le mont Saint-Bernard — le jour et l'endroit où la victoire couronnerait son entreprise hardie, et donner en toute confiance le signal de l'attaque simultanée, qui se produisait sur un front de plus de 2.100 kilomètres, depuis Copiapo jusqu'au Maulé.

L'expédition du Nord, sous le commandement supérieur du chef de bataillon Cabot, quitta San Juan le 12 janvier 1817, presque le même jour que le détachement de La Rioja — sous les ordres du commandant Don Francisco Zelada et de son second, le capitaine Nicolas Davila — composé d'un piquet d'infanterie de l'armée du Nord et de 200 miliciens ayant pour uniforme des casquettes noires et rouges. Ils avaient ordre de marcher directement sur la ville de La Serena, de soulever la province de Coquimbo et de s'en emparer au nom de l'État du Chili, la légion d'émigrés chiliens qui les accompagnait, devant arborer son drapeau tricolore national. Cabot traversa en quatorze journées la Cordillère de Coquimbo, et au jour fixé pour l'invasion générale (8 février), il foulait le territoire chilien, surprenait deux petits postes ennemis et détachait une avant-garde de 100 hommes commandés par le capitaine Patricio Ceballos, qui était l'éclaireur de l'expédition. Le 9, il s'avança jusqu'à Valdivia, sur le Rapel ; le 10, il campait dans la vallée de Sotaqui : toute la province s'était soulevée, à l'annonce de son arrivée.

Le même jour, le capitaine Ceballos battait, dans la plaine de Salada, à trois lieues de Barraza, la garnison de La Serena qui, à l'effectif de 100 hommes, se repliait vers le sud, laissant 40 morts et 40 prisonniers, ayant perdu deux pièces volantes, drapeaux, armement, munitions. . Le 12 février, Cabot était maître de la province de Coquimbo. Le même jour l'avant-garde de l'expédition de La Rioja, commandée par le capitaine Davila, et qui avait suivi l'antique chemin du conquistador Almagro, occupait la ville de Copiapo. Ainsi tout le nord du Chili avait été reconquis en un seul jour.

Dans la même journée, le 12 février, Freyre prenait la ville de Talca, à l'extrémité opposée de la ligne, à 1.800 kilomètres de Copiaco, et se rendait maître d'une grande partie du Sud, coupant ainsi les communications entre Santiago et La Conception, et Leinos occupait le Portillo. Le 14 janvier 1817, Freyre était parti de Mendoza avec les piquets déjà mentionnés. Dans les premiers jours de février, il avait pris position en face de San Fernando, où s'enrôlèrent sous ses ordres 100 hommes venus des guerrillas chiliennes; et, réunis à ses troupes, les soldats de Neyra et les paysans commandés par l'actif agent secret de San Martin, Don Juan Pablo Ramirez, il se trouva à la tête d'une forte division, régulièrement armée. Les instructions qu'il avait reçues — tout comme celles qu'on avait données à Leinos — lui enjoignaient de faire croire à l'ennemi que sa division était l'avant-garde de l'armée, — à cet effet, il y avait dans la division des uniformes de tous les corps — et de fomenter l'insurrection dans la contrée, mais sans engager de combat douteux, et en se retirant prudemment, une

fois sa mission remplie, s'il ne pouvait soutenir le combat avec avantage. L'ennemi sortit à sa rencontre avec un détachement de dragons, qui fut battu, le 9 février, dans la vallée de Campéo, laissant 20 morts et 25 prisonniers. Tout de suite, Freyre avança jusqu'à Curico dont il obligea la garnison à se retirer au sud du Maule. Talca fut immédiatement évacué par l'ennemi, et le 11 février, Freyre, maître de cette ville, dominait la ligne nord du Maule, menaçait Santiago, et se trouvait à la tête du pays soulevé. Il annonça à San Martin qu'il pourrait bientôt disposer d'une armée de 2.000 hommes. Ainsi, en un même jour, les deux extrémités du Chili, au nord et sud, étaient reconquises et insurgées, et deux nouvelles divisions concouraient à l'exécution du plan d'invasion générale, sans que l'ennemi ait pu seulement soupçonner à l'avance le véritable point d'attaque, ce point où l'on allait le blesser à mort.

C'était là la partie fantaisiste du plan du passage des Andes, fantaisiste encore qu'elle eût un but utile, dont ce n'était pas la chose la moins importante que d'obliger l'ennemi à porter son attention sur plusieurs points à la fois, et à diviser, à éparpiller ses forces.

IX

Après avoir veillé au départ des expéditions sud et nord, le général convoqua en junte de guerre, les officiers supérieurs de son armée, et, sans demander conseil, exposa avec une claire simplicité

son plan de campagne, ayant devant soi la carte et des croquis. Il lut ensuite le tableau de la distribution des forces, et en terminant prévint les officiers qu'ils devaient se tenir prêts à partir, sans toutefois leur indiquer la date exacte de l'ouverture des opérations. Le lendemain 15 janvier 1817, il fit venir à son domicile le colonel Las Heras. Ayant reçu sa parole d'honneur de garder le secret, il lui annonça qu'il le chargeait d'ouvrir la campagne par le chemin d'Uspallata, et lui remit les instructions auxquelles il devait se conformer. La division de Las Heras, forte de 800 hommes, avec le major Enrique Martinez comme second chef, comprenait : le 11ᵉ bataillon, un piquet de 30 grenadiers à cheval, 2 pièces de montagne servies par 30 artilleurs sous les ordres du capitaine chilien Ramon Picarte, 30 sapeurs munis de pics et de leviers, et — en qualité d'auxiliaires — un escadron des milices de San Louis pour escorter les bagages et soigner les chevaux. Son premier objet devait être de surprendre l'ennemi à l'ouest de la Cordillère, et de pénétrer ensuite dans la vallée d'Aconcagua ; de chercher à se mettre en communication avec le gros de l'armée par la rive droite du fleuve, et de se fortifier dans Chacacuco, en portant en avant sa cavalerie. Le 8 février — non pas plus tôt — il devait se trouver à Santa Rosa, car le but principal de son mouvement était de distraire l'attention de l'ennemi. Il devait ne point engager de combat douteux, et se replier sur la Cordillère dans le cas où des forces supérieures aux siennes l'attaqueraient, et en prévision de cela, il ferait fortifier les positions de Juncalito ou du Rio Colorado par son arrière-garde. Dans le cas où il serait battu, il devrait

gagner la position inexpugnable de Picheuta, sur le versant oriental, position déjà fortifiée convenablement pour cette occasion. Il emportait de l'eau, du bois et des vivres pour les dix jours pendant lesquels il devrait aller de Mendoza à Santa Rosa. C'est-à-dire parcourir 337 kilomètres. Le 18 janvier, Las Heras se mit en marche et se dirigea sur le *boquete* d'Uspallata. A deux journées il devait recruter la milice dans les deux districts. Enfin, on prévoyait le cas de la retraite ou de la déroute, et toutes éventualités possibles: en somme, tout en traçant les lignes générales, on laissait à chacun un large champ où se mouvoir.

Toute la troupe allait monter à mule et marchait à la file indienne par les sentiers étroits, mais par petites fractions échelonnées. Les 4.000 mules étaient divisées en 200 *piaras*, dont 20 par *piara*, aux soins d'un palefrenier. Les détachements de milices qui reliaient entre elles les colonnes étaient chargés de surveiller les dépôts de vivres et les hôpitaux, du soin des montures, et, surtout, de recueillir les malades et les éclopés. Les journées étaient comptées, comme pour la colonne d'Uspallata, d'après l'eau et les vivres, et représentaient par le chemin de Los Patos 514 kilomètres, depuis le versant oriental de la Cordillère jusqu'au village de San Antonio en Putaëndo, objectif de la marche. Dans le même ordre, les troupes arrivèrent à la seconde Cordillère, par le pertuis de Valle-Hermoso, situé à plus de 3.600 mètres d'altitude. Le chemin de Los Patos, plus long que celui d'Uspallata, est également plus froid, pour de spéciales raisons; et, par endroits, présente de plus grandes difficultés, parce

qu'il serpente à travers de grandes montagnes, dans un massif dont les flancs tombent à pic, sans autre horizon que les montagnes neigeuses qui le dominent et au-dessus desquelles s'élève le gigantesque pic volcanique d'Aconcagua. Beaucoup plus intense y est le froid ; les gelées constantes, même au cœur de l'été, et la difficulté qu'on éprouve à y respirer et à se mouvoir, par suite de la raréfaction de l'air, engendrent certaines maladies, connues dans la Cordillère sous le nom de *puna* ou *sorocho*, espèce de vertige, parfois mortel, résultant du déséquilibre dans le dynamisme vital. Cette maladie exerça bien quelques ravages dans les rangs ; mais les mesures étaient si bien prises, et si lentes et si bien comptées les journées, que, grâce aussi au spécifique d'aulx et d'oignons, hommes et bêtes purent franchir ce terrible passage sans de trop grandes pertes.

X

Le colonel de Las Heras poursuivait son chemin — chemin parallèle — par Uspallata. Le 24 janvier, il campait dans la vallée de ce nom, quand il reçut avis que le petit poste de Pichenta, composé de 14 hommes, avait été surpris par les royalistes. Marco, par instinct plutôt que par prévision, avait détaché 1.000 hommes des trois armes dans la vallée d'Aconcagua. Leur chef, le colonel du génie, Miguel Maria Atero, ordonna qu'un détachement de 250 hommes, sous le commandement du major de Talaveras, Miguel Marqueli, s'avançât par le che-

min d'Uspallata, en franchissant la montagne, et opérât une reconnaissance en s'enfonçant dans la Cordillère, jusqu'où il serait possible, afin d'obtenir des renseignements précis sur les mouvements des Argentins. L'avant-garde de ce détachement, composée de 60 hommes, était ce qui avait surpris le petit poste de Pichenta, d'où quelques soldats s'échappèrent pour porter la nouvelle au campement de la vallée d'Uspallata. Sur-le-champ, Las Heras décida que son second, le major Enrique Martinez, partirait avec une compagnie du 11e bataillon et le piquet de grenadiers à cheval (110 hommes) à la poursuite de l'ennemi qui fut rejoint le 25, aux Postrerillos, où toutes ses forces se trouvaient concentrées. Bien qu'ils occupassent une position fort avantageuse, les Espagnols furent attaqués sur trois points, et un combat s'engagea qui dura trois heures et demie, jusqu'au moment où ils furent obligés de repasser la Cordillère, ce qu'ils firent en répandant la nouvelle qu'une très forte division de patriotes envahissait le pays par ce point. San Martin reçut cette nouvelle, dans l'endroit appelé *Los Manantiales*, quand il s'était déjà enfoncé dans la montagne, au moment où le capitaine Hilarion de la Quintana lui remettait la dernière lettre de Pueyrredon. Le directeur y manifestait ses craintes au sujet du succès de l'entreprise, ce qui a fait dire à quelques historiens qu'il avait donné ordre au général de rétrograder, alors qu'au contraire, il l'encourageait à continuer la campagne malgré tout.

Ce malheureux accident imprévu pouvait changer la face des choses, et, en premier lieu, obligeait San Martin à modifier le plan général d'invasion, du

moins en quelques détails. L'ennemi, avisé qu'on allait l'attaquer par Uspallata, pouvait — avant que le gros de l'armée argentine dominât la plaine — occuper quelqu'un des défilés des deux chemins, et avec seulement un bataillon, arrêter la marche des troupes envahissantes. C'était une question d'heures. Si au jour fixé les deux colonnes ne débouchaient pas dans les vallées d'Aconcagua et de Putaendo, ni n'opéraient leur jonction, l'ennemi pouvait accourir avec toutes ses forces sur le ou les points attaqués, et alors la combinaison était déjouée. Le général des Andes, se rendant bien compte de tout cela, modifia son plan, sur le terrain même, suivant les circonstances. Sur-le-champ, il décida que l'armée poursuivrait sa marche, et que le major du génie Arcos, à la tête de 200 hommes, s'avancerait rapidement par un chemin de traverse — le contrefort précité, — occuperait, sans perte de temps, la gorge des Achupallas, et s'y fortifierait, s'y maintiendrait, battant les troupes qu'il y pourrait rencontrer, afin de permettre aux colonnes de gagner la plaine. Arcos s'acquitta à merveille de sa mission. Le 4 février, il rencontrait la garde d'Achupallas, renforcée par 100 hommes venus de San Felipe, à la conjonction des deux chemins du versant occidental, et, après une courte escarmouche, le lieutenant Juan Lavalle, à la tête de 25 grenadiers montés, poussait sa première héroïque charge de cavalerie, et mettait en fuite les ennemis qu'il poursuivit avec acharnement. La campagne était sauvée.

Ces ordres avaient été donnés par San Martin en même temps qu'il escaladait le sommet de la Cordillère, monté sur une mule, comme Bonaparte

l'était dans les Alpes — si l'on en croit l'histoire, — non par esprit d'imitation, certes, ni par modestie; mais parce que la mule est la seule bête de somme dont le pas ferme et la marche assurée permet de longer sans danger les précipices, tout en méditant tranquillement, abandonné à son instinct sûr. La monture du général était harnachée à la chilienne, avec de grands étriers en bois. Lui portait une vareuse garnie de loutre, sous son manteau de campagne aux ornements d'un rouge vif et aux boutons dorés ; des bottes à l'écuyère avec des éperons de bronze, comme les statues, et son grand sabre morisque au flanc. La tête était couverte de son typique *falucho* (chapeau bicorne) doublé de toile cirée, assujetti par une jugulaire et que, pour plus grande garantie contre le vent tempêtueux des montagnes, il avait encore entouré d'un mouchoir attaché sous son menton. Pendant qu'il gravissait la côte de Valle-Hermoso, il s'entretenait avec les guides des chemins latéraux, qui communiquaient avec Las Heras, pour combiner les marches et les attaques des deux colonnes, quand une tempête de grêle se déchaîna sur la montagne, et obligea à faire halte la division de réserve qu'il venait de rejoindre. Le général des Andes descendit de sa mule, se coucha sur le sol et s'endormit, avec une pierre pour oreiller, sous une température de 6 degrés centigrades. Au moment de reprendre la marche, il demanda à son ordonnance les bidons où il tenait sa provision d'eau et d'eau-de-vie, il invita le colonel Don Hilarion de La Quintana — qu'il avait nommé son premier aide de camp — et tout réconforté par une « goutte », après ce court sommeil suivant tant de nuits de veille, il alluma une ci-

garette, et ordonna que les fanfares jouassent l'hymne national argentin dont les échos devaient bientôt résonner aux quatre horizons de l'Amérique du Sud. De suite, on reprit la pénible ascension de la cime neigeuse derrière laquelle s'étendait la plaine qu'il cherchait pour combattre et triompher. Cet endroit a conservé depuis lors le nom de « la Tranchée de San Martin ».

Le 2 février, à 3 heures du matin, Las Heras franchit le sommet de la Cordillère d'Uspallata ; conformément aux instructions reçues, le 4, au coucher du soleil, le point dénommé la *Guardia Vieja* fut attaqué par 150 fusiliers et 30 cavaliers aux ordres du major Enrique Martinez : après un combat d'une heure et demie, au sabre et à la baïonnette, cette position fortifiée — que défendaient 94 royalistes — fut prise d'assaut, et l'ennemi se retirait, laissant 25 morts, 43 prisonniers, 57 fusils, 10 carabines et grande quantité de munitions et de vivres. Las Heras avait reçu un rapport de San Martin, daté : *Los Manantiales*, 1er février, 6 heures du matin, lui ordonnant de retarder de deux jours la marche de sa division, afin qu'on eût le temps d'étudier le nouveau plan. En conséquence, Martinez se replia sur Juncalito, où il resta en expectative. La combinaison de San Martin se trouvait modifiée.

XI

Le 5, l'alarme se répandit dans les deux vallées d'Aconcagua et de Putaendo. Les fuyards de *La Guardia Vieja* arrivaient à Santa Rosa des Andes,

en même temps que les déroutés de *Las Achapullas*, à San Felipe. Le chef royaliste qui défendait ces deux vallées, menacé partout à la fois, et sans forces pour résister, ne savait quel parti prendre. Pour plus de confusion, il reçut une lettre de Las Heras lui offrant d'échanger certain nombre de prisonniers de Picheuta contre un nombre égal de prisonniers de *La Guardia Vieja*. C'était là une ruse de guerre de San Martin. Le porteur de la communication — un prisonnier espagnol — trompé par la retraite simulée de l'avant-garde de Las Heras, annonça que ce dernier, après l'assaut du 4, s'était mis en marche vers Mendoza. Dès ce moment, le colonel Atero, croyant dissipé tout danger du côté d'Uspallata, réunit ses forces disponibles, et se porta en hâte, avec 400 fantassins, 300 cavaliers et 2 pièces de campagne, à la rencontre des forces envahisseuses qui étaient censées s'engager dans les gorges d'Achupallas, et dont on ignorait le nombre. De cette façon, la colonne d'Uspallata qui, le 6, s'était concentrée à *La Guardia* continuant sa marche, pouvait tomber librement sur Santa Rosa, au jour préfixé, en même temps que le gros de l'armée, pénétrer en masse dans la vallée de Putaendo, et les deux troupes opérer leur jonction au point indiqué d'avance.

Les fautes de Marco — prévues par l'astucieux envahisseur — contribuaient à ce succès autant que l'habileté stratégique du plan de campagne. Ignorant tout des plans de San Martin, sans aucun plan lui-même, et son attention fortement attirée vers le sud, il persistait dans l'absurde intention d'être partout à la fois, et, en somme, de se pré-

senter faible partout, alors qu'il disposait d'une armée de plus de 5.000 hommes entraînés et disciplinés, sans parler des milices. Ses forces étaient éparpillées sur une étendue de 934 kilomètres, de telle sorte que pour seulement rabattre les ailes sur le centre, il lui fallait au moins quatre jours, et au moins huit jours pour renforcer son flanc gauche. Il tenait un bataillon isolé à Conception, un autre à Chillan, un demi-bataillon à Talca, quelques compagnies détachées à Rancagua, en observation du Paso del Portillo, et son meilleur corps de cavalerie, les hussards de Barañao, était à San Fernando, à 208 kilomètres de Santiago, où se trouvaient l'artillerie avec 16 pièces de campagne et le reste des troupes. Le meilleur parti qu'il aurait pu adopter, c'était de se replier sur la capitale, et d'y attendre l'attaque avec des forces supérieures à celles de l'ennemi : mais, sans idée ni résolution, il ne pensait qu'à se ménager un chemin de retraite. « Si je m'enferme dans la capitale — disait-il lui-même — je risque de me voir isolé, et, une fois perdue toute communication avec Valparaiso et les provinces, il ne me reste aucun chemin de retraite. » Tel était le *contendor* (adversaire) du général des Andes !

A 2 heures de l'après-midi, le jour même (8 février) où le capitaine-général de Chili n'arrivait à voir ni l'endroit où il devait accourir, ni l'endroit où il devait concentrer ses troupes, le gros de l'armée argentine occupait le village de San Antonio en Putaendo. A la même heure, Las Heras se rendait maître de Santa Rosa des Andes. Les deux vallées étaient dominées par les envahisseurs, et de

ces derniers, les têtes de colonnes convergeaient par divers chemins, fermaient l'anneau stratégique, mathématiquement, au point choisi : Chacabuco. — On va voir comment s'était exécuté ce mouvement convergent.

Arcos et Lavalle, maîtres des Achupallas, leur situation était critique, car ils pouvaient être chargés d'un moment à l'autre par des forces supérieures aux leurs. Soler, en personne, accourut rapidement pour les soutenir avec l'escorte du général en chef, aux ordres du commandant Mariano Necochea, les 3e et 4e escadrons de grenadiers, et les cinq pièces de montagne, ordonnant à l'infanterie d'avancer par marches forcées. Le 6, l'avant-garde se trouvait réunie dans les premières plaines de Putaendo, montait son artillerie, avançait jusqu'à San Andrès del Tartaro (à 21 kilomètres de Las Achapullas), et détachait toute sa cavalerie sur le prolongement de la vallée, décidant que Necochea et l'escorte du général, composée de 110 hommes, se posteraient de façon à dominer la ville de San Felipe. Atero, qui avait rétrogradé de Santa Rosa sur San Felipe, s'avança avec ses 700 hommes à la rencontre de Necochea ; dans la matinée du 7, les deux forces se trouvaient face à face.

Atero se dirigeait vers l'est par le « chemin royal » — un défilé compris entre le fleuve Putaendo et un contrefort le séparant de la vallée d'Aconcagua. Il occupa avec son artillerie et son infanterie les collines des *Coïmas*, lesquelles forment un angle saillant qui domine la plaine dans laquelle on a bâti la ville de San Antonio. Le chef argentin, feignant une crainte que justifiait sa force inférieure en

nombre, commença sa retraite par la route, — en couvrant son arrière-garde par deux guérillas placées en flanc-garde, — dans le but de faire sortir l'ennemi de ses fortes positions et de l'attirer dans la plaine, où la cavalerie pourrait avantageusement l'affronter.

Le chef espagnol, de son côté, — trompé par ce stratagème, — s'avança à la tête de 300 cavaliers, couverts par une ligne de tirailleurs, laissant son infanterie et sa cavalerie à Coïmas. Dès qu'il se fut éloigné de seulement quelques centaines de mètres du gros de ses troupes, il se vit soudain déçu dans son attente. Necochea avait divisé son escadron en trois sections : il se mit à la tête de celle du centre et donna le commandement de la section droite au capitaine Manuel Soler, et celui de la gauche, embusquée derrière une ferme, à son lieutenant Angel Pacheco. Les grenadiers opérèrent en fourrageurs d'abord, chargèrent de face ensuite, en bon ordre, sabre au clair, sans tirer un seul coup de mousqueton, les trompettes sonnant à tue-tête, tandis que la réserve harcelait la droite de la ligne des tirailleurs royalistes, et rabattait ceux-ci, comme gibier, sur leur réserve où les braves grenadiers semèrent le désordre. Le combat dura une demi-heure : la ligne royaliste fut forcée sur plusieurs points, et obligée de se retirer en désordre jusqu'au pied des collines, où la protégeaient les feux de son artillerie, abandonnant 30 morts, 4 prisonniers et des armes.

Ce coup terminait la campagne préliminaire du passage des Andes. Le colonel Atero se replia en déroute sur San Felipe, emmenant ses blessés ; il repassa le fleuve Aconcagua, sans le secours du

pont, et considéra, dès lors, toute la province comme perdue. La panique gagna les Espagnols dans les deux vallées. Les vaincus des Coïmas racontaient avoir été défaits par des hommes si grands, si grands, si bons cavaliers et si bien armés de longs sabres tranchants, que toute la cavalerie du Chili eût été impuissante à arrêter l'élan de ces démons. Tous les habitants de la vallée d'Aconcagua se prononcèrent en masse en faveur des libérateurs, et les royalistes, dans leurs marches et contremarches, n'en rencontraient pas un seul qui leur offrît l'hospitalité, ni daignât les renseigner sur les mouvements des Argentins.

Pendant ce temps, Las Heras entrait en vainqueur à Santa Rosa des Andes; il s'y emparait des dépôts de vivres et de munitions abandonnés par les ennemis dans leur fuite. Le lendemain (9 février) les sapeurs rétablissaient le pont de l'Aconcagua : le gros de l'armée y passait, et, sous les ordres de Melian, un escadron de grenadiers à cheval s'avançait jusqu'à la côte de Chacabuco, où il rejoignait la cavalerie de Las Heras, postée en avant-garde. Le parc et l'artillerie — cette dernière conduite par Beltran — descendaient simultanément par les versants d'Uspallata, sans perte d'un seul canon, bien que de 10.000 mules il en restât à peine 3.000, et que les chevaux de combat, réduits au tiers de leur effectif, fussent dans un état pitoyable.

La concentration de l'armée des Andes s'était effectuée, dans la plaine située à l'ouest de la Cordillère, suivant les prédictions faites par San Martin quinze jours auparavant (24 janvier). En un seul jour, le sud et le nord du Chili étaient reconquis.

Ces faits confirmaient les paroles de la proclamation adressée par le général aux Chiliens, suivant les instructions de son gouvernement, proclamation qui marqua le début de la campagne : « L'armée placée sous mes ordres vient vous débarrasser des odieux tyrans qui foulent votre sol si fertile. Je m'attendris en pensant au désir réciproque de s'embrasser, éprouvé par tant de familles privées du bonheur de leur patrie, soit par un exil violent, soit par une émigration forcée. Vous autres pouvez rapprocher ce doux moment en vous préparant à coopérer avec vos libérateurs, qui recevront, avec la plus grande cordialité, quiconque voudra se réunir à eux pour tâcher de mener à bien la grande entreprise. La troupe est d'une discipline exemplaire, et connaît fort bien le respect dû à la religion, à l'honneur, à la propriété de chaque citoyen. Il ne nous appartient pas de procéder à un examen des opinions. Je vous jure sur mon honneur et sur la liberté de notre chère patrie que nul ne sera repoussé, qui se présentera de bonne foi. La moindre insulte sera châtiée sévèrement. Je l'espère : il n'en sera commis aucune sous les drapeaux américains ! Tels sont les sentiments du gouvernement suprême des Provinces sud-américaines, qui, se privant d'une partie importante de ses forces, m'envoie rompre les chaînes sanglantes par lesquelles vous êtes attachés au char infâme des tyrans. Ce sont aussi mes sentiments et ceux de tous mes compagnons. Notre campagne n'a qu'un but : vous sauver ! Chiliens généreux, répondez à l'appel de ceux qui affrontent la mort pour l'indépendance de la patrie ! — San Martin. »

Si le général a éprouvé ou non quelque légitime orgueil à la constatation des résultats par lui prévus et préparés, nul ne le sait. Il se borna à rendre officiellement compte du fait, en termes fort simples, et en énumérant les difficultés qui hérissaient le chemin. « Le passage de la montagne, à lui seul, a été un véritable triomphe, puisque l'armée s'est transportée avec la masse de ses subsistances, pour presque un mois, par un chemin de cent lieues, franchissant des hauteurs escarpées, des défilés, des gorges, chemin coupé par quatre Cordillères où la rudesse du terrain le dispute à l'inclémence de la température ; mais si réaliser cette traversée a été en soi une victoire, son importance s'accroît encore de ce fait qu'elle a beaucoup contribué à démoraliser l'ennemi. » Et, tout de suite, il signalait la belle conduite de Soler, — en premier lieu, — ainsi que de O'Higgins et de Las Heras « aux profondes et sûres connaissances desquelles on devait presque entièrement les succès remportés » ; les mérites du commandant Necochea, du major Enrique Martinez, de l'ingénieur Arcos, du capitaine Soler, de l'adjudant Pacheco et du lieutenant Lavalle. — De lui, personnellement, il se contentait de dire : « Je pars demain pour couvrir Chacabouco et autres voies donnant accès à Santiago. Votre Excellence en peut être assurée : ma conduite sera en tout conforme aux instructions que j'ai reçues de sa suprême autorité. » — La presse argentine, en rendant compte de ces triomphes, disait : « D'aucuns admireront le courage des troupes et la valeur des officiers ; d'autres prôneront le tact, la sagesse et l'astuce du général, mais rien n'est comparable à la modestie de ce dernier. »

D'autres soucis que ceux de sa propre gloire tourmentaient la pensée de San Martin : la cavalerie était quasi à pied ; le temps pressait, et il était indispensable de devancer l'ennemi avant qu'il réunît toutes ses forces. Pour obtenir tous les résultats que le général désirait, il lui fallait ne pas perdre un seul jour et se préparer sans relâche à la bataille annoncée par lui pour le 15 février, laquelle se livrerait, suivant ses calculs, au point marqué autrefois sur son plan, comme une simple étape. Aussi termine-t-il ainsi une de ses lettres : « Malgré le vif désir que j'en éprouve de le faire tout de suite, je ne puis poursuivre l'ennemi jusque dans Santiago avant deux jours, délai que je crois suffisant pour réunir les montures dont nous avons besoin pour nous déplacer et combattre, car sans cette aide on ne peut rien faire de grand. Toute mon armée est à pied. Douze cents chevaux de combat, malgré toutes les précautions prises, sont arrivés ici tout à fait hors de service, tant est rude la traversée des Andes ; mais le Chili a hâte de devenir libre, et le bon vouloir de ses enfants s'accroît de minute en minute. » Une fois dans la vallée d'Aconcagua, il écrivait dans une autre lettre : « En cette situation, j'ai décidé de marcher sus à l'ennemi, avec toute la rapidité souhaitable, et de l'attaquer où que ce soit que je le rencontre, encore que je n'aie point reçu mon artillerie de campagne. »

XII

Le passage des Andes, par San Martin, — considéré tant comme la plus grande opération de la guerre offensive qu'au point de vue de l'influence qu'il exerça sur le succès final de la lutte pour l'émancipation du nouveau monde méridional, — la postérité américaine est unanime à en reconnaître la transcendance, et son meilleur commentaire tient encore en ses résultats.

Aussi ferons-nous mention seulement des jugements qu'adversaires ou étrangers ont rendus sur ce sujet, considéré militairement et scientifiquement dans ses rapports avec l'art de la guerre et l'histoire générale.

Un des plus illustres historiens universels de l'époque actuelle (Gervinus) qui, nous l'avons déjà dit, a méconnu le caractère moral de San Martin — égaré par des documents faux ou incomplets — ne peut cependant s'empêcher de mettre en relief sa grande figure et de reconnaître l'importance des services par lui rendus, particulièrement lors du passage des Andes, qu'il considère comme l'opération initiale de la guerre offensive et qu'il synthétise en ces termes : « En 1814, le Chili était perdu en même temps que Montevideo fut pris après une lutte qui dura quatre ans. Cet événement marque un moment critique dans la fortune des patriotes. La révolution prend l'offensive, attaque la mère-patrie et pénètre en conquérant dans l'Espagne même. Dès ce moment, la fortune change. Le mouvement va de la périphé-

rie au centre. Tous les événements, jusqu'en 1814, n'avaient pu faire renoncer l'Amérique à son attitude passive, ni déloger l'Espagne de sa position offensive. Le passage de San Martin en Chili (1817), exécuté par un homme dont l'esprit militaire était de beaucoup supérieur à celui de tous les autres chefs, tant Espagnols que patriotes, donne subitement une nouvelle impulsion et imprime une direction nouvelle aux événements d'Amérique. Ce fait produisit comme premier résultat l'invasion de Bolivar en Nouvelle-Grenade et la fondation de la Colombie (1819). En outre, il fut le prélude de l'armement qui allait vaincre le Pérou si longtemps conservé par l'Espagne. Enfin, par le courant qu'il créa, par delà l'océan, en Espagne même, il fit éclater la révolution de 1820, laquelle, se répercutant au Mexique, anéantit la domination espagnole dans l'Amérique continentale. Seule, la certitude du premier coup pouvait assurer le succès de l'entreprise, et San Martin pour le bien asséner, ce premier coup, se mit résolument à l'œuvre, avec une admirable habileté. Il n'avait pas à espérer de vaincre dans une attaque franche les forces chiliennes deux fois plus nombreuses que les siennes, ces dernières ayant, en outre, à franchir les Andes où il suffisait d'un très petit nombre d'hommes pour les arrêter. Il combina une mathématique partie d'échecs qui confondit ses ennemis. Son armée supporta de la plus admirable façon ce passage extrêmement difficile et périlleux de la Grande Cordillère (1) .»

Un écrivain militaire espagnol, et partant adversaire national de San Martin — qu'il appelle : « le

(1) Gervinus, *Histoire du dix-neuvième siècle depuis les traités de Vienne*, t. VI, pp. 135 et 136, et t. VII, pp. 6 et 8.

terrible champion de l'Indépendance américaine » — a dit, jugeant le passage des Andes : « C'est l'un des faits les plus glorieux qu'ait vus le monde », et il le range parmi les opérations dans lesquelles le théâtre de la guerre est à la fois « montagne et désert ». Napoléon écrit dans son *Mémorial de Sainte-Hélène* que les nations ont trois sortes de frontières protectrices : les mers et les fleuves, les montagnes et les déserts, et que ceux-ci constituent les plus difficiles à franchir. Le passage des Andes présentait les deux dernières difficultés, qui, « par le seul fait d'être surmontées, élèvent à leur vainqueur un monument de gloire immortelle ».

Bien que l'auteur du traité militaire dont nous extrayons cette citation ne se montre pas grand connaisseur de la topographie du pays ni de l'histoire circonstanciée de l'expédition, on remarque qu'il l'a comprise, cette histoire, dans ses grands linéaments. Voici un paragraphe par lequel il la synthétise, et qui démontre, en même temps que l'admiration du soldat, la pitié de l'homme : « Le caractère énergique, la constance du général et le bon exemple qu'il donnait, supportant, sans murmure, sa part — une large part — de fatigue et de souffrance, son habileté à relever toujours le moral du soldat, contribuèrent puissamment au succès de cette vaste entreprise ; et, enfin, après vingt-deux journées de marche, l'armée républicaine, comme tombée du ciel, parut de l'autre côté de la montagne, au milieu des deux corps espagnols. La victoire ne pouvait être douteuse. » Il compare ensuite le passage des Andes au passage des Alpes par Macdonald, aux Grisons, en 1800, et le place avant ce dernier au point de vue de la diffi-

culté vaincue. La signification de ce jugement d'un adversaire est encore accentuée par ce fait que le livre d'où il est tiré est consacré à l'art militaire théoriquement considéré, qu'il a pour but de présenter quelques leçons à l'armée espagnole, et qu'il est dédié à l'un des premiers généraux de l'Espagne moderne, Argentin de naissance, mais serviteur fidèle de la cause de sa patrie d'adoption (1).

Les historiens espagnols de la révolution américaine, qui l'ont considérée au point de vue de leurs passions et de leurs intérêts nationaux, ne peuvent point ne pas reconnaître cependant le mérite du passage des Andes et le génie du général qui le conçut et le dirigea. Torrente, le plus partial de tous, dit : « San Martin n'ignorait rien de ce qui se passait chez les royalistes. Sa popularité allait croissant parmi les mécontents de Chili. Le découragement de l'ennemi qu'il allait combattre ajoutait encore à sa hardiesse. Le plan qu'il avait choisi était le plus propre à lui assurer la victoire, et de l'avoir exécuté avec tant de rapidité et de bonheur lui valut une place distinguée dans le temple de la Renommée révolutionnaire. » Le général Camba, qui joua un certain rôle dans la guerre hispano-américaine sous le drapeau espagnol, au Pérou, et que l'on doit tenir pour un juge compétent, rend à San Martin un hommage loyal, sans réserves et en des termes aussi précis qu'impartiaux : « La perte du vice-royaume de Chili — dit-il — fut un événement d'immense

(1) *Notions d'art militaire:* ouvrage dédié à l'Excelentísimo señor capitan général, marqués del Duero. Par le capitaine au 35e régiment d'infanterie (de Tolède), Don Francisco Villamartin (Madrid, 1862, pp. 534 à 538).

transcendance, fatal pour les armées espagnoles. On savait que depuis longtemps le général San Martin, dans ce but, organisait une armée à Mendoza, sur le flanc occidental de la Cordillère.

« Les forces royalistes étaient alors de 7.000 hommes. Mais l'astucieux ennemi sut si bien distraire l'attention du général Marco del Pont, qu'il l'induisit en la lourde faute de prétendre couvrir à la fois toute une ligne de force lieues d'extension, de sorte qu'il se présenterait faible sur tous les points. Une fois acquis ce résultat tant désiré, San Martin se mit en marche avec 4.200 hommes de l'armée régulière et 1.200 miliciens. L'impartialité exige qu'on l'avoue; la prompte organisation de son armée à Mendoza; le passage des Andes, rapide, étant donné les difficultés qui hérissent le chemin, et l'invasion du Chili, témoignent des hautes qualités militaires de San Martin. »

Les écrivains militaires allemands, de l'École de Frédéric, à une époque (1852) où ils cherchaient dans l'histoire des exemples à offrir à leur armée, considérèrent le passage des Andes comme digne d'être étudié au titre de modèle, et en tirèrent des enseignements nouveaux pour la guerre. « Le peu d'attention — disaient-ils — qu'on a généralement apporté à l'étude de la guerre dans l'Amérique du Sud, rend encore plus intéressante à suivre la marche que le général San Martin effectua à travers la Cordillère des Andes, autant à cause de la nature du terrain dans lequel elle eut lieu, que pour les circonstances particulières qui s'y rattachent. Dans cette marche, comme dans celle de Souwarof à travers les Alpes, et celle de Pérofsky à travers les déserts touraniens,

il faut voir une nouvelle preuve de cette vérité : une armée peut affronter toutes sortes de difficultés pourvu que dans ses rangs règne la véritable et solide discipline. Il n'est point possible de contribuer à faire réussir une vaste entreprise sans un grand amour du service et une confiance aveugle dans le chef directeur des opérations. Le passage des Andes par San Martin a eu pour principal résultat de nous apprendre que les montagnes, si élevées soient-elles, ne doivent pas être considérées comme des forts inexpugnables, mais comme des obstacles stratégiques (1). »

Le passage des Andes par San Martin est classé par l'histoire et la science au rang des quatre plus célèbres passages de montagnes dont se souvienne le monde. Il vient en troisième lieu dans l'ordre chronologique. Il fut une rénovation de l'entreprise d'Annibal, avec les mêmes projets continentaux, au travers des montagnes de trois nations, parcourant, en outre, des mers, comme Alexandre, et surmontant de plus grandes difficultés en son long trajet. Ce fut, avec plus de méthode et plus de sûreté, une rénovation du fameux passage du Saint-Bernard par Bonaparte. Sans prétendre comparer le génie inspiré et encyclopédique du premier capitaine du siècle au génie concret du premier capitaine américain, on peut dire de celui de San Martin : ayant de l'autre toute la prévision, la sûreté de jugement et — aussi

(1) *Mémorial d'artillerie*, ou collection d'articles et de mémoires sur diverses « branches de l'art militaire » (t. IX, Madrid, 1853). Dans cette publication fut inséré l'article relatif au passage des Andes, sous le titre suivant : « Autre mémorable passage de montagne : marche de San Martin à travers les Andes en 1817. » (Traduit de l'allemand.)

— le complet succès, il ne commit jamais aucune des fautes techniques, stratégiques ou tactiques du grand maître, ni dans les moyens de conduite de son armée, ni durant le passage de la montagne, ni dans la répartition ou concentration de ses troupes : fautes insignifiantes d'ailleurs dans les plans de Napoléon, et qu'il savait réparer sur le champ même de l'action. Et si l'on compare les moyens dont l'un et l'autre disposaient, il est juste de dire que de bien plus grandes difficultés surmonta celui qui, avec moins d'hommes, les sut vaincre toutes, dans la région andine, et prédire quasi en toute certitude le jour et l'endroit de la victoire ; et il est de cela des preuves irrécusables, de plus de valeur historique que l'anecdote douteuse dont la tradition complaisante a fait une fausse feuille de laurier à la couronne de Napoléon, laquelle anecdote jure, si on la rapproche des péripéties de la campagne alpine : péripéties nullement prévues, démontre l'Histoire.

Si le passage des Andes peut se comparer, comme victoire humaine, aux traversées de montagnes effectuées par Annibal et par Napoléon, — mus, l'un par la vengeance et la cupidité, et l'autre par la gloire, — on verra que l'entreprise de San Martin est militairement grande en soi, même si on ne la tient pas pour un modèle classique, — est de plus de transcendance dans l'ordre des destinées humaines, car elle avait pour objet et pour mobile l'indépendance et la liberté d'un monde républicain dont la victoire a été déjà plus féconde — elle le sera davantage encore, le temps aidant — que les stériles journées de La Trébie et de Marengo. Aussi la seule traversée de montagne comparable, sous cet aspect, à celle

des Andes méridionales par San Martin — encore en est-elle une conséquence — c'est celle des Andes équatoriales par Bolivar, en 1819, qui eut pour résultat la victoire de Boyaca — 1819 — complétant celle de Maïpou — 1818 — et la reconquête de la Nouvelle-Grenade, complément de celle du Chili (1817). Également fécondes et décisives toutes deux, et mémorables en tant qu'opérations de guerre, la traversée effectuée par le libérateur colombien a les longues projections de génie, sans les admirables prévisions et la régularité correcte de la combinaison stratégique du général argentin; et toutes deux représentent une victoire humaine. Mais c'est à San Martin surtout que revient la gloire d'avoir donné, par sa traversée des Andes, le premier signal de la guerre offensive dans la lutte pour l'émancipation sud-américaine, donnant du même coup aux deux mondes la leçon d'histoire militaire la plus complète en son genre (1).

(1) MITRE. *Histoire de San Martin et de l'émancipation sud-américaine.* Quoique nous ne partagions pas toutes les opinions du général Mitre, il nous a paru intéressant de reproduire les brillantes pages qui précèdent, où les grandes qualités d'un historien se révèlent.

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Situation géographique.

La République Argentine est située à l'extrémité méridionale de l'Amérique du Sud, entre les parallèles 22° et 55°30 de latitude sud et les méridiens 54°20′ et 73°30′ à l'ouest de Greenwich, ce qui fait que la plus grande partie de son territoire se trouve comprise dans la zone tempérée.

Pays limitrophes.

Au nord, la Bolivie, le Paraguay et le Brésil ; à l'est, le Brésil et l'Uruguay ; à l'ouest, le Chili.

Étendue des limites.

La ligne terrestre est d'environ 4.800 kilomètres à l'ouest et de 1.600 au nord ; les cours d'eau fournissent une ligne limitrophe de 1.200 kilomètres à l'est. Les côtes de l'estuaire de la Plata et de l'océan Atlantique ont une longueur de 2.600 kilomètres. Le total, par conséquent, est de 10.200 kilomètres.

Territoire.

Le territoire de la République Argentine affecte la forme d'un triangle allongé dont le sommet se

trouve à la réunion des deux océans, le Pacifique et l'Atlantique, et la base sur le parallèle 22° de latitude sud, en offrant cette remarquable particularité que tout son côté oriental constitue des côtes maritimes ou fluviales, en contact direct avec le commerce universel par de nombreux ports d'un accès facile, parmi lesquels nous indiquerons, du sud au nord : sur les côtes de l'Altantique, ceux de *Gallegos*, *Santa Cruz*, *San Julian*, *Comodoro-Rivadavia*, *Camarones*, *Madryn*, *San Blas*, *San Antonio*, *Quequén*, etc. ; et sur le fleuve *Uruguay*, ceux de *Concordia*, *Gualeguaychu*, *Concepcion del Uruguay*, etc. ; et sur le fleuve *Parana*, ceux de *Campana*, *Baradero*, *San Nicolas*, *Parana*, *Santa Fé*, *Corrientes*, *Posadas*, *Resistencia*, etc. Tous ces ports, avec ceux de *Bahia-Blanca*, *La Plata*, *Buenos-Aires* et *Rosario*, sont autant de débouchés pour les besoins toujours croissants du commerce argentin.

La ville de Buenos-Aires, sa capitale, dont les coordonnées géographiques sont 34°36'30" de latitude sud et 58°22'15" de longitude ouest de Greenwich, a son port situé à une moyenne de dix-huit jours de navigation des ports européens et nord-américains de l'Atlantique.

Orographie.

La Cordillère des Andes, qui parcourt la République Argentine dans toute son étendue, en formant sa limite occidentale, est le plus important des systèmes de montagnes du pays. Son point de départ se trouve à l'extrémité méridionale de la République et depuis là, sous forme de chaînes basses isolées par les eaux du Pacifique qui, en outre, ont envahi

ses vallées en donnant lieu à des quantités de canaux pittoresques, elle s'élève et s'élargit peu à peu jusqu'à constituer, au nord, les hauts plateaux d'*Atacama* et de *Jujuy*, d'une hauteur moyenne de 4.000 mètres sur le niveau de la mer.

L'abondante végétation qui recouvre son versant au sud et qui a déjà donné lieu à des exploitations rémunératrices disparaît à partir du parallèle 37, de même que la neige, au nord, n'a le caractère de perpétuelle, que sur les sommets les plus élevés de la Cordillère, certains desquels, comme le *Tupungato*, l'*Aconcagua*, le *Cachi* et l'*Acay*, ont plus de 6.000 mètres de hauteur.

Une autre particularité intéressante de la partie méridionale de la Cordillère est celle de l'existence de profondes déchirures qui la traversent et permettent le passage de rivières importantes, formées par les eaux de son versant oriental qui, différemment, auraient dû chercher leur écoulement vers l'océan Atlantique.

Le restant du pays, exception faite des régions montagneuses du nord-ouest de la République, du sud-est de la province de Buenos-Aires et de celle formée par les provinces d'Entre-Rios, de Corrientes et le territoire de Misiones, très justement nommée la Mésopotamie argentine, se présente sous l'aspect d'une vaste plaine s'étendant depuis les pieds des Andes jusqu'aux côtes orientales, mais dans laquelle, cependant, il est permis de constituer, à grands traits, trois zones bien différentes, savoir :

1° La zone occupée par la partie orientale des provinces de Jujuy, Salta et Tucuman, le territoire du Chaco, la province de Santiago del Estero et le nord de celle de Santa Fé : chaude et boisée ;

2° La Pampa proprement dite, extraordinaire par son uniformité, presque dépourvue d'arbres, mais en sa plus grande partie couverte de très bonnes herbes fourragères. C'est la zone tempérée par excellence ; elle est formée par le sud et l'est de la province de Cordoba, le sud de celle de Santa Fé, la partie méridionale des provinces de Mendoza et de San Luis, le territoire de la Pampa et la province de Buenos-Aires ;

3° La Patagonie, occupée par les territoires de Rio-Negro, Chubut et Santa Cruz, descend de la Cordillère des Andes en trois sauts successifs se dessinant dans un profil transversal comme les immenses gradins d'un énorme amphithéâtre.

Dans l'ensemble de la région montagneuse du nord-ouest, on établit facilement une série de cordons ou chaînes parallèles, allant du nord au sud et appelées *sierras;* beaucoup de celles-ci ont déjà un nom célèbre par la bonté de leur climat, par leur richesse minérale ou par les vallées très fertiles qu'elles renferment.

Parmi les premières se trouvent celles de Cordoba avec leurs stations sanitaires si réputées; parmi les secondes, les chaînes de *Famatina* et *Atajo* dans les provinces de La Rioja et de Catamarca, celles de *Tontal* et *Gualilan* dans la province de San Juan et *Uspallata* dans celle de Mendoza.

La troisième série, ou système de l'*Aconquija*, comprend les chaînes d'*Ancasti*, *Ambato*, *Zenta*, etc., qui renferment les belles vallées de *Tafi* et *Aconquija* dans la province de Tucuman, de *Santa Maria* et *Catamarca* dans la province de ce dernier nom; de *Calchaqui*, *San Carlos*, *Lerma* et les grands ravins de *Toro*, *Escoipe* et *Guachipas*, dans la province de

Salta; enfin, celles de la province de Jujuy, parmi lesquelles se trouve la vallée *Humahuaca*, porte par où ont été lancés les rails argentins destinés à transporter aux ports les produits des plateaux boliviens.

Pour terminer cette nomenclature, il faut faire mention des petites chaînes du territoire de Misiones, dont la hauteur ne dépasse guère 400 mètres, et les chaînes de la province de Buenos-Aires, connues sous le nom de *Curamalal*, *Pillahuinco*, *La Ventana*, *Balcarce* et *Tandil*, d'une direction générale nord-ouest et sud-est, renfermant d'importantes carrières de pierres de taille, granits et autres matériaux de construction.

Hydrographie

La classification des nombreux fleuves et des grandes rivières qui sillonnent le territoire argentin, ainsi que celle des lacs donnant naissance à plusieurs d'elles ou se formant sur leur passage, n'offre pas de difficulté et, en premier lieu, on peut citer le merveilleux bassin hydrographique de la *Plata*, commun aux républiques de l'Uruguay, Paraguay, Bolivie et Brésil.

Ce bassin est formé par les fleuves : la *Plata*, le plus large du monde et, pour bien des raisons, considéré comme la porte d'entrée de l'Amérique du Sud ; l'*Uruguay* et le *Parana*, qui pénètrent dans la *Plata* après un parcours de 1.500 kilomètres le premier et de 4.500 le second ; le *Paraguay*, formant l'axe du système et débouchant dans le *Parana*, après un parcours de 2.000 kilomètres ; le *Pilcomayo* et le *Bermejo*, qui naissent en Bolivie et se jettent dans la *Paraguay*, après avoir traversé le

territoire du Chaco ; le *Salado* du nord, qui descend des vallées de *Santa Maria* et de *Calchaqui*, traverse les provinces de Santiago del Estero et de Santa Fé et débouche dans le *Parana*, près de la ville de Santa Fé; le *Carcarana*, affluent du *Parana*, formé par la réunion des rivières *Tercero* et *Cuarto* venant des chaînes de Cordoba; et d'autres rivières moins importantes, parmi lesquelles on peut citer les nommées : *Arrecifes*, *Lujan* et *Las Conchas*, originaires de la province de Buenos-Aires et affluents des fleuves *Parana* et la *Plata*.

Vient ensuite le bassin central intercalé dans le précédent et produit par une vaste dépression dont la partie inférieure est occupée par les grandes lagunes *Porongos* et *Mar Chiquita*. Vers ce bassin affluent les rivières *Dulce*, dont la source se trouve dans la chaîne de l'*Aconquija*, et qui traverse les provinces de Tucuman et de Santiago del Estero pour aller se jeter dans la lagune *Porongos;* et celles nommées *Primero* et *Segundo*, venant aussi des montagnes de Cordoba, mais perdant leurs eaux dans la lagune *Mar Chiquita*.

Le bassin hydrographique du fleuve *Colorado* commence au nord de la province de La Rioja avec les eaux des rivières *Jagüel*, *Jachal* et *Vinchina*, lesquelles, après avoir formé le fleuve *Bermejo*, vont se perdre dans les lagunes de *Huanacache*, de même que les rivières *San Juan* et *Mendoza*. Celles-ci sont suivies, du nord au sud, par les rivières *Tunuyan*, *Diamante* et *Atuel*, qui mêlent leurs eaux à celles du *Desagüadero*, ou canal d'écoulement des lagunes de *Huanacache* et, ensemble, courent vers le sud sous les noms de *Salado*, *Chadileuvu* et *Curico*,

pour rejoindre le fleuve *Colorado*, après avoir laissé de nombreuses lagunes et marais sur leur parcours. En dernier lieu, les rivières *Grande* et *Barrancos*, qui s'unissent pour former le *Colorado*, lequel, ayant traversé la Pampa de l'est à l'ouest, débouche dans l'océan Atlantique un peu au sud de l'estuaire de Bahia-Blanca (1).

Le bassin du fleuve *Negro* est très important aussi. Il se trouve formé par les eaux qui descendent de la Cordillère des Andes, depuis le parallèle 37° jusqu'au 41° latitude sud. Ce bassin, de même que ceux qui sont plus au sud, offre la particularité de renfermer de nombreux lacs ayant une excellente influence sur le régime des eaux en constituant, en outre, une des principales attractions de la Cordillère. Parmi ces lacs, on peut indiquer ceux de *Cabiahue* (sur le trajet de la rivière *Agrio*, affluent du fleuve *Neuquén*), de *Moquehué*, *Aluminé*, *Quillén*, *Tromen*, *Huechu-Lafquen*, *Lolog*, *Traful* et, enfin, le *Nahuel-Huapi*, dont l'écoulement naturel est le fleuve *Limay*, qui forme le *Negro* par son union avec le *Neuquén*. Ce fleuve *Negro* débouche dans l'océan Atlantique un peu au sud du *Colorado*; sur son parcours, il forme l'île de *Choel-Choel*, très réputée par sa fertilité.

Les autres grands lacs de la Cordillère sont: le *Plata* et le *Fontana*, qui s'écoulent par la rivière *Senguer*, affluent du fleuve *Chubut*; le *Buenos-Aires* et le *San Martin*, très beaux, et dont les eaux s'échappent à travers la Cordillère des Andes pour se jeter dans l'océan Pacifique, ainsi que celles du lac *La-*

(1) Le lac *Bebedero*, dans la province de San Luis, fait partie du même bassin.

gar, situé plus au nord, et de bien d'autres; enfin, les lacs *Argentino* et *Viedma*, dont l'écoulement forme le fleuve *Santa Cruz*, un des plus importants de la Patagonie, et qui complète le système hydrographique de cette région avec les grandes rivières *Deseado* et *Gallegos* (1).

Les plus importantes rivières de la province de Buenos-Aires sont : *Salado* du sud, dont la vallée est considérée comme une suite de celle de la rivière *Quinto*, venant des chaînes de San Luis. Cette rivière donne lieu aux grandes lagunes *Chanar*, *Mar Chiquita* et *Gomez*, et reçoit l'excès des eaux de beaucoup d'autres lagunes, parmi lesquelles se trouve celle de *Chascomus*, avant de déboucher dans l'immense baie de *San Borombon*. Les autres rivières, qui toutes débouchent dans l'océan Atlantique, sont les nommées : *San Borombon*, *Quequén-Grande*, *Quequén-Chico*, *Naposta*, *Sauce-Grande* et *Sauce-Chico*.

Quant à la Mésopotamie argentine, grâce à l'imperméabilité de son sol, c'est une région traversée par de nombreux ruisseaux et rivières, affluents des fleuves *Parana* et *Uruguay*. La province de Corrientes, surtout, renferme les immenses lagunes d'*Ibera* et *Maloya*, presque entièrement inconnues.

Pour clore cette description hydrographique de la République Argentine, il faut appeler l'attention du lecteur sur l'existence d'un certain nombre de dépressions occupées par des salines formant autant d'autres bassins vers lesquels affluent des cours d'eau saumâtres qui, en s'évaporant, déposent les

(1) Les lacs *Munster* et *Colhué* méritent d'être aussi mentionnés; ils sont formés sur le trajet de la rivière *Senguer* par une dépression située près de l'océan Atlantique.





Eugenio Garzon. *L'Amérique Latine* (République Argentine)

sels qu'elles contenaient auparavant en dissolution, et forment alors de véritables gisements, quelques-uns exploités pour les besoins des habitants du pays. Parmi ces dépressions, on peut indiquer la *Salina-Grande*, sur les limites des provinces de La Rioja, Santiago del Estero et Cordoba; les salines de Catamarca, La Rioja et San Juan; les *Salinas Grandes*, situées entre les provinces de Salta et Jujuy, qui fournissent de sel tout le nord de la République; et, surtout, les salines d'*Antofalla*, *Hombre-Muerto*, *Caurchari*, *Arizaro*, *Rincon*, etc., situées dans les hauts plateaux, de *Jujuy* et d'*Atacama*, doublement intéressantes par les gisements de borate qu'elles contiennent. En outre, et distribués par toute la région andine, il existe de nombreux cours d'eau utilisés près de leur source pour l'irrigation, lesquels, trouvant sur leur parcours d'immenses zones perméables, se perdent bien vite dans le sous-sol. Comme exemple, on peut citer les rivières *Tala*, *Valle* et *Paclin*, qui alimentent la belle vallée de Catamarca et la ville du même nom.

Climat.

La République Argentine étant située entre les parallèles 23° et 55° de latitude, son territoire, à l'exception d'une petite partie qui pénètre dans la zone tropicale, reste compris dans la tempérée.

Par suite des accidents hypsométriques de son sol, qui s'élève depuis les côtes de l'Atlantique jusqu'aux sommets de la Cordillère couverts de neige perpétuelle, les conditions climatologiques sont excessivement variées dans les hauteurs progres-

sives que l'on trouve de l'est à l'ouest du pays. Étant donnés les deux facteurs principaux, latitude et élévation, qui, en si haut degré, sont la cause de l'intensité des divers éléments météorologiques, on s'explique facilement toutes les variations de climat expérimentées entre les limites de la République, ainsi que les conditions exceptionnellement favorables qu'elles fournissent pour toutes les cultures végétales, quand elles sont exploitées dans des régions appropriées.

En vérité, dans beaucoup de régions du pays, en dehors de la zone contiguë aux Cordillères, on peut sortir de la chaleur équatoriale et se trouver de suite avec les froids polaires.

Si l'on observe les lignes isothermes, il est facile de voir que dans les régions centrale et centrale-nord, elles croisent la République dans sa partie plate, de l'est à l'ouest ; mais, qu'en se rapprochant de la partie montagneuse, elles font un angle parfait et suivent alors parallèlement au cordon central des Cordillères, de telle façon que, sur la limite du nord, avec la Bolivie, les isothermes ont la direction sud au nord. Sur cette même ligne de frontière, dont l'étendue est de 800 kilomètres, il se produit une diminution de 4° de température depuis l'est jusqu'à l'ouest : diminution qui résulte proportionnellement plus prononcée que celle existant dans le sens nord-sud. L'isotherme plus élevé, celui de 22° (sans réduction au niveau de la mer), passe par le nord de Misiones, traverse le Paraguay et, dans le territoire de Formosa, tourne vers le nord. A l'autre extrémité, l'isotherme de 5° passe par les îles au sud de la Terre du Feu, à la latitude 56° ; il résulte

ainsi une décroissance de 17° de température, avec une augmentation de près de 34° de latitude, soit 0°,5 de température par degré de latitude.

Les températures de la région du littoral se distinguent principalement de celles de l'intérieur du pays par leur réduction dans les variations par jour et par an ; et quoique l'on expérimente des changements brusques, ceux-ci ne sont pas aussi accentués ni aussi fréquents, en général, que ceux des régions méditerranéenne et andine, par les mêmes degrés de latitude.

Dans la partie nord du littoral, les températures supérieures à 41° et inférieures à 5° sont rares ; dans la partie sud, à la latitude de Buenos-Aires, on peut signaler comme extrêmes ordinaires celles de 39° et 0°. La température de la région méditerranéenne réunit les températures extrêmes qui existent dans la République, exception faite de celles des sommets des Cordillères.

Dans les parties nord et centrale de cette région, la température plus élevée des températures observées a été de 48° dans la province de Catamarca ; la partie sud a offert des températures jusqu'à — 18°, ce qui donne une étendue de 66° pour les observatoires.

Superficie et population.

La République Argentine est divisée en quatorze provinces et dix territoires. Sa superficie totale est de 2.987.353 kilomètres carrés. La population, en 1911, se chiffrait par 7.288.227 habitants, dont 1.351.663 correspondent à la capitale fédérale, Buenos-Aires. En 1797, la population de l'Argentine était de 310.428 habitants ; en 1819, de 527.000 ; en 1837, de

678.000 ; en 1860, de 1.210.000 ; en 1872, de 2.231.049 ; en 1888, de 3.158.434 ; en 1895, de 3.954.911 ; en 1908, de 6.436.248 ; en 1910, de 7.171.918. Voici le détail de la population par provinces et territoires comparativement avec les années 1869 et 1875 :

Littoral.	1869	1895	1911
Buenos Aires, capitale fédérale.	187.346	663.854	1.351.663
Province de Buenos-Aires . .	307.761	921.168	2.000.000
— Santa Fe. . . .	89.117	397.188	879.935
— Entre Ríos . . .	134.271	292.019	382.794
— Corrientes . . .	129.023	239.618	336.218
Centre.			
Province de Córdoba	210.508	351.223	610 475
— San Luis	53.294	81.450	120.634
— Santiago	132.898	161.502	221.683
Andes.			
Province de Mendoza	65.413	116.136	238.316
— San Juan . . .	60.319	84.251	121.143
— La Rioja	48.746	69.502	91.365
— Catamarca . . .	79.962	90.161	113.264
Nord.			
Province de Tucumán . . .	108.953	215.742	314.234
— Salta	88.933	118.015	153.192
— Jujuy	40.379	49.713	63.311
Territoires.			
Misiones	—	33.163	44.950
Formosa	—	4.829	16.200
Chaco	—	10.422	33.500
Pampa	—	25.914	90.250
Neuquen	—	14.517	29.000
Río Negro	—	9.241	34.000
Chubut	153	3.748	30.000
Santa Cruz	—	1.058	6.500
Tierra del Fuego	—	477	2.500
Los Andes	—	—	3.100
TOTAUX	1.737.076	3.954.911	7.288.227

La population de l'Argentine et des pays européens.

La population de quelques pays européens, comparée à celle de la République Argentine, montre la proportion suivante en ce qui concerne sa densité par kilomètre carré :

	Kilomètres carrés	Habitants	Densité
Suède	447.864	5.476.441	12,23
Norvège	325.429	2.369.627	7,28
Autriche-Hongrie.	616.077	51.250.626	75,80
Allemagne . . .	540.827	65.725.000	121,52
France.	536.464	39.252.267	73,16
Italie	286.682	34.565.698	120,57
Irlande	51.100	4.458.775	87,25
Suisse	41.323	3.753.293	90,82
Hollande	33.079	5.853.037	176,94
Belgique	29.456	7.453.903	253
	2.968.301	220.156.667	74,16
Républ. Argentine.	2.987.353	7.288.227	2,40

On voit par les chiffres antérieurs que la République Argentine peut facilement recevoir sur l'étendue de son territoire une population de 220.000.000 d'habitants avec une densité de seulement 74,16 par kilomètre carré, chiffre inférieur à celui des nations sus-mentionnées, à l'exception de la Suède, de la Norvège et de la France.

En prenant pour base la densité de l'Italie, elle peut facilement contenir plus de 361.000.000 d'habitants.

Garanties constitutionnelles.

La Constitution nationale garantit l'existence parallèle du gouvernement central et de ceux de chaque

province, comme une conséquence du système républicain représentatif fédéral qui a été adopté par la nation argentine, en établissant, de plus, que les constitutions provinciales devront être basées sur cette même forme de gouvernement, d'après les principes par elle consacrés et résumés dans son préambule, qui dit :

« Nous, les représentants du peuple de la nation argentine, réunis en Congrès général constituant, par volonté et élection des provinces qui la composent et en exécution de pactes préexistants, dans le but de constituer l'union nationale, de garantir la justice, de consolider la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de favoriser le bien-être général et d'assurer les bénéfices de la liberté pour nous, pour notre postérité et pour tous les hommes de la terre qui voudront habiter le sol argentin, en invoquant la protection de Dieu, source de toute raison et justice ; ordonnons, décrétons et établissons cette Constitution pour la nation argentine. »

On peut affirmer que, malgré que le système établi soit celui de la fédération sud-américaine, les modifications substantielles qui lui ont été introduites font du gouvernement fédéral argentin un pouvoir plus centralisateur que celui ayant servi de modèle.

Ainsi, par exemple, le Congrès national jouit de l'attribution exclusive de dicter les codes civil, pénal, commercial et de mines, sans que ces codes puissent altérer les juridictions locales, leur application appartenant aux tribunaux fédéraux ou provinciaux, selon que les faits ou personnes tombent sous l'une ou l'autre juridiction.

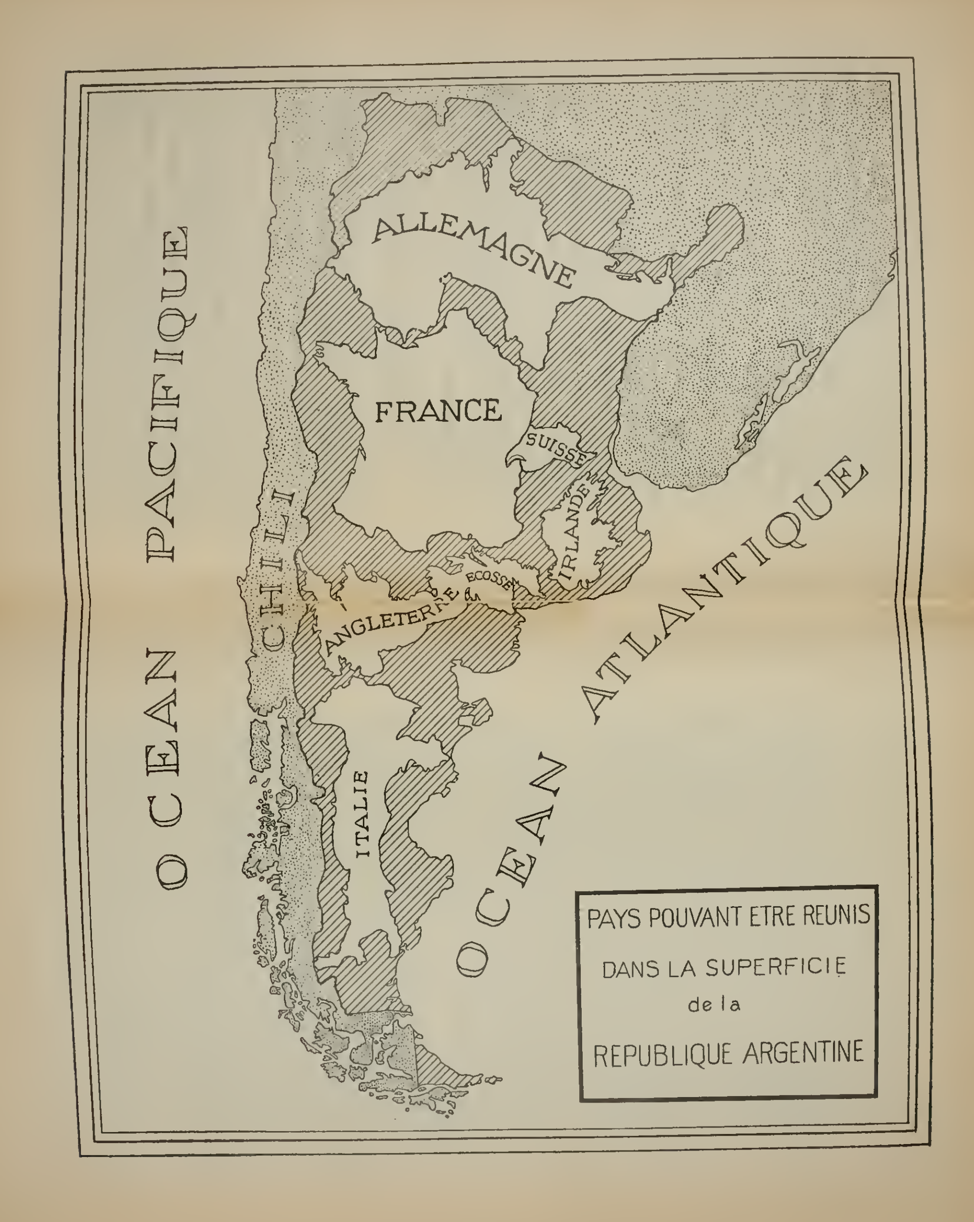
Le Congrès dicte aussi des lois générales pour toute la nation sur la naturalisation et la nationalité, la banqueroute, la falsification de monnaie courante et des documents de l'État (art. 67, paragraphe 11).

Chaque province établit sa Constitution, dicte ses lois de procédure judiciaire et toutes celles nécessaires au progrès de ses institutions, tant qu'elles ne sont pas contraires aux principes consacrés par la Constitution nationale.

Tous les habitants jouissent des meilleures garanties pour leurs droits personnels et réels. Il est permis de dire que tous les principes consignés dans la Carta Magna et dans les lois organiques de l'Angleterre, ainsi que les conquêtes qui dans ce sens ont été faites par les peuples européens depuis la Révolution française, se retrouvent dans la Constitution argentine.

La protection aux étrangers.

Les étrangers sont particulièrement protégés par la Constitution, qui leur accorde (art. 20) « tous les droits civils du citoyen. Ils peuvent exercer leur industrie, commerce et profession ; avoir des propriétés, en acheter et en vendre ; naviguer sur les rivières et les côtes ; exercer leur religion en toute liberté ; tester et se marier conformément aux lois. Ils ne sont pas obligés d'admettre la nationalité, ni de payer les contributions forcées extraordinaires. Ils obtiennent la naturalisation après une résidence de deux ans continuels dans la nation ; cependant, l'autorité peut réduire ce terme en faveur de celui



OCEAN PACIFIQUE
CHILI
ALLEMAGNE
FRANCE
SUISSE
IRLANDE
ECOSSE
ANGLETERRE
ITALIE
OCEAN ATLANTIQUE
PAYS POUVANT ETRE REUNIS
DANS LA SUPERFICIE
de la
REPUBLIQUE ARGENTINE

qui, le sollicitant, fait valoir et prouve des services rendus à la République. »

Les étrangers, dès qu'ils obtiennent leur carte de naturalisation, sont exempts de service militaire pendant dix ans.

L'étranger naturalisé devient électeur immédiatement et, après un temps de quatre à six ans d'exercice de la nationalité, peut être élu à n'importe quel poste public, en exceptant toutefois ceux de président et de vice-président de la République, qui ne peuvent être remplis que par des citoyens natifs.

Une des libertés les plus garanties par la Constitution est celle de la presse ; le Congrès, à ce propos, ne peut voter des lois pour la restreindre.

Le gouvernement fédéral est divisé en trois pouvoirs : 1° le législatif, qui dicte les lois de la nation ; 2° l'exécutif, qui les applique et administre ; 3° le judiciaire, qui les interprète et applique dans les cas contentieux.

Le pouvoir exécutif est exercé par un président, citoyen argentin natif et chef suprême de la nation, ayant à sa charge l'administration générale du pays. Le président est assisté dans ses hautes fonctions par huit ministres secrétaires d'État.

Le pouvoir législatif est exercé par un Congrès national, composé d'un Sénat de 30 membres, 2 élus par chaque province et 2 par la capitale fédérale; et d'une Chambre de députés, dont les membres sont élus directement par le peuple dans la proportion de 1 pour 33.000 habitants.

Le vice-président de la République exerce les fonctions de président du Sénat et remplace le président en cas d'absence, mort, etc.

Justice.

Le pouvoir judiciaire est exercé par des tribunaux fédéraux et par des tribunaux ordinaires de la capitale, des territoires nationaux et des provinces, ce qui représente une véritable garantie pour les étrangers établis dans le pays.

La juridiction fédérale est représentée dans la République par une Cour suprême (le plus haut tribunal de justice), par quatre chambres fédérales d'appel et par des juges fédéraux de section. Il existe trois de ces derniers dans la capitale, et un ou plus dans chaque province.

Dans les territoires nationaux, les juges *letrados* (1) ont à la fois la juridiction fédérale et l'ordinaire.

« Sont du ressort de la juridiction fédérale (art. 100), la connaissance et décision : de toutes les causes touchant des points régis par la Constitution, par les lois de la nation (avec la réserve faite du paragraphe 2 de l'article 67) et par les traités avec les nations étrangères ; des causes touchant les ambassadeurs, ministres publics et consuls étrangers ; des causes d'amirauté et juridiction maritime ; de celles où la nation est une des parties ; de celles qui se produisent entre deux ou plusieurs provinces ; entre une province et les habitants d'une autre ; entre les habitants de provinces différentes, et entre une province et ses habitants, contre un État ou citoyen étranger, etc. »

La justice ordinaire dans les provinces est exer-

(1) Qui sont docteurs en lois ou avocats.

cée par des juges *letrados*, des juges de paix, et par des tribunaux supérieurs nommés Cour suprême dans certaines provinces et tribunal supérieur de justice, dans d'autres. Dans la province de Buenos-Aires, en plus de la Cour suprême, il existe des Chambres d'appel.

Pour la justice ordinaire dans la capitale de la République, il existe deux Chambres d'appel, une pour la partie civile et l'autre pour celle commerciale, criminelle ou correctionnelle. La justice criminelle, dans la capitale fédérale, est exercée par des juges d'instruction et par des juges de sentence.

La justice inférieure se trouve formée par des juges de paix, des juges de marchés (de fruits du pays, tels que laines, cuirs, céréales, etc.), et des juges de quartier.

Dans huit des dix territoires nationaux, la justice est exercée par des juges *letrados* nommés pour quatre ans, et par des juges de paix élus pour deux ans, par le peuple si la population dépasse 1.000 habitants, ou nommés par le Gouvernement, au cas contraire.

Les sentences des juges *letrados* vont en appel par devant les Chambres fédérales d'appel, quelle que soit la nature du procès. Les juges *letrados* des territoires décident en dernière instance sur les sentences dictées par les juges de paix.

Législation.

Les lois de la République sont codifiées pour la plupart et obligatoires pour tous ceux qui habitent

le pays, qu'ils soient citoyens argentins ou étrangers, domiciliés ou de passage.

A citer celles-ci : Constitution nationale et Constitutions provinciales : codes civil, pénal, commercial et de mines ; codes nationaux de procédure en matière civile et commerciale et celui de procédure en matière criminelle, pour les juridictions fédérale et ordinaire de la capitale ; les mêmes codes pour les tribunaux de provinces ; codes ruraux, d'irrigation, etc., de quelques provinces; loi sur le registre d'état civil des personnes, sanctionnée pour la capitale et territoires nationaux, et dans la suite, adoptée par presque toutes les provinces ; lois d'immigration et colonisation, nationalité, éducation, travaux publics, chemins de fer, brevets d'invention, marque de fabrique et de commerce, élections nationales, forêts, etc., etc. ; enfin, lois annuelles de budget, contributions, timbres et autres.

La loi de nationalité. La carte de naturalisation.

Sont citoyens argentins : 1° toutes les personnes nées sur le territoire argentin, quelle que soit la nationalité de leurs parents, en exceptant seulement les enfants des représentants diplomatiques étrangers et des membres des légations établies dans le pays; 2° les enfants de citoyens argentins natifs, qui naissent à l'étranger et qui choisissent la nationalité de leurs parents ; 3° toutes les personnes nées dans les légations argentines à l'étranger ou à bord des navires de guerre de la République; 4° toutes les personnes nées en eaux neutres sous le drapeau argentin.

Sont citoyens argentins naturalisés :

1° Les étrangers âgés de plus de dix-huit ans qui, ayant séjourné pendant deux années suivies dans la République, établissent, par-devant les juges de section, qu'ils veulent obtenir la nationalité *ciudadania.*

2° Les étrangers qui, par-devant les juges, prouvent avoir prêté quelques-uns des services suivants, quel que soit le temps de leur résidence:

1° Avoir rempli honnêtement des emplois de la nation ou en dehors de la République; 2° avoir servi dans l'armée ou dans la marine, ou bien avoir pris part à une action de guerre en défense de la nation; 3° avoir établi quelque nouvelle industrie dans le pays ou y avoir introduit une invention utile; 4° être entrepreneur ou constructeur de chemins de fer dans n'importe laquelle des provinces; 5° faire partie des colonies établies dans les provinces ou dans les territoires nationaux et y posséder quelque bien foncier; 6° habiter ou peupler des territoires nationaux entre ou en dehors des lignes actuelles de frontière; 7° s'être marié avec une femme argentine dans n'importe laquelle des provinces; et 8° y exercer le professorat dans une des branches de l'éducation et de l'industrie.

Les étrangers ayant rempli les conditions indiquées par les articles précédents obtiendront la carte de naturalisation, qui leur sera accordée par le juge fédéral, par-devant lequel ils l'auraient requise, sans payer aucuns frais.

Les étrangers ont droit au vote dans l'ordre municipal et peuvent former partie des municipalités du district ou ville de leur résidence.

AGRICULTURE

Immensité des terres cultivables.

Le territoire argentin, dans son état actuel et au point de vue de l'exploitation de ses richesses, peut être ainsi divisé :

104.300.000 hectares de terre labourable pouvant être cultivée immédiatement ; 100.000.000 d'hectares uniquement applicables, dans les conditions actuelles, à l'élevage du bétail ; et 94.435.300 hectares comprenant : d'une part, des forêts et des montagnes avec leurs abondantes richesses forestières et minières, et de l'autre, les rivières, lacs, salines, régions arides, villes, etc.

Sur les 104.300.000 hectares de terre labourable, 20.367.082 seulement sont cultivés. La progression a été la suivante pendant ces trente-six dernières années :

En 1872,	580.008	hectares	en culture.
1888,	2.459.120	—	—
1895,	4.892.004	—	—
1905,	12.000.000	—	—
1907,	14.611.792	—	—
1908,	17.200.000	—	—
1911,	20.367.082	—	—

dont voici la décomposition :

Province de	Buenos Aires.	8.440.300	hectares
—	Santa Fé	3.954.864	—
—	Córdoba	4.343.666	—
—	Entre Rios	802.115	—

Province de	Corrientes.	238.803	hectares
—	San Luis	268.596	—
—	Santiago del Estero . . .	179.675	—
—	Tucuman	170.761	—
—	Mendoza	193.585	—
—	San Juan	110.377	—
—	Rioja	88.509	—
—	Catamarca.	77 124	—
—	Salta.	116.474	—
—	Jujuy	55.384	—
Territoires :	Misiones	35.151	—
—	Formosa	19.283	—
—	Chaco	20.292	—
—	Pampa Centrale	1.125.800	—
—	Neuquen	37.628	—
—	Rio Negro.	62.355	—
—	Chubut.	14.820	—
—	Santa Cruz	3.580	—
—	Tierra del Fuego	135	—
—	Los Andes.	7.705	—

Terres domaniales

L'étendue des terres domaniales est de 136.766.000 hectares, dont 83.679.915 se trouvent situées dans les « territoires ». Ces dernières se décomposent comme suit :

Formosa.	7.647.054	hectares
Chaco.	8.538 047	—
Misiones	1.204.504	—
Pampa	710.000	—
Rio Negro	13.455.198	—
Neuquen	5.337.291	—
Chubut	19.195.656	—
Santa Cruz.	20.253.088	—
Terre de Feu	1.642.477	—
Los Andes	5.696.600	—
Total. . . .	83.679.915	hectares

La culture des céréales et son extension.

La culture des céréales et du lin représente le 85 p. 100 de l'étendue totale cultivée ; elle se trouve réunie dans la région comprenant les provinces de Buenos-Aires, Santa-Fé, Cordoba, Entre-Rios et partie du territoire de la Pampa.

Les principales causes de ce fait sont :

1° Les conditions du climat;

2° La proximité des ports d'embarquement.

Dans cette région, la température moyenne de l'année est de 17° centigrades, le thermomètre descend rarement à 0° pendant les plus froides journées de l'hiver; les neiges y sont presque entièrement inconnues. Dans de telles conditions, la vie de l'agriculteur est extraordinairement commode et bon marché, puisque les frais d'installation peuvent être très réduits et qu'il ne doit pas perdre du temps ni dépenser de l'argent à se procurer et conserver les provisions que les hivers rigoureux rendent indispensables dans d'autres pays moins favorisés.

La proximité des ports d'embarquement est une autre des causes de la concentration indiquée, car la population du pays étant relativement insignifiante comparée à son énorme production agricole, la plus grande partie de cette production doit être exportée ; dans ce cas, les frais du transport viennent à être un facteur important pour la fixation des prix de vente qui dépendent des cours des marchés étrangers acheteurs de ces produits. Ces circonstances font que la culture des céréales soit maintenant réduite a une région économique qui n'est certes pas

celle comprise par l'étendue géographique de ces cultures, puisqu'il est avéré que certaines terres des territoires du Rio-Negro, de Neuquen et du Chubut, ainsi que des provinces andines et du Nord, offrent de très favorables conditions pour la production des céréales.

Exportation de produits agricoles.

Le mouvement de l'agriculture se condense dans les statistiques suivantes qui marquent l'évolution de l'exportation de ses principaux produits agricoles :

Blé. — En 1895, 1.010.269 tonnes, valeur 99.358.260 francs ; en 1900, 1.929.676 tonnes, valeur 243.138.265 francs ; en 1905, 2.868.281 tonnes, valeur 429.415.705 francs ; en 1907, 3.820.000 tonnes, valeur 573.000.000 de francs ; en 1908, 3.636.294 tonnes, valeur 644.213.050 francs ; en 1909, 2.514.130 tonnes, valeur 530.194.700 francs ; en 1910, 1.883.592, tonnes, valeur 361.011.300 francs ; en 1911, 2 285.951 tonnes, valeur 403.375.330 francs.

Lin.— En 1895, 276.443 tonnes, valeur 41.433.560 fr. ; en 1900, 223.257 tonnes, valeur 53.270.055 francs ; en 1905, 654.792 tonnes, valeur 131.169.255 francs ; en 1907, 894.310 tonnes, valeur 178.862.000 francs ; en 1908, 1.055.650 tonnes, valeur 245.023.520 francs ; en 1909, 887.222 tonnes, valeur 218.566.790 francs ; en 1910, 604.877 tonnes, valeur 223.021.975 francs ; en 1911, 415.805 tonnes, valeur 167.899.950 francs.

Maïs. — En 1895, 772.318 tonnes, valeur 50.963.690 francs ; en 1900, 713.248 tonnes, valeur 59.668.735 francs ; en 1905, 2.222.289 tonnes, valeur

231.687.000 francs ; en 1907, 2.427.008 tonnes, valeur 261.016.000 francs ; en 1908, 1.711 804 tonnes, valeur 207.684.325 francs ; en 1909, 2.273.412 tonnes, valeur 241.872.150 francs ; en 1910, 2.660.225 tonnes, valeur 301.304.020 francs ; en 1911, 125.185 tonnes, valeur 13.832 985 francs.

L'exportation totale des produits agricoles a suivi la progression suivante :

En 1894, 170.197.805 francs ; en 1899, 325.629.975 fr. ; en 1905, 851.176.175 fr. ; en 1907, 820.458.105 fr. ; en 1908, 1.208.385.820 fr. ; en 1909, 1.152.519.980 fr ; en 1910, 982.908.095 fr. ; en 1911, 841.973.665 francs.

La dernière récolte.

Le produit de la récolte 1911-1912 a été évalué à 2.200.244.697 francs, ainsi qu'il appert au tableau suivant :

	PRODUCTION EN TONNES		VALEUR EN FRANCS	
	1910-11	1911-12	1910-11	1911-12
Blé. . . .	3.710.000	4.788.445	652.960.000	916.987.197
Lin. . . .	685.000	595.000	226.050.000	218.257.500
Avoine . .	590.000	950.000	51.920.000	104.500.000
Maïs . . .	703.000	8.500.000	79.439.000	960.500.000
Totaux			1.010.369.000	2.200.244.697

En général, l'agriculture n'a pas été bien éprouvée par la sauterelle ; il est vrai qu'on a redoublé, d'avance les mesures tendant à son extermination. La dernière campagne contre cet acridien a coûté quelques millions au Trésor public, mais aucun sacrifice n'a été omis pour éviter les dégâts qu'il aurait pu causer.

La grêle a été sans conséquence. Elle est, du reste,

peu fréquente et ne produit que rarement des dommages considérables, étant donnée l'immense étendue de l'aire de culture comprise dans les provinces de Buenos-Aires, Cordoba, Santa-Fé, Entre-Rios, Pampa centrale, etc. Bref, on peut dire que le danger de grandes pertes pour la récolte n'existe plus.

La superficie ensemencée a été, en 1911, de 24.000.000 d'hectares distribués comme suit :

Blé	7.000.000	d'hectares
Maïs	3.500.000	—
Lin	1.500.000	—
Avoine	1.000.000	—
Luzerne et prairie artificielle.	10.000.000	—
Seigle	100.000	—
Vigne	150.000	—
Canne à sucre	85.000	—
Arbres fruitiers et plantes industrielles	800.000	—
Coton, ramie, mani	25.000	—
Divers	20.000	—

La culture par affermage.

La culture du blé, du lin et du maïs se fait en trois formes, savoir :

a) Par le propriétaire et sa famille, avec ou sans l'aide de travailleurs (*peones*) ;

b) Sur terre louée, payant la location en espèces ou donnant une partie de la récolte en qualité de fermage ;

c) En union du propriétaire, le fermier locataire percevant le 50, 40 ou 30 p. 100 de la récolte.

Le capital nécessaire pour qu'une famille puisse exploiter une ferme (*chacra*) de 100, 50 ou 25 hectares, en y cultivant du blé, du lin et du maïs, et qui

se trouve située dans des terrains voisins des ports, peut être ainsi calculé :

S'il s'agissait de terrains loués, il faudrait déduire la valeur de la terre, de la maison et des clôtures, en laissant de côté le calcul de la valeur de la location comme capital, puisque les paiements se font après la récolte. De façon que le capital serait, en tel cas, de 950 $ pour une ferme (*chacra*) de 100 hectares, de 745 $ pour une de 50 hectares et de 582 $ pour une de 25 hectares. Les loyers de bonnes terres pour l'agriculture peuvent être calculés de 1 $ 50 à 5 $ l'hectare par an, selon la situation des fermes, voisinages des fleuves, chemins de fer et ports.

Quand l'agriculteur travaille comme associé du propriétaire, il en reçoit les machines et outils, les bêtes de somme et la semence, et il doit faire la semaille personnellement ou aidé par sa famille. La récolte vendue et ses frais déduits, le bénéfice est partagé entre le propriétaire et l'agriculteur dans les conditions préalablement fixées.

La famille et le travail des fermes.

Un homme et sa famille peuvent cultiver n'importe lequel des trois types de fermes et obtenir, en années normales, la terre étant bien travaillée, un rendement de 1.000 kilogrammes de blé, de 2.000 kilogrammes de maïs ou de 900 kilogrammes de lin, par hectare.

Le bénéfice net dépend du coût de production et du rendement de chaque récolte. Ces deux facteurs varient à l'infini, s'agissant de cultures aussi extensives comme celles qui se pratiquent dans ce pays,

où, à côté des exploitations agricoles, se trouvent des centaines de milliers d'hectares de terre vierge et bon marché, dans laquelle il ne suffit que de jeter la semence après un labourage superficiel pour obtenir une récolte magnifique. Dans des conditions aussi favorables, et grâce à la machinerie agricole qui permet de cultiver de grandes étendues avec peu de bras, l'agriculteur a toujours des probabilités de succès. C'est justement pour cette raison que les cultures ont augmenté aussi extraordinairement dans ces dernières années, soit dans des terres vierges divisées et vendues par le propriétaire à des prix et des conditions très accessibles, soit dans des terres louées pour quatre ou cinq ans, le loyer étant payé en espèces ou avec un tant de la récolte à la fin de chaque année.

Les résultats du travail agricole.

Pour se rendre compte des résultats que l'on peut obtenir, il faut considérer que, si d'un côté il y a des terres de peu de rendement et des récoltes désastreuses dans les meilleures terres, de l'autre, il y a les rendements de 1.500 à 2.000 kilogrammes de blé, de 3.500 à 4.000 de maïs et de 900 à 1.200 de lin par hectare, dans des terres n'ayant pas besoin d'irrigation ou d'engrais, rendements qui, en outre, ne sont pas du tout exceptionnels.

L'orge et l'avoine.

Leur culture peut se faire avec succès dans les mêmes régions que pour le blé, et dans d'autres

avec des terres moins fertiles, en obtenant des rendements élevés, et ces bénéfices différant très peu de ceux rapportés par le blé.

Textiles. — Coton.

La culture du coton tend à se développer dans les territoires du Chaco, de Formosa et de Misiones, et aussi dans la province de Corrientes. La région septentrionale de la République se prête admirablement à cette culture destinée à un bel avenir.

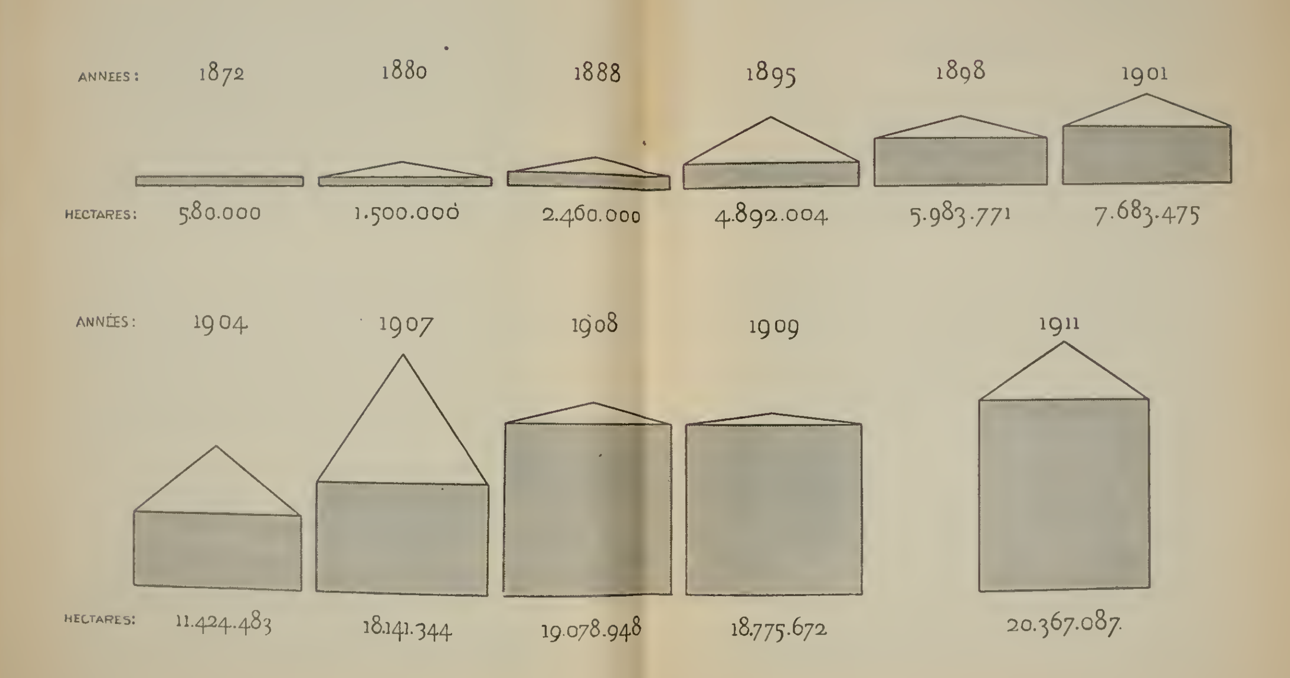
Les excellents résultats laissés par cette exploitation dans les terres du Chaco et de Misiones, si extraordinairement favorables, et la situation actuelle de ce produit dans le marché universel, ont été comme une révélation de l'importance de cette culture pour la République Argentine.

Il y a des textiles indigènes, tels que le *Khaguar*, *Karaguata* et *Palma-Karanday*, qui couvrent de grandes extensions dans certaines régions du pays et peuvent fournir des fibres qui ne sont pas à dédaigner. Leur utilisation donnera lieu à une industrie rémunératrice dont l'avenir est intimement lié avec l'accroissement de la population et les progrès dans les moyens de transport.

Plantes fourragères. — Luzerne.

La culture des plantes fourragères, et spécialement celle de la luzerne, augmente rapidement et donne lieu à une considérable occupation de bras pour les travaux de préparation de la terre, pour la

SUPERFICIE CULTIVEE



semaille et pour la récolte. Malgré que les luzernières sont arrivées en 1910 à couvrir 5.400.580 hectares, et ce en peu d'années, on peut dire que la transformation des prairies naturelles ne fait que commencer et qu'elle augmentera tous les ans, favorisée par les améliorations dans l'élevage du bétail qui la rendront plus nécessaire.

Canne à sucre.

La canne à sucre est particulièrement cultivée dans la province de Tucuman et, en moins d'extension, dans certaines régions des provinces de Santiago del Estero, Salta et Jujuy. La canne à sucre croît très bien dans les territoires de Formosa, Chaco et Misiones et province de Corrientes où elle se cultive aussi.

On calcule qu'un hectare de canne à sucre exige une dépense de 100 piastres, monnaie nationale (220 francs), pour sa plantation et que la durée de l'état de production rémunératrice peut être de quinze ans et plus. La quantité de canne fournie par un hectare varie entre 25 et 35.000 kilogrammes, pouvant arriver à 45.000 kilogrammes.

La superficie affectée à cette culture a été, en 1910, de 72.060 hectares avec un rendement de 2.415.618 tonnes de canne. Cette canne, broyée par les différents moulins, a produit 100.574 tonnes de sucre ayant une valeur commerciale d'environ 65.344.400 francs.

En outre, 922.943 litres d'eau-de-vie de canne furent élaborés dans les différents moulins, ayant une valeur commerciale d'environ 1.874.000 francs.

La production de sucre pendant la période de 1904 à 1910 a été la suivante :

Années	Tonnes
1904	128.104
1905	137.343
1906	116.287
1907	119.445
1908	161.688
1909	127.322
1910	148.571
1911	177.674

Vignobles.

La région des vignobles comprend les provinces de Mendoza, San Juan, La Rioja, Catamarca, Salta, San Luis, Entre-Rios et Cordoba.

La vigne en plein rendement produit 12 à 14.000 kilogrammes de raisin par hectare. La moyenne du rendement de vin par hectare peut être calculée à 60 hectolitres.

La récolte des raisins a été, en 1910, de 583.781 tonnes métriques qui, pour la plus grande partie, ont été employées à la fabrication des vins de table, en général de qualité moyenne, bien qu'il existe déjà des caves possédant quelques crus de qualité supérieure. La quantité des vins élaborés a été de 390.093.381 litres, représentant une valeur commerciale d'environ 134.200.000 francs.

Domaine forestier.

L'étendue de forêts à exploiter est de 385.000 kilomètres carrés, d'après les calculs faits. Dans ces forêts abondent les arbres de *quebracho*, le palis-

sandre, le *lapacho*, le bois de rose, le santal, le palmier rouge, le *tipa*, le cèdre, le noyer, etc.

L'exploitation des produits forestiers accuse la progression suivante :

En 1894	7.555.625	francs
En 1899	11.044.580	—
En 1905	35.626.660	—
En 1907	36.327.928	—
En 1910	42.853.312	—

Nous donnons ci-dessous le tableau des exportations de bois de quebracho et de tannin pendant les quatorze dernières années :

Années	Bois de quebracho	Tannin
1898.	188.260	1.192
1899.	159.376	3.172
1900.	239.836	5.997
1901.	198.919	4.310
1902.	245.723	9.099
1903.	200.201	12.040
1904.	252.723	20.111
1905.	285.897	29.408
1906.	230.100	30.839
1907.	246.514	28.195
1908.	254.571	48.161
1909.	294.579	55.493
1910.	341.969	53.231
1911.	438.216	68.431

ÉLEVAGE

La plus vaste et riche étendue de terre pour le bétail.

Aucun pays du monde ne possède une étendue de terre aussi grande et riche, et alimentant les meil-

leures espèces fourragères que celle qui se trouve dans la République Argentine, où le climat tempéré et doux permet que le bétail naisse, s'élève et engraisse absolument en plein champ, sans devoir être mis à l'étable ou sous des abris artificiels, et ne se nourrissant que de fourrages naturels. Les provinces de Buenos-Aires, Entre-Rios, moitié de celle de Santa Fé et sud de celle de Cordoba, peuvent alimenter une moyenne de trois à douze moutons ou de une et demi à deux bêtes à cornes par hectare; et les territoires de la Pampa, Santa Cruz, Rio-Negro, Neuquen et Chubut, de un à trois moutons par hectare.

Les provinces de Buenos-Aires, Santa Fé, Entre-Rios, Cordoba, San Luis et les territoires de la Pampa et du Neuquen, se prêtent admirablement à l'élevage de bœufs, chevaux, moutons et porcs; ceux du Rio-Negro, Chubut et de Santa Cruz, très spécialement pour celui des moutons, la province de Corrientes, le nord de celle de Cordoba, Santa Fé et Entre-Rios, ainsi que les territoires de Chaco et Formosa conviennent particulièrement à l'élevage du bétail. Dans les provinces de Mendoza, San Juan, Salta et Jujuy, le bétail vit et engraisse dans des luzernières irriguées, où l'on maintient de deux à six vaches par hectare, et où l'on engraisse de deux à trois *novillos* (1) par hectare.

Dans les champs moins raffinés des provinces de Buenos-Aires, Santa Fé, Cordoba et San Luis et du territoire de la Pampa, l'on sème de la luzerne et d'autres herbes fourragères en très grande quantité. Le coût de cette semaille devient nul en pratique,

(1) Le *novillo* est le bouvillon.

par la simple raison qu'elle se fait en même temps que celle du blé, lin, maïs ou avoine.

Le capital du bétail : 3.260 millions de francs.

A la date du dernier recensement, en mai 1908, le capital du bétail se chiffrait ainsi :

Bêtes à cornes, 29.116.625 têtes; chevaux, 7.531.376; ânes et mules, 750.125; moutons et brebis, 67.211.754; porcs, 1.403.591; chèvres, 3.945.086 (2).

Voici maintenant les valeurs respectives des différentes espèces de bestiaux que possédait la République Argentine lors des deux derniers recensements :

ESPÈCES	RECENSEMENT DE 1895	RECENSEMENT DE 1908
Bovine	1.414.212.325 fr.	2 065.408.835 fr.
Chevaline	127.482.035 —	452.819.035 —
Mules et mulets . .	46.653.990 —	49.634.365 —
Asine	3.297.865 —	6.280.890 —
Ovine	613.127.530 —	632.189.965 —
Caprine	9.728.470 —	18.308.045 —
Porcine	10.131.800 —	34.479.800 —
Totaux. . .	1.894.634.015 fr.	3.258.820.935 fr. (1)

(1) Cette valeur est infiniment au-dessus de la valeur marchande.

Pour compléter ces chiffres, qui révèlent, à eux seuls, la richesse de la République Argentine en bestiaux, il ne sera pas superflu de donner l'inven-

(2) Suivant le rapport soumis au ministère de l'Agriculture en janvier 1912 par le docteur Richelet, chef de bureau de la division de l'élevage, le recensement de 1911 pour les espèces bovine, porcine et ovine s'établit ainsi que suit :

Race bovine : 33.484.188 têtes, valant 2.377.377.348 francs; race porcine : 1.824.550, valant 45.613.750 francs; race ovine : 77.303.517, valant 773.035.170 francs.

taire général de toutes les valeurs consacrées à l'exploitation des industries rivales, inventaire dans lequel sont compris l'élevage et l'agriculture. Nous le prenons du recensement général agricole de 1908.

Ces valeurs, au total de 8.790.249.294 piastres papier, se décomposent comme suit :

	Piastres papier
Valeur de la terre.	6.495.039.053
— du bétail	1.479.314.881
— des installations fixes. .	630.426.384
— de l'outillage.	185.468.976
Total. . . .	8.790.249.294

soit 19.338.548.446 fr. 80.

Exportation de bétail sur pied.

Le tableau suivant montre les exportations générales de bétail sur pied, depuis 1896 :

ANNÉES	BOVIDÉS	OVIDÉS	ÉQUIDÉS	ANES	MULETS	PORCS
1896. .	382.539	512.006	11.936	7.515	18.105	374
1897. .	238.121	504 128	13.615	16.317	16.317	666
1898. .	359.296	577.813	14.360	7.534	10.205	587
1899. .	312.150	543.458	7.259	6.234	7.740	1.830
1900. .	150.550	198.102	198.960	10 252	13.179	40
1901. .	119.189	25.746	9.761	8.793	20 468	250
1902. .	118.305	122.501	16.008	14.223	54.928	532
1903. .	181.860	167.747	13.903	20.652	30.668	54
1904. .	129.275	28.127	45.717	11.043	14.908	73
1905. .	262.681	120.166	20.435	11.748	29.175	95
1906. .	71.106	102.916	8.574	8.355	21.255	49
1907. .	74.841	110.567	7.374	8.603	9.608	4
1908. .	60 916	103.792	5.082	11.163	7.967	126
1909. .	132.450	88.626	4.765	6.702	7.172	33
1910. .	89.733	77.180	4.447	9.249	9.727	—
1911. .	184.112	110.690	5.934	11.655	8.811	—

Historique de l'élevage.

Deux courants d'importation, se réunissant aux seizième et dix-septième siècles, donnèrent lieu à la formation des énormes troupeaux qui constituent le capital argentin de bétail. Un de ces courants partit directement de l'Espagne et s'établit sur les rives du fleuve *La Plata;* l'autre commença au Pérou et vint occuper les provinces de l'intérieur. Les bêtes à cornes, les chevaux et les moutons importés du Pérou dans l'Argentine venaient surtout du sud de l'Espagne. Les premières et les seconds appartenaient aux variétés andalouses; les derniers étaient de la race *churra*, se caractérisant par le peu d'os et par la laine longue, dure et pas frisée.

L'importation de taureaux « Hereford » et « Shornthorn », de moutons et brebis « Mérinos » et de chevaux de trait et pur sang, commença dans les premiers temps du dix-neuvième siècle et augmenta graduellement jusqu'à 1870, époque où on initia l'importation en grande échelle de bétail appartenant à des races pures et améliorées. Depuis lors, on a importé une telle quantité de moutons et brebis Mérinos (français, allemands et espagnols), Leicester, Lincoln, Romney Marsh et autres races semblables; Southdown, Hampshiredown, Shropshiredown, Oxfordshiredown et autres races à tête noire; d'étalons et juments de races arabe, pur sang de course, Shire, Clydesdale, Percheronne, Flamande, Suffolk-Punch, Anglo-Normande, Cleveland, Yorkshire-Coacher, Norfolk, Hackney, Hunter, Oldenbourgeoise, Trakehnen, Hambletonian et autres; et de taureaux

Pla Desengano

C. de S. Sebastian

Mision Sale Siana

GOBERNACION

68



Eugenio Garzon — L'Amérique Latine (République Argentine)

et vaches, Shorthorn, Hereford, Aberdeen, Angus, Holstein, Flamande, Suisse et autres variétés, que le bétail sauvage, originaire du pays, a été si changé par le croisement que son poids, ses proportions et son rendement de viande et de laine offrent aujourd'hui une très grande augmentation.

Ainsi, la moyenne du rendement de laine des moutons ordinaires, sans être choisis, est maintenant de 2 kilogrammes et demi, tandis qu'en 1870 il était de trois quarts de kilogramme : les bouvillons ordinaires de quatre ans donnent aujourd'hui 250 kilogrammes de viande, tandis qu'en 1870 ils n'en donnaient que 150.

La ferme. — Sept types différents.

L'*estancia* argentine est formée par une étendue de terre de 10.000 hectares en moyenne, mais qui peut varier de 2.000 à 300.000 hectares. Elle se divise en sept types différents, savoir :

1° Exclusivement destinée à l'élevage de bêtes à cornes, de moutons et brebis, et de chevaux ;

2° Destinée à l'élevage de bêtes à cornes, moutons et brebis, et à l'engrais de leurs produits ;

3° Exclusivement destinée à l'engrais de bêtes à cornes, moutons et brebis ;

4° Destinée à l'élevage combiné avec l'agriculture ;

5° Destinée à l'élevage et à l'engrais de bétail, en combinaisons avec l'agriculture ;

6° Destinée à l'élevage et à l'engrais du bétail à la laiterie ;

7° Exclusivement destinée à la laiterie.

Toutes les *estancias* sont plus ou moins organisées

d'après le même plan. Les contours de l'*estancia* sont formés par des fils de fer, son intérieur divisé, de même, en enclos de 100 à 2.500 hectares, avec un ou plusieurs puits ou *jagüeles* avec leur abreuvoir pour le bétail (quand les enclos ne sont pas traversés par un ruisseau) ; un nombre donné de ces enclos est destiné au bétail de reproduction, en réservant pour l'engrais ceux qui ont de meilleurs pâturages ; les autres enclos sont affectés à l'agriculture ou au bétail de laiterie. L'établissement principal, ou « maison » de l'*estancia*, se trouve généralement situé au centre du champ ; il est entouré de jardins, de potagers, d'un bois d'arbres fruitiers, d'ornementation et de construction et chauffage. Cet établissement comprend : la maison du propriétaire, celle de l'intendant ou majordome et celles des *peones* (travailleurs, journaliers, etc.) ; les hangars ou dépôts pour garder les outils et les machines, les cuirs, la laine, les céréales, etc. ; le bâtiment pour la tonte et ceux pour les reproducteurs de race ; le bain pour les moutons et brebis ; les écuries et remises ; le poulailler et autres dépendances utiles. Le gros bétail est tenu dans des pâturages séparés, selon le sexe et l'âge des animaux ; il est gardé, soigné et travaillé par le personnel de l'établissement principal ; les troupeaux d'animaux fins sont tenus dans des pâturages plus immédiats à l'établissement principal ; les moutons et les brebis sont mis par troupeaux de 1.200 à 2.000 et gardés par des bergers (recevant un salaire mensuel ou bien le 20, le 25, le 40 ou le 50 p. 100 du produit du troupeau) et qui vivent avec leurs familles dans des maisons indépendantes appelées *puestos*, généralement situées aux contours

de la propriété ou sur les lignes de séparation des pâturages.

Dans presque toute les *estancias*, l'exploitation d'élevage se fait sur les trois principales espèces d'animaux : bêtes à cornes, moutons et brebis, chevaux; les cas d'élevage d'une seule espèce sont très rares. Dans les *estancias* exclusivement affectées à l'engrais du gros bétail, on ne maintient que les moutons nécessaires à l'alimentation du personnel, ainsi que le plus petit nombre de chevaux. Quand dans une *estancia* où l'on fait l'élevage et l'engrais de bétail, on fait aussi l'exploitation du lait, les vaches laitières sont tenues en nombre de 150 à 250 dans les laiteries appelées *tambos*, à la charge des laitiers (*tamberos*) qui les soignent et les traient ; ces derniers reçoivent le 40 ou le 50 p. 100 des bénéfices obtenus sur la vente du lait ou de la crème qu'ils envoient aux crémeries ou aux fabriques de beurre. Quand l'agriculture est unie à l'élevage ou à l'engrais du bétail, elle est généralement confiée à des familles de fermiers qui reçoivent 50, 100 ou 200 hectares de terrain, dans des enclos indépendants de ceux occupés par le bétail, les outils et les bêtes de somme nécessaires et payent en retour le 50 p. 100 du produit net de la récolte. Parfois, le propriétaire de l'*estancia* ne fournit que la terre et les bêtes de somme et reçoit, en retour, le 10, le 15 ou le 20 p. 100 de la récolte, après avoir payé les frais de moisson de sa part.

L'industrie de l'élevage.

L'industrie de l'élevage du bétail dans l'Argentine est une des affaires les plus profitables qui existent.

Cela est dû principalement aux bas prix de la terre, de son affermage ou location et du bétail, de même qu'aux frais réduits du système d'élevage, en pleine prairie naturelle. La mesure des bénéfices que l'on peut obtenir dépend en grande partie du capital employé, parce que grâce au système d'élevage, les frais ne gardent pas une proportion arithmétique avec la quantité de bétail exploitée ; bien au contraire, ils sont relativement moindres autant que le capital en bétail est plus important. En voici un exemple : le soin de 1.000 vaches coûte plus ou moins la même somme que celui de 500, et les frais d'entretien de 2.000 bêtes sont à peine de 15 à 20 p. 100 plus forts que ceux exigés par 1.000 ; donc, et s'agissant de personnes ne disposant que d'un capital modeste, l'association des capitaux est véritablement profitable, puisque de cette façon les frais d'exploitation se trouvent sensiblement diminués.

L'élevage se pratique sous trois formes différentes :

a) En achetant le terrain ; *b*) en le louant ; et *c*) en union du propriétaire.

Généralement, les personnes ne disposant que d'un petit capital, peuvent très bien s'initier dans l'industrie de l'élevage du bétail, en s'associant avec le propriétaire du terrain. Voici les conditions de cette association :

Le propriétaire de la terre fournit une maison, les enclos, clôtures, etc., le champ nécessaire pour alimenter un troupeau de 800 moutons et brebis ; le berger en achète 800 de plus pour son compte et se charge de l'entretien du troupeau général. Le produit obtenu est partagé après en deux parts égales entre le propriétaire du champ et le berger, déduc-

tion faite des frais occasionnés par la tonte et par le bain, lequel est fourni par le propriétaire. Ces contrats se font habituellement pour une durée de trois ans. Le produit de la laine, des moutons à vendre, des peaux, est partagé à la fin de l'année ; de même les trois ans écoulés, le surplus d'animaux dû aux naissances est divisé entre les associés.

Le capital nécessaire pour que le berger puisse entreprendre ce système d'exploitation, serait de : 800 brebis et moutons à 5 francs, 4.000 francs ; 6 chevaux à 75 francs, 450 francs ; pour meubles, outils et frais de nourriture, 1.250 francs. Soit, en totalité, 5.700 francs.

Avec le capital et avec des animaux donnant 2 kilos un quart à 3 kilogrammes de laine, on peut calculer que la part de bénéfices qui reviendra au berger sera de 2.000 à 3.000 francs.

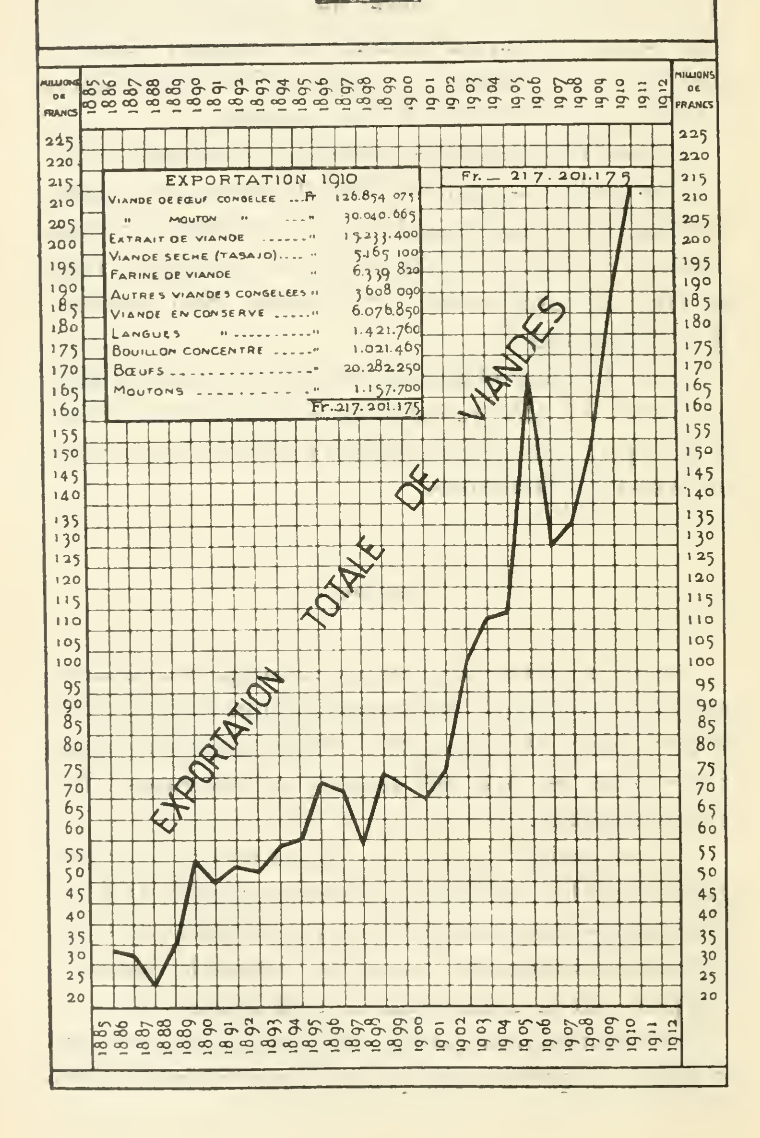
Laine.

Les 75 p. 100 de la laine argentine proviennent de moutons et brebis des races Lincoln et Leicester ; c'est une laine longue ; 20 p. 100 est produit par les mérinos et les 5 p. 100 restant par les races à tête noire et créole.

La production de laine a augmenté considérablement dans les cinquante dernières années. Ce remarquable accroisement doit être attribué à l'augmentation du capital animal et à l'amélioration de l'espèce par le croisement et la sélection.

La production argentine de laine est aujourd'hui estimée au quart de la production universelle. Son

EXPORTATION DE VIANDES
1882 - 1910



exportation a donné lieu au mouvement suivant dans la période des vingt-six dernières années :

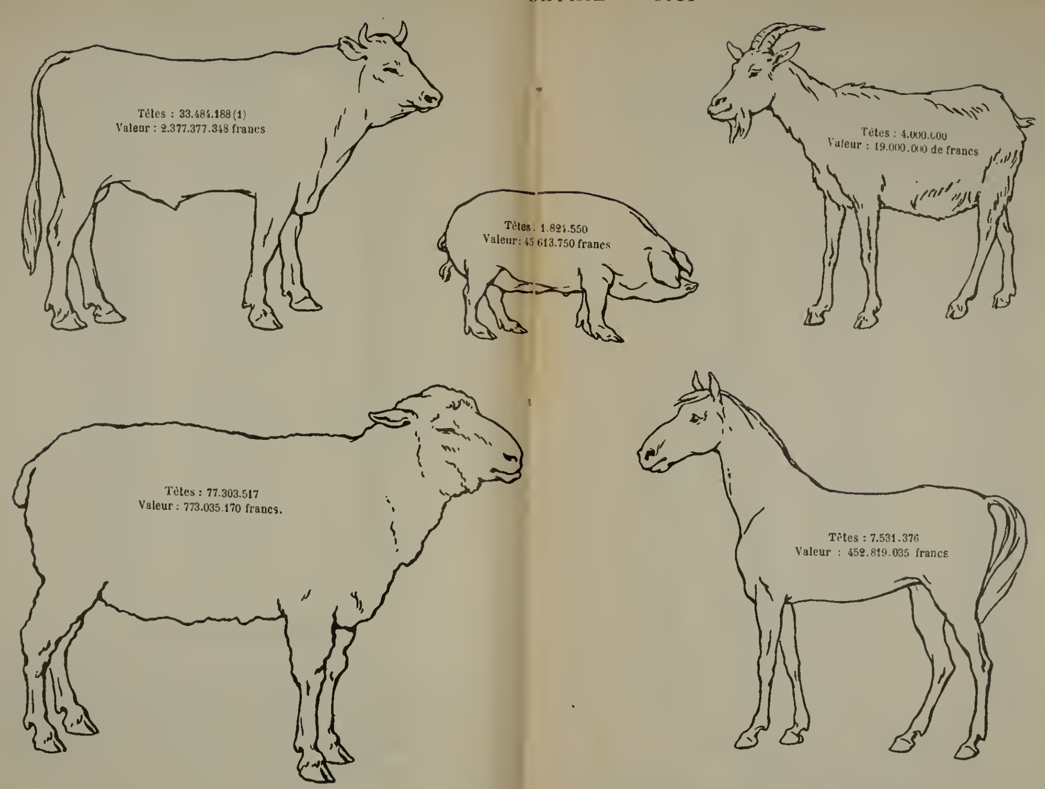
Années	Tonnes	Valeur
1885.	128.393	35.950.111 $ Or (1)
1886.	132.130	31.711.604 —
1887.	109.164	32.749.315 —
1888.	131.743	44.858.606 —
1889.	141.774	56.709.774 —
1890.	118.406	35.521.781 —
1891.	138.606	38.809.635 —
1892.	154.635	44.326.060 —
1893.	123.230	25.006.348 —
1894.	161.907	28.948.933 —
1895.	201.353	31.029.522 —
1896.	187.619	33.516.049 —
1897.	205.571	37.450.244 —
1898.	221.286	45.584.603 —
1899.	237.111	71.283.619 —
1900.	101.113	27.991.561 —
1901.	228.358	44.666.483 —
1902.	197.936	45.810.749 —
1903.	192.989	50.424.168 —
1904.	168.599	48.355.002 —
1905.	191.007	64.312.927 —
1906.	149.110	58.402.771 —
1907.	154.810	59.252.948 —
1908.	175.538	47.246.183 —
1909.	176.681	59.921.751 —
1910.	150.599	58.847.699 —
1911.	132.026	50.494.027 —

Établissements frigorifiques.

Le premier frigorifique fut établi en 1883 à Campana; le second, en 1884, à Barracas al Sur (aujourd'hui N. Avellaneda); le troisième, en 1886, à Zarate; dernièrement, en 1903, deux autres de ces frigorifiques ont été établis à Bahia-Blanca et à N. Avella-

(1) La piastre or vaut 5 francs.

RICHESSE EN BÉTAIL — 1911



(1) Ces chiffres sont tirés du rapport du Docteur Richelet, chef de bureau à la Division de l'Élevage de la République Argentine.

neda. Toutes ces villes se trouvent dans la province de Buenos-Aires.

Le développement de cette industrie dérivée de l'élevage pourra être suffisamment apprécié en considérant le nombre d'animaux abattus dans les frigorifiques, suivant le tableau ci-après :

Années	Ovidés	Bovidés	Porcins
1883	8.571	—	—
1884	162.650	50	99
1885	368.175	1.120	176
1886	511.852	3.702	231
1887	897.743	180	321
1888	1.148.715	6.500	—
1889	1.314.301	1.400	226
1890	1.351.841	1.500	120
1891	1.234.648	3.500	435
1892	1.299.037	1.560	862
1893	2.067.503	8.500	395
1894	1.849.195	1.315	339
1895	2.219.904	7.413	105
1896	2.268.777	10.149	27
1897	2.422.409	14.077	286
1898	2.836.241	18.687	668
1899	2.836.654	33.889	654
1900	2.755.839	72.147	594
1901	3.093.854	145.066	194
1902	4.007.673	199.408	210
1903	4.162.149	275.282	423
1904	4.144.891	315.223	505
1905	3.619.369	552.288	1.657
1906	3.120.202	585.097	6.692
1907	3.254.055	557.682	6.962
1908	3.806.591	739.044	13.029
1909	3.001.616	823.313	25.201
1910	3.554.603	981.480	23.095

Exportation de viande congelée.

L'exportation de viande congelée et réfrigérée s'est également beaucoup développée. Nous donnons

ci-dessous les chiffres relatifs à cette exportation :

En 1895, 45.592 tonnes, d'une valeur de 10.030.555 francs ; en 1900, 84.177 tonnes, d'une valeur de 36.937.000 francs ; en 1905, 236.690 tonnes, d'une valeur de 109.550.255 francs ; en 1907, 215.690 tonnes, d'une valeur de 100.411.300 francs ; en 1910, 349.355 tonnes, d'une valeur de 165.668.685 francs ; en 1911, 413.317 tonnes, d'une valeur de 195.517.700 francs.

A titre de renseignements complémentaires, nous ajouterons que l'exportation de viande congelée, en moutons et en quartiers de bœuf, a été comme suit :

Années	Moutons	Quartiers de bœuf
1883	7.571	—
1884	152.605	112
1885	368.145	1.193
1886	501.885	3.702
1887	653.297	2.729
1888	743.742	2.903
1889	748.277	8.110
1890	970.904	1.003
1891	968.595	8.849
1892	1.206.406	11.824
1893	1.299.605	52.105
1894	1.594.367	3.735
1895	2.022.650	21.890
1896	1.992.304	37.420
1897	2.155.169	53.984
1898	2.542.529	71.463
1899	2.485.949	113.984
1900	2.385.482	266.283
1901	2.755.788	504.291
1902	3.433.285	830.213
1903	3.427.783	1.019.885
1904	3.679.587	1.216.372
1905	3.446.720	1.935.940
1906	2.785.908	2.000.108
1907	2.802.014	1.776.627

Années	Moutons	Quartiers de bœuf
—	—	—
1908	3.297.667	2.295.783
1909	2.868.379	2.567.214
1910	3.411.944	3.042.686
1911	3.780.980	3.554.450

L'année 1911 comprend seulement l'exportation de janvier à novembre, soit onze mois.

Les sommes qu'en 1907 les entreprises frigorifiques argentines ont payées pour les bêtes achetées pour la congélation et l'exportation sont les suivantes :

463.362 bêtes à cornes, poids moyen 600 kilogrammes, à raison de 200 francs chacune, 92 millions 672.400 francs.

3.052.699 bêtes à laine, poids moyen 60 kilogrammes, à raison de 20 francs chacune, 61 millions 053.980 francs.

Dans les abattoirs de la République spécialement destinés à la salaison de viandes on a abattu, en 1910, 1.400.661 bêtes à cornes, dont 435.256 pour faire de la viande salée (*tasajo*).

Le nombre de bêtes abattues pour la consommation locale a été en 1907, dans la province de Buenos-Aires seule, de 279.325 bêtes à cornes.

La capitale de la République, Buenos-Aires, a consommé, pendant l'année 1907, 512.206 bêtes à cornes.

Établissements de salaison (saladeros).

Le premier *saladero* pour la préparation de viande salée ou *tasajo* fut établi au commencement du siècle dernier. Depuis lors, cette industrie a prospéré constamment; le nombre des établissements qui préparent du *tasajo*, de l'extrait de viande et des

viandes conservées en boites, est actuellement de 15. Ces établissements ont utilisé, pendant les vingt dernières années, le nombre suivant de bêtes à cornes :

Années	
1891-1892	764.400
1892-1893	645.400
1893-1894	637.500
1894-1895	733.000
1895-1896	473.500
1896-1897	485.000
1897-1898	340.100
1898-1899	315.400
1899-1900	328.700
1900-1901	403.000
1901-1902	454.000
1902-1903	269.100
1903-1904	243.100
1904-1905	411.100
1905-1906	288.700
1906-1907	399.900
1907-1908	247.500
1908-1909	341.500
1909-1910	298.411
1910-1911	264.115

Industrie laitière.

Cette industrie a pris un grand essor dans ces derniers temps, avec l'installation de nombreuses crémeries pour la préparation de crème, immédiatement envoyée aux fabriques de beurre, de lait condensé, de lait stérilisé, etc., établies à Buenos-Aires et préparant ces produits pour la consommation du pays et pour l'exportation.

La plupart des produits de laiterie sont exploités par les sociétés coopératives *Union Argentina*, *El*

Progreso et *La Tandilera*, et le restant par les compagnies *La Martona*, *La Marina* et *La Granja Blanca*.

Pour se faire une idée du développement que cette industrie doit avoir dans la République Argentine, il suffira d'apprendre qu'en 1891, l'exportation de beurre se chiffra par 1.230 kilogrammes ; en 1894, par 19.500 ; en 1902, par 4.125.092 ; en 1903, par 5.330.000 ; en 1905, par 5.393.233 ; en 1906, par 4.405.325 ; en 1907, par 3.035.432 ; en 1908, par 3.549.670 ; en 1909, par 3.992.724 ; et aussi, que le pays possède 10.000.000 de vaches pouvant produire du beurre à meilleur prix que dans n'importe quelle autre contrée du monde.

L'état actuel de cette industrie est le suivant :

Province de Buenos-Aires. — 710 établissements produisant de la crème, du beurre et du fromage.

Crème produite en 1909, 7.719.707 kilogrammes; beurre produit 1.232.589 ; fromage produit, 2.162.960.

Province de Santa-Fé. — 88 établissements.

Crème produite en 1909, 1.609.654 kilogrammes ; beurre produit, 897.762 ; fromage produit, 414.993.

Province d'Entre-Rios. — 35 établissements.

Crème produite en 1909, 207.734 kilogrammes ; beurre produit, 144.139 ; fromage produit, 13.087.

Province de Cordoba. — 33 établissements.

Crème produite en 1907, 490.856 kilogrammes : beurre produit, 1.550 ; fromage produit, 274.718.

Capitale fédérale. — 11 établissements qui reçoivent la crème des provinces.

Crème produite en 1909, 904.772 kilogrammes ; beurre fabriqué, 4.870.290 ; fromage produit, 131.690.

La quantité totale de beurre produite a été, pen-

dant 1909, de 7.151.647 kilogrammes, qui représentent une valeur commerciale de 14.303.294 francs. L'exportation du beurre s'est élevée en 1910 à 2.876.526 kilogrammes, d'une valeur commerciale de 5.753.050 fr.

Consommation du lait.

Dans la ville de Buenos-Aires, il existe de nombreux « tambos » qui fournissent du lait en le trayant devant les clients. En dehors d'eux, il y a trois établissements qui peuvent servir de modèle par suite de l'hygiène de leurs méthodes et la perfection de leurs installations. Ces établissements fournissent à la population du lait stérilisé et condensé. Voici leurs noms :

La Martona, La Vascongada, La Granja Blanca.

Le total de lait rendu hygiénique et pasteurisé que la ville de Buenos-Aires a consommé en 1911 est de 163.927.340 litres soit 449.116 litres par jour, d'où la proportion journalière par habitant ressort à environ 200 grammes de lait par jour, de sorte que la ville de Buenos-Aires tient un des premiers rangs entre les grandes capitales du monde.

MINES

L'existence de nombreux districts miniers a été démontrée sur toute l'étendue des versants orientaux de la Cordillère des Andes, depuis l'extrémité sud de la République, Terre du Feu, jusqu'à la frontière bolivienne. Dans les provinces de Mendoza, San Juan, La Rioja, Catamarca, Salta et Jujuy, ainsi que dans celles de Tucuman, Cordoba et San Luis,

il y a encore des vestiges d'anciennes exploitations minières.

Depuis l'époque de la colonisation espagnole, de l'indépendance, et même de nos jours, beaucoup de villages situés dans les districts miniers des provinces indiquées ont vécu et vivent presque exclusivement des produits extraits de la partie superficielle des nombreux filons d'argent et de cuivre, ainsi que de l'or se trouvant dans le lit des rivières, ruisseaux et *placers*, exploités et travaillés par les procédés les plus primitifs.

Dans les dernières années, plusieurs compagnies ont été formées pour exploiter les mines de certains districts, et celles qui ont travaillé sérieusement sont arrivées à de bons résultats, malgré les difficultés de transport et de communication.

Depuis quelque temps, presque tous les districts miniers plus connus se trouvent rapprochés des embranchements des principales voies ferrées du pays ; actuellement, on construit des transporteurs aériens pour relier ces districts aux embranchements du chemin de fer, circonstance qui doit imprimer plus d'activité aux travaux d'exploitation. A ce propos, il faut dire que l'intérêt pour les affaires de mines a augmenté très sensiblement. En outre, et en dehors des districts déjà indiqués, depuis des années on découvre constamment de nouvelles zones minières sur des points insuffisamment explorés; mais comme il arrive dans presque tous les pays, les mineurs tâchent de se réunir dans les centres connus, ne pouvant ou ne voulant pas entreprendre pour leur compte des voyages d'exploration à des districts éloignés.

Province de Mendoza.

La province de Mendoza possède des mines de cuivre, de galènes argentifères, des quartz aurifères, du pétrole, du charbon, des carrières d'albâtre, d'ardoise et de marbre, etc. ; celle de San-Juan, des quartz aurifères, des mines d'argent, de cuivre, d'antimoine, de charbon, de soufre et d'amiante.

Province de La Rioja.

La province de La Rioja est bien connue pour ses importantes mines d'argent natif, d'antimoniure et arséniure d'argent et d'autres sortes, ainsi que par par ses cuivres riches en or et en argent, et par ses *placers* aurifères. Avant la baisse du prix de l'argent, l'exploitation des mines était assez développée dans cette province; deux grands établissements étaient en plein mouvement, et de nombreux travailleurs s'occupaient de cette industrie.

Les mines de cuivre avec alliage d'or et d'argent ne sont pas moins importantes; leurs minerais sont fondus dans plusieurs établissements.

On vient de construire un transporteur aérien pour relier le centre minier de *Thilecito* ou *Villa Argentina* à tous les districts miniers compris dans la montagne *Famatina*. Ce centre est en communication avec les ports d'embarquement par des voies ferrées. Cette construction a attiré des capitaux étrangers vers la région des mines, mais dans la province indiquée, comme dans toutes les autres, il manque encore beaucoup de gens pratiques dans ces travaux.

Province de Catamarca.

La province de Catamarca compte avec une importante région minière, celle de *Tapillitas*, montagne renfermant plusieurs mines de cuivre avec alliage d'argent et d'or, dont l'exploitation date de trente ans ; ces mines sont très riches en minerai et viennent d'être achetées par une compagnie étrangère qui a fait construire un transporteur aérien pour faire descendre le minerai de la montagne.

Autour du district de *Tapillitas* et dans la région ouest de la province, se trouvent d'autres mines et beaucoup d'affleurements de filons de cuivre, galènes argentifères, bismuth, antimoine et quartz aurifères ; on a trouvé ailleurs des *placers* aurifères et des mines de fer.

Mines diverses.

Les provinces de Salta et de Jujuy possèdent de riches filons de quartz aurifères, des galènes argentifères, du cuivre, du borate de chaux, de la lignite et du pétrole ; les rivières qui coulent entre leurs montagnes sont renommées pour l'or que l'on trouve dans leurs lits. Il vient de se former une forte compagnie, avec des capitaux étrangers et du pays, pour exploiter les *placers* aurifères qui se trouvent disséminés dans ces provinces.

Le prolongement du chemin de fer jusqu'à la Bolivie développera l'exploitation de nouveaux districts miniers dans les régions à traverser.

Des mines d'argent ont été exploitées anciennement dans la province de Tucuman, qui, du reste,

possède aussi des mines de cuivre. La suite des riches filons de cuivre trouvés dans la province voisine de Catamarca doit certainement exister dans les montagnes de l'Aconquija.

Outre leurs gisements aurifères, les provinces de Cordoba et de San Luis possèdent des galènes argentifères, du cuivre, des mines de manganèse wolfram et les célèbres carrières de marbre, onivert et autres teintes.

Dans les territoires de la Terre du Feu et Santa Cruz, au long de la côte de l'Atlantique, les sables contiennent beaucoup d'or en poudre fine et en pépites que l'on trouve surtout après de grands orages. L'extraction de cet or donne de l'occupation à de nombreuses personnes de toutes nationalités, gagnant de très bonnes journées. On y a installé quelques lavoirs d'or dans des établissements fixes.

Les deux territoires renferment des gisements de lignite et une grande quantité de tourbe. Dans celui de Santa Cruz, on exploite aussi des salines dont le produit est envoyé de Buenos-Aires par l'intermédiaire des vapeurs desservant les ports du sud de la République.

On a trouvé souvent de l'or en poudre dans le fleuve *Chubut* qui traverse le territoire du même nom et qui reçoit l'eau de nombreux ruisseaux venant des régions andines. La présence d'or jusqu'à plus de cent milles de la Cordillère encouragea les colons du territoire en question à former une expédition vers les sources du fleuve, expédition qui réussit, car elle trouva de l'or en pépites assez grosses dans tous les ruisseaux près des montagnes. D'autres explorations amenèrent plus tard la découverte de

placers aurifères d'un bon rendement; mais, par manque de persévérance, de connaissances spéciales et de capital suffisant, les premiers chercheurs d'or se lassèrent au bout d'un certain temps. Cependant, beaucoup de gens travaillent maintenant pour leur propre compte et obtiennent d'excellents résultats.

Le territoire du Neuquén possède des *placers* d'où l'on extrait depuis longtemps d'importantes quantités d'or.

On démontre de l'intérêt pour l'exploration de filons de quartz aurifère et de *placers* d'or, ainsi que pour les mines d'or, de galènes argentifères, de charbon et de pétrole.

Le territoire du Rio-Negro renferme de grandes carrières de plâtre, de chaux, de pierres de taille et autres matériaux de construction.

Dans la Pampa.

Dans le territoire de la Pampa, district de Lihuel-Calel, on exploite des mines de cuivre concédées par l'État.

Le territoire de Misiones renferme des mines de cuivre natif, de fer et de manganèse ; celui des Andes offre à l'exploitation industrielle de grands dépôts de borate de chaux, des gisements de quartz aurifère et des *placers*.

Étant donnée la grande extension de ces territoires et le peu d'importance des explorations faites jusqu'à présent, il est à supposer que beaucoup d'années passeront encore avant que l'on connaisse la véritable richesse minière renfermée dans leur sol. Toutefois, les renseignements recueillis jusqu'à ce jour

prédisent un brillant avenir à l'industrie minière de la République Argentine ; les lois sur les mines ne peuvent pas être plus libérales, puisque l'État même n'est pas autorisé à exploiter les mines pour son compte, et, bien au contraire, il doit les céder à quiconque les demande, pourvu qu'il soit majeur et capable d'administrer ses biens.

Le Code de mines est en vigueur dans tout le pays. Pour acquérir la propriété minière, il suffit de présenter une demande par écrit, en double, avec indication exacte de la propriété demandée, détails de sa découverte, situation précise, limites et autres renseignements utiles, et en y joignant un échantillon du minerai lui appartenant. Sitôt la demande présentée, l'administration inscrit sur elle, afin de constater son droit de priorité, la date, l'heure et les minutes de sa présentation ; dès que la concession minière a été mesurée et démarquée, le solliciteur jouit de la pleine propriété de la mine, le gouvernement lui ayant accordé le titre définitif de propriété. Celui qui a découvert une mine jouit de privilège sur le simple dénonciateur. La propriété minière ne supporte pas d'impôts ; les minerais extraits non plus ; de même, leur exportation à l'étranger est libre.

La seule obligation exigée au mineur par le Code est celle de travailler sa mine avec quatre ouvriers, au moins pendant deux cent trente jours dans l'année; si cette condition n'est pas remplie, quiconque pourra demander la concession de la mine abandonnée.

La topographie des montagnes où se trouvent les régions minières est très accidentée; les profondes déchirures qui les traversent permettent l'ouverture

de galeries pour attaquer les filons, sans qu'il soit nécessaire d'employer une puissante machinerie d'extraction ou d'écoulement.

Le climat des régions minières est des plus salutaires que l'on puisse trouver dans n'importe quel autre point de la terre.

La valeur des exportations de produits des mines pour les cinq dernières années s'établit comme suit :

1906.	1.369.080	francs
1907.	2.825.195	—
1908.	4.054.805	—
1909.	3.713.535	—
1910.	2.699.510	—

IMMIGRATION

Immigration. — Réception. — Expédition et internation gratuites. — La visite d'immigration et son but.

Chaque bateau qui arrive au pays ayant à bord des immigrants, passagers de deuxième et troisième classes, selon la loi est très soigneusement inspecté par une Commission composée du visiteur ou inspecteur d'immigration, du médecin de la santé et de l'officier de la préfecture maritime.

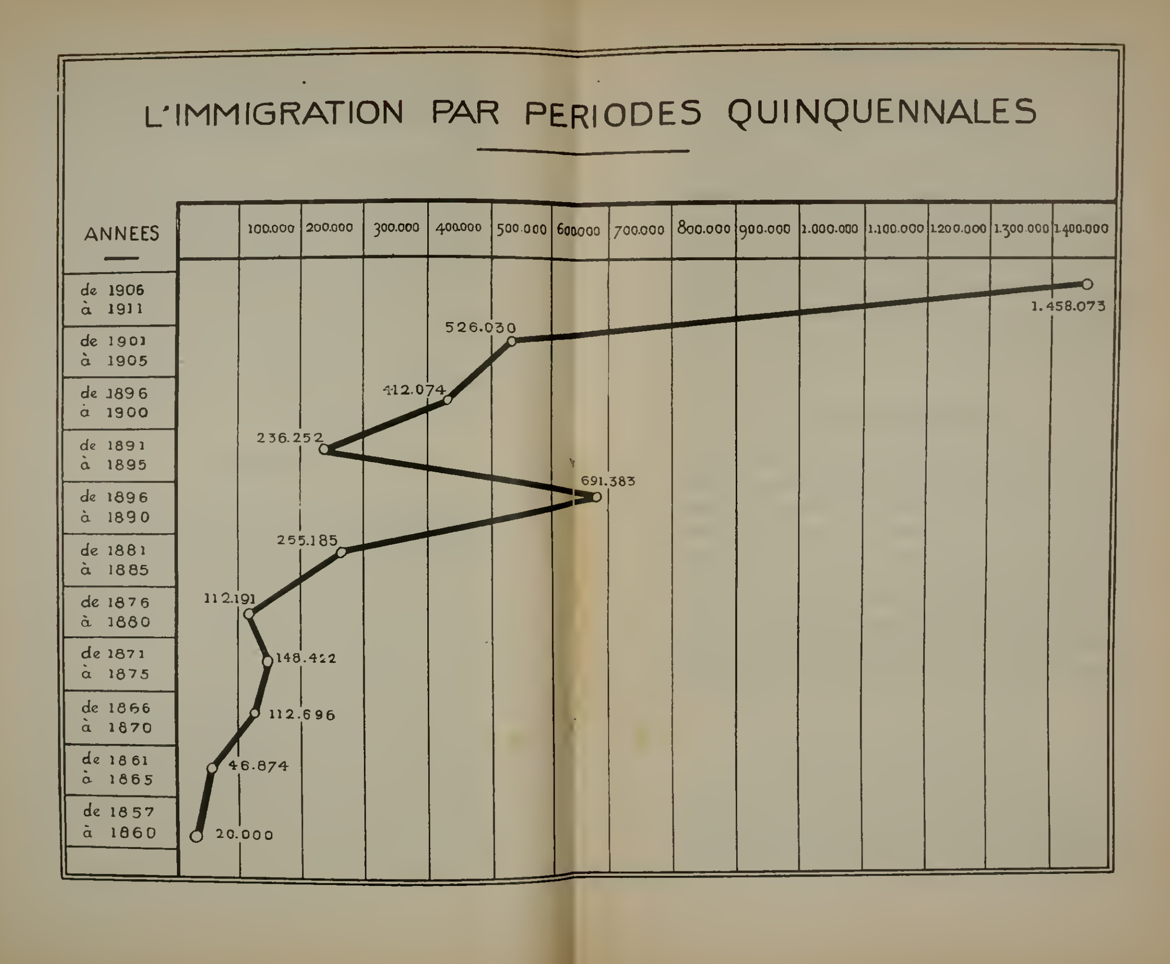
Cette Commission vérifie les conditions d'hygiène et de salubrité du bateau, ses commodités pour le transport, la nourriture pendant le voyage, la fourniture des médicaments ; si le bateau compte un médecin et un pharmacien parmi son personnel et si, par rapport à son tonnage, il transporte ou non

un chiffre excédent de passagers ; si les dimensions du pont, de l'entrepont et des couchettes sont celles établies par la loi ; s'il y a un nombre suffisant de ventilateurs, de pompes à incendie, d'ustensiles de cuisine, bouées et canots de sauvetage ; si le bateau conduit des malades contagieux et s'il a embarqué des passagers dans des ports où sévit quelque épidémie ; si, dans la cargaison, il transporte des matières inflammables ou insalubres ; enfin, elle recueille les protestations et plaintes des passagers au sujet de mauvais traitements, ainsi que les documents à remettre par le commandant ayant trait à la loi d'immigration et aux incidents du voyage, le tout en faveur des immigrants.

La réception.

Les immigrants sont soigneusement interrogés et classés pour connaître leurs conditions de travail et lieux de destination. Quant à ceux qui refusent les bénéfices de la loi, ils sont inscrits sur une liste spéciale, et leurs papiers marqués avec un timbre de « simple voyageur ». De même, sont marqués d'un timbre « ancien résident », les passeports des immigrants ainsi classés.

Dès que l'inspecteur a timbré les passeports des immigrants soumis à la loi sur l'immigration, ces derniers sont reçus par les employés de l'hôtel des Immigrants, qui les font conduire à l'hôtel en les installant dans des tramways préparés à l'avance ; les bagages sont transportés à l'hôtel par des domestiques de l'asile même.



L'IMMIGRATION PAR PERIODES QUINQUENNALES
ANNEES
100.000
200.000
300.000
400.000
500.000
600.000
700.000
800.000
900.000
1.000.000
1.100.000
1.200.000
1.300.000
1.400.000
de 1906 à 1911
de 1901 à 1905
de 1896 à 1900
de 1891 à 1895
de 1896 à 1890
de 1881 à 1885
de 1876 à 1880
de 1871 à 1875
de 1866 à 1870
de 1861 à 1865
de 1857 à 1860
1.458.073
526.030
412.074
236.252
691.383
255.185
112.191
148.422
112.696
46.874
20.000

Logement gratuit.

Les immigrants, une fois arrivés à l'hôtel, sont annotés sur des registres et pourvus d'un bulletin de séjour valable pendant cinq jours, délai qui peut être renouvelé en cas de maladie. Les immigrants sont logés convenablement, les femmes et les enfants dans des salles séparées de celles occupées par les hommes. Les bagages sont emportés dans un bâtiment spécial par des domestiques de l'hôtel, pour être visés par la douane, comme un service spécial en faveur des immigrants.

Nourriture gratuite.

Les immigrants sont nourris avec des vivres de première qualité, dans les proportions suivantes, qui sont celles d'une ration journalière pour chaque personne adulte : viande, 600 grammes ; pain, 500 grammes ; pommes de terre, carottes, choux (alternés), 150 grammes ; riz, pâtes ou haricots (alternés), 100 grammes ; sucre, 25 grammes ; café, 10 grammes. On donne du lait aux enfants. La nourriture, préparée dans de bonnes cuisinières à la vapeur, est servie par des garçons dans une grande salle à manger.

Assistance de médecins.

Les malades sont soignés constamment dans l'infirmerie installée à l'hôtel même ; les enfants sont vaccinés et aussi les adultes qui s'y prêtent. Il y a des médecins, des infirmiers et des infirmières, et

une pharmacie amplement pourvue des médicaments et des éléments de désinfection nécessaires.

Le Bureau national du travail.

Dès l'arrivée des immigrants, ils sont questionnés au sujet des lieux où ils désirent être envoyés ; le Bureau du travail leur offre les places et emplois qu'il peut fournir, d'après les demandes reçues, demandes qui se trouvent documentées à la disposition des immigrants, avec indications des salaires payés et autres conditions, le tout dûment enregistré dans des livres spéciaux. Quand, pour le moment, il n'y a pas de demandes de travailleurs de la profession d'un immigrant qui désire être placé, le Bureau même se charge de lui chercher du travail soit en l'adressant aux fabriques, établissements ou ateliers, ou en télégraphiant à l'intérieur du pays. Dans le cas où les immigrants demandent à être envoyés vers un point donné du territoire où manque justement le travail de la nature de leur profession, ils sont préalablement avertis de ce fait, afin d'éviter des conséquences fâcheuses pour leurs intérêts. Les immigrants sont libres d'aller où il leur plaît, aucune pression n'étant faite sur leur esprit.

Expédition et internation gratuites.

Les immigrants qu'on aura placés à l'intérieur du pays, ou ceux qui voudront aller rejoindre leurs familles, seront conduits par des officiers expéditionnaires, chargés de faire transporter leurs bagages, soigneusement étiquetés, d'annoter les immigrants

sur les listes d'expédition, de les pourvoir des bulletins de voyage et de leur prêter bon office jusqu'à les laisser parfaitement installés dans les trains ou dans les vapeurs des rivières.

Réception dans les provinces ou lieux de destination.

Les immigrants qui vont aux provinces ou aux territoires nationaux pour être placés sont reçus au débarcadère du train par le secrétaire de la Commission auxiliaire, logés et nourris pendant dix jours, en attendant qu'on leur fournisse un emploi ou qu'ils partent pour leur destination définitive. Dans le cas où ils doivent continuer leur voyage par un autre chemin de fer, ils restent sous la garde de ce même employé, lequel les accompagne, comme à Buenos-Aires, depuis que le train arrive et jusqu'au départ de celui qui doit les emporter ailleurs.

Les chiffres suivants, par périodes quinquennales, démontrent l'accroissement extraordinaire de l'immigration dans la République Argentine :

De 1857 à 1860.	20.000
De 1861 à 1865.	46.874
De 1866 à 1870.	112.696
De 1871 à 1875.	148.422
De 1876 à 1880.	112.191
De 1881 à 1885.	255.185
De 1886 à 1890.	691.383
De 1891 à 1895.	236.252
De 1896 à 1900.	412.074
De 1901 à 1905.	526.030
De 1906 à 1911.	1.458.073

Le nombre d'immigrants arrivés dans la Répu-

blique Argentine en 1911 a été de 225.772, chiffre très satisfaisant à tous les égards.

Il ne s'agit pas d'une immigration flottante, venue seulement pour les travaux de la récolte, mais d'une immigration qui laissera au moins 105.000 personnes établies en Argentine.

Il y a encore un autre détail favorable à l'année 1911. C'est que l'immigration en question n'est pas du même genre que celle des années antérieures, laquelle n'apportait que le contingent de ses personnes, sans d'autres moyens que ceux fournis par le gouvernement, et d'autre capital que celui de leur volonté.

L'immigration de 1911 se compose, pour une bonne partie, de petits capitalistes, qui arrivent avec des moyens leur permettant de se prémunir contre les événements fâcheux et de se développer selon leurs propres aptitudes.

D'un autre côté, la proportion d'immigrants italiens a diminué; par contre, les immigrants espagnols ont augmenté considérablement.

Le ministre de l'Agriculture déclare que cette immigration a un caractère de stabilité, par ce fait que nombre d'immigrants sont allés en Argentine avec leurs familles, tandis que les immigrants de passage se présentaient tout seuls, laissant leurs familles chez eux.

L'immigration et les grèves.

Des enquêtes officielles menées au sujet des dernières grèves, il ressort que ces mouvements n'obéissent point à d'autres causes que la trop grande libéralité de nos lois d'immigration et le défaut de

contrôle des éléments qui débarquent sur nos côtes.

La majeure partie des immigrants arrivent de pays où les idées révolutionnaires contre l'ordre social se sont beaucoup répandues. Au milieu d'excellents travailleurs, se faufilent quelques agitateurs qui ne trouvent point de place dans leur patrie d'origine.

Contre ces éléments, il manque à la République Argentine des lois de défense comme en ont d'autres nations. Les États-Unis, par exemple, sont dotés d'une loi d'immigration qui, entres autres prescriptions, en contient une interdisant l'accès du territoire national aux anarchistes et à toutes personnes prêchant la subversion par la force ou la violence contre le gouvernement.

La République Argentine ne dispose que de la loi de résidence pour se débarrasser des éléments étrangers nuisibles qui, à la faveur de la libéralité de nos lois, attirés par la richesse du pays et les facilités de vie qu'il offre, entrent comme immigrants et comme passagers, se consacrant, non pas au travail, mais à l'exploitation des simples quand ce n'est point à l'exercice de professions inavouables. Voilà quels éléments provoquèrent les dernières grèves. On a décidé, entre autres mesures prises contre eux : que la police, d'accord avec le département d'immigration, serait prévenue de l'arrivée d'hôtes incommodes, afin de pouvoir leur empêcher l'entrée ou leur appliquer la loi de résidence, de plus, que serait encore améliorée la situation du personnel de la police : stimulation par le moyen de l'épargne, augmentation de traitement, retraite proportionnelle, etc. De cette façon, on prétend mieux rémunérer les services que rendent aujourd'hui nos modestes agents,

exposés même à perdre la vie dans leurs luttes contre les éléments perturbateurs de l'ordre public.

On se propose, en outre, de développer l'esprit d'épargne chez les ouvriers par le moyen d'associations coopératives, et en leur facilitant l'acquisition de maisons ou de terrains payables par mensualités, afin que, jouissant dans leur foyer d'une tranquillité parfaite, ils ne soient pas tentés de se joindre aux professionnels de la subversion. La municipalité de Buenos-Aires, désireuse d'améliorer davantage encore les conditions de vie des ouvriers, étudie un projet de nouvelles habitations ouvrières. On songe à consacrer une partie de l'emprunt contracté récemment à la construction, sur divers points de la ville, d'édifices pour ouvriers, avec jardin en leur partie centrale, eaux courantes, bains; des passages de 10 mètres de large sépareraient les pâtés de maisons.

Comme résultat des études entreprises dans le but d'assainir l'immigration, le pouvoir exécutif a soumis au Congrès un projet de loi interdisant l'accès du territoire argentin aux classes suivantes d'étrangers : idiots, fous, épileptiques, personnes atteintes de maladies contagieuses, mendiants, condamnés ou prévenus de droit commun, polygames, femmes de mauvaises mœurs, personnes essayant de les introduire, et individus traitant des affaires ou exerçant des professions immorales; anarchistes et ceux qui préconisent l'assassinat des fonctionnaires publics, l'emploi des explosifs ou de la force pour empêcher l'exécution des lois ou dispositions légales et l'exercice des droits individuels; ces étrangers seront exclus du territoire de la République, tant que n'aura pas été rapporté l'arrêté d'expulsion.

On fixe des peines pécuniaires contre les capitaines ou armateurs de navires débarquant des étrangers visés par les prescriptions de la loi, et on laisse à leur charge les frais de « reconduction » de ces éléments.

Le projet de budget soumis au Congrès pour l'exercice prochain prévoit l'augmentation des appointements du personnel subalterne de la police.

Il est acquis aujourd'hui que le mouvement gréviste n'a pas obéi à d'autre cause qu'à la propagande nocive d'anarchistes et agitateurs professionnels.

Les corporations diverses eussent pu saisir cette occasion pour réclamer une augmentation de salaire ou une diminution du nombre d'heures de travail. Cependant, il n'en a rien été.

FINANCES

Dépenses et ressources du pays

Les recettes de l'État, de pair avec la production agricole qui a doublé pendant les dernières années, ont suivi une remarquable progression.

Années	Recettes
—	—
1901	328.000.000 francs.
1902	355.000.000 —
1903	376.000.000 —
1904	416.000.000 —
1905	451.000.000 —
1906	504.000.000 —
1907	536.000.000 —
1908	560.000.000 —
1909	605.000.000 —
1910	671.000.000 —
1911	682.000.000 —

Le gouvernement argentin a créé, depuis une vingtaine d'années, une organisation fiscale très complète. Il a établi un système d'impôts indirects qui grèvent notamment la consommation de l'acool, de la bière, des allumettes, etc., et il tire des revenus qui vont tous les jours en augmentant.

Douanes.

Pour ce qui concerne les recettes des douanes, nous avons relevé, dans le tableau ci-dessous, le mouvement des années 1910 et 1911.

Douanes maritimes		1911	1910
Douanes de Buenos Aires.	$ or (1)	75.795.370.87	72.155.752.25
— de La Plata . .	—	2.023.617.77	1.921.879.95
— de Rosario. . .	—	6.646.414.40	7.648.143.74
— de Bahía Blanca .	—	899.216.27	1.027.354.76
13 autres douanes . . .	—	870.889.67	800.399.65
Totaux. . . .	$ or	86.235.508.98	83.553.530.35
19 bureaux maritimes. .	—	277.871.41	241.156.18
Douanes et bureaux terrestres	—	58.863.33	45.987.97
Total	$ or	86.572.243.72	83.840.674.50

La présidence de M. Sáenz Peña.

Buenos-Aires, 30 septembre 1911.

Monsieur Eugenio Garzón,

Lorsque vous recevrez cette lettre, le gouvernement que préside M. Saenz Peña comptera déjà une année d'existence. Bref délai, certes, pour apprécier

(1) La piastre or vaut 5 francs.

les résultats positifs de l'œuvre d'un gouvernement dans un pays qui, comme le nôtre, est en pleine croissance. Néanmoins, elle est si profonde, l'influence exercée par le président Saenz Peña, que l'on peut assurer, d'après ce qu'il a fait déjà, que la nouvelle présidence a inauguré une des périodes de gouvernement les plus bienfaisantes pour le pays.

Politique internationale. — En observant la situation internationale, en comparant les relations extérieures du pays au début de la présidence actuelle et celles qui existent actuellement, on voit tout d'abord qu'il y a un an le Brésil se méfiait et n'acceptait pas sans prévention la sincérité de nos vœux de concorde. Il se maintenait, on s'en souvient, dans une attitude qui nous obligeait à suivre une politique de paix armée, et, d'autre part, la Bolivie, après les faits si retentissants qui amenèrent la rupture absolue de nos relations avec elle, restait sur l'expectative.

Aujourd'hui, le Brésil, spontanément, noblement nous apporte son adhésion à l'occasion de nos fêtes nationales, et par ses vaisseaux de guerre nous envoie des messages de cordialité. D'autre part, la Bolivie accueille avec de bruyantes manifestations de sympathie l'arrivée de notre ambassadeur, exprimant ainsi, éloquemment, la satisfaction qu'elle éprouve pour le renouvellement entre les deux pays de relations amicales aussi vieilles que leur existence.

La raison de ce changement, il faut la chercher dans les deux discours prononcés par le président Saenz Peña, lorsqu'il revint d'Europe, à Rio de Janeiro et à Montevideo, où il proclama hautement la volonté de suivre une politique de paix et de concorde avec toutes les nations du continent. Il faut la chercher

aussi dans l'heureux choix de nos ambassadeurs et de nos ministres, citoyens distingués qui ont su interpréter loyalement la pensée du gouvernement. Une autre décision a contribué aussi à cet heureux résultat, à savoir le décret réglant les aptitudes que l'on doit exiger des secrétaires des légations, les obligeant à passer des examens à l'Université pour prouver leur compétence.

Politique intérieure. — Par rapport à la politique intérieure, nous signalerons que la vieille politique des factions et des personnalités, qui n'avait d'autre but que d'obtenir le pouvoir, pour y poursuivre des errements politiques et administratifs fort nuisibles à l'intérêt public, tend à disparaître complètement pour faire place à la véritable notion du système républicain représentatif, et il est désormais sûr que les élections prochaines offriront l'aspect d'une des luttes civiques les plus intéressantes que l'on aura vues chez nous depuis vingt ans.

Cette réaction était du reste devenue inévitable. En réalité, les luttes civiques étaient devenues presque une contrefaçon de notre système politique : le vote était habituellement falsifié, des personnages subalternes avaient une influence décisive, stimulés et aidés qu'ils étaient publiquement par les sphères officielles. Ces mœurs provoquaient l'indifférence chez la plupart des citoyens qui se désintéressaient des élections.

Mais par suite des premières déclarations du président Saenz Peña, formulées le jour même de son élévation au pouvoir et répétes dans la lettre politique qu'il adressa au gouverneur de Cordoba, M. Félix Garzon, le changement qui s'est produit dans l'opi-

nion par rapport à la politique intérieure est si profond, que même le parti radical, une vieille fraction qui vingt années durant soutint des idées révolutionnaires, en présence des difficultés qui se produisaient pour l'exercice de ses droits, abandonna son attitude révolutionnaire et se décida à participer à la lutte électorale, satisfaite des garanties offertes par le gouvernement. Ces garanties sont d'ailleurs assurées par l'abstention où s'est placé le pouvoir exécutif par rapport à tous les partis, en les stimulant tous également, leur garantissant l'exercice de leurs droits et la liberté de discussion, sans avoir à craindre des méfiances et en étant sûrs de l'impartialité du gouvernement.

Une autre raison très importante qui justifie la confiance publique, c'est la nouvelle loi électorale, établie sur la base du recensement militaire. Les Chambres viennent de sanctionner à cet effet un nouveau recensement général et une série de dispositions rendant difficile la vente du vote et des fraudes possibles sous l'ancienne législature.

Si l'on ajoute à cela ce qui s'est passé dans la province de Santa-Fé, lors du premier conflit de caractère politique où le président de la République eut à intervenir, on est forcé d'avouer que les partis politiques argentins peuvent être désormais sûrs de l'impartialité du pouvoir exécutif. Un gouvernement énergique avait été inauguré à Santa-Fé. Il se proposait de modifier certaines habitudes et pratiques nuisibles à un bon gouvernement ; mais la législature provinciale, constituée en majorité par des représentants du régime ancien, provoqua un conflit avec le gouvernement et décida ensuite d'engager un procès politique contre le gouverneur.

Celui-ci répondit à l'accusation en ordonnant l'occupation du local de la Chambre par la force publique. Les deux pouvoirs en conflit sollicitèrent l'intervention du gouvernement national.

M. Saenz Peña, se rendant compte de l'importance de ce conflit, et conséquent avec ses déclarations, envoya un « interventor » à Santa-Fé. Deux jours après son arrivée, l'émissaire du gouvernement central déclarait caducs et le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif de la province. Il appela le peuple à de nouvelles élections pour renouveler ces pouvoirs, ce qui laissait la solution du conflit à la volonté souveraine des citoyens.

La résolution présidentielle dans cette affaire a été si satisfaisante pour tous les partis, que l'on n'avait pas vu, depuis de longues années, dans cette province, les citoyens s'intéresser à la chose publique comme ils le font actuellement. Cet intérêt est d'ailleurs constaté par une lutte franche et persistante entre toutes les fractions qui se disputent le pouvoir.

Ordre administratif. — On observe, dans l'ordre administratif, une très importante réaction. Les nominations des ministres, choisis parmi des citoyens honnêtes et expérimentés, d'un passé au-dessus de tout soupçon, ainsi que les choix faits pour les hauts postes administratifs, ont contribué à démontrer l'excellence des projets du gouvernement.

Peu de temps après l'élévation au pouvoir du président Saenz Peña, des incendies eurent lieu dans deux dépôts du port de Buenos-Aires. A la suite de l'émotion produite par ces deux catastrophes, une très large enquête fut ordonnée dans le service de la douane, par le ministère des Finances, en vue d'en

déterminer les causes. Bien que les auteurs réels de ces faits ne soient pas encore connus, l'investigation pratiquée dans les dépôts et dans le personnel douanier a donné des éclaircissements inespérés, tels que la complicité de certaines maisons de commerce et de certains employés.

Colonisation. — L'initiative prise par le département de l'Agriculture préconisant la création d'une Banque agricole, rattachée à un système de coopératives de production et d'acquisitions de terrains pour le colon, démontre l'intérêt du gouvernement et sa résolution d'encourager la colonisation, en offrant à l'immigrant toute sorte de facilités afin qu'il puisse devenir propriétaire et s'enraciner, ainsi, dans le pays.

Immigration. — L'immigration préoccupe profondément M. Saenz Peña. Il connaît bien toute sa portée, et il envisage les considérables bénéfices que le pays peut tirer du travail et des initiatives de l'étranger. Il se propose d'attirer des courants immigratoires vers les territoires du Sud, où il existe de grandes zones offrant d'exceptionnelles perspectives à l'agriculture et au bétail. On a commencé, dans ces territoires, des travaux de voies ferrées qui faciliteront le transport et rapprocheront les noyaux de population qui se produiront. Un hôtel d'immigrants a été créé à Bahia-Blanca, avec un bureau de terrains où le colon trouvera tous les renseignements nécessaires pour acquérir l'exacte connaissance de ces régions.

Le capital et le travail. — Sur l'initiative du ministère de l'intérieur, une législation facilitant la solution des conflits entre le capital et le travail est

projetée. Ces conflits, certes, ne sont pas fréquents actuellement, mais on ne peut pas affirmer qu'ils aient complètement disparu, malgré les commodités relatives dont les ouvriers jouissent. La nécessité d'une loi, pourvoyant à la solution des difficultés, est, chaque jour davantage, impérieusement démontrée, afin d'éviter la répétition de certains conflits que, bien des fois, on ne peut résoudre avec les lois existantes.

Le budget — Tout récemment, le gouvernement a adressé aux Chambres son message accompagnant le projet de budget pour l'exercice 1912. C'est le premier budget proposé par le gouvernement actuel. Dans son message, le pouvoir exécutif, par la voix du ministre des Finances, explique ses vues économiques, affirmant la nécessité d'augmenter les traitements actuels des fonctionnaires, ces traitements n'étant pas, pour la plupart, proportionnés aux responsabilités des employés. Le pouvoir exécutif a tâché aussi d'embrasser dans son projet toutes les exigences pouvant être réclamées par le service régulier de l'administration. Ces exigences seront ainsi satisfaites en prenant en considération les dépenses de l'exercice antérieur et celles prévues pour l'exercice prochain, tout en réalisant pour celui-ci une économie assez importante.

Ce chapitre, que je développerai dans une prochaine correspondance, justifie de nouveau les jugements favorables que l'on porte sur la gestion du président Saenz Peña, car il trace la voie nécessaire que doivent suivre les finances argentines, qui ont été l'objet, à des époques antérieures, de nombreux commentaires pas trop favorables.

La récolte. — L'optimisme provoqué par toutes ces initiatives s'est accru par les perspectives favorables offertes par la récolte prochaine, par l'énorme expansion de l'aire ensemencée, la régularité des pluies et le retard probable des sauterelles. Cet acridien sera combattu avec le même acharnement qu'auparavant. La Défense agricole, qui se réorganise d'après les exigences actuelles, en est chargée.

Le conflit avec l'Italie. — Le récent conflit italo-argentin, à propos de l'adoption de certaines mesures sanitaires par suite de nombreux cas de choléra qui s'étaient produits en Italie, a soulevé beaucoup de commentaires tant dans la presse italienne que dans celle de l'Argentine. Malgré ces polémiques, le gouvernement n'a jamais fait preuve de préventions à l'égard de l'Italie.

Tous les antécédents de cette affaire prouvent que le cabinet de M. Saenz Péña n'a jamais songé à amoindrir les bonnes relations existantes entre les deux pays. Mais un besoin d'ordre public si irrésistible et pressant comme la santé du peuple exigeait des mesures d'observation établies d'avance dans un traité internationnal avec tous les pays maritimes. Ce n'est que par une susceptibilité excessive que l'adaptation de ces mesures fut interprétée d'une façon erronée, en lui attribuant un caractère injustifié.

Le gouvernement était loin de supposer que ces mesures de prudence pouvaient porter atteinte à l'harmonie de nos rapports avec l'Italie. Je n'exagère pas en affirmant que ce fut un véritable regret que l'on éprouva en Argentine lorsque l'on sut la décision du gouvernement du Quirinal, car si vive est la sympathie que l'on a pour l'Italie en Argentine,

que le colon italien, par l'accueil qu'on lui fait toujours, trouve ici une deuxième patrie. Les sentiments du peuple le portent à désirer une prompte solution de ce conflit, et la disparition d'un malentendu qui n'a pas amoindri, d'ailleurs, les excellentes dispositions du gouvernement argentin envers l'Italie.

L'opinion générale. — Je viens de rappeler sommairement les initiatives du nouveau président de la République, qui prouvent les bonnes dispositions de M. Saenz Peña envers le pays; les garanties consacrées par notre Constitution, à n'en point douter, les rendront effectives. C'est là déjà une conviction dans l'opinion nationale, conviction toujours reflétée par les commentaires de la presse et, dernièrement, par l'anxiété avec laquelle on a suivi le cours de la dernière maladie du président. M. Saenz Peña, en effet, a recu à cette occasion les témoignages de sympathies de toutes les forces vives du pays ainsi que ceux des gouvernements européens et américains.

Carlos F. Soares.

Extrait du message du président Sáenz Peña lu au Congrès argentin le 7 juin 1912.

Politique. — Le président Saenz Peña commença son message en déclarant qu'il était venu au gouvernement avec des idées bien arrêtées et des buts supérieurs, clairement exposés, en ayant un concept exact des garanties que tout gouvernement doit aux citoyens. Pour que ces garanties soient réelles, affirme-t-il, il est besoin de les établir sans réserve

aucune et sans transactions pouvant donner place à des faveurs et à des exclusivismes.

Il a insisté sur ses vœux de conserver au pays une large démocratie. Il a tout spécialement remarqué l'importance que la nation doit attacher au résultat des dernières élections pour lesquelles le gouvernement a donné les garanties les plus complètes. L'importance de ce fait, a affirmé le président, est constaté à l'extérieur. Il dit que la réforme électorale inaugure une période vitale: hier, c'était de l'utopie, mais depuis l'essai que l'on a fait, auquel ont contribué tous les Argentins, ce n'est plus une utopie, mais une réalité splendide, l'affirmation de la souveraineté du peuple, l'action politique s'étant montrée à cette occasion libre et forte. Une étude statistique des dernières élections prouve que 700.000 citoyens ont assisté aux comices, ce qui représente un pourcentage extraordinaire.

Le président a signalé l'heureuse renaissance politique qui contribue à la formation de nouveaux partis organiques. Il a dit que la nouvelle loi électorale est parvenue à détruire la fraude, la violence et la corruption qui ont été cause de la dégénérescence du civisme. Il attache une grande importance à la pureté de la vie politique. Moyennant le vote secret, la vénalité est proscrite des comices. Il répète que, tant qu'il sera président, il n'aura d'autre parti que le pays ni d'autre livre que la Constitution.

Questions diverses. — M. Saenz Peña a remarqué que les nouveaux pouvoirs publics de la province de Santa-Fé, après les élections libres présidées par « l'interventeur » national, se trouvent dans leur exercice constitutionnel.

L'on a augmenté les lignes télégraphiques et de nouveaux services des postes et télégraphes ont été inaugurés.

L'état sanitaire du pays est excellent.

La classe ouvrière. — Le président constate que l'esprit d'ordre est prédominant chez les masses prolétaires et que la construction des maisons pour les ouvriers, la loi des retraites ou indemnisations pour les victimes des accidents de travail, la création de tribunaux de conciliation et d'arbitrage entre les patrons et les ouvriers, sont les questions qui préoccupent le gouvernement. Excepté la grève des cheminots et des ouvriers des ports, il constate que rien n'a altéré la tranquillité publique.

Territoires nationaux. — Les territoires nationaux ont continué à se développer parallèlement au progrès général du pays. De grandes mesures de surveillance ont été prises pour la sûreté des fermes et des campagnes.

Dorénavant, les juges de paix et les conseillers municipaux seront élus par le peuple. On procédera aux recensements des territoires nationaux et l'on y construira de nouvelles voies ferrées. Des pépinières seront créées, des routes seront ouvertes, l'on créera des musées spéciaux pour les produits du pays et l'on étudiera minutieusement les conditions privilégiées du sol.

La capitale. — Quant à la ville de Buenos-Aires, le président Saenz Peña a constaté que l'on tend à l'embellissement de la ville et que l'on se préoccupe de pousser plus avant des entreprises si importantes telles que la municipalisation des marchés, la diffusion des foires franches, des travaux de dégorgement

et d'assainissement pour éviter les inondations, la construction de maisons pour ouvriers, la création de nouveaux hôpitaux, la baisse du prix des denrées alimentaires, etc.

Politique extérieure. — La République Argentine, a dit le président Saenz Peña, maintient d'excellentes relations amicales avec les nations étrangères. Le gouvernement du Brésil a accentué l'amitié traditionnelle de ce pays pour l'Argentine en nommant ministre plénipotentiaire près du gouvernement argentin M. Campos Salles, ancien président des États-Unis du Brésil. A ce haut témoignage de considération, a affirmé M. Saenz Peña, nous avons répondu par la nomination comme ministre au Brésil du général Julio A. Roca, ancien président de la République.

L'Argentine a nommé des délégués à la troisième conférence Panaméricaine qui sera tenue prochainement à Rio de Janeiro. Aussi bien les autorités que la population du Chili et du Pérou ont donné le plus cordial accueil au vaisseau-école *Presidente-Sarmiento.* L'Argentine s'est maintenue daus la plus stricte neutralité pendant la révolution du Paraguay.

Les travaux de démarcation de limites avec la Bolivie se poursuivent sans relâche. L'on continue aussi les négociations de la convention sanitaire avec l'Italie, qui ne sera conclue que dans des conditions permettant de concilier les intérêts de la navigation et les exigences de la santé publique. Une convention de police sanitaire pour le bétail a été signée avec le Brésil, le Chili, l'Uruguay et le Paraguay. Au cours du dernier exercice, l'Argentine s'est fait représen-

ter aux fêtes du centenaire de l'indépendance du Vénézuéla.

Finances — Une politique de prudence inspire la gestion financière du gouvernement, qui se préoccupe de la fiscalisation des rentes et de la réduction des dépenses. Le budget de 1911 autorisa 940 millions de francs de dépenses. Un décret établissant des économies et la loi de l'emprunt firent baisser ces dépenses de 194 millions de francs. L'autorisation se limita à 743 millions de francs.

Une émission de titres s'élevant à 220 millions de francs ayant été autorisée, l'on n'émit que par valeurs de 44 millions, dont 11 millions seulement ont été négociés. De plus, 37 millions n'ont point été dépensés.

Le budget comporte 708 millions de francs, lesquels, joints aux 192 millions votés par des lois spéciales et aux 16 millions affectés par des accords, donnent en totalité 916 millions de francs. Les recettes ont accusé un excédent de 18 millions de francs sur celles de l'année antérieure et représentent 683 millions de francs. L'excédent des dépenses sur les recettes a été couvert par des ressources extraordinaires autorisées. Les ressources et les dépenses générales comparées, il en résulte un superabit de 24 millions de francs. Les frais de toutes sortes que l'on a eus en 1911 sont inférieurs, de 22 millions, au chiffre autorisé par le budget.

Pendant le premier trimestre de l'année courante, les rentes publiques ont atteint 170 millions de francs, soit une augmentation de 7 millions sur celles de la même période de l'année précédente.

Le président Saenz Peña a affirmé que la loi des

armements sera accomplie vers la fin de cette année ou au commencement de 1913, car il ne reste à payer que les dernières des quotes-parts des sommes consacrées pour la construction de destroyers et de grands cuirassés. Le type du dernier emprunt représente une considérable réussite pour les finances argentines.

L'application du crédit a été et sera faite selon ce qui est strictement autorisé par la loi.

La dette publique, au 31 décembre 1911, représente 2.632 millions de francs y compris le dernier emprunt. Les amortissements ont été portés, en 1911, à 37 millions. La situation du trésor est excellente. L'on ne fait pas usage du crédit, soit intérieur soit extérieur; donc, l'on ne doit rien de ce côté. Les engagements de l'administration sont remplis en toute ponctualité, la trésorerie nationale disposant d'importantes ressources.

Le budget administratif en vigueur est suffisamment large pour couvrir les exigences prévues. Le président croit qu'avec de légères modifications, ce budget sera applicable à l'exercice prochain. Il estime que l'on doit tâcher que les dépenses générales ne surpassent point le produit des rentes. Le gouvernement s'appliquera, par tous les moyens, à diminuer la dette publique; les travaux publics ne seront entrepris que lorsque les recettes ordinaires et la situation du trésor le permettront. Il évitera toujours que l'on fasse usage du crédit. En faisant ainsi, sur les dépenses, de grandes économies, et la richesse du pays se développant sans cesse, il en résultera des ressources largement suffisantes pour accroître le fonds de conversion et créer des réserves

au trésor national. Le président Saenz Peña estime que l'on pourra destiner à cet objet 50 millions par an.

Commerce, banques. — Le message, en rapportant le mouvement du commerce extérieur de la République Argentine pendant l'année 1911, dit que les importations se sont chiffrées par 1.834 millions de francs et les exportations par 1.623 millions. Quant aux banques, leur mouvement, en avril dernier, était comme suit : dépôts, 3.032 millions de francs ; prêts, 3.267 millions ; encaisse, 1.085 millions. Tous ces chiffres sont de beaucoup supérieurs à ceux du mois d'avril 1911.

Les banques nationales offrent un mouvement des plus flatteurs. Le Banco de la Nacion Argentina donne les chiffres que voici : dépôts, 944 millions de francs ; prêts, 889 millions ; encaisse, 414 millions. Cette banque a actuellement 134 succursales qui rendent de considérables services au pays. Ses bénéfices, en 1911, représentent 17 millions de francs ; son capital s'est élevé dernièrement à 216 millions, et son fonds de réserve est supérieur à 57 millions. La liquidation de l'ancienne Banque nationale se poursuit dans les meilleures conditions. Le seul créancier existant est le gouvernement national. L'on compte, dans son actif, 2.324.013 hectares de champs dans le pays et 147.304 hectares dans la République du Paraguay, ce qui représente plus de 57 millions de francs.

La situation de la Banque hypothécaire nationale est très prospère. Les cédules hypothécaires argentines sont très recherchées des capitalistes étrangers. Les émissions des cédules hypothécaires repré-

sentent, pour l'année 1911, 255 millions de francs. Les amortissements se sont chiffrés par 66 millions et la circulation a atteint 740 millions. Les bénéfices ordinaires de la banque surpassent les 8 millions; son fonds de réserve est supérieur à 69 millions. Ordinairement, les prêts sont accordés à 50 p. 100 de la valeur qui est estimée pour les immeubles.

Le fonds de conversion, comme garantie du papier-monnaie, excède de 1.195 millions et représente plus de 70 p. 100 des billets en circulation.

Administration. — Le gouvernement se préoccupe d'assurer aux rentes publiques la normalité des recettes. Les différentes mesures que l'on a prises en ce sens et la forme adoptée pour la nomination et la promotion du personnel ont produit d'excellents résultats. Quelques projets de loi sur les impôts sont à l'étude. Aussi, le gouvernement prépare des réformes visant l'administration de la justice.

M. Saenz Peña a constaté que le pays s'intéresse très particulièrement à tout ce qui touche l'instruction publique. De même, il a affirmé que le service militaire obligatoire donne d'excellents résultats.

Agriculture et bétail. — Le développement de l'agriculture, des industries agricoles et de l'élevage augmente en des proportions très flatteuses. Les terres cultivées occupent une superficie de 21.884.000 hectares. La production de maïs est excellente; elle est calculée à 7.515.000 tonnes, représentant 90 millions de francs. La valeur des récoltes de blé, lin, avoine et maïs, est calculée à 2.040 millions de francs, soit le double de ce qu'elles ont représenté en 1911.

Travaux publics. — Le gouvernement argentin

attache un spécial intérêt à tout ce qui touche directement les richesses naturelles du pays et se préoccupe surtout des approvisionnements d'eau. Les travaux hydrauliques entrepris par le gouvernement ont donné les meilleurs résultats : le puits artésien de San-Luis donne 860.000 litres d'eau par jour ; celui de Vivero-Huergo, percé jusqu'à 711 mètres de profondeur, donne 13 millions de litres d'eau potable par jour.

Le programme des travaux publics à réaliser pendant la période administrative de M. Sáenz Peña, est, dit le message, très vaste. Pendant l'année dernière, 1.276 kilomètres de chemins de fer ont été construits. Les chemins de fer propriété de l'État atteignent 5.384 kilomètres, lesquels, additionnés aux autres voies ferrées de la République, portent le total des kilomètres du réseau ferré à 31.749.

Les travaux des ports de Buenos-Aires, Mar-del-Plata, Quequen et Bahia-Blanca se poursuivent activement. Les projets des ports de San-Antonio et Comodoro-Rivadavia et le projet de navigation du Rio de la Plata et du fleuve Parana par des bateaux de 27 pieds de calaison sont à l'étude. La navigation du Rio Bermejo est déjà un fait. De nombreux et importants travaux d'irrigation et d'assainissement se poursuivent aussi bien dans les provinces que dans les territoires nationaux.

Le président Saenz Peña a terminé son message en déclarant que la paix intérieure et extérieure de la République Argentine est assurée.

BUDGET DE 1912

Budget ordinaire

Les dépenses ordinaires pour 1912 se répartissent comme suit :

Congrès	francs	11.392.876 »
Intérieur	—	100.293.703,86
Affaires étrangères et cultes	—	11.196.837,92
Finances	—	43.347.080,65
Service de la dette	—	168.537.971 »
Justice et instruction publique	—	116.775.246 »
Guerre	—	64.071.176,84
Marine	—	62.100.280,88
Travaux publics	—	18.347.472 »
Pensions et retraites	—	27.526.400 »
Matériel de guerre	—	39.600.000 »
Agriculture	—	33.640.543,64
TOTAL	francs	696.829.588,79

Les dépenses détaillées au tableau ci-dessus seront couvertes par les recettes suivantes :

Recettes ordinaires à percevoir

Droits d'importation	francs	396.000.000 »
Autres taxes sur le commerce extérieur (droits de phare, de port, etc.)	—	43.750.000 »
Contribution de la Province de Buenos-Aires au service de la Dette	—	4.917.145 »
Participation de la Banque Nationale (en liquidation)	—	1.741.260 »
Contribution territoriale (impôt foncier)	—	11.440.000 »
Alcools	—	37.840.000 »
A REPORTER	francs	495.688.405 »

Report.	francs	495.688.405	»
Tabacs	—	61.600.000	»
Allumettes.	—	8.360.000	»
Bières	—	11.000.000	»
Assurances	—	1.980.000	»
Cartes à jouer	—	506.000	»
Liqueurs	—	330.000	»
Transports	—	2.860.000	»
Divers et parfums.	—	3.080.000	»
Patentes	—	3.300.000	»
Postes et télégraphes	—	29.260.000	»
Timbre et enregistrement . . .	—	36.300.000	»
Chemins de fer	—	4.400.000	»
Ventes et affermages de terres .	—	15.911.000	»
Contribution des provinces au service de la dette fédérale. .	—	1.494.501	»
Fonds de concours pour travaux d'assainissement.	—	20.680.000	»
Exploitations forestières, amendes, immatriculations aux Universités, taxe militaire, fonds provenant de la liquidation du Banco Nacional, fonds d'irrigation et divers	—	142.912.280,25	
Total.	francs	839.662.186,25	

On doit observer que les chiffres des dépenses ci-dessus comprennent la dotation pour l'amortissement de la dette publique, dotation qui est particulièrement importante depuis quelques années; or, les remboursements de dettes ne constituent pas de dépenses à proprement parler.

Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'État fédéral pendant les dix dernières années se sont chiffrées par 6.274.400.000 francs. Les recettes perçues pendant la même période se sont élevées à 5.141.400.000 francs. La différence de 1.133.400.000 francs entre les dépenses et les recettes a été cou-

verte par des émissions de titres de la dette publique. Mais cette différence est inférieure de plusieurs millions au montant des dépenses effectuées pendant la même période pour l'exécution de travaux publics, ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-après, établi en piastres-papier valant chacune 2 fr. 20 :

Années	Piastres-papier
1902	13.0 3.051
1903	16.264.233
1904	36.540.705
1905	73.618.537
1906	42.411.716
1907	33.690.579
1908	34.310.779
1909	94.897.689
1910	93.374.952
1911	88.000.000
TOTAL	526.142.241

soit 1.157.512.930 fr. 20.

Par conséquent, les recettes ordinaires ont suffi à pourvoir aux dépenses de l'administration, y compris 853.600.000 francs pour amortissement de la dette publique consolidée, d'où il résulte que la dette argentine s'est effectivement allégée dans une très large mesure ; on a constitué le fonds de conversion de papier-monnaie pour 150.000.000 de francs; depuis 1902, on a renforcé la puissance navale et militaire du pays, en y employant un minimum de 330.000.000 de francs; on a affecté 132.000.000 à la protection de l'agriculture; on a fait face aux dépenses énormes du Centenaire de l'Indépendance. C'est là la preuve évidente que les ressources ordinaires du pays sont très importantes.

Voici, en piastres-papier valant 2 fr. 20 chacune,

le tableau des recettes prévues et des recettes encaissées pendant la même période :

Années	Recettes prévues	Recettes perçues	Déficit	Surplus
1902 . .	170.693.027	150.982.920	19.710.107	—
1903 . .	168.243 923	171.411.110	—	3.167.187
1904 . .	161.737.539	188.721.901	—	26.984.362
1905 . .	164.692.004	205.405.682	—	40.713.678
1906 . .	179.741.922	229.111.050	—	49 369.128
1907 . .	215.198.383	243.808.374	—	28.609.991
1908 . .	215.198.383	254.231.972	—	39.033.589
1909 . .	254.776 638	275.642.838	—	20.866.200
1910 . .	265.483.051	304.697.200	—	39.214.149
1911 . .	306.338.140	313.000.000	—	6.661.860

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE 1912

Dépenses.

		En numéraire	En titres
Ministère de l'Intérieur.			
Construction de lignes télégraphiques	Fr.	2.659.885,80	»
Dépense du Centenaire de Mai. .	—	2.200.000 »	»
École monumentale au 25 Mai. .	—	220.000 »	»
Hôpital pour paludéens à Rosario de la Frontera	—	176.000 »	»
Ministère de la Guerre.			
Construction de casernes . . .	—	2.200.000 »	»
Ministère de la Marine.			
Divers achats et constructions dans les chantiers	—	1.940 862,75	»
Ministère de l'Agriculture.			
Bâtiments scolaires	—	1 617.000 »	»
Installations nécessitées par l'exploitation du pétrole à Comodoro Rivadavia	—	2.200.000 »	»
Ministère des Travaux publics.			
Travaux hydrauliques	—	12.740.594,87	»
A REPORTER. . .	Fr.	25.954.343,42	»

		En numéraire	En titres
Report. . . .	Fr.	25.954.343,42	»
Ponts et chaussées	—	6.683.600 »	»
Travaux d'architecture	—	14.118.500 »	»
Travaux d'assainissement dans les provinces	—	11.000.000 »	»
Travaux d'irrigation, loi 6546. .	—	10.967.000 »	»
Travaux nationaux, lois nos 5126, 8115, 6341, 6011, 8117 et 6779.	—	30.647.998,96	»
Exécution de la loi 8573. . . .	—	19.733.404,92	»
Équipement du chemin de fer de l'État	—	30.000.000,80	»
Travaux dans les territoires nationaux, loi 5559	—	44.846.003 »	»
Travaux d'irrigation contractés par les chemins de fer Central Argentin et Sud.	—	»	6.600.000
Agrandissement du port de Buenos Aires	—	»	18.700.000
Contribution au prolongement du chemin de fer Nord-Est Argentin	—	»	1.650.000
Travaux divers.			
En exécution de la loi 6711. . .	—	110.000 »	»
Adduction d'eau potable à Maipú.	—	66.000 »	»
Esplanade de Mar del Plata. . .	—	440.000 »	»
En exécution de la loi 8170. . .	—	110.000 »	»
	Francs	194.676.851,10	26.950.000

Ces dépenses seront couvertes par les suivantes :

Recettes extraordinaires.

		En numéraire	En titres
Solde du compte de l'Institut bactériologique	Fr.	1.540.000 »	»
Fonds provenant de l'emprunt aurisé par la loi 8123.	—	74.315.248,96	»
A reporter. . .	Fr.	75.855.248,96	»

	En numéraire	En titres
Report . . . Fr.	75.855.248,96	»
Fonds provenant du crédit autorisé par les lois 6011 et 6546 . —	40.967,000,80	»
Fonds provenant de la vente de terres, suivant la loi 5559, et produit des bons de la même source . . . . —	44.846.003 »	»
Bons d'irrigation, loi n° 6546 . . —	»	6.600.000
Titres du port de Buenos Aires, loi 5944 . . . . —	»	18.700.000
Titres du chemin de fer Nord-Est Argentin . . . . —	»	1.650.000
Solde de recettes générales provenant du budget ordinaire . . —	32.832.598,34	»
Solde provenant de l'exercice 1911 correspondant à la loi 5195, destiné à la construction de l'hôpital de malades paludéens à Rosario de la Frontera . . . —	176.000 »	»
Francs	194.676.851,10	26.950.000

Subventions.

Aux sanatoriums régionaux, à la Policlinique San Martin, à l'Hospice de la Merci, à la Colonie Nationale d'aliénés, aux fêtes du centenaire de la bataille de Tucuman, en vertu des lois nos 4953, 6026 et 4825 . .	Francs	13.310.000
A l'Assistance Publique et à la Société de Bienfaisance de Buenos Aires et aux « territoires »	—	16.500.000
Aux Provinces de Buenos Aires, Santa Fé, Entre Rios, Cordoba, Tucuman, Corrientes, Santiago del Estero, Mendoza, Salta, San Luis, San Juan, Catamarca, La Rioja, Jujuy	—	11.000.000
Total.	Francs	40.810.000

Ces subventions seront couvertes par le fonds spécial de subventions provenant : 1° du produit de la lo-

terie nationale ; 2° d'une partie de l'impôt sur les boissons alcooliques ; 3° d'une partie de l'impôt sur les parfums et les spécifiques ; 4° de l'impôt sur les voyages à l'intérieur du pays ; 5° du produit de l'impôt sur les passages des navires transatlantiques ; 6° de l'impôt sur le champagne ; 7° des patentes des bijouteries.

Le tableau suivant montre la progression suivie par les dépenses de l'État fédéral ordinaires et extraordinaires, pendant les dix dernières années.

ANNÉES	BUDGET		LOIS SPÉCIALES		DÉCRETS		TOTAL en $ m/n
	$ or (1)	$ m/n(1)	$ or	$ m/n	$ or	$ m/n	
1902	30.919.224	98.373.723	10.646.416	5.051.111	74.350	610.227	198.671.380
1903	32.139.960	93.072.571	2.971.972	2.601.216	37.098	2.768.089	178.326.002
1904	25.018.446	103.093.442	7.030.055	14.672.078	38.739	4.266.011	194.957.050
1905	31.614.566	107.821.539	50.705.597	24.218.921	493.423	6.025.053	326.278.155
1906	28.668.931	151 943.826	1.244.435	10.927.227	215.462	11.817.497	243.163.154
1907	26.318.092	156.971.123	2.312.313	24.021.440	890.004	5.114.454	253.198.334
1908	23.919.036	164.481.361	1.367.536	20.426.849	470.236	8.937.151	252.383.561
1909	24.442.021	188.186.271	44.030.251	34.711.323	296.089	13.072.360	392.261.617
1910	27.468.868	202.249.037	39.112.802	45.861.251	114.145	11.553.631	411.245.262
1911 (calculé)	—	326.300.000	—	70.000.000	—	6.000.000	402.300.000

(1) La piastre or vaut 5 francs. — La piastre papier vaut 2 fr. 20.

LA DETTE

Au 31 décembre 1911, le montant de la dette en circulation de l'État fédéral de la République argentine s'établissait comme suit :

Dette extérieure	1.519.873.945 fr.
— intérieure (or). . . .	806.893.000 —
— intérieure (papier) . .	296.341.694 —
Total. . . .	2.623.118.639 fr.

La dette totale de la République Argentine a seulement augmenté pour ces dix dernières années de 404.800.000 francs, alors qu'il a été effectué des émis-

sions pendant la même période pour 1.256.200.000 francs. Or, la République Argentine a remboursé de 1902 à 1911 aux porteurs de ces fonds pour 851 400.000 francs; constatation qui suffit, à elle seule, pour justifier pleinement l'excellent crédit dont jouit actuellement ce pays.

Le tableau ci-après montre le mouvement de la dette extérieure pendant les dix dernières années en piastres-or valant chacune 5 francs :

DETTE EXTÉRIEURE

Années	Émis	Amortis	Circulation au 31 décembre
1902. . .	—	5.368.563	381.082.761
1903. . .	—	5.237.975	375.844.786
1904. . .	—	5.072.119	370.772.666
1905. . .	—	41.604.725	329.167.941
1906. . .	—	4.834.825	324.333.115
1907. . .	—	4.821.010	319.512.106
1908. . .	281.469	5.049.666	314.743.909
1909. . .	1.899 464	5.129.544	311.513 829
1910. . .	747.853	5.402.953	306.858.729
1911. . .	2.759.440	5.643.380	303.974.789
	5.688.226	88.164.730	
ou francs :	28.441.130	440.823.650	1 519.873.945

Comme on le voit, la dette extérieure est aujourd'hui inférieure de 77 millions de piastres-or ou 385.000.000 francs à celle de 1902. Les amortissements effectués pendant ces dix dernières années se chiffrent par 440.823.650 francs. Il n'a été émis des emprunts que de 1908 à 1911 pour seulement 28.441.130 francs, somme employée au prolongement du chemin de fer Nord-Argentin et à son raccordement avec le chemin de fer central du Paraguay; or, elle ne représente pas de dépense en ce sens que le gouvernement en a reçu une part en actions et que

TABLEAU GÉNÉRAL DE LA DETTE CONSOLIDÉE DE L'ÉTAT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE AU 31 DÉCEMBRE 1911.

DÉSIGNATION DE L'EMPRUNT	LOI L'AUTORISANT	TYPE DE : INTÉRÊT	TYPE DE : AMORTISSEMENT	OBLIGATION A L'ORIGINE	CIRCULATION AU 31 DÉCEMBRE 1911
Dette extérieure.	N°s			$ or	$ or
Fonds publics nationaux	1231 — 12 octobre 1882	5	1	8.639.568	5.263.776
Travaux publics	1737 — 21 — 1885	5	1	41.998.320	29.833.272
Banco Nacional	1916 — 2 décembre 1886	5	1	10.291.000	7.583.900
Gouvernement de la Province de Buenos-Aires	1963 — 12 août 1887	4 1/2	1	19.868.500	15.081.600
Conversion de Bons du Trésor	830 — 19 octobre 1876 1934 — 21 juin 1887	5	1	3.140.960	2.354.188
— des Bons 6 0/0	2292 — 1 août 1888	4 1/2	1	26.661.600	20.777.601
— Hard Dollars	2453 — 2 juillet 1889	3 1/2	1	13.403.380	9.029.966
Chemins de fer du Nord : 1re série	1733 — 16 octobre 1885 1888 — 9 — 1886	5	1	19.999.728	15.589.728
— — 2e série	2652 — 30 — 1889	5	1	14.999.040	12.009.715
Travaux du Port de Buenos-Aires	1257 — 27 — 1882 2743 — 7 — 1890	5	1	10.080.000	8.517.096
— d'assainissement	2796 — 6 septemb. 1891	5	1	31 874.976	27.298.983
Rescision (Garanties de chemins de fer, 1re série)	3350 — 14 janvier 1896	4	1/2	49.999.824	42.604.100
Rescision (Garanties de chemins de fer, 2e série)	3760 — 9 — 1899	4	1/2	8 499 960	7.565.500
Remboursement Dette du Banco Nacional	3055 — 26 novembre 1897 3750 — 17 décembre 1898	4	1/2	7.700.001	7.073.680
Conversion de la dette de la Province de Buenos-Aires	3378 — 8 août 1896 3562 — 28 septemb. 1897	4	1/2	34.000.000	31.248.016
Conversion de la dette de la Province de Santa Fé	3378 — 8 août 1896	4	1/2	15.300.109	14.053.213
Conversion de la dette de la Province de Cordoba, en Angleterre	3378 — 8 — 1896 3800 — 12 septemb. 1899	4	1/2	5.147.360	4.727.726
Conversion de la dette de la Province d'Entre Rios	3378 — 8 août 1896 3783 — 7 juillet 1899	4	1/2	14.255.715	13.676.821
Conversion de la dette des Provinces de Corrientes, San Luis, Cordoba, dans le Continent. Conversion de la dette des Provinces de San Juan, Catamarca et Mendoza	3378 — 8 août 1896 3894 — 5 janvier 1900 3966 — 23 octobre 1900	4	1/2	18.000.000	16.454.660
Conversion de la dette de la Province de Tucuman	3378 — 8 août 1896	4	1/2	3.332.249	—
Remboursement de la dette du chemin de fer de Santa Fé	3378 — 8 — 1896 3885 — 28 décembre 1899	4	1/2	4.874.688	7.539 638
Chemin de fer Nord-Est Argentin	5000 — 8 octobre 1906 6508 — 7 — 1909	4	1/2	4.500.000	3.347.610
— —	6370 — 22 septemb. 1909	4	1/2	2 350.000	2.344.000
				368.916.978	303 974.789
			Soit fr. :	1.844.584.890	1 519.873.945
Dette intérieure à or.				Capital inscrit $ or	$ or
Banques nationales garanties	2216 — 3 novembre 1887	4 1/2		196.882 600	2.561 500
Banco Hipotecario Nacional	2842 — 21 octobre 1891	5		2.000.000	660 600
Crédit Argentin intérieur 1907	4600 — 31 août 1905	5		35.000.000	33.476.300
— 1909	5559 — 11 septemb. 1908 5681 — 12 octobre 1908 6011 — 19 — 1909	5	1	50.000.000	48.692.660
— 1910	6300 — 20 juillet 1909	5	1	6 048.000	5.987 540
Intérieur de Travaux Publics 1911	8123 — 3 juin 1911	4 1/2	1	70.000.000	70.000.000
				359.930.600	161 378.600
			Soit fr. :	1.799.653.000	806.893.000
Dette intérieure à papier.				$ m n	$ m n
Conseil National d'Education	3683 — 15 janvier 1898	5	1	6.000.000	4.911.042
Crédit Argentin intérieur	4569 — 10 juillet 1905	5	1	100.000.000	93.740.428
Bons de travaux d'assainissement	4158 — 26 décembre 1902	5	1	12.159.540	11.149.300
Caisse nation. de pensions et retraites	4349 — 28 septemb. 1904	6	»	10.000.000	10.000.000
Crédit Argentin intérieur 1911	8121 — 25 janvier 1911	5	1	15 000.000	14.900.000
				143 159.540	134.700.770
			Soit fr. :	314.950.988	296.341.694

le reliquat doit lui être remboursé sur les recettes brutes de la ligne.

Voici, en piastres-or valant 5 francs chacune, le mouvement de la dette intérieure-or pendant la même période.

DETTE INTÉRIEURE (OR)

Années	Émis	Amortis	Circulation au 31 décembre
—	—	—	—
1902. . .	—	459.600	17.403.400
1903. . .	—	776.900	16.626.500
1904. . .	—	82.500	16.544.000
1905. . .	—	75.500	16.468.500
1906. . .	—	68.500	16.400.000
1907. . .	51.876.100	12.770.400	55.505.700
1908. . .	—	17.306.900	38.198.800
1909. . .	50.000.000	714.900	87.483.900
1910. . .	6.048.000	1.026.900	92.505.000
1911. . .	70.000.000	1.126.400	161.378.600
	177.924.100	34.408.500	
ou francs :	889.620.500	172.042.500	806.893.000

Pendant cette période décennale, il a été effectué des émissions pour 889.620.500 francs et des amortissements pour 172.042.500 francs. Dans ces chiffres est compris l'obligation de 84.380.500 remise en 1907 au Banco de la Nacion Argentina pour l'augmentation de son capital et qui a été annulée l'année d'après, en vertu de la loi autorisant le pouvoir exécutif à conclure un emprunt et en destiner le montant à l'augmentation du capital de la banque. Par conséquent, il n'y a eu d'émis que des titres pour 805.000.000 francs et d'amortis que 87.500.000 francs.

Voici comment se décomposent les émissions de dette intérieure-or dont il est question ci-dessus.

En 1907, remboursement de l'emprunt Morgan, soit 175.000.000 francs; en 1909, augmentation du capital de Banco de la Nacion Argentina, développe-

ment des « territoires nationaux », équipement des chemins de fer de l'État, 250.000.000 francs; en 1910, rachat du chemin de fer Cordoba et Nord-Est, 30.000.000 francs; en 1911, construction du Palais de Justice, nouveaux entrepôts pour les Douanes, construction et équipement des chemins de fer nationaux dans les provinces et « territoires », édifices pour les écoles et pour l'administration, 135.000.000 francs.

Enfin, voici le mouvement de la dette intérieure papier pendant la même période, en piastres-papier valant 2 fr. 20 chacune.

DETTE INTÉRIEURE (PAPIER)

Années	Émis	Amortis	Circulation au 31 décembre
—	—	—	—
1902. . .	2.892.600	8.028.993	84.474.590
1903. . .	420.500	7.767.590	77.127.500
1904. . .	19.873.500	7.826.600	89.174.400
1905. . .	76.364.300	77.355.000	88.183.700
1906. . .	1.002.900	942.800	88.243.800
1907. . .	11.939.040	1.681.300	98.502.240
1908. . .	7.244.960	1.206.500	104.540.700
1909. . .	12.000 000	1.295.400	115.245.300
1910. . .	7.610.120	1.430.560	121.424.860
1911. . .	15.000.000	1.724.090	134.700.770
	154.347.920	109.258.833	
ou francs :	339.565.424	240.369.432	296.341.694

La moitié des emprunts émis correspondent à la conversion de dettes de divers types et qui ont été unifiées en titres dénommés Crédit Argentin Intérieur. L'autre moitié, soit un montant d'environ 176.000.000, a été presque entièrement appliquée à des travaux d'assainissement, édification d'écoles, ponts, routes, casernes et écoles militaires, édifices publics et acquisition d'éléments pour la protection de l'agriculture.

Le service de la dette fédérale.

Le service de la dette publique de la République Argentine est prévu, dans le budget de 1912, pour 175 millions de francs, soit 6,67 p. 100 du capital nominal en circulation au 31 décembre 1911. Mais il convient d'observer que ce service comprend, à la fois, les intérêts et l'amortissement. Ce service représente environ 22 1/2 p. 100 des dépenses annuelles et 23 1/2 p. 100 des recettes ordinaires, proportion qui est venue en diminuant d'année en année dans une très large mesure.

Les fonds argentins à Londres.

Les fonds argentins cotés à la Bourse de Londres, au 30 décembre 1911 se chiffraient par 2 milliards de francs.

L'Argentin 5	p. 100	1884	cotait	104	p. 100
—	—	1886-1887	—	105	—
—	—	1910	—	103 1/2	p. 100

Les budgets des provinces et des principales municipalités.

Les budgets des quatorze provinces argentines comportaient pour l'exercice 1911 des dépenses autorisées pour 232.179.482 fr. 85, et des recettes pour 233.655.072 fr. 57. En voici le détail :

BUDGETS DES PROVINCES POUR 1911

Provinces	Km²	Recettes	Dépenses
—	—	—	—
Buenos Aires . .	305.121	55.231.960 $ m/n	54.314.788 34 $ m/n
Santa-Fé	131.906	13.452.280 »	13.447.190 15
Cordoba	161.036	6.395 000 »	6.463.132 53
Entre Rios . . .	74.571	5.810.000 »	5.808.510 44
Mendoza	146.378	7.432.693 »	7.432.202 05
Tucuman	27.000	4.974.472 69	4.909.285 94
Santiago del Estero	103.016	2.548.000 »	2.545.570 »
Corrientes . . .	84.402	2.872.952 10	2.834.582 60
San Juan. . . .	87.345	1.791.195 79	1.749.064 52
Salta	161.099	1.945.020 »	1.956.736 »
San Luis. . . .	73.923	1.494.040 »	1.494.040 »
La Rioja	89.498	928.162 59	808.701 »
Catamarca . . .	123.138	692.900 »	758.319 »
Jujuy	49.162	638.195 »	1.014.006 »
Totaux. .		106.206.851 17	105.536.128 57
		105.536.128 57	
Excédent.		670.722 60 $ m/n	

BUDGETS DES PRINCIPALES MUNICIPALITÉS POUR 1911

Nous donnons, ci-dessous, le résumé des Budgets des principales municipalités en 1911 :

	Recettes	Dépenses
	—	—
Buenos Aires . . .	36.823.286 56 $ m/n	36.823.286 56 $ m/n
Cordoba	1.822.870 50	1.822.760 »
La Plata.	1.260.000 »	1.261.560 »
Santa Fé.	1.471.350 »	1.461.964 62
Tucuman	1.524.095 »	1.525.093 15
Mendoza.	1.082.156 72	1.082.456 72
Corrientes	366.600 »	365.018 »
Parana	366.300 »	366.300 »
Salta	332.990 »	332.990 »
San Juan	240.795 »	240.210 »
Santiago del Estero.	232.620 35	229.048 60
San Luis.	155.887 60	155.887 60
Catamarca	100.600 »	100.600 »
Jujuy	97.700 »	154.540 93
La Rioja.	40.040 »	40.040 »

DETTES PROVINCIALES ET MUNICIPALES

La dette des provinces et des principales municipalités de la République Argentine, en 1911, se décomposait comme suit :

Province de Buenos Aires		
Dette extérieure. . .	fr. 623.3978.72 40	
— intérieure. . .	183.954.650 »	fr. 807.333.442 40
Province d'Entre Rios		
Dette totale.		12.427.030 »
Province de Mendoza		
Dette intérieure. . .	3.416.798 »	
— extérieure . .	29.385.000 »	32.801.798 »
Province de Tucuman		
Dette extérieure		24.487.500 »
Province de Corrientes		
Dette extérieure		9.250.000 »
Province de San Juan		
Dette extérieure		12.369.000 »
Ville de Buenos Aires		
Dette totale.		168.462.915 50
Ville de Rosario de Santa Fé. Dette totale		2.420.000 »
Ville de Bahia Blanca		
Dette totale.		2.479.400 »
	Fr. . .	1.072.031.085 90

Valeurs Argentines se négociant a la bourse de Lyon

COTE OFFICIELLE. — BOURSE DE LYON			
VALEUR NOMIN.	INTÉRÊTS et DIVID.	FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS	JOUISSANCE
100 £	4 %	Argentine (Républ.) 4 % 1896 Rescision (nég. ch. fixe 25 fr.) { C. 100 £ capt.	janv. 1912
		C. 500 £ capit.	»
		C. 1000 £ capit.	»
504	25	d° Intérieur or 5 % 1909 remb. à 504	sept. 1911
100	4 1/2 %	d° 4 1/2 % intérieur or 1911 r. au pair	21 juill. 11

Valeurs Argentines cotées à Paris (Parquet et Coulisse).

FONDS D'ÉTATS

DÉSIGNATION DES VALEURS	Montant de l'emprunt ou nombre de titres	JOUISSANCE
Argentin 5 % 1884	84.455	Octobre 11
Argentin 5 % 1886	414.505	Juillet 11
Argentin 4 % 1896 (Rescision) Ch. fixe 25 fr.	£ 9.920.600	Juillet 11
Argentin 4 %	90.000.000	Octobre 11
Argentin 5 %, Int. or 1907.	143.000	15 Juin 11
Argentin 5 %, Int. or 1909.	170.000	Sept. 11
Argentin 4 1/2 % or 1911	350.000.000	21 Juillet 11
Argentin 4 1/2 % or 1911 lib. compl. seul.		Janvier 12
Argentin 4 % 1897, 1900, Ch. fixe 25 fr.	£ 16.787.723	Octobre 11
Argentin, Int. 5 % 1905, Ch. fixe 2 fr. 25.	pes. 82.030.400	Déc. 11
Argentin 6 % 1910 (cedul. hyp. nouv.). .	(1)	Déc. 11
Buenos-Ayres (Pe de) 4 1/2 % or 1909 . .	83.333	Juin 11
Buenos-Ayres (Pe de) 4 1/2 % or 1910 . .	176.400	25 Nov. 11
Buenos-Ayres (Pe de) 5 % or 1908 . . .	37.500	Octobre 11
Buenos-Ayres 4 1/2 % or 1911 (Rambla Mar)	30.800	Sept. 11
Buenos-Ayres 3 à 3 1/2 % or 1906-07-09. .	£ 11.496.000	Juillet 11
Buenos-Ayres (Pe de), Int. 6 %.	pes. 36.794.000	Janvier 12
Buenos-Ayres, Int. 6 % (Obras Plata) . .	pes. 6.500.000	Janvier 12
Buenos-Ayres 5 % 1907 (Afirmados) . .	pes 8.500.000	Janvier 12
Corrientes (Pe de) 6 % or 1910, Ch. fixe 25.20	£ 390.825	Août 11
Santa Fé (Pe de) 6 % Int. (série B), Ch. fixe de 2.25 le $). . . . . 1.000 $	2.800	Janvier 12
Entre Rios (Province) 6 % Int.	£ 2.000.000	Janvier 12
Mendoza (Province) 5 % or 1909	60.000	Nov. 11
San Juan (Pe de) Ext. 5 % or 1909. 504 fr.	25.000	Octobre 11
Santa Fé (Pe de) 5 % or 1910	95.760	15 Sept. 11
Tucuman (Pe de) 5 % or 1909.	50.000	Nov. 11

(1) La circulation totale des Cédules Hypothécaires Argentines était au 31 décembre 1911, pour l'ensemble des marchés de Buenos-Ayres, Paris, Londres et Anvers, de fr. 740.660 140. Le chiffre circulant sur le marché de Paris ne peut pas être évalué d'une façon précise.

VALEURS INDUSTRIELLES

DÉSIGNATION DES VALEURS	NOMBRE DE TITRES	VALEUR nominale	Dividende ou intérêt	JOUISSANCE
Banco Español del Rio de la Plata, act.	1.000.000	pes. 100	26 40	6 Sept. 11
Banco Popular Argen., ob. 5% 11.	5.000	500	25 »	Octobre 11
Banque Franç. Rio de la Plata, act.	240.000	500	50 »	12 Juillet 11
Banque Hypot. Franco-Argentine, action 125 fr. payés	100.000	500	11 25	Janvier 11
Banque Hypoth. Franco-Argentine 4 %	200.000	500	20 »	Juillet 11

Valeurs Argentines cotées à Paris (Parquet et Coulisse).

VALEURS INDUSTRIELLES				
DÉSIGNATION DES VALEURS	NOMBRE DE TITRES	VALEUR nominale	Dividende ou intérêt	JOUISSANCE
Banque Hypoth. Franco-Argentine, obl. 4 1/2 %.	100.000	500	22 50	Octobre 11
Caisse Hypothécaire Argentine, act. 125 fr. pay.	25.000	500	. . . . . .	. . . .
Caisse Hyp. Argent., obl. 4 1/2 %.	50.000	500	22 50	Juillet 11
Crédit Foncier Argentin, act. 250 fr. pay.	100.000	500	25 »	Juillet 11
Crédit Foncier Argentin, obl. 4 %	300.000	500	20 »	Juillet 11
Crédit Foncier de Buenos-Ayres et des Prov. Argent., obl. 5 %.	20.000	500	25 »	Octobre 11
Crédit Foncier de Santa-Fé. act.	68.000	pes. 100	13 20	Juin 11
Crédit Foncier de Santa-Fé, ob. 5 %	100.000	100	5 »	Octobre 11
Ch. de fer Argentine Union Ry, obl. 5 % or.	55.000	£ 20	25 15	Juin 11
Ch. de fer Prov. de Buenos-Ayres, act.	95.000	500	C. 1 at.	. . . .
Ch. de fer Prov. de Buenos-Ayres, act. nominat. (1 à 72.000) . .	95.000	500	C. 1 at.	. . . .
Ch. de fer Prov. de Buenos-Ayres, obl. 4 1/2 %.	350.000	500	22 50	Octobre 11
Compagnie du gaz de Rosario. .	48.000	400	. . . . .	. . . .
Ch. de fer Prov. de Santa-Fé, act.	21.600	500	19 62	Juillet 11
Ch. de fer Prov. de Santa-Fé, obl. int. 5 %	165.000	500	35 »	17 Juillet 11
Ch. de fer Prov. de Santa-Fé, obl. 4 1/2 %.	150.000	500	22 50	15 Nov. 11
Ch. de fer Prov. de Santa-Fé, obl. 3 %.	31.450	£ 20	15 »	Juillet 11
Ch. de fer Rosario Puerto Belgrano, act.	100.000	250	C. 1 at.	. . . .
Ch. de fer Rosario Puerto Belgrano, obl. 5 %	275.000	500	25 »	Juillet 11
Famatina, act.	700.000	£ 1	C. 1 at.	. . . .
Hogar Argentino, obl. 5 % or. .	100.000	500	25 »	Octobre 11
Port Argentine Ry, 5 % or hyp.	165.000	£ 20	25 25	Juillet 11
Port du Rosario, act.	20.000	500	55 »	2 Nov. 11
Port du Rosario, obl. 5 %. . .	178.000	500	25 »	Juillet 11
Tramw. de Buenos-Ayres, act. cap.	650.000	100	6 20	Déc. 10
Gaz de Rosario	8.000	500	9 10	. . . .
Société Foncière de l'Argentine, achat	10.000	500	C. 1 at.	. . . .
Société Foncière de l'Argentine, obl.	20.000	500	. . . .	Avril 12

Valeurs Argentines cotées à la Bourse de Londres (1)

MONTANT émis	MONTANT en circulation	DATE d'amortissement	JOUISSANCE	PAIEMENT des coupons	TAUX d'intérêts	DÉNOMINATION DES TITRES
1.984.120 *l.*	572.760 *l.*	1 June 1 Déc.	»	1 Dec.	4 1/2	Buenos-Ayres (City of) 4 1/2 % Bonds (A).
2.976.180 *l.*	1.465.840 *l.*	1 Jan. 1 July	»	1 July	5	— 5 % Loan, 1909 (London Issue) Nos 14.405-28.809 (£ 20), 34.810-40.809 (£ 100), 43.810-45,809 (£ 200), 45.810-46.009 (£ 1.000).
2.000.000 *l.*	1.970.475 *l.*	1 May 1 Nov.	»	2 Nov.	(P)	Rosario (City of) 4 % Sterling Conversion Loan Bonds (Guar. by the Province of Santa Fé) (P).
257.900 *l.*	248.900 *l.*	1 Mar. 1 Sept.	»	1 Sept.	17/7	Santa Fé (City of, 6 % Sterl. Debs. (Enfaced). (2).
42.100 *l.*	42.100 *l.*	1 Mar. 1 Sept.	»	1 Sept.	17/7	Santa Fé Sterl. Funded Cpn. Bds. (£ 25), 1-1,684 (2).
1.683.100 *l.*	1.056.900 *l.*	Mar. Jne Sep. De.	1 Ja. Ap. Jul. Oc.	2 oct.	5	Argentine 5 %, 1884.
8.290.100 *l.*	5.919.300 *l.*	June Dec.	1 Jan. 1 July	1 July	5	— 5 %, 1886-7.
3.968.200 *l.*	3.093.200 *l.*	June Dec.	1 Jan. 1 July	1 July	5	— 1887-8-9, N. Cent. Rail. Ext. 5 % Gov. Mt., Nos 1-39.682.
2.976.000 *l.*	2.441.860 *l.*	June Dec.	1 Jan. 1 July	1 July	5	Argentine 5 % Railway Bds. of 1890, Nos 1 to 60.800.
624.000 *l.*	467.100 *l.*	Mar. Sept.	1 April 1 Oct.	2 Oct.	5	Argentine 5 % Treasury Convers., 1887.
3.953.900 *l.*	3.016.320 *l.*	Mar. Sept.	1 Mar. 1 Sept.	1 Sept.	4 1/2	— 4 1/2 % Internal Gold 1888 (E).
5.263.560 *l.*	4.122.540 *l.*	June Dec.	1 April 1 Oct.	2 Oct.	4 1/2	— 4 1/2 % Sterling Conver. 1888-9.
2.659.500 *l.*	1.791.660 *l.*	Rachat ou Tirage	1 Ja. Ap. Jul. Oct.	2 Oct.	3 1/2	— 3 1/2 % External 1889.
6.324.400 *l.*	5.416.460 *l.*	» »	1 Jan. 1 July	1 July	5	— Buenos-Ayres, Water. Sply. & Drainage Wks., 1892, 5 % Bds. (6).
11.507.100 *l.*	10.154.200 *l.*	» »	1 Jan. 1 July	1 July	4	Argentine 4 % Ry Grntes Rescissions Bds (f).
6.746.031 *l.*	6.259.994 *l.*	» »	1 April 1 oct.	2 Oct.	4	— 4 % Bonds (1897), Laws 3.378 (g).
1.527.778 *l.*	1.417.408 *l.*	» »	1 April 1 Oct.	2 Oct.	4	Argentine 4 % Bds (1898), Laws 3.655 & 3.750 (h).

(1) Extrait de « The Stock Exchange Daily Official List. », de Londres.

Valeurs Argentines cotées à la Bourse de Londres (*suite*)

MONTANT émis	MONTANT en circulation	DATE d'amortissement	JOUISSANCE	PAIEMENT des coupons	TAUX d'intérêts	DÉNOMINATION DES TITRES
3.036.736 *l.*	2.815.436 *l.*	Rachat ou Tirage	1 April 1 Oct.	2 Oct.	4	Argentine 4 % Bonds (1899). Law 3.378. (i).
2.828.545 *l.*	2.733.954 *l.*	—	1 April 1 Oct.	2 Oct.	4	— 4 % Gold Bonds of 1900, Laws 3.378 & 3.783. (j).
2.549.663 *l.*	2 455.602 *l.*	—	1 April 1 Oct.	2 Oct.	4	Argentine 4 % Bds. (1900), Laws 3.378 & 3.885 (k).
2.000.000 *l.*	1.689.900 *l.*	Feb. Aug.	1 April 1 Oct.	2 Oct.	5	Argentine Port of Buenos-Ayres 5 % Debs., within 1-20.000.
7.000.000 *l.*	2 493.880 *l.*	Rachat ou Tirage	15 June 15 Dec.	15 Dec.	5	Argentine 5 % Internal Gold Loan (1907) (f).
694.444 *l.*	615.600 *l.*	—	1 Jan. 1 July	1 July	4	— 4 % Bonds (1908), Laws 5.000, 1-455 (£ 500) 601-3.495 (£ 100).
10.000.000 *l.*	2.878.420 *l.*	—	1 Mar. 1 Sept.	1 Sept.	5	Argentine 5 % Internal Loan 1909. (f).
1.209.600 *l.*	1.209.600 *l.*	—	1 Jan. 1 July	1 July	5	— 5 % Int. Gold Ln, 1910 (£ 1.000, £ 200, £ 100, £ 20), Nos 1-15.680.
456.270 *l.*	302.200 *l.*	—	1 Jan. 1 July	1 July	4	Argentine 4 % Loan of 1910, Law 6.370 (8).
11.496.000 *l.*	10.645.000 *l.*	—	1 Jan. 1 July	1 July	3	Buenos-Ayres (Prv. of) Sterl. Bds. (3 % for 5yrs. fm. 1 jan., 07, then 3 1/2 %) (m).
1.500.000 *l.*	731.980 *l.*	—	1 April 1 Oct.	2 Oct.	5	Buenos-Ayres 5 % Sterl. Bonds of 1908, Nos 37.501 to 46.875 (£ 20); 46.876 to 52.500 (£ 100).
3.380.952 *l.*	744.280 *l.*	Premier tirage. Nov. 1913	1 June 1 Dec.	1 Dec.	4 1/2	Buenos-Ayres 4 1/2 % External Ln. of 1909 (Rly. Ln. (London Issue) 83.334-84.847 (£ 20), 84.848-91.687 (£ 100).
1.847.620 *l.*	1.037.040 *l.*	Rachat ou Tirage com. Oct. 1911	1 Ja. Ap. Jy. Oc.	2 Oct.	5	Buenos-Ayres 5 % Ext. Gold Loan, 1910, 1-10.300 (£ 100), 10.301-11.481 (£ 20).
779.500 *l.*	737.600 *l.*	Rachat ou Tirage	1 Jan. 1 July	1 July	2 1/2 4 1/2	Cordoba (Prov. of) Bonds 2 1/2 to 4 % wtn. 1-1.984 (£ 100) of 1887 & 1-2.952 (£ 100) & 2.953 to 3 552 (£ 500) of 1889.
396.625 *l.*	391.720 *l.*	Janvier.	1 Feb. 1 Aug.	1 Aug.	6	Corrientes (Prov. of) 6 % Ext. Gd. Ln 1910 (Lon. Iss.) (£ 100 & £ 20) wnl 3.441.

Valeurs Argentines cotées à la Bourse de Londres (*suite*)

MONTANT émis	MONTANT en circulation	TITRES	TAUX D'INTÉRÊTS Précédent	TAUX D'INTÉRÊTS Dernier	PAIEMENT des coupons	DÉNOMINATION DES TITRES
2.125.000 *l.*	2.125.000 *l.*	Stock	5 %	5 %	29 Nov.	Argentine Great Western Rly. Co., Lim. Ord. Stk.
2.125.000 *l.*	2.125.000 *l.*	Stock	5 %	5 %	29 Nov.	— 5 % Cum. Preferred Stock.
1.700.000 *l.*	1.700.000 *l.*	Stock	4 %	4 %	29 Dec.	— 1st Deb. Stock 4 % Perp.
1.700.000 *l.*	1.700.000 *l.*	Stock	4 %	4 %	29 Dec.	— 4 % Irred. 2nd Deb. Stock.
3.600.000 *l.*	3.600.000 *l.*	Stock	5 %	5 %	28 Sept.	— 5 % Deb. Stock, Red.
2.768.500 *l.*	2.768.500 *l.*	Stock	....	....	....	Argentine N. E. Railway Co., Lim., Stock.
1.200.000 *l.*	640.315 *l.*	Stock	5 %	5 %	29 Dec.	— "A" Deb. Stock, Red.
	355.800 *l.*	100	5 %	5 %	1 July.	— "A" Debs., Red. (Bearer).
992.228 *l.*	253.828 *l.*	Stock	£ 5	5 %	29 Dec.	— "B" Deb. Stocks, Red.
	738.400 *l.*	100	£ 5	£ 5	24 Nov.	— "B" Debs., Red. (Bearer).
25.000 *l.*	25.000 *l.*	20	10	12	29 Dec.	Argentine Transandine Railway Co., Lim., 7 % Cum. Preferred, Nos 1 to 25.000.
310.250 *l.*	310.166 *l.*	Stock	4 %	4 %	29 Dec.	— 4 % "A" Debenture Stock Red.
600.000 *l.*	310.166 *l.*	Stock	4 %	4 %	29 Dec.	— 4 % "B" — Red.
1.350.000 *l.*	1.350.000 *l.*	Stock	3 1/2 %	3 1/2 %	14 Sept.	Bahia-Blanca & N. W. Rly. Co., Lim., Guar. Stk.
1.250.000 *l.*	1.250.000 *l.*	Stock	4 1/2 %	4 1/2 %	14 Sept.	— 4 1/2 % Guaranteed Stock.
200.000 *l.*	200.000 *l.*	10	5	5	14 Sept.	— Gtd. Shs. (5 % until 31 st March, 1916, 4 1/2 % thereafter) Nos 125.001-325.000.
. . .	2.450.000 *l.*	Stock	4 %	4 %	14 Sept.	— 4 % 1st Deb. Stock, Red.
2.000.000 *l.*	2.000.000 *l.*	Stock	....	42/6	14 Sept.	— 4 1/2 % 2nd Deb. Stock, Red.
10.000.000 *l.*	10.000.000 *l.*	Stock	3 %	4 %	10 Nov.	Buenos-Ayres & Pacific Rly Co., Lim. Ord. Stock.
1.200.000 *l.*	1.200.000 *l.*	Stock	5 %	5 %	14 July.	— — 5 % First Prefce, Stock, Cum.
1.000.000 *l.*	1.000.000 *l.*	Stock	5 %	5 %	10 Nov.	— — 5 % Second — Non-Cum.
2.925.000 *l.*	2.925.000 *l.*	Stock	4 %	4 %	14 Dec.	— — 4 % 1st Deb. Stock, Perp.
2.075.000 *l.*	2.075.000 *l.*	Stock	4 1/2 %	4 1/2 %	14 Dec.	Buenos-Ayres 4 1/2 % 2nd — Red.
1.250.000 *l.*	1.250.000 *l.*	Stock	5 %	5 %	14 Dec.	— — 5 % Deb. Stock, Red.
. . .	7.000.000 *l.*	Stock	4 1/2 %	4 1/2 %	14 Dec.	— — 4 1/2 % Cons. Deb. Stock, Red.

Valeurs Argentines cotées à la Bourse de Londres (*suite*)

MONTANT émis	MONTANT en circulation	TITRES	TAUX D'INTÉRÊTS Précédent	TAUX D'INTÉRÊTS Dernier	PAIEMENT des coupons	DÉNOMINATION DES TITRES
1.000.000 *l.*	600.000 *l.*	100	4 1/2 %	4 1/2 %	1 July	Buenos-Ayres Centl. Rly. 4 1/2 % Mt. Dbs., 1-6.000 Red.
600.000 *l.*	600.000 *l.*	100	....	25'	....	Buenos-Ayres Cent. 5 % 2nd Mt. Debs., 1-6.000, Red.
32.000.000 *l.*	21.000.000 *l.*	Stock	6 %	8 %	27 Oct.	Buenos-Ayres Great Southn. Ry. Co., Lm., Ord. Stk.
	250.000 *l.*	10	4	4	27 Oct.	— 4 % Exten. Shs. (1912) 1 to 250.000.
	8.000.000 *l.*	Stock	5 %	5 %	27 Oct.	— 5 % Preference Stock, Non-Cum.
14.750.000 *l.*	12.706.000 *l.*	Stock	4 %	4 %	14 Dec.	— 4 % Debenture Stock.
1.000.000 *l.*	999.560 *l.*	1	....	....	....	Buenos-Ayres Midland Rly. Co., Lim., 5 % Pref., Nos 1 to 999.560, Non-Cum.
1.500.000 *l.*	1.500.000 *l.*	Stock	4 %	4 %	29 Dec.	— 4 % Debenture Stock.
9.747.660 *l.*	9.747.660 *l.*	Stock	6 %	9 %	27 Oct.	Buenos-Ayres Western Rly., Lim., Ord. Stock.
200.000 *l.*	200.000 *l.*	10	4	4	27 Oct.	— 4 % Ext. Shs., 1912, Nos 1 to 200.000.
200.000 *l.*	200.000 *l.*	10	....	2 11·83	27 Oct.	— 4 % Ext. Shs., 1913, Nos 1 to 200.000.
30.000 *l.*	30.000 *l.*	10	5	5	27 Oct.	— 5 % Pref., Nos 1 to 30.000, Non-Cum.
255.234 *l.*	255.234 *l.*	10	4 6	4 6	27 Oct.	— 4 1/2 % Pref. Nos 1 to 255.234. N.-C.
5.966.666 *l.*	5.966.666 *l.*	Stock	4 %	4 %	14 Dec.	— 4 % Debenture Stock.
30.635.230 *l.*	24.553.960 *l.*	Stock	5 %	7 %	27 Oct.	Central Argentine Railway, Lim., Cons., Ord. Stk.
	811.000 *l.*	Stock	6 % (2)	6 % (2)	27 Oct.	— — Deferred Stock.
	33.209 *l.*	10	7	7	27 Oct.	— — 7 % Pf. Shs. wn. 1-60.000 N.-C.
	4.304.390 *l.*	Stock	7 %	7 %	27 Oct.	— — Cons. 7 % Pref. Stk., Non-Cum.
....	10 152.526 *l.*	Stock	4 %	4 %	14 Dec.	— — 4 % Debenture Stock, Red.
1.117.207 *l.*	238.296 *l.*	Stock	3 1/2 %	3 1/2 %	14 Dec.	— — 3 1/2 % Central Deb. Stk., Red.
629.000 *l.*	615.300 *l.*	....	3 %	3 %	1 July.	Compagnie Française des Chemins de Fer de la Province de Santa Fé 3 % Mrt. Obs. wtn. Nos 1-5.500 of £ 100 & 5.501-9.450 £ 20, Red.
251.850 *l.*	251.850 *l.*	Stock	....	£ 3	27 Oct.	Cordoba & Rosario Rly. Co. Lim., 6 % Ord. Stk.
600.000 *l.*	600.000 *l.*	Stock	6 %	6 %	27 Oct.	— — 6 % 1st Pref. Stock.
432.000 *l.*	432.000 *l.*	Stock	....	£ 4 (2	27 Oct.	— — 4 % 2nd Pref. Stock N.-Cum.

MONTANT émis	MONTANT en circulation	TITRES	TAUX D'INTÉRÊTS Précédent	Dernier	PAIEMENT des coupons	DÉNOMINATION DES TITRES
830.000 l.	830.000 l.	Stock	4 %	4 %	16 Aug.	Cordoba & Rosario 4 % 1st Deb. Stock, Perp.
1.250.000 l	937.711 l.	Stock	4 %	4 %	16 Aug.	— — 4 % 2nd Deb. Stock, Red.
250.000 l.	41.420 l.	Stock	40	40	27 Oct.	— — 4 % Income Deb. Stock, Red.
320.000 l.	320.000 l.	Stock	5 % (2	5 % (2	29 Nov.	Cordoba Central Ry Co., Lim., 5 % Ordinary Stk.
720.000 l.	720.000 l.	Stock	5 %	5 %	29 Nov.	— — 5 % Cum. 1st Preference Stock.
200.000 l.	120.000 l.	Stock	5 %	5 %	29 Nov.	— — 5 % Non-Cum. 2nd —
400.000 l.	400.000 l.	Stock	5 %	5 %	27 Oct.	— — 5 % Debenture Stock. Perp.
1.000.000 l.	800.000 l.	Stock	5 %	5 %	28 July	— 5 % 2nd Deb. Stock (Original Line), Red.
3.000.000 l.	2.900.000 l.	Stock	4 %	4 %	14 Sept.	— 4 % Cons. Deb. Stk. (Cent. Nthn. Sec.).
1.200.000 l.	600.000 l.	Stock	5 %	5 %	10 Nov.	— 2nd Deb. Stk. (Cent. Nthn. Sec.), Perp.
3.150.000 l.	3.150.000 l.	Stock	10	40 (2	29 Nov.	— Income Deb. Stk. (Cent. Nthn. Sec.) Perp.
3.500.000 l.	3.500.000 l.	100	5 %	5 %	16 Oct.	Cordoba Central Buenos-Ayres Extension, Rly., Lim. 5 % Debs., Red., 1–35.000.
2.000.000 l.	1.583.140 l.	Stock	....	30	27 Oct.	Entre Rios Railways Co., Limit., Ordinary, Stk.
2.000.000 l.	1.693.260 l.	Stock	5 %	5 %	27 Oct.	— 5 % First Preference Stock.
1.000.000 l.	734.049 l.	Stock	£ 1 2	£ 4 (2)	27 Oct.	— 2nd Preference Stock, 4 % Non-Cum.
1.305.000 l.	1.305.000 l.	Stock	4 %	4 %	28 Sept.	— 4 % Debenture Stock, Red.
700.000 l.	700.000 l.	100	5 %	5 %	1 Dec.	— 5 % Debs., Red., Nos 1 to 7.000.
393.750 l.	393.750 l.	Stock	3 1/2 %	3 1/2 %	14 Sept.	Villa Maria & Rufino Rly. Co., Lim., Guar. Stk.
....	673.500 l.	Stock	4 %	4 %	14 Dec.	— 4 % 1st Deb. Stock Perp.
1.000.000 l.	1.000.000 l.	....	5 %	5 %	1 July	West. Ry. of B.-Ayres 5 % Mort. Stg. Bds. (1925).
1.000.000	681.537	s 100	10 5 3/4		6 Sept.	Banco Español del Rio de la Plata, Nos 1 to 463.639 & 500.001 to 117.898 Bearer Warrants.
375.000 l.		Stock	£ 7		10 Nov.	Bieckert's Brewery Co. (1900), Lim., Ord. Stocks.
311.160 l.		Stock	5 %		29 Dec.	— 5 % Cum. Pref. Stock.
215.950 l.		Stock	4 %		29 Dec.	— 4 % First Deb, Stock. Red.
100.000 l.		Stock	5 %		29 Dec.	— 5 % Irred. —

Valeurs Argentines cotées à la Bourse de Londres (*suite*).

MONTANT émis	MONTANT en circulation	TITRES	TAUX D'INTÉRÊTS Précédent	Dernier	PAIEMENT des coupons	DÉNOMINATION DES TITRES
130.000 *l.*	127.231	5	4		27 April	Catalinas Wareh. & Mole Co., Lm. 4 % Preference 1-127.231 (Nn.-Cum).
700.000 *l.*	221.300 *l.*	50	4 %		1 July	— 4 % Dbs. wtlm. Nos 1-9.582 & 9.788-9.992. Red.
130.000 *l.*	130.000 *l.*	100	5 %		1 Dec.	La Martona Company (Sociedad Anónima la Martona) 5 % 1st Mort. Debs., Nos 1 to 1.300 (Bearer), Red.
500.000	400 000	1	3		10 Mar.	River Plate Fresh Meat Co., Lim., Ord. 50,001 to 450.000.
50.000	50.000	1	2		10 Mar.	— 10 % Pref., 1 to 50.000 (N.-Cum).
374.000	369.060	1	7 1/5 d		27 Oct.	Rosario Drainage Co., Lim., Nos 1 to 369.060.
200.000 *l.*	148.434 *l.*	Stock	4 1/2 %		29 Dec.	— 4 % 1st Deb. Stock. Red.
250.000 *l.*	225.619 *l.*	Stock	£ 4		27 Oct.	— 4 % 2nd Deb. Stock, Red.
30.000	30.000	s 100	s 15		4 May	Sansinena Frozen Meat Co. (Compañia Sansinena Carnes Congeladas), Ord., Nos 1-30.000 (Bearer).
300.000 *l.*	229.200 *l.*	100	5 %		2 Nov.	— 5 % 1st Mt. Deb., wtn. Nos 106 to 3.000 Red.
80.000	80.000	25	36		14 Dec.	London and River Plate Bank, Lim., Nos 1 to 80.000.
75.000	75.000	20	12		14 Sept.	British Bank of South America, Lim., Nos 1 to 75.000.
325.000	178.000	1	....		....	Argentine Hardwoods and Lands Co., Lim., 1 to 178.000.
350.000	250.000	1	2		28 Oct. 10	Smithfield & Argentine Meat Co., Lim., Nos 1 to 250.000.
600.000 *l.*	590.600 *l.*	....	5 %		2 Nov.	Tucuman Sugar Co., 5 % 1st Mt. Debs., 1-10.000 (£ 100 & £ 20).
1.000.000	472.447	1	9 3/5 d		22 Nov.	Cordoba Light, Power & Traction Co., Lim., Ord., 1.472.447.

MONTANT émis	MONTANT en circulation	TITRES	TAUX D'INTÉRÊTS Précédent	Dernier	PAIEMENT des coupons	DÉNOMINATION DES TITRES
500.000 *l.*	500.000 *l.*	Stock	5 %		28 Sept.	Cordoba Light, Pow. Tract. Co, 5 % Deb., Stk, Red.
120.000 *l.*	120.000 *l.*	Stock	£ 10		12 May	River Plate Electricity Co., Lim., Ordinary Stock.
100.000 *l.*	100.000 *l.*	Stock	6 %		29 Nov.	— 6 % Non-Cum. Preference Stock.
200.000 *l.*	200.000 *l.*	Stock	5 %		29 Dec.	— 5 % Debenture Stock, Red.
400.000	400.000	1	7 1/3 d.		29 Dec.	Argentine Estates of Bovril, Lim., 6 % Cum. Pref. and Participating, Nos 1 to 400.000.
130.000	104.469	1	3 d.		10 Nov.	Argentine Land & Investment Co., Lim., Ord. 1-104.469.
130.000	108.930	4	2/		10 Nov.	Argentine Land & Investment Co., 5 % Cum. Pref. 1-108.930.
133.476 *l.*	122.895 *l.*	Stock	4 %		10 Nov.	Argentine Land & Investment Co., 4 % Income Stk, Red.
300.000	300.000	1	....		....	Argentine Northern Land Co., Lim., Nos 1 to 300.000.
280.000	231.000	1	1/		29 Nov.	Argentine Southern Land Co., Lim., Nos 1 to 231.000.
850.000	750.000	1	3/7 1/2		31 May	Forestal Land Timber & Rlys. Co., Lim., Ord., 500.001-1.000.000, 1.050.001-1.100.000, 1.150.001-1.200.000 and 1.450.001-1.600.000.
850.000	750.000	1	7 1/2 d.		14 Sep.	— Preference 1-500.000, 1.000.001-1.050.000, 1.100.001-1.150.000 & 1.200.001-1.350.000.
550.000 *l.*	415.600 *l.*	....	5 %		1 July	— 5 % 1 Mt. Dbs. Rd., wn, 1-4.500 (£ 100) & 4.501-9.500 (£ 20).
322.315	300.000	1	10 4/5 d.		30 June	N. Zealand & River Plate Land Mt. Co., Lm., within 1-322.315.
250.000	245.000	1	1/		29 Nov.	Port Madryn (Argentina) Co., Lm., Nos 1 to 245.000.
250.000	250.000	1	1/		14 Dec.	Rio Negro (Argentina) Land Co., Lim., Nos 1 to 250.000.
200.000	200.000	10	4/2 2/5		28 Sept.	River Plate Trust, Loan & Agcy. Co., Lim., Ord., "A" 1.200.000,

Valeurs Argentines cotées à la Bourse de Londres (*suite*).

MONTANT émis	MONTANT en circulation	TITRES	TAUX D'INTÉRÊTS Précédent	Dernier	PAIEMENT des coupons	DÉNOMINATION DES TITRES
100.000	100.000	5	3		28 Sept.	River Plate Trust, Deferred "B" Nos 1 to 100.000.
....	819.028 *l.*	Stock	4 %		29 Dec.	— 4 % Debenture Stock, Red.
260 000	175.000	1	4		10 Nov.	Santa Fé & Cordova Gt. South, Land Co., Lim., Nos 1 to 175.000.
100.000 *l.*	70.000 *l.*	100	5 %		1 July	— — 5 % Debs., Red., Nos 1-700.
1.250.000	983.887	1	2		29 Nov.	Santa Fé Land Co., Nos 1 to 983.887.
250.000 *l.*	250.000 *l.*	....	5 %		1 July	— 5 % Debs., Red. (£ 100 & £ 10). 1 to 7.000.
1.000.000 *l.*	250.000 *l.*	Stock	4 1/2 %		28 July	River Plate & Gen. Invest. Tst. Co., Lim., 4 1/2 % Cum. Prf'd Stk.
	250.000 *l.*	Stock	8 %		28 July	— Deferred Stock.
250.000 *l.*	250.000 *l.*	Stock	4 %		29 Dec.	— 4 % Deb. Stock, Irred.
46.000 *l.*	30.000	5	2		15 June	Bahia-Blanca Gas Co., Lim., Ord. "A" Nos 1 to 30.000.
300.000	249.980	5	3 6		12 Oct.	Primitiva Gas Co. of Buenos Aires, Lim., Ord. Shares, Nos 160.001 to 240.000 & 580.001-749.980.
500.000	499.960	5	2/6 (b)		29 Dec.	— 5 % Cm. Pr., Nos 1-160.000 & 240.001-579.960.
600.000 *l.*	521 600 *l.*	100	4 %		1 Dec.	— 4 % 1st Debs., wn. Nos 0001 to 5.800 Red.
250.000 *l.*	248.626 *l.*	Stock	4 %		29 Dec.	— 4 % (Buenos-Ayres) New. Deb., Stk, Red.
350.000 *l.*	349.698 *l.*	Stock	4 %		29 Dec.	— 4 % (River Plate) Debenture Stock, Red.
400.000	400.000	1	1 4/5		29 Nov.	Argentine Nav. Co. (Nicolas Mihanovich) Lm., Pf., 1-400.000.
800.000 *l.*	767.300 *l.*	....	6 %		1 July	— 6 % 1 Mt. Dbs. Red., wn. 1-7.600 (£ 100) et 7.601-9.600 (£ 20).
300.000	190.000	5	3		29 Dec.	United River Plate Telephone Co., Lim., Ord., 1-190.000.
	40.000	5	3·37 d.		29 Dec.	— Ordinary Nos 190.001 to 230.000.

MONTANT émis	MONTANT en circulation	TITRES	TAUX D'INTÉRÊTS Précédent	TAUX D'INTÉRÊTS Dernier	PAIEMENT des coupons	DÉNOMINATION DES TITRES
300.000	40.000	5	2/5		29 Dec.	Unit. Riv. Plate Tel-p. Cº Ld. 5d/o Cum. Pref. Nos 1-40.00.
300.000 *l.*	300.000 *l.*	Stock	4 1/2 %		29 Dec.	— 4 1/2 % Debenture Stock, Red.
800.000	640.000	5	2/3		29 Dec.	Anglo-Argentine Trms. Co., Lim., 5 1/2 % Cm. 1st Pf. 1-640.000.
600.000	500.000	5	2/9		29 Dec.	Anglo Argentine Trms. Co., Lim., 5 1/2 % Cum. 2nd Pref., 800.001-1.300.000.
4.465.674 *l.*	4.465.674 *l.*	Stock	4 %		29 Dec.	— — 4 % Debenture Stock, Red.
1.733.380 *l.*	1.730.247 *l.*	Stock	4 1/2 %		29 Dec.	— — 4 1/2 % Debenture Stock, Red.
6.000.000 *l.*	1.500.000 *l.*	Stock	5 %		29 Nov.	— — 5 % Debenture Stock, Red.
	1.500.000 *l.*	....	....		....	— — — (Iss. at 97 1/2) Scrip £ 55 paid.
250.000 *l.*	246.625 *l.*	Stock	6 %		28 July	Buenos-Aires Port & City Tramways Lim., 6 % First Debenture Stock, Red.
....	623.270 *l.*	Stock	5 %		16 Aug.	Buenos Ayres Lacroze Trams. Co. Stg. 5 % 1st Mt. Db. Stk. Red.
400.000 *l.*	400.000 *l.*	....	5 %		1 Dec.	— 5 % Extension Mort. Debs., Red., Nos 1-446 (£ 500), 1 A to 1.750 A (£ 100) & 1 B to 100 B (£ 20).
248.000	248.000	5	1/3		10 Nov.	City of Buenos-Ayres Trams Co. (1904), Lim., 1 to 248.000.
174.000 *l.*	174.000 *l.*	Stock	4 %		29 Dec.	— — 4 % Debenture Stock, 1985.
250.000	250.000	1	....		....	La Plata Elec. Trams. Co. Lim., Ord., Nos 1-250.000.
200.000	170.000	1	6/3 10 d.		28 Sept.	— — 6 % Cum. Pref., 1-170.000.
44.000	44.000	5	2		14 Dec.	Province of Buenos-Ayres Waterworks Co., Lim., Ord., "A" Nos 1 to 44.000.
30.000	26.000	5	8·71 d.		27 Oct.	— 5 % Cum. Prefce., Nos 1 to 26.000.
£ 150.000	£ 120.000	Actions	£ 10		12 Mai	River Plate Electricity Cº Ld. actions ordinaires.
— 100.000	100.000	—	6 %		29 Nov.	— — act. de pref. 6 % non cum.
— 250.000	200.000	Obligat.	5 %		29 Déc.	— — obligations 5 % amortis.

Valeurs argentines cotées à la Bourse d'Anvers.

Argentine (République)		Emprunt 1889	3 1/2
		— »	3 1/2
—	—	— »	3 1/2
	—	— »	3 1/2
—		Conv. Prov. B.-Ayres 1897. .	4
	—	» » » » . .	4
—	—	» » » » . .	4
—		» Ville B.-Ayres 1898. .	4
	—	» Prov. Santa-Fé 1899. .	4
	—	» » » » . .	4
		» » » » . .	4
—	—	» » Entre Rios 1900.	4
—	—	» émis^{on} française » . .	4
		» prov. Cordoba » . .	4
	—	» » Tucuman. . . .	4
—	—	Emp. intér. 1888	4 1/2
		— »	4 1/2
	—	— »	4 1/2
—	—	Emp. extér. 1888	4 1/2
—	—	— »	4 1/2
—	—	— »	4 1/2
	—	Emp. intér. 1911	4 1/2
—	—	Emp. 1884	5
—	—	— »	5
—	—	— »	5
—	—	— 1886	5
—	—	— »	5
	—	— »	5
—	—	— 1887 estampillés . . .	5
—	—	— » » . . .	5
—	—	North. Central Railw. 1887/89	5
		— Extens. Bonds 1890/1903	5
		— — —	5
	—	Empr. 1891 Bonos or 5 %. .	—
	—	Dette intérieure 1905 5 %. .	—
—		— . . .	—
	—	— . . .	—
—	—	— . . .	—
—	B.-Ayres Prov. Empr		3
—	—	—	3
—	—	Empr. intér. 1906 5 % . .	—

Argentine. — B.-Ayres Prov. — » 5 % . —
— — — — » 5 % . —
— B.-Ayres (Prov.) 1900 05 08 Montepio 6 %
— — — — — 6 % —
— — — — — 6 % —
— — (Ville) Emp. 1889 . . . . . . 4 1/2
— — — » 4 1/2
— — — » 4 1/2
— B.-A. (Munic.) Pavimentacion Emp. 1906 08 5 % —
— — — — » » 5 » —
— — — — » 1910 5 % —
— — — — » » 5 % —
— — — Emp. 1897 6 » —
— — — » » » —
— — — » » » —
Belge-Argentine (soc. gén.) série A nos 1 à 20000 . . 5
Crédit fonc. Sud-Améric. (soc. an.) (act. pr.) n. 1 à 10000. 6
— — — sie A 4
— — — » B, nos 1 à 25000 . 5
— — — » C, nos 1 à 13000 . 5
— — — » D, nos 1 à 10000 . 5
— Sud-Améric. (Soc. An.) act. fr. 100 versés .
— — act. de jouiss. nos 1 à 6000. .
— de Buenos-Ayres (Comp. gén. des) . . . 4
— de Rosario (Compagnie générale des) . . 4
Belge-Argentine (Soc. Gén.) actions nos 1 à 20.000 5 %.
Tramways de B.-Ayres (Comp. gén. des) act. n. 1 à 650000.
Argentine (Rép.) Céd. Bque hyp. nat. sie K. 5 % pap. —
— — — — — » » 5 » —
— — — — — » » 5 » —
— — — — — » L 6 » —
— — — — — » » 6 » —
— — — — — » » 6 » —
— — — hypothéc. — 6 » —
— — — — — 6 » —
— — — — — 6 » —
— — — Bque hyp. nat. sie D 7 » —
— — — — — » » 7 » —
— — — — — » » 7 » —
— — — — — » E 7 » —
— — — — — » F 7 » —
— — — — — » G 7 » —
— — — — — » H 7 » —

—	—	—	—	—	» »	7	»	—
—	—	—	—	—	» »	7	»	—
	—	—	—	—	» A	5	or	—
—	—	—	—	—	» »	5	»	—
—	—	—	—	—	» »	5	»	—

— Créd. fonc. de B.-A. et des Prov. Arg. (Soc. an.) 5
— La Edificadora (Soc. an.) nos 1 à 22000 . . . 5
— La Verde (Soc. an. Estancia) nos 1 à 6000 . . 5
— Sansinena de Viandes Congelées (Cie) (titres de 2 act. priv) 6 % nos 1 à 15000 6
— Sucr. de Tucuman (tit. de 2 act. priv.) nos 1 à 10000 6
— Tornquist et Co (soc. an. Ernesto) act. pr. nos 1 à 15.000 6
— Crédit foncier de Santa-Fé, action . . . . »
— Sucrière de Tucuman (Cie) action nos 1 à 30000. »
Santa-Fé (Cie fr. des chem. de fer) obligation . . . »

Valeurs Argentines cotées à la Bourse de Bruxelles.

Titres admis	Titres en circulation	Désignation des valeurs	Taux d'intérêt	Valeur nominale
		Obligations :		
5.000	4.927	Tramways Bari-Barletta.	4 %	500 (remb. à 510)
85.000	83.886	Cie Générale des Tramways de Buenos-Aires.	4 %	500
28.000	28.000	Rosario (Tramways) . .	4	500
27.500	23.798	Crédit Fonc. de Santa-Fé.	5 %	100
		Actions :		
18.000	18.000	Banque Hypothécaire Belge-Américaine . .	»	1.000
8.000	8.000	Société Pastorale Belge Sud-Américaine. . .	»	1.000
8.000	8.000	Tramways Bari-Barletta.	»	250
65.000	65.000	Cie Générale de Tramways de Buenos-Aires.	»	100
198.208	»	Tramways de Rosario. .	»	100
2.000	priv. 2.000	Éclairage de Bahia. . .	»	500
7.000	ord. 7.000	—	»	»
175.000	175.000	Électricité de Rosario. .	»	100
68.000	68.000	Crédit Fonc. de Santa-Fé.	»	100$
30.000	30.000	Cie Sucrière de Tucumán.	»	100$

Emprunt de la Répub. Argentine		1884	5 %
—	—	1886	5 %
—	—	1888	4 1/2 %
—	—	1896	4 %
—	—	1897	4 %
—	—	1900	4 %
—	Intérieur . .	1911	4 1/2 % or.

Valeurs argentines cotées à la Bourse d'Hambourg.

7 % Cédules hypothécaires nationales argentines, Série E.
7 % — — Série F.
5 % Empr. argentin or.
5 % — — titres estampillés.
5 % Empr. externe de ch. de fer or de 1890.
5 % Empr. argentin intern or de 1907.
5 % — — de 1909.
4 1/2 % Empr. argentin de ch. de fer or interne,
4 1/2 % — — externe de 1888.
4 % Empr. argentin de 1897 Nr. 44167-116301 á Mk. 408.
4 % — — Nr. 26001- 29000 á Mk. 2040.
3 % Empr. de la Province de Buenos Aires (de 1912 3 %).
4 1/2 % Empr. Municip. or.
6 % Empr. Municip. de Buenos Aires de 1891.
5 % Empr. Municip. de Buenos Aires or de 1909. No. 1-14404 á Mk. 409.
5 % Empr. Municip. de Buenos Aires No. 28810-34808 á Mk. 2.045.
5 % Empr. Municip. de Buenos Aires No. 40810-43809 á Mk. 4.090.

Valeurs argentines cotées à la Bourse de Francfort s/M.

5 % Empr. argentin interne or de 1887.
5 % — 500-100 Pes.
5 % — 500-1000 Pes. estampillé.
5 % — de 1907 irrévocables 1912.
5 % — de 1909 amortis. depuis 1910.
5 % — externe de 1890.
4 1/2 % — interne de 1888.

4 1/2 %	—	externe or de 1888.
4 1/2 %	—	externe 100 £.
4 1/2 %	—	20 £.
4 %	—	de 1897 Mk. 2040-408.
3 %	Empr. Buenos Aires (P. I. G.) depuis 1912 3 1/2 %).	

Valeurs argentines cotées à la Bourse de Berlin.

5 %	Empr. de ch. de fer argentins de 1890.	
5 %	—	100 £ est.
5 %	—	20 —
5 %	Empr. intérieur or de 1907.	
5 %	—	de 1909.
5 %	Empr. argentin de 1887.	
5 %	—	petites coupures.
5 %	—	estampillé.
5 %	—	petites coupures.
4 1/2 %	Empr. argentin interne.	
4 1/2 %	—	petites coupures.
4 1/2 %	Empr. argentin externe.	
4 1/2 %	—	500 £ est.
4 1/2 %	—	100 —
4 1/2 %	—	20 —
4 %	Empr. argentin de 1897.	
5 %	Empr. de la Province de Buenos Aires de 1908.	
4 1/2 %	—	intérieur de 1910.
3 %	—	1000 et 500 £.
3 %	—	100 £.
3 %	—	20 £.
5 %	Empr. Municip. de Buenos Aires de 1909.	
4 1/2 %	—	1000 £.
4 1/2 %	—	500 £.
4 1/2 %	—	100 £.
4 1/2 %	—	20 £.
6 %	—	de 1891, 5000 et 500 Pes. papier.
6 %	—	100 Pes. papier.
5 %	—	de 1908.

COMMERCE EXTÉRIEUR

La République Argentine se trouve dans des conditions très favorables pour le développement de

VALEUR DES EXPORTATIONS

1904



1.320.787.625 francs.

1910



1.863.130.275 francs.

1864



111.836.560 francs.

1874



222.707.680 francs.

1884



340.149.180 francs.

1894



508.439.930 francs.

son commerce avec l'étranger, car ses côtes maritimes si étendues, ses grands fleuves et ses longues voies ferrées lui permettent de placer ses produits dans les ports d'embarquement pour le monde entier, avec peu de frais et beaucoup de facilités pour leur exportation.

Nous résumons, dans le tableau suivant et en piastres-or valant chacune 5 francs, la progression des importations et exportations depuis 1862.

Années	Import.	Export.
1862	23.138.712	19.151.339
1863	27.369.695	21.884.448
1864	23.452.240	22.376.717
1865	30.284.305	26.126.440
1866	37.401.495	26.740.772
1867	38.792.199	33.196.115
1868	42.412.540	29.709.711
1869	41.195.703	32.449.188
1870	49.124.613	30.223.084
1871	45.629.166	26.996.801
1872	61.585.781	47.267.965
1873	73.454.038	47.398.291
1874	57.826.549	44.541.136
1875	57.624.481	52.009.113
1876	36.070.023	48.090.713
1877	40.443.424	44.769.944
1878	43.759.125	37.523.771
1879	46.393.593	49.357.558
1880	45.535.880	58.380.787
1881	55.705.927	57.938.272
1882	61.246.045	60.388.929
1883	80.455.828	60.207.979
1884	94.056.144	68.029.836
1885	92.221.969	83.879.100
1886	95.408.745	69.834.841
1887	117.352.125	84.421.820
1888	128.412.110	100.111.903
1889	164.569.984	90.145.355

Années	Import.	Export.
—	—	—
1890	142.240.812	100.818.993
1891	67.207.780	103.219.000
1892	91.481.163	113.370.337
1893	96.622.628	94.090.159
1894	92.788.625	101.687.986
1895	95.069.438	120.007.790
1896	112.163.591	116.802.016
1897	98.288.948	101.169.299
1898	107.428.900	133.829.458
1899	116.860.671	184.917.531
1900	113.485.069	154.600.412
1901	113.959.749	167.716.102
1902	103.039.256	179.486.727
1903	131.206.600	220.984.524
1904	187.305.969	264.157.525
1905	205.154.420	322.843.841
1906	269.970.521	292.253.829
1907	285.860.683	296.204.369
1908	272.927.730	366.003.341
1909	302.756.095	397.350.528
1910	351.770.656	372.626.055
1911	366.810.686	324.697.538

Exportation de l'Argentine de 1900 à 1911

ANNÉES	CUIRS DE CHEVAUX SALÉS		CUIRS DE CHEVAUX SECS		RONDINS DE QUEBRACHO	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900*	121.285	389.625	190.541	274.428	239.836	2.398.400
1901*	136.901	390.826	181.027	293.405	198.919	1.989.200
1902	1.900	406.794	1.975	460.906	245.723	2.457.200
1903	2.223	453.237	1.302	424.616	200.201	2.002.000
1904	2.083	507.450	977	368.450	252.723	2.527.200
1905	785	160.799	1.271	444.027	285.897	4.275.164
1906	308	68.933	1.591	507.738	230.100	3.425.101
1907	221	51.691	1.005	261.721	246.514	3.132.493
1908	163	18.740	1.169	248.077	254.571	2.962.184
1909	212	28.026	2.614	657.009	294.722	4.380.033
1910	131	15.526	1.956	484.893	341.969	5 604.430
1911	**	**	**	**	438.216	6.897.435

(*) Jusqu'à l'année 1901 la statistique officielle indique la quantité par unités. Depuis, en tonnes.

(**) Les cuirs de chevaux secs et salés sont fournis ensemble pour 1911. Ils s'établissent ainsi que suit : 2.383 tonnes valant 625.122 $ or.

Exportation de l'Argentine de 1900 à 1911

ANNÉES	TANNIN		EXTRAIT DE VIANDE ET BOUILLON CONCENTRÉ		VIANDE SÈCHE SALÉE	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900	5.957	597.700	115	230.416	16.449	1.979.557
1901	4.310	431.000	271	449.807	24.296	2.879.155
1902	9.099	909.900	325	604.465	22.304	2.647.450
1903	12.040	1.204.000	682	793.773	12.991	1.542.018
1904	20.111	2.011.000	587	528.232	11.726	1.391.931
1905	29.408	2.427.772	842	993.016	25.288	3.738.444
1906	30.839	2.162.949	656	912.756	4.650	596.643
1907	28.195	1.811.878	1.255	1.899.363	10.649	1.178.056
1908	48.162	2.994.922	1.076	1.495.774	6.651	772.819
1909	55.493	4.226.333	1.981	2.891.723	11.622	1.325.053
1910	53.231	4.429.357	2.203	3.350.973	9.442	1.033.020
1911	68.431	4.980.027	2.778	1.935.884	12.120	1.661.615

ANNÉES	VIANDE BOVINE CONGELÉE		VIANDE OVINE CONGELÉE	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900	24.590	2.458.957	56.412	4.512.973
1901	44.904	4.490.447	63.013	5.041.023
1902	70.018	7.001.833	80.073	6.405.801
1903	85.520	8.151.956	78.149	6.251.959
1904	97.744	9.774.354	88.816	7.089.287
1905	152.857	15.285.693	78.351	6.268.059
1906	153.809	15.380.897	67.388	5.391.055
1907	138.222	13.822.162	69.785	5.582.781
1908	180.815	18.081.443	78.846	6.307.688
1909	210.657	21.065.747	66.495	5.319.612
1910	245.267	25.370.815	75.102	6.008.133
1911	297.738	29.773.792	85.916	6.873.285

ANNÉES	SUIF		BEURRE		SON	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900	24.837	2.805.327	1.055	263.939	73.314	1.163.120
1901	33.368	3.902.715	1.510	377.545	92.630	1.454.428
1902	49.095	6.209.038	4.125	1.277.969	104.677	1.726.562
1903	36.561	4.755.579	5.330	2.132.056	132.192	1.894.693
1904	36.319	4.012.083	5.294	2.117.761	154.456	2.409.250
1905	45.758	5.321.099	5.393	2.157.291	176.664	3.051.155
1906	25.301	3.182.526	4.405	1.762.130	178.517	3.249.888
1907	39.915	4.806.835	3.035	1.214.173	209.125	4.552.332
1908	43.977	6.030.601	3.550	1.419.867	208.309	4.698.879
1909	54.325	7.573.230	3.993	1.597.089	207.238	4.483.317
1910	58.406	9.536.681	2.877	1.150.610	250.777	4.521.783
1911	76.423	11.768.900	1.396	558.253	214.634	4.612.292

Exportation de l'Argentine de 1900 à 1911

ANNÉES	BLÉ		MAÏS		LIN	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900	1.929.676	48.627.653	713.248	11.933.747	223.257	10.674.011
1901	904.289	26.240.733	1.112.290	18.887.397	338.828	16.513.263
1902	644.908	18.584.894	1.192.829	22.994.060	340.937	17.840.952
1903	1.681.327	41.323.099	2.104.384	33.147.249	593.601	21.239.894
1904	2.303.724	66.947.891	2.469.548	44.391.196	880.541	28.359.923
1905	2.868.281	85.883.141	2.222.289	46.536.402	654.792	26.233.851
1906	2.247.988	66.561.181	2.693.739	53.365.687	538.496	25.915.861
1907	2.680.802	82.727.747	1.276.732	29.653.979	763.736	36.081.221
1908	3.636.293	128.842.610	1.711.804	41.556.865	1.055.649	49.004.704
1909	2.514.130	106.038.940	2.273.412	58.374.430	887.222	43.713.358
1910	1.883.592	72.202.260	2.660.225	60.260.804	604.877	44.604.395
1911	2.285.951	80.675.066	125.185	2.766.597	415.805	33.579.990

ANNÉES	SUCRE		FARINE		FOURRAGES SECS	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900	15.270	1.221.633	51.203	1.718.085	102.836	1.282.620
1901	49.413	3.952.998	71.742	2.711.298	95.120	961.576
1902	41.694	3.335.558	39.040	1.603.568	98.166	1.004 133
1903	30.340	2.427.190	71.980	3.128.525	95.859	1.003.244
1904	18.311	1.464.851	107.298	4.757.248	52.509	616.287
1905	2.199	175.952	144.760	5.373.699	60.943	801.219
1906	106	8.467	128.998	4.477.964	72.886	1.169.089
1907	64	5.103	127.499	4.696.934	46.877	769.505
1908	18	1.475	113.500	5.133.335	32.078	599.937
1909	40	3.177	116.487	5.594.852	27.396	580.853
1910	55	4.460	115.408	4.947.137	31.210	478.228
1911			118.486	4.739.421	41.962	679.425

ANNÉES	BOEUFS		MOUTONS		CHEVAUX, ANES, MULES, ETC.	
	Nombre	Valeur $ or	Nombre	Valeur $ or	Nombre	Valeur $ or
1900	150.550	3.678.150	198.102	594.675	56.400	1.668.705
1901	119.189	1.980.372	25.746	78.248	39.022	1.022.375
1902	118.303	2.848.445	122.501	368.656	85.159	2.392.335
1903	181.860	4.437.420	167.747	503.241	65.223	1.719.705
1904	129.275	2.852.820	28.137	85.219	71.668	1.504.883
1905	262.681	5.160.483	120.166	364.209	61.358	1.662.355
1906	71.106	1.676.145	102.916	315.359	38.184	1.072.885
1907	74.841	2.062.390	110.567	331.701	25.585	761.920
1908	60.916	1.876.820	103.792	311.376	24.212	654.750
1909	132.450	4.087.820	88.636	265.908	18.639	635.650
1910	89.733	4.056.450	77.180	231.540	23 .517	767.716
1911	184.112	8.202.750	110 690	322.070	17.589	709.609

Exportation de l'Argentine de 1900 à 1911

ANNÉES	PEAUX DE MOUTONS		PEAUX DE CHÈVRES		CRIN	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900	37.593	7.472.988	1.718	1.030.600	2.272	1.136.107
1901	41.129	7.339.811	1.827	1.096.200	2.563	1.004.677
1902	41.405	8.487.078	1.860	1.116.000	2.651	1.064.646
1903	41.931	10.132.065	1.782	1.069.500	2.355	1.147.879
1904	37.000	8.676.025	2.273	1.363.700	2.176	1.025.580
1905	30.180	9.483.396	2.348	1.344.767	2.429	1.245.788
1906	23.781	8.513.910	2.317	1.373.738	2.248	1.243.812
1907	24.356	8.458.030	1.330	811.259	2.329	1.280.122
1908	26.376	5.626.416	2.615	1.118.450	2.193	1.143.615
1909	33.587	8.483.993	2.992	1.460.259	2.732	1.368.724
1910	29.384	7.933.671	1.698	1.001.824	2.592	1.335.160
1911	27.478	7.102.501	2.430	1.283.745	2.452	1.581.710

ANNÉES	LAINE		PEAUX SALÉES DE BOEUFS		PEAUX SÈCHES DE BOEUFS	
	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or	Tonnes	Valeur $ or
1900	101.113	27.991.561	26.423	5.285.819	24.866	8.159.542
1901	228.358	44.666.483	28.158	5.281.756	26.647	8.848.438
1902	197.936	45.810.749	35.343	6.384.955	26.558	8.822.302
1903	192.989	50.424.168	28.769	5.360.718	23.242	7.787.810
1904	168.599	48.355.002	29.397	5.267.610	22.891	8.256.351
1905	191.007	64.312.927	40.932	9.147.153	24.248	9.929.391
1906	149.110	58.402.771	32.875	8.458.664	23.201	10.570.124
1907	154.810	59.252.918	33.620	8.345.410	20.754	8.175.722
1908	175.538	47.246.183	35.127	7.232.842	29.389	8.452.819
1909	176.682	59.921.151	52.719	11.214.746	36.361	14.763.693
1910	150.599	58.847.699	61.029	16.953.372	29.844	13.758.036
1911	132.036	50.494.027	72.689	19.642.362	32.922	14.797.653

Résumé général des exportations, de 1896 à 1911, par matières et en piastres-or valant 5 francs chacune.

Années	Agriculture	Élevage	Produits forestiers	Produits des mines	Gibier et poisson	Divers	Totaux
1896	43.132.585	70.534.040	1.268.663	352.840	205.025	1.308.863	116.802.016
1897	23.336.369	71 044.525	1.918.241	164.989	587.863	1.117 312	101.169.299
1898	42.692.922	87.381.625	2.283.061	205.559	449.549	816.742	133.829.458
1899	65 155.995	115.546.906	2.208.916	238.562	795.893	971.259	184.917.531
1900	77.426.356	71.253.886	3 508.915	262.222	990.594	1 158.439	154 600.412
1901	71.596.099	90.646 411	2.821.496	408.440	940.141	1.303.515	167 716.102
1902	68.171.332	104.539.139	3.649.208	327.006	718.449	2.081.593	179.486.727
1903	105.251 309	109.181.342	3.472.708	397.427	657.952	2.023.786	220.984.524
1904	150.328.529	105.364.624	4.765 608	413 114	545.435	2 740.215	264.157.525
1905	170.235 235	141.042.986	7.125.332	261.516	790 734	3.388.038	322.843.841
1906	157.654.692	124.136 439	5.921 859	273 816	1.098 500	3.168.523	292.253.829
1907	164.091 621	123 820.205	5.342.357	565.039	829.559	1.555.588	296.204.369
1908	241 677 164	115.118 457	6.347 234	810.961	498.612	1 552 913	366.005.341
1909	230.503.996	153 548 356	8.927 362	742.707	752 020	2 876.087	397.350.528
1910	196.581.619	161 006 592	10 564 525	539 902	1.428.884	2.504.533	372.626.055
1911	168.394.733	139.764.386	12.254 604	565.338	1 663.285	2.055.192	324.697.538

Échanges commerciaux.

Résumé, en francs, du mouvement commercial pendant les douze dernières années.

Importations et exportations. — En 1900, 1.340.427.405 francs; en 1901, 1.408.379.255 francs; en 1902, 1.412.629.915 francs; en 1903, 1.760.955.620 francs; en 1904, 2.257.417.470 francs; en 1905, 2.639.991.305 francs; en 1906, 2.781.121.750 francs; en 1907, 2.720.903.425 francs; en 1908, 3.194.890.385 francs; en 1909, 3.500.533.115; en 1910, 3.621.983.555 francs; en 1911, 3.457.541.120 francs. Soit en totalité, 33.554.315.440 francs.

Importations en 1911.

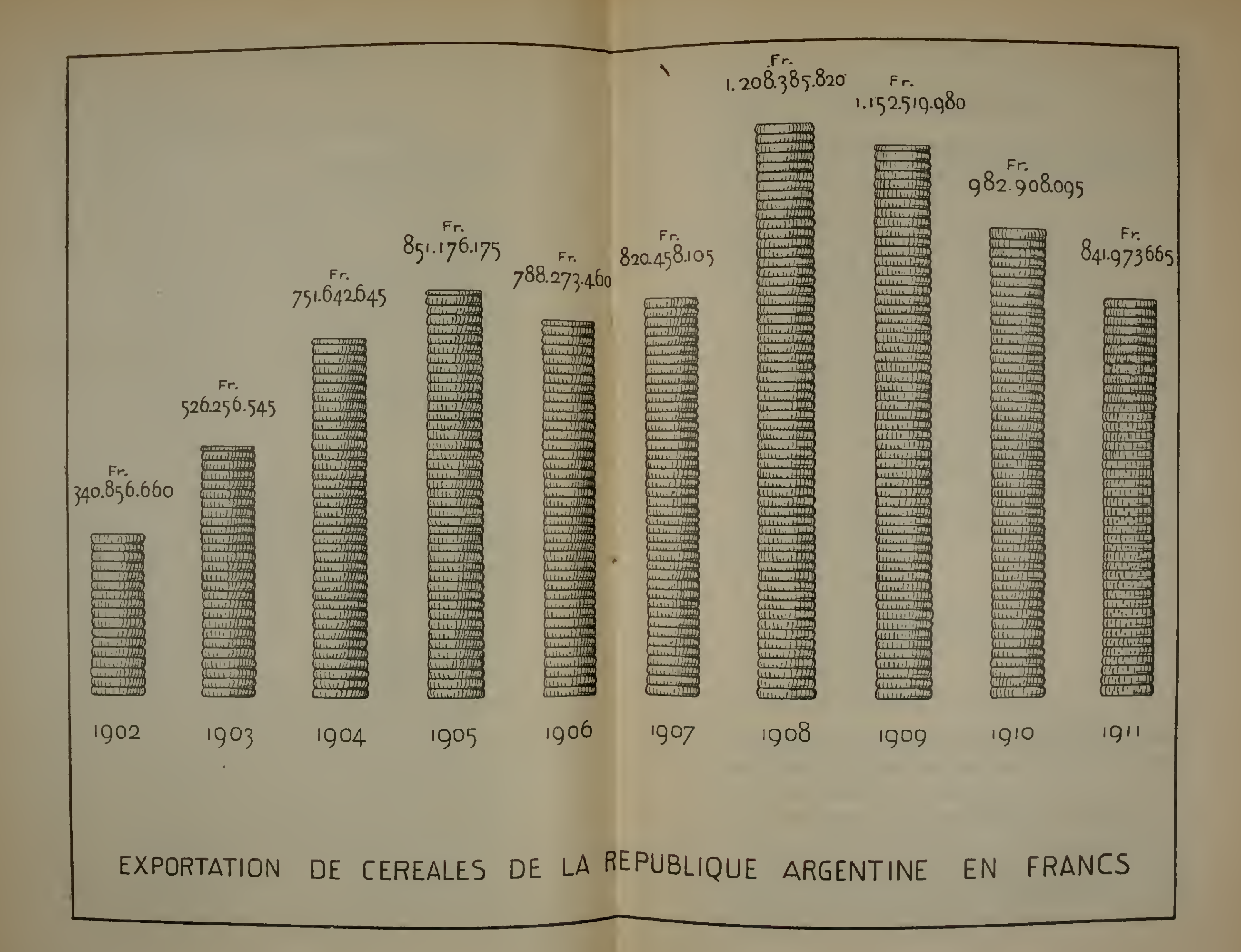
Voici, par chapitres d'articles, le tableau exposant le résultat des importations dans l'année 1911, d'après les chiffres publiés par la Direction générale de statistique.

	Valeur officielle en francs.	
Animaux sur pied	2.607.650	francs
Substances alimentaires	146.683.835	—
Tabac et ses applications	29.459.025	—
Boissons	68.995.850	—
Matières textiles et leurs produits manufacturés	348.340.605	—
Huiles fixes, minérales, volatiles et médicinales	79.452.320	—
Produits chimiques et pharmaceutiques	60.891.370	—
Couleurs et teintures	12.224.090	—
Bois et ses produits	52.002.895	—
A reporter	800.657.640	francs.

	Valeur officielle en francs.	
Report.	800.657.640	francs.
Papier et ses produits. . . .	43.349.900	—
Cuirs et ses produits manufacturés	17.988.920	—
Fer et ses produits manufacturés	215.428.705	—
Autres métaux et leurs produits manufacturés	77.398.430	—
Machinerie agricole.	68.614.730	—
Matériel de chemin de fer . .	184.326.895	—
Pierre, terres, cristallerie, céramique	166.010.380	—
Matériel de constructions. . .	168.947 220	—
Matériel électrique	33.418.365	—
Divers.	57.915.245	—
Total. . .	1.834.053.430	francs

Ci-dessous nous donnons les plus-values des chapitres d'articles qui marquent une plus grande augmentation dans le mouvement des importations, par rapport à celui de l'année 1911 :

Substances alimentaires . . .	10.977 540	francs
Huiles.	9.990.125	—
Couleurs et teintures	698.880	—
Bois et ses produits.	8.649.265	—
Papier et ses produits. . . .	1.811.395	—
Cuirs et leurs produits manufacturés	2.610.845	—
Autres métaux et leurs produits manufacturés	13.046.155	—
Machinerie agricole.	305.665	—
Matériel de chemins de fer . .	8.850.980	—
Pierre, terres, cristallerie, céramique	11.382.830	—
Matériel de constructions. . .	22.760.550	—
Matériel électrique	4.710.715	—
Divers	8.844.420	—
Total. . .	104.639.365	francs



Fr.
340.856.660
Fr.
526.256.545
Fr.
751.642.645
Fr.
851.176.175
Fr.
788.273.460
Fr.
820.458.105
Fr.
1.208.385.820
Fr.
1.152.519.980
Fr.
982.908.095
Fr.
841.973.665
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
EXPORTATION DE CEREALES DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE EN FRANCS

Exportations en 1911.

Le tableau ci-après montre le développement des exportations pour l'année 1911 :

		Valeur officielle en francs.	
Produits	de l'élevage	841.973.665	francs
—	de l'agriculture. . .	698.821.930	—
—	forestiers	61.273.020	—
—	des mines.	2.826.690	—
—	de la chasse et de la pêche	8.316.425	—
—	divers	10.275.960	—
	Total. . .	1.623.487.690	francs

Pendant la dernière période décennale, la valeur des exportations a été comme suit :

1902	897.433.635	francs
1903	1.104.922.620	—
1904	1.320.787.625	—
1905	1.614.219.205	—
1906	1.461.269.145	—
1907	1.481.021.845	—
1908	1.830.026.705	—
1909	1.986.752.640	—
1910	1.863.130.275	—
1911	1.623.487.690	—

La plus grande valeur des exportations argentines, dans la dernière période décennale, a été atteinte en 1909 par 1.986.752.640 francs ; la moindre valeur a été fournie en 1902 par 897.433.635 francs. Les exportations de 1902 ont dépassé celles de 1901 de 58.853.125 francs ; celles de 1903, par rapport à celles de 1902, ont augmenté de 207.488.985 francs ; celles de 1904 accusent une augmentation sur celles de

1903 de 215.865.054 francs; celles de 1905 ont progressé sur celles de 1904 par 293.431.580 francs; en 1906, comparativement à 1905, on relève une diminution de 152.950.060; en 1907, les exportations reprennent sur l'année précédente une plus-value de 19.752.700 francs : en 1908, elles augmentent sur 1907 de 349.004. 860 francs, progression due, en majeure partie, aux exportations d'avoine, de lin, de maïs et de blé qui ont excédé respectivement de 30.521.595 francs, 64.617.415 francs, 59.514.430 francs et 230.574.315 fr. par rapport à 1907; celles de 1909 se sont accrues de 156.725.935 francs par rapport à 1908. La valeur des exportations a diminué de 123.622.365 francs en 1910 et de 239.642.855 francs en 1911, soit pour cette dernière année une diminution de 12,8 p. 100.

Pendant la période décennale de 1902-1911, les exportations ont augmenté dans la proportion de 80,8 p. 100.

FRIGORIFIQUES (1)

VIANDES. — Leur préparation et leur exportation.

C'est l'article d'exportation le plus important parmi ceux pour lesquels on utilise le froid artificiel comme élément indispensable.

Pour l'abatage, la congélation et l'exportation

(1) Pour la rédaction de ce chapitre nous avons tenu compte de l'ouvrage « La République Argentine au premier Congrès International du Froid », par M. J.-S. Rey Basadre, 1908, tout en ayant soin de mettre à jour, d'après les statistiques officielles, les principales données qui y figurent.

de viandes de bêtes à cornes et à laine, il y a, dans la République Argentine, huits grands établissements dont les installations, par leur importance, leur méthode de travail, la puissance de leur machinerie, l'hygiène dans leurs procédés et leur extension industrielle supporteraient victorieusement la comparaison avec les établissements analogues d'une des nations quelconques où cette industrie a atteint le plus grand développement, soit les États-Unis, l'Angleterre ou l'Australie.

Les établissements cités sont les suivants :

FONDÉS AVEC DES CAPITAUX ARGENTINS

Sansinena de Carnes Congeladas, établissements La Negra et Cuatreros	15.000.000 francs.
La Blanca, établissement La Blanca.	7.500.000 —
Frigorifico Argentina, établissement Riachuelo.	6.250.000 —

CAPITAUX MIXTES PARTIE ARGENTINS, PARTIE EUROPÉENS

Las Palmas Produce C°, établissement à Zarate	12.500 000 francs.
River Plate Fresh Meat C°, à Campana	11.250.000 —
Smithfield et Argentine Meat C°, à Zarate	6.250.000 —

CAPITAUX ÉTRANGERS

La Plata, Cold Storage C°, à la Plata	25.000 000 —
TOTAL DES CAPITAUX . . .	83.750.000 francs

Quant aux affaires, le mouvement des capitaux

employés en 1910 par ces établissements dans leurs diverses opérations a été comme suit :

La Plata Cold Storage C. Ld. . .	75.000.000	francs
C. Sansinena de viandes congelées.	66.550.000	—
Las Palmas Produce C. Ld . .	30.800.000	—
The River Plate Fresh Meat C. Ld.	29.500.000	—
« La Blanca » de viandes congelées	37.400.000	—
The Smithfield and Argentine Meat C. Ld	15.600.000	—
Frigorifique Argentin	18.500.000	—
TOTAL . . .	273.350.000	francs

Établissement « La Negra » de la Compagnie « Sansinena ».

L'honneur d'être le pionnier de cette industrie revient à un Argentin, M. F. Sansinena, qui dédia ses capitaux et son énergie à l'établissement de l'industrie frigorifique dans la République Argentine. La maison F. Sansinena et fils commença, voici vingt-six ans, l'exportation de viandes en se servant de machines à air comprimé comme productrices de basses températures.

Depuis ce temps, la « Compañia Sansinena de carnes », succession de la maison fondatrice, a transformé son établissement; de ses installations et de son administration elle a fait un modèle de bonne méthode, tant au point de vue commercial qu'en ce qui concerne l'hygiène dans ses procédés de préparation.

L'établissement « La Negra », situé sur la rive sud du « Riachuelo », limite entre la capitale fédérale et la province de Buenos-Aires, c'est-à-dire aux portes de la ville de Buenos-Aires, possède les machines

suivantes, productrices de froid : 4 machines-compresseurs De la Vergne, fabrication anglaise, rendement 320 T. R., 3 machines-compresseurs Linde, fabrication allemande, rendement 360 T. R., soit au total 680 T. R.

L'espace refroidi dans ses 32 chambres, antichambres et couloirs, est de 1.002.600 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 800 bêtes à cornes et de 5.000 bêtes à laine par jour.

L'établissement de la même compagnie, situé à Cuatreros, près de Bahia Blanca, dans la province de Buenos-Aires, dispose de 2 machines-compresseurs Linde, fabrication allemande, rendement 240 T. R.

Ses chambres, antichambres, etc., mesurent 523.000 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 200 bêtes à cornes et de 3.000 bêtes à laine par jour.

Les exportations de la Compagnie Sansinena, pendant les douze dernières années, accusent le mouvement suivant :

Années.	Bêtes à laine.	Quartiers de bêtes à cornes congelés et réfrigérés.	Valeur francs.
1900 . .	940.094	98.362	23.719.980 (1)
1901 . .	985.294	157.740	27.592.880 (1)
1902 . .	1.289.628	304.108	40.997.960
1903 . .	1.072.248	291.621	36.026.000
1904 . .	1.207.801	242.940	36.303.000
1905 . .	1.002.146	391.837	39.634.770
1906 . .	773.243	368.571	33.893.410
1907 . .	812.624	273.703	29.937.630
1908 . .	1.058.862	329.329	37.643.690
1909 . .	796.518	363.076	34.084.160
1910 . .	746.583	325.915	30.627.440
1911 . .	895.824	478.675	41.850.230

(1) Ces prix sont calculés à raison de 20 francs par tête de mouton congelé (ou 400 francs par tonne) et de 50 francs par quartier de bouvillon congelé et réfrigéré (ou 500 francs par tonne).

Compagnie « La Blanca de carnes congeladas ».

L'établissement « La Blanca », situé sur la rive sud du « Riachuelo », c'est-à-dire à la limite de la capitale fédérale et de la province de Buenos-Aires, possède la machinerie productrice de froid que voici : 3 compresseurs de la Vergue, fabrication anglaise, rendement 360 T. R., 1 compresseur Haslam, fabrication anglaise, rendement 30 T. R., au total 390 T. R.

L'espace réfrigéré, dans ses 25 chambres, mesure 829.195 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 200 bêtes à cornes et de 5.000 bêtes à laine par jour.

Cet établissement a exporté dans ses neuf années d'existence :

Années.	Bêtes à laine.	Quartiers de bêtes à cornes congelés et réfrigérés.	Valeur francs.
1903 . .	213.112	42.513	6.387.890
1904 . .	424.486	178.709	17.425.170
1905 . .	244.299	215.878	15.679.880
1906 . .	119.370	259.412	15.358.000
1907 . .	51.139	292.293	15.637.430
1908 . .	126.482	359.390	20.499.140
1909 . .	190.568	371.883	22.405.510
1910 . .	346.132	429.177	28.381.490
1911 . .	345.019	504.664	32.133.580

Compagnie « Frigorifico argentino ».

Cet établissement est situé sur la rive sud du « Riachuelo », dans la province de Buenos-Aires. Il dispose de la machinerie suivante : 4 machines-compresseurs Linde, fabrication allemande, rendement 600 T. R.

L'espace de ses chambres mesure 750.000 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 300 bêtes à cornes et 5.000 bêtes à laine par jour.

Il a exporté dans les sept années qu'il compte d'existence :

Années.	Bêtes à laine.	Quartiers de bêtes à cornes congelés et réfrigérés	Valeur francs.
1905 . .	126.882	64.604	5.767.690
1906 . .	252.918	146.440	12.378.860
1907 . .	261.335	101.792	10.316.300
1908 . .	431.853	148.846	16.079.360
1909 . .	196.322	257.962	16.824.540
1910 . .	218.983	230.770	15.918.160
1911 . .	273.016	323.486	21.634.620

« Las Palmas Produce C° » à Zarate.

Établissement situé sur la rive du fleuve Parana.

Il possède 5 machines compresseurs Linde, construction anglaise, rendement 800 T. R.

Le volume approximatif de ses chambres est de 800.000 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 500 bêtes à cornes et de 5.000 bêtes à laine par jour.

Cet établissement a exporté dans les douze dernières années :

Années.	Bêtes à laine.	Quartiers de bêtes à cornes congelés et réfrigérés.	Valeur francs.
1900 . .	686.343	84.869	17.970.340
1901 . .	809.785	170.712	24.731.300
1902 . .	1.019.331	224.224	31.597.820
1903 . .	1.095.678	291.226	36.474.860
1904 . .	1.056.996	312.870	36.783.420
1905 . .	867.832	366.730	35.693.140
1906 . .	664.860	352.634	30.928.900
1907 . .	669.325	284.424	27.607.700
1908 . .	656.075	317.508	28.996.900
1909 . .	477.889	331.883	26.151.930
1910 . .	350.778	335.557	23.793.410
1911 . .	454.551	315.339	24.857.970

« River Plate Fresh Meat C° » à Campana.

Établissement situé sur la rive du fleuve Parana.

Il possède 5 machines compresseurs Linde et Haslam, de fabrication anglaise, d'un rendement de 750 T. R.

Le volume réfrigéré de ses 44 chambres est de 800.000 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 500 bêtes à cornes et de 5.000 bêtes à laine par jour.

Il a exporté dans les douze dernières années :

Années.	Bêtes à laine.	Quartiers de bêtes à cornes congelés et réfrigérés.	Valeur francs
1900 . .	758.777	82.734	19.312.240
1901 . .	927.648	170.123	27.059.140
1902 . .	1.120.263	301.881	37.449.310
1903 . .	1.000.562	370.663	38.544.390
1904 . .	855.039	335.136	33.857.580
1905 . .	680.836	378 588	32.546.120
1906 . .	553.589	412.695	31.706.530
1907 . .	419.186	349.368	25.852.120
1908 . .	476.604	448.943	31.979.230
1909 . .	408.819	428.477	29.600.230
1910 . .	466.402	526.957	35.675.890
1911 . .	427.313	562.088	36.650.660

« Smithfield and Argentine Meat C° à Zarate.

Établissement situé sur la rive du fleuve Parana.

Il possède 2 compresseurs Haslam, de fabrication anglaise, d'un rendement de 190 T. R.

Le volume de ses chambres frigorifiques est de 110.000 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 150 bêtes à cornes et de 800 bêtes à laine par jour.

Cet établissement a exporté dans les sept années qu'il compte d'existence :

Années.	Bêtes à laine.	Quartiers de bêtes à cornes congelés et réfrigérés.	Valeur francs.
1905 . .	33.830	54.604	3.406.800
1906 . .	14.172	149.284	7.747.640
1907 . .	34.679	158.716	8.629.380
1908 . .	30.549	214.612	11.341.580
1909 . .	1.699	232.968	11.682.380
1910 . .	3.076	201.704	10.146.720
1911 . .	79.611	314.380	17.311.220

Cette compagnie est la première qui a introduit dans la République la préparation de conserves de viandes en pots, semblables à celles exportées par l'Amérique du Nord, et ses marchandises ont trouvé un accueil favorable sur le marché anglais, accueil qui était certainement bien mérité par suite des soins apportés à leur préparation et de leur qualité exquise.

Nous sommes pleinement convaincus que, dans très peu d'années, la République Argentine occupera également dans cet article d'exportation une place de premier ordre, car les viandes qu'elle emploie dans ce genre de préparation sont, comme qualité, de beaucoup supérieures à celles employées habituellement par ses concurrents actuels. De même qu'elle occupe sur le marché anglais la première place entre les pays importateurs de viandes congelées, elle saura conquérir une place semblable pour ce qui est de l'importation de conserves de viandes en pots.

« La Plata Cold Storage C° » à la Plata.

Établissement situé au Grand Dock du port de la Plata, dans la province de Buenos-Aires.

Il possède 3 compresseurs « Hercules », provenant de l'Amérique du Nord, d'un rendement de 720 T. R.

Le volume d'air de ses 17 chambres réfrigérées est de 636.000 pieds cubes.

Sa puissance d'abatage est de 450 bêtes à cornes et de 5.000 bêtes à laine par jour.

Cet établissement a exporté dans les huit années qu'il compte d'existence :

Années	Bêtes à laine	Quartiers de bêtes à cornes congelés et réfrigérés.	Valeur francs.
1904 . .	129.456	140.343	9.606.270
1905 . .	369.299	450.519	29.911.930
1906 . .	454.879	329.521	25.573.630
1907 . .	537.451	306.677	26.082.870
1908 . .	517.242	477.455	34.202.590
1909 . .	652.055	580.962	42.089.200
1910 . .	741.722	849.542	57.311.540
1911 . .	1.022.305	1.239.070	82.399.600

TOTAL DE LA PUISSANCE FRIGORIFIQUE APPLIQUÉE A LA PRÉPARATION DES VIANDES

	Tonnes réfrigération.
Cie Sansinena à La Negra et Cuatreros . .	920
Cie « La Blanca »	390
Cie Frigorifico Argentino.	600
Las Palmas Produce C°	800
River Plate Fresh Meat C°	750
Smithfield et Argentine Meat C°	190
La Plata Cold Storage C°	720
TOTAL. . .	4.370

L'importation de viandes au Royaume-Uni, en 1910, s'établissait comme suit :

	Francs.
Le premier rang est occupé par l'Argentine avec 1.410.159 quartiers de bœuf, 2.603.409 moutons et 890.865 agneaux, d'une valeur totale de. . .	149.302.080
La deuxième place est occupée par la Nouvelle-Zélande, avec 165.546 quartiers de bœuf, 1.795.259 moutons et 3.427.236 agneaux, d'une valeur totale de	146.999.560
La troisième place est occupée par l'Australie, avec 521.382 quartiers de bœuf, 1.962.048 moutons et 1.650.231 agneaux, d'une valeur totale de. . .	114.816.990
Total . . .	411.118.630

La France a commencé à importer des viandes argentines en septembre 1911. La Compagnie Sansinena de viandes congelées a, depuis lors, effectué des envois mensuels de 1.500 à 2.000 par mois, pour une durée de six mois. Néanmoins, les classes ouvrières continuent en France à n'employer et à ne se nourrir que de viande de cheval, ainsi que le prouve la statistique de la municipalité de Paris. Cette dernière donne le chiffre de plus de 49.000 chevaux abattus, produisant plus de 12 millions de kilogrammes. Le prix de la viande introduite dans le Royaume-Uni a été en moyenne, de 69 centimes le kilogramme, et une partie de cette viande de première qualité, hygiénique et réunissant les meilleures conditions au point de vue nutritif, a été détaillée à la nation anglaise à moins de 60 centimes le kilogramme.

Pour mettre en lumière les conditions exception-

nelles dans lesquelles se trouve la République Argentine pour combler en partie le déficit dont souffre la majorité des nations par suite de la disproportion entre la quantité de bétail existant et le nombre de ses habitants, nous donnons le renseignement suivant.

Les statistiques officielles donnent comme bétail existant :

Dans les États-Unis d'Amérique :

69.080.000 bêtes à cornes, soit par habitant .	0,76
57.216.000 bêtes à laine, soit par habitant . .	0,63

Dans la République Argentine :

33.484.188 bêtes à cornes, soit par habitant .	4,66
77.303.517 bêtes à laine, soit par habitant. .	10,78

Ces chiffres prouvent que la République Argentine est appelée actuellement à être le fournisseur de viande des pays qui en ont besoin, et qu'avec son important territoire propice à la production économique de céréales, il lui est réservé une place économique universelle de premier ordre.

BRASSERIES

La République Argentine possède 32 établissements produisant de la bière. Tous sont pourvus des appareils producteurs de froid artificiel que leur industrie nécessite.

L'établissement le plus important existant dans la République Argentine est dû à l'initiative du capital français. Fondé aux environs de 1890, ses actionnaires reçoivent sur leur capital des dividendes de 20 p. 100 par an.

Cet établissement s'appelle « Cerveceria Argen-

tina ». Il est situé dans le village de Quilmes, dans la province de Buenos-Aires, à 23 kilomètres de distance seulement de la capitale: il est desservi par un embranchement du chemin de fer du Sud, ainsi que par un tramway électrique.

Le capital de la Société anonyme « Brasserie Quilmes » est de 25.000.000 francs.

Cet établissement dispose de 7 compresseurs, 3 à acide sulfurique et 4 à ammoniaque anhydre. Les premiers sont de fabrication française, les derniers de fabrication allemande. Leur puissance de réfrigération est de 402 T. R. par jour.

Le volume de ses chambres réfrigérées est de 1.943.000 pieds cubes.

Sa production et sa vente ont été, en 1907, de 35.167.000 litres.

En outre, la province de Buenos-Aires possède 9 fabriques de bière de peu d'importance, qui ont ensemble une puissance de réfrigération d'environ 200 T. R. par vingt-quatre heures. Leur vente totale n'a été, en 1909, que de 402.000 litres.

Dans le reste de la République il existe 19 fabriques de bières dont les machines ont une puissance de réfrigération de 440 T. R. par vingt-quatre heures. L'espace réfrigéré est de 580.000 pieds cubes, et leur vente a été, en 1907, d'un total de 8.084.442 litres.

Les fabriques existant dans la capitale argentine, la ville de Buenos-Aires, sont au nombre de trois, soit : Cia Bieckert, Cia La Palermo et Cia La Buenos-Aires.

La fabrique de bière de Bieckert possède 3 compresseurs à acide sulfurique et 5 compresseurs à ammoniaque anhydre d'une puissance totale de 520 T. R. Le volume de ses chambres réfrigérées

est de 1.766.800 pieds cubes, et sa vente a été, en 1907, de 13.590.000 litres.

Les chiffres précédents se réfèrent aux deux établissements que cette compagnie anglaise possède dans la République Argentine : l'un, l'ancien, au cœur de la ville de Buenos-Aires, et l'autre, complètement nouveau, qui a commencé à fonctionner en 1908, est situé à la gare Llavallol du chemin de fer du Sud. Ce dernier établissement est un modèle dans tous ses détails et met cette Compagnie dans la possibilité d'élever sa vente à un chiffre quatre fois supérieur à celui de la vente de 1907.

Société Cerveceria Palermo.

Situé dans un quartier très central de la capitale, cet établissement a, dans les dernières années, augmenté considérablement l'importance de ses installations.

Il possède 4 compresseurs Linde, de fabrication allemande, à ammoniaque anhydre, d'une puissance totale de 230 T. R. par vingt-quatre heures.

Le volume de ses chambres réfrigérées est de 900.000 pieds cubes.

Sa vente a été, en 1907, de 9.357.430 litres.

Société Cerveceria de Buenos-Aires.

Cet établissement, situé dans la ville de Buenos-Aires, a également augmenté pendant la dernière année l'importance de ses installations.

Il a 4 compresseurs Linde, de fabrication allemande, d'une puissance de 160 T. R. par vingt-quatre heures.

Le volume de ses chambres réfrigérées est de 450.000 pieds cubes.

Sa vente, en 1907, s'éleva à 3.514.200 litres

Compagnie Cerveceria Rio Segundo.

Cette compagnie a 2 établissements dans la ville de Cordoba.

Elle possède 4 compresseurs à ammoniaque anhydre, d'une puissance totale de 156 T. R. par vingt-quatre heures.

Le volume de ses chambres réfrigérées est de 246.575 pieds cubes.

Sa vente, en 1907, se monta à 3.100.000 litres.

RÉSUMÉ DE LA PUISSANCE DE RÉFRIGÉRATION APPLIQUÉE A LA FABRICATION DE LA BIÈRE

	Tonnes réfrigérations.
Cerveceria Quilmes, par 24 heures	402
Autres fabriques de bière dans la province de Buenos-Aires, par 24 heures	200
19 fabriques de bière dans le reste de la République, par 24 heures	440
Cerveceria Rio Segundo, par 24 heures . .	156
— Bieckert, — . .	520
— Palermo, — . .	230
— Buenos-Aires — . .	160
TOTAL	2.108

USINES A GLACE

La capitale de la République Argentine possède en tout, pour la consommation de glace de ses habitants, 16 usines à glace, d'un rendement total de glace de 738 tonnes par vingt-quatre heures, soit, journellement, 650 grammes de glace par habitant,

ce qui la met à la première place entre toutes les grandes villes productrices de glace, par rapport au nombre de leurs habitants.

Toute la glace produite par ces établissements est chimiquement pure, faite toute entière de vapeur condensée conformément aux prescriptions de l'ordonnance municipale.

Le prix de gros de la glace est de 50 francs les 1.000 kilogrammes, et celui du charbon 55 francs les 1.000 kilogrammes, ce qui donne à la ville de Buenos-Aires la première place au point de vue du bas prix de la glace artificielle et chimiquement pure, par rapport au prix payé pour le charbon. Il n'y a aucune ville qui vende de la glace artificielle à un prix inférieur à celui du charbon brûlé pour la produire.

Les 16 usines à glace ont ensemble une puissance frigorifique de 1.476 T. R. par vingt-quatre heures.

Quelques-unes des usines à glace ont installé des chambres frigorifiques dans lesquelles on dépose et conserve différents objets.

Ainsi, par exemple, la « Negra Maschwitz Rey Limitada » dispose de deux grandes chambres maintenues à une température de 14° à 16° au-dessous de zéro pour la conservation de poissons et de coquillages qu'un de ses clients reçoit de Southampton par chaque vapeur, et de :

2	ch. p. la cons.	de beurre à	— 5° C.
4	—	de gibier, à	— 6°
2	—	de bière europ. en fûts, à .	— 0°
1	—	d'œufs de vers à soie, à . .	— 1°
1	—	de fourrures et vêtem., à .	— 2°
8	—	d'œufs de poules, à . . .	— 1°
8	—	de fruits, à.	— 1°
3	—	de glace, à	— 4°

Le volume d'air de ces chambres est au total de 148.000 pieds cubes.

La conservation des pèches est possible seulement pendant trente à quarante jours, et à une température de 1 à 2° C. au-dessus de zéro. Cependant, il est indubitable que les fruits perdent une partie de leur arome.

Les poires se conservent parfaitement pendant trois à quatre mois.

Pour les prunes, cette durée est de deux à trois mois.

Le fruit par excellence au point de vue de conservation dans les chambres frigorifiques est la pomme, attendu qu'elle se maintient en bon état pendant huit à neuf mois.

L'article qui laisse les plus gros bénéfices, ce sont les œufs, car on peut les conserver jusqu'à neuf mois avec une perte de 3 p. 100. Ainsi, dans notre pays, les œufs qui entrent dans la chambre frigorifique au moment où ils coûtent 1 fr. 40 la douzaine, c'est-à-dire en août et septembre, en sortent pour la vente en avril et mai, quand leur prix est de 2 fr. 20 à 2 fr. 80 par douzaine laissant au dépositaire des bénéfices énormes.

Le seul inconvénient dans la conservation d'œufs en chambres frigorifiques est que cet article étant très délicat, il a besoin d'installations très parfaites et d'un maniement très soigneux, aussi bien en ce qui concerne le maintien d'une température égale sans aucun changement, que le degré d'humidité que doit avoir l'air ambiant des chambres de dépôts. Un autre point difficile dans la conservation des œufs est la ventilation, qui doit se faire périodiquement au

moyen d'air filtré ayant exactement la même température que celle régnant dans les chambres, et ce, afin d'éviter des changements de température.

Les thermomètres et hydromètres enregistreurs sont d'une grande utilité et sont indispensables pour la conservation de ce genre d'articles.

Un autre problème important a été résolu au moyen du froid : c'est la conservation des fourrures, si employées aujourd'hui pour la parure des dames. Cet article ayant une grande valeur et étant difficile à défendre contre les attaques des mites, l'établissement d'entrepôts frigorifiques a été d'une grande utilité, et les chambres de la « Negra Maschwitz Rey » ont renfermé l'été dernier des objets d'une valeur de plus de 600.000 francs.

Préparation du lait pour la consommation de la ville de Buenos-Aires.

Les trois établissements existant pour le filtrage, la pasteurisation, le refroidissement et la mise en bouteilles du lait destiné à la consommation de la capitale de la République sont les suivants :

	Consommation par jour.
La Martona	115.069 litres
La Vascongada	106.174 —
La Granja Blanca	13.700 —
Formant un total de	234.943 litres

de lait filtré, pasteurisé et refroidi, ce qui représente pour ses 1.379.421 habitants (1) plus de 170 grammes

(1) Ce chiffre correspond au dénombrement établi au 31 mai 1912, d'après le *Bulletin Mensuel de Statistique Municipale de la ville de Buenos-Aires*.

de lait pur par personne, sans compter les 100.000 litres environ reçus journellement par les laitiers au détail, et le lait fourni par les tambos de la capitale.

La qualité et la quantité de lait livré tous les jours à la consommation par ces trois établissements, qui font honneur au progrès de la capitale et à l'esprit d'entreprise de ces natifs, font que la ville de Buenos-Aires occupe, par rapport au nombre de ses habitants, la première entre toutes les grandes villes du monde pour la consommation du lait pasteurisé.

Le capital employé dans ces entreprises était en 1907 de 17.250.000 francs.

La puissance de leurs machines frigorifiques est la suivante :

	Tonnes réfrigération.
La Vascongada, 4 compresseurs York, fabrication américaine, de	140
La Martona, 2 compresseurs Linde, fabrication allemande, de	60
La Granja Blanca, 1 compresseur Linde, fabrication française, de	10
Total	210

	Pieds cubes.
Espace réfrigéré à La Vascongada	23.873
— à La Martona.	10.800
Total	34.673

Inspection sanitaire.

L'état excellent de santé du bétail argentin est dû aux lois et règlements argentins sur l'inspection sanitaire des bêtes, rigoureusement observé par le nombreux corps de vétérinaires nationaux et municipaux. Il existe dans les abattoirs une salle de necropsis confiée à la police sanitaire, dépendante

de la division d'élevage du ministère de l'Agriculture. L'inspection sanitaire se fait dans les enclos par les vétérinaires qui examinent chaque bête, envoyant à la salle des necropsis, celles qui offrent quelque trace d'épizootie. Il y est procédé à l'autopsie à l'effet d'étudier les caractères de la maladie. Les bêtes atteintes de gale sont soumises à un bain dans des installations *ad hoc* de l'établissement, après l'application d'une amende au propriétaire Si la bête souffre d'un mal infectieux, elle est envoyée aux fours crématoires dont sont pourvus les marchés de bétail. Le nombre de bètes inspectées dans le courant de 1910 a été de 4.141.821. Il est utile de mentionner ici le nombre de bètes refusées en 1907, tant dans les établissements de préparation de viandes pour l'exportation que dans ceux traitant la viande salée, ainsi que dans l'abattoir municipal de la capitale de la République, la ville de Buenos-Aires :

ÉTABLISSEMENTS FRIGORIFIQUES

Abattues, 561.578 bêtes. Refusées, 5.604 . . . 1,00 p. 100.

ÉTABLISSEMENTS PRÉPARANT DE LA VIANDE SALÉE

Abattues, 392.608 bêtes. Refusées, 192. . . . 0,04 p. 100

ABATTOIR DE BUENOS-AIRES

Abattues, 775.568 bêtes. Refusées, 3.599 . . . 0,47 p. 100.

En revanche, voici les quantités de bovidés refusés par l'inspection officielle parmi les pères de troupeaux achetés dans la Grande-Bretagne, bêtes soigneusement choisies par le fermier vendeur et l'acheteur argentin, vaccinées contre la tuberculose et

destinées à la reproduction des troupeaux des éleveurs argentins :

En 1906 : bêtes importées, 2.753 ; refusées et tuées, 227	8,24 p. 100.
En 1907 : bêtes importées, 1853 ; refusées et tuées, 106. . . .	5,72 p. 100.

Les lignes qui précèdent montrent clairement la situation que la République Argentine occupe déjà dans l'exportation de viandes et de céréales, et qui satisfait à des besoins alimentaires universels, situation qu'aucune nation du monde ne peut lui disputer, et qui sera, dans un avenir prochain, plus extraordinaire encore.

Ce dont la République Argentine a besoin, et ce qu'elle sollicite, ce sont des lois libérales lui permettant d'exporter ses viandes à toutes les nations de l'Europe, ces dernières en ayant bien besoin. Cela a été rendu impossible par des lois restrictives et protectrices, qui privent ainsi les habitants des pays européens d'un aliment indispensable à leur santé, en raison de ses qualités nutritives de premier ordre et de son prix réduit.

CAPITAUX EUROPÉENS ENGAGÉS DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

CAPITAUX ANGLAIS : 7. 757.544.476 FRANCS

Ce sont les capitalistes anglais qui ont employé dans la République Argentine la somme la plus importante. Guidés par leur clairvoyance et leur audace, ils furent les seuls, jusque dans ces dernières an-

nées, qui entreprirent la construction de la plupart des voies ferrées qui traversent la République, la fondation d'établissements de banque et hypothécaires, de tramways, d'établissements frigorifiques pour l'exportation des viandes, de compagnies d'éclairage public, de ports, etc., etc.

Depuis quelques années, les capitalistes français allemands et belges ont commencé à prendre à leur charge, à leur tour, la fondation d'établissements de crédit et hypothécaires, de tramways, de voies ferrées, de ports, etc. Nous croyons que les résultats qu'ils ont obtenus les feront persévérer dans cette voie, car la République Argentine, à n'en point douter, est présentement le pays qui se prête le mieux au placement de capitaux qui jouissent d'amples garanties et donnent des rendements importants.

Les capitaux anglais employés dans l'Argentine au 1er janvier 1912 s'élèvaient à l'énorme chiffre de 7.757.544.476.

CAPITAUX FRANÇAIS : 3.599.688.878 MILLIONS DE FRANCS

Les capitaux français tiennent le deuxième rang. Par suite des résultats obtenus dans les entreprises où ils étaient engagés, les capitaux français, si méfiants et réfractaires à émigrer en vue de placements plus rémunérateurs que ceux d'Europe et tout aussi garantis, témoignent aujourd'hui d'un élan plus fort et prennent à leur charge d'importantes entreprises qui attestent le prestige mérité et l'habileté de ceux de leurs compatriotes mis à la tête de ces administrations.

« Au point de vue des emprunts d'État et des

grandes entreprises collectives, les capitalistes français sont devenus, suivant une expression de M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, « les banquiers de l'Europe ».

« Aussi, la France est créditrice partout ; tous les changes lui sont favorables ; tous les pays ont des remises d'or à lui faire, et c'est là ce qui explique, en même temps que l'admirable sérénité de sa lourde circulation fiduciaire, pourquoi ses billets de banque sont recherchés même avec faveur, et préférés à l'or qu'elle trouve encombrant ; pourquoi son encaisse-or n'a jamais atteint d'aussi formidables chiffres, pourquoi, enfin, bon an, mal an, malgré les dépenses budgétaires, les chiffres toujours croissants de ses budgets, ses capitalistes et ses rentiers mettent de côté 1.500 millions à 2 milliards et supportent avec facilité de lourdes pertes, parce qu'ils ont l'habitude de répartir leurs placements et d'avoir de tout un peu. Ils varient, en un mot, leur menu financier (1). »

Si tel est le rôle prépondérant que le capital français a joué et joue encore dans la réalisation des entreprises industrielles ou commerciales tentées par les nations modernes, si telle est, en réalité, la somme considérable mise de côté, comme produit de son épargne, et qu'il emploie en placements productifs, il est permis de se demander comment il se fait que les capitaux français ne se soient pas répandus avec plus d'abondance dans la République Argentine, et surtout pourquoi ils sont sur le point de se laisser distancer par d'autres nations qui, venues

(1) Voir : *Annuaire de la Société d'Économie politique* (année 1903).

beaucoup plus tard, apportent au progrès économique de ce pays l'impulsion de leurs capitaux ?

Parmi les capitaux français placés dans la République Argentine, soit en chemins de fer, soit en hypothèques sur bien-fonds, soit encore en achats de titres de la Dette publique, en entreprises de colonisation, en estancias, etc., et représentant une somme de 3.599.688.878 francs, on peut citer actuellement (mars 1911) les entreprises suivantes :

Emprunt argentin 5 % 1884	26.260.000	francs.
— — 5 % 1886	150.495.000	—
— — 4 % 1896 (rescission) .	221.112.500	—
— — 4 % 1900	84.946.000	—
— — intérieur 5 % or 1907 .	170.811.000	—
— — — 5 % or 1909 .	81.837.000	—
— — — 4 1/2 % or 1911	350.000.000	—
— — 4 % or 1887	419.693.075	—
— — intérieur 5 % de 1905 .	180.466.880	—
— — 6 % 1910 (cédules hypothéc.) circulation présumée en France.	50.000.000	—
Emprunt prov. de Buenos-Ayres 5 % or 1908.	18.375.000	—
— — — 6 % intérieur consolidé. .	80.946.800 (1)	—
— — — 6 % (obras de la Plata). .	19.030.000	—
— — — 5 % (afirmad.)	18.700.000	—
— — — 4 1/2 % or 1909	42.000.000	—
— — — 4 1/2 or 1910.	88.200.000	—
— — — 3 à 3 1/2 % or 1906/07-1909	287.400.000	—
— prov. de Tucuman 5 % or 1909. .	24.997.500	—
— — de Mendoza 5 % or 1909 .	30.000.000	—
— — de Corrientes 6 % or 1910.	9.920.000	—
— — de San-Juan 5 % or 1909 .	12.500.000	—
— — de Santa-Fé intér. 6 % 1909 (série B)	6.204.000	—

(1) Voir le renvoi figurant au bas du tableau relatif aux valeurs admises à la bourse de Paris, page 257.

Banco español del Rio de la Plata (1/4 du capital), celui-ci se chiffrant par 220.000.000	55.000.000	francs.
Banque hypothéc. Franco-Argentine, actions	12.500.000	—
— — obligations	130.738.000	—
Banco popular Argentino-obligations. . .	2.500.000	—
Banque Argentine et Française.	7.500.000	—
Banque Française du Rio de la Plata (portion de capital), celui-ci se chiffrant par 115.300.065 fr.	50.000.000	—
Caisse hypothéc. Argentine, capital act. versé	3.125.000	—
— — obligations . .	25.000.000	—
Crédit Foncier Argentin, capital versé . .	50.000.000	—
— — obligations. . .	100.000.000	—
— de Santa-Fé, capital . . .	34.000.000	—
— — obligations. .	10.000.000	—
Société Foncière de l'Argentine, capital act.	5.000.000	—
— — obligations	10.000.000	—
Compagnie des chemins de fer de la province de Santa-Fé, capital actions . . .	10.800.000	—
— — obligations. .	187.000.000	—
Société Franco-Argentine de Travaux publics	3.000.000	—
Compagnie Générale des chem. de fer dans la prov. de Buenos-Ayres, capital actions.	50.000.000	—
— obligations. .	174.551.000	—
Compagnie de chemins de fer de Rosario à Puerto-Belgrano, capital actions . . .	25.000.000	—
— obligations	125.000.000	—
Société du port de Rosario, capital actions.	10.000.000	—
— — obligations . .	78.500.000	—
Gaz de Rosario, actions	4.800.000	—
— obligations	4.000.000	—
Crédit Argentin pour prêts agricoles et hypothécaires, capital	5.000.000	—
— obligations	10.000.000	—
Crédit Foncier du Nord de l'Argent., actions .	10.000.000	—
— — — obligations	20.000.000	—
Société des Prêts hypothécaires en Argentine, actions	5.000.000	—
Caisse hypothéc. Sud-Américaine, actions .	2.500.000	—
— — obligations	5.000.000	—
Comptoir Foncier Franco-Argentin, capital-actions	5.000.000	—

A cette somme importante, il y aurait lieu d'ajouter des chiffres élevés et qui échappent à l'inventaire. Il y a la partie, importante, des sommes placées en hypothèques privées et en commandites commerciales et industrielles.

Des renseignements que je viens de grouper, il résulte que, si jusqu'alors, les capitaux français employés dans ce pays n'ont pas été aussi importants qu'il eût été à désirer, il se dessine actuellement un courant prononcé qui permet d'augurer que la France récupérera bientôt la situation avantageuse qu'elle occupait autrefois dans notre commerce international, et dont elle avait été dépossédée par d'autres nations plus tard venues. Cette réaction est également en conformité avec l'augmentation qui se produit chaque année dans le chiffre de l'importation française dans ce pays, ainsi que l'on pourra s'en rendre compte par les chiffres suivants :

Voici le mouvement des échanges commerciaux de la France avec l'Argentine de 1902 à 1911.

Années.	Importations de la France en Argentine.	Exportations de l'Argentine pour la France.
1902. . . .	46.215.355 francs.	147.937.285 francs.
1903. . . .	63.541.190 —	171.474.725 —
1904. . . .	85.548.580 —	152.982.795 —
1905. . . .	106.241.010 —	187.971.405 —
1906. . . .	133.724.375 —	178.816.770 —
1907. . . .	127.340.130 —	188.810.230 —
1908. . . .	132.384.585 —	144.568.650 —
1909. . . .	154.005.660 —	194.980.020 —
1910. . . .	168.253.200 —	188.838.560 —
1911. . . .	141.387.775 —	159.100.145 —

Mais quoique ces chiffres soient importants, et quoique la progression qu'ils accusent soit extraor-

dinaire, ils sont loin de représenter les véritables valeurs constitutives de l'importation française dans la République Argentine. Il y a, dans cette importation, quelques chapitres qui ne figurent pas dans la stastistique, parce qu'ils échappent à ses appréciations, mais qui, néanmoins, arrivent à former, à la fin de l'année, des sommes considérables.

Il est reconnu universellement que le meilleur champ d'activité de l'industrie française consiste dans la production de tous les articles dans la confection desquels il entre de l'art ou du goût, car la France est incontestablement le pays dont la population a le sentiment artistique le plus développé, et elle sait l'appliquer à toutes les choses qui l'entourent ou qui sortent de ses mains, ainsi que l'a dit avec beaucoup d'éloquence un distingué économiste français au cours d'une notable étude publiée récemment (1).

On sait également que les Argentins des classes riches ou aisées font une importante consommation de ces articles qui constituent la spécialité de l'industrie française, soit en les achetant personnellement à Paris lorsqu'ils se rendent dans la capitale de la France, ce qui est très fréquent, car l'habitude du voyage périodique à travers l'Océan pénètre chaque jour davantage dans les mœurs argentines, soit en les commandant par l'intermédiaire de commissionnaires, soit encore en les demandant aux fabriques avec recommandation de les faire parvenir, comme bagages, avec des voyageurs, ou, ce qui est plus fréquent, en se les faisant envoyer par colis postal.

(1) Voir : L'expansion commerciale de la France, par Jacques Siegfried dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1907.

A combien peut s'élever la valeur de ces articles manufacturés, de ces articles de mode et des confections françaises ? Il n'est pas possible de le savoir; car je le répète, la statistique ne peut l'évaluer, ou, du moins ne l'évalue que pour une infime partie, ces articles étant, ou bien transportés dans les bagages et ils échappent ainsi aux droits de douane, lors de leur retour dans le pays, ou bien, lorsqu'ils paient les droits, ceux-ci sont loin de représenter ce qui devrait les grever en conséquence avec leur prix d'achat; car les tarifs d'estimation ne les imposent pas suffisamment, étant donné que la valeur de ces articles réside principalement dans l'art avec lequel ils ont été fabriqués ou préparés.

Un exemple que reproduit M. Levasseur, dans le travail cité plus haut, démontrera quelle importance revêt pour l'industrie et le commerce français la fabrication et l'exportation de certains articles compris dans la catégorie que j'ai énumérée.

« L'économiste Yves Guyot nous apprend, dans l'article *Importation* du Dictionnaire du commerce, qu'un grand magasin de Paris avait compté dans une année 6 millions de marchandises exportées par colis et, par conséquent, enregistrées en douane, et, en outre, 24 millions d'achats directs faits dans le magasin par des clients connus comme étrangers, sans compter les clients étrangers dont la nationalité lui était inconnue. Il n'est pas douteux que la France reçoive, de ce chef, plus d'argent des acheteurs étrangers que les acheteurs français n'en payent à l'étranger (1). »

(1) Voir *Journal de la Société de Statistique de Paris*, du mois de mars 1906 (n°3), article « Aperçu des résultats de la statistique comparée du commerce extérieur », par Émile Levasseur.

Si cela se produit pour un magasin seulement, on peut calculer à quelle somme considérable s'élève le montant des achats directs qu'effectuent les étrangers, chaque année, dans tous les magasins de Paris, et l'on admettra également que les Argentins figurent pour de nombreux millions dans ce total. Mais, comme je l'ai déjà dit, la statistique est impuissante à établir un compte quelque peu exact des articles qui sont introduits dans ces conditions.

Il y a, de plus, dans les relations commerciales que la France entretient avec l'Argentine, un autre chapitre qui représente pour la première de ces deux nations des sommes considérables. Je veux parler des dépenses effectuées par les Argentins en France, et principalement à Paris, non seulement pour l'achat des articles dont il a été fait mention ci-dessus, mais encore pour les divers frais de séjour, déplacements, distractions, etc. *Pendant l'année* 1911, *il était sorti du port de Buenos-Ayres, par les divers vapeurs qui assurent le service d'outre-mer*, 21.131 *passagers de première classe.* Quoi qu'il ne soit pas possible de savoir avec une exactitude suffisante la destination de tous ces voyageurs, en général, et de chacun d'eux en particulier, on peut affirmer, connaissant les inclinations et les goûts des Argentins, que la presque totalité a payé son tribut à Paris, et s'est soumise docilement à la tyrannie de ses modes. On peut calculer également que chacun de ces touristes dépense, pour tout le voyage, une somme d'environ 15.000 francs, **ce qui représente 316.965.600 francs pour la totalité.** Si l'on admet cette estimation, on admettra bien aussi que les trois quarts de cette somme restent répartis entre les mains des modistes, des tail-

leurs, des hôtels, théâtres, restaurants, etc., en un mot du commerce français. Nous aurions donc, de ce chef, un nouveau total de 209 millions de francs à passer à l'avoir de la France par le débit de la République Argentine.

De sorte que, si l'on faisait une étude complète de la balance économique entre la France et l'Argentine, en y comprenant tous les chapitres qui, aujourd'hui, échappent à la statistique, on verrait que les résultats sont incontestablement favorables pour la première de ces deux nations.

Nous croyons, qu'il y a pour la France et pour l'Argentine un intérêt réciproque de premier ordre à resserrer leurs relations commerciales, en les faisant chaque jour plus solides et plus prospères. La première trouvera ici un pays neuf, doté de ressources incalculables, dont le plus grand nombre sont encore inexploitées, où elle pourra placer une partie des 1.500.000.000 ou 2.000.000.000 de francs, fruit annuel de son épargne, qu'elle emploie annuellement en valeurs ou en titres mobiliers, ou bien encore qu'elle conserve en réserve, selon ce qu'il ressort des intéressantes études de l'économiste A. Neymarck (1).

(1) Les 1.500.000.000 ou 2.000.000.000 déjà cités peuvent se répartir ainsi 1.000.000.000 à 1.200.000.000 de placements annuels en titres mobiliers négociables en France, titres français et étrangers; 300.000.000 environ viennent grossir annuellement le montant des dépots de fonds dans les banques privées, Sociétés de crédit, en comptes courants ou en comptes de chèques, et se placent définitivement pendant les années suivantes; 150 à 225.000.000 de capitaux de véritable réserve d'épargne restent inutilisés et conservés dans les caisses particulières, dans le « bas de laine » des petits et gros épargneurs. Total : 1.750 à 1.925.000.000, tel est le chiffre d'épargne que nos capitalistes et rentiers auraient chaque année à leur disposition, et pourraient placer. (*Journal de la Société de Statistique*, nº du 1 avril 1906.)

La seconde trouvera dans le capital français une aide puissante pour le développement de son progrès matériel.

C'est pour ces raisons, que nous voyons avec peine qu'il est possible que, quelque jour, ainsi que cela a été annoncé, la Compagnie des Messageries maritimes supprime le service de paquebots qui met en communication le port de Bordeaux avec celui de Buenos-Aires, facilitant l'échange des produits et rapprochant les personnes. Loin de supprimer cette ligne, on devrait, au contraire, la doter de tous les éléments nécessaires pour lui permettre d'entrer en noble et franche concurrence avec les autres Compagnies qui l'ont supplantée, et de reconquérir le poste de premier ordre que, pendant de longues années, elle a occupé dans la navigation transatlantique de la République Argentine.

CAPITAUX ALLEMANDS : 1.494 MILLIONS DE FRANCS

Les capitaux allemands engagés dans la République Argentine, qui s'élevaient à 934 millions de francs en 1905, d'après *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen im letzten Jahrzehnt*, portent actuellement sur un chiffre d'environ 1.494 millions de francs ; ils ont été incorporés à des établissements de banque, des sociétés de tramways, d'éclairage publics, etc., les placements en fonds publics étant aussi considérables.

La nation européenne qui, après la France, a placé la plus grande somme de capitaux en Argentine est l'Allemagne.

Dans le si notable mouvement d'expansion de toutes ses industries, l'Allemagne n'a pas oublié les

rives du Rio de la Plata, où elle a entamé une lutte sérieuse contre l'Angleterre. Toutes ses applications électriques et chimiques y ont trouvé place, et des établissements dus exclusivement au capital allemand y ont surgi ; deux entreprises financières, la « Banque allemande transatlantique » et la « Banque germanique de l'Amérique du Sud » se sont installées à Buenos-Aires ; une compagnie de navigation, la « Compagnie hambourgeoise sud-américaine », fait flotter son pavillon sur l'Océan, transportant rapidement voyageurs et marchandises de l'un à l'autre continent ; la « Compagnie allemande transatlantique d'électricité » a établi ses usines dans la capitale même ; une fabrique d'extrait de viande a su tirer parti des produits de l'élevage ; quelques fabriques d'extrait de quebracho se sont établies, d'autres usines se sont développées et les Allemands ont absorbé une notable partie du commerce argentin d'exportation.

Les relations commerciales entre l'Allemagne et l'Argentine prennent, de jour en jour, une envolée plus grande.

Voici quel a été, au cours de la dernière période quinquennale, le mouvement du commerce extérieur de la République Argentine avec l'Allemagne :

Années.	Importation de l'Allemagne pour la République argentine.	Exportation de la République argentine pour l'Allemagne.	Mouvement total.
—	—	—	—
	Fr.	Fr.	Fr.
1907. . . .	229.005.850	182.115.280	411.171.130
1908. . . .	189.235.380	173.759.970	362.995.350
1909. . . .	305.644.440	200.274.085	505.918.525
1910. . . .	388.510.030	218.781.510	607.291.540
1911. . . .	259.633.260	177.582.910	437.216.170

Vu la rapidité avec laquelle se développent les relations commerciales de l'Allemagne avec l'Argentine, on peut augurer, sans crainte de se tromper, que, sous peu, elles prendront des proportions considérables et occuperont de plus en plus la place de nations qui, jusqu'à présent, leur opposaient une certaine résistance, si, de la part de celles-ci, il ne se produit pas quelque réaction en vue de regagner le terrain perdu.

CAPITAUX BELGES : 900 MILLIONS DE FRANCS

Les capitaux belges se chiffrent à environ 900 millions de francs.

La plupart de ces capitaux ont été placés dans des sociétés anonymes ayant des affaires en Argentine. En voici la décomposition :

	Francs.
Sociétés hypothécaires, pastorales et agricoles.	360.000.000
Chemins de fer, tramways	140.000.000
Moulins, élévateurs de grains	40.000.000
Usines de force électrique	17.500.000
Sociétés commerciales travaillant en Argentine	8.000.000
Compagnies de navigation	7.000.000
Tannerie.	1.000.000
	573.500.000 (1)

Ce chiffre ne tient pas compte des capitaux belges qui sont investis dans des sociétés anglo-argentines, telles que la *Forestal*, *Land Timber C°*, etc., ni des nombreuses actions de sociétés argentines placées en Belgique, telles que celles de la *Compañía Sansinena de Carnes Congeladas*, *Azucarera Tucumana*,

(1) Nous tenons ces chiffres de la maison Bracht et Cie, d'Anvers.

Refinería Argentina, *La Formosa*, etc., dont le chiffre est assurément considérable.

Ensuite, il y a lieu de tenir compte des capitaux belges placés en Argentine sous forme d'hypothèques, propriété foncière, de prêts contre titres, etc., par l'intermédiaire des banques et des maisons de banque belgo-argentines.

Enfin, la Belgique a toujours été le plus gros acheteur de cédules de la Banque hypothécaire nationale de Buenos-Aires et a absorbé une partie spéciale des emprunts fédéraux et provinciaux argentins, surtout de l'Emprunt intérieur argentin 4 et demi p. 100 or de 1911.

Nous croyons donc que la totalité des capitaux belges engagés dans la République Argentine doit être entre 900 millions de francs et 1 milliard de francs.

CAPITAUX HOLLANDAIS

Le capital hollandais, lui aussi, a été attiré vers ces régions jeunes et pleines d'avenir de l'Amérique, et a apporté des sommes qui, pour n'être pas très considérables actuellement, sont appelées à augmenter lorsqu'elles auront bénéficié des compensations qu'elles espèrent.

Il s'est fondé dernièrement une « Société hypothécaire hollandaise du Rio de la Plata », avec un capital-actions de 4.100.000 francs, ayant émis des obligations à 4 1/2 p. 100 pour 7.765.000 francs et des obligations 5 p. 100 pour 12.710.000 francs; et, de plus, il vient de se constituer une Compagnie hollandaise de navigation dont les vapeurs mettront les ports argentins en communication périodique avec la Hollande.

CAPITAUX ITALIENS

Le lecteur s'étonnera peut-être de ce que le capital correspondant à une nation qui entretient d'actives relations commerciales avec l'Argentine — nous voulons parler de l'Italie — ne soit pas enregistré, et il pourrait croire qu'il s'agit de quelque injustifiable omission ; mais il n'en est pas ainsi.

L'inestimable et précieux concours que prête l'Italie au développement économique de la République Argentine ne consiste pas en capital monétaire, *mais bien en capital humain*, pourrait-on dire, représenté par les bras infatigables de ses enfants, qui appliquent leur activité et leur action sous les formes les plus variées et les plus fécondes.

Depuis 1057, époque à laquelle on a commencé à prendre note de la nationalité des immigrants arrivés dans les ports de la République, jusqu'en 1909 inclusivement, on a constaté l'entrée de 1.892.721 Italiens. On peut estimer à 50 ou 60 pour 100 le nombre de ceux qui se sont fixés définitivement dans le pays et y ont fondé une famille. Les Italiens qui savent si admirablement s'adapter à toutes les circonstances de la vie, à toutes les conceptions, agricoles, commerciales ou industrielles, ont puissamment contribué aux immenses progrès matériels que nous avons faits dans ces derniers temps.

Le commerce italo-argentin, lui aussi, a acquis un notable développement, quoiqu'il ne soit pas ce que l'on aurait pu espérer, étant donné le nombre considérable des Italiens qui se sont fixés en Argentine.

Les chiffres que nous venons de soumettre à l'étude d'hommes d'affaires auront pour résultat, pensons-nous, de les décider à contribuer au développement de ce pays, dont le climat se prête à toutes les cultures, et à l'établissement de mille industries.

Son climat, la fertilité de son sol, ses lois libérales, la culture et les qualités de caractère de ses habitants garantissent à l'Européen une situation indépendante et une rapide fortune.

TRAVAUX PUBLICS

Parmi les plus importants travaux qui étaient en cours d'exécution pendant l'année 1912, nous citerons :

1° L'agrandissement du port de Buenos-Aires, dont le coût est évalué à 240.000.000 de francs ;

2° Les travaux des ports de Quequen et de Mar-del-Plata ;

3° Le palais du Congrès ;

4° Le palais de la Justice ;

5° L'hôtel des Postes ;

6° Dix collèges nationaux ;

7° De nombreux travaux d'assainissement dans diverses villes ;

8° Chemins de fer de la Patagonie ;

9° Travaux d'irrigation dans diverses provinces.

Cela, sans compter les ponts, routes et autres travaux entrepris, aussi bien dans les provinces que dans les territoires nationaux. La loi de finances en vigueur, ainsi que nous l'avons exposée plus haut, prévoit des dépenses se chiffrant par environ 220.000.000 de francs pour les travaux publics. Pour ce qui est du port de Buenos-Aires, il ne serait pas

oiseux de rappeler qu'il laisse déjà au gouvernement un bénéfice net de 5 p. 100 par an.

La loi relative au développement des « territoires » nationaux vise l'exécution de travaux importants, parmi lesquels il y a lieu de citer les chemins de fer dans la Patagonie, l'une des régions les plus riches de l'Argentine, et qui demande de plus grands moyens de transport pour l'acheminement aux ports d'embarquement des riches et abondants produits de son agriculture et de son élevage.

Ces chemins de fer contribueront, d'une manière considérable, à la mise en valeur des terres, qui appartiennent, dans leur majeure partie, au gouvernement national, et qui produiront des ressources suffisantes pour garantir et amortir l'emprunt de 125.000.000 de francs qui a été autorisé à cet effet.

Les titres « Travaux de salubrité » constituent un placement d'argent de premier ordre. Il rapporte 5 p. 100 d'intérêt ; son service est spécialement garanti par le produit des travaux que l'on construit, par les recettes générales et par le 50 p. 100 de la loterie nationale correspondant aux provinces.

INSTRUCTION PUBLIQUE

En Argentine, on entend par écoles publiques les écoles provinciales et municipales, puis celles que le Conseil national d'éducation entretient. Les écoles normales sont considérées comme écoles nationales, ainsi que les écoles élémentaires et pour enfants, que le Conseil national d'éducation peut établir.

L'instruction publique comprend les trois divisions que voici : l'enseignement primaire, l'ensei-

gnement secondaire et l'enseignement supérieur. L'enseignement primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six à quatorze ans, sans distinction de nationalité ni de religion. Les prêtres doivent se défendre d'enseigner leur religion dans les écoles, sauf sur la demande expresse des élèves qui, à cet effet, restent en dehors des heures régulières de l'école.

L'enseignement primaire est gratuit. Les provinces dépourvues des ressources nécessaires à l'entretien des écoles publiques reçoivent des subsides du gouvernement en vertu de la loi des subventions pour les écoles nationales. Dans la même catégorie de l'enseignement primaire figurent des écoles pour des personnes âgées de plus de quatorze ans, lesquelles peuvent y assister le jour comme le soir pour apprendre à lire, à écrire, l'arithmétique, l'histoire élémentaire, la géographie, etc.

L'enseignement secondaire n'est pas obligatoire comme dans aucun autre pays. Il est presque gratuit, puisqu'il ne comporte que le payement de droits pour l'immatriculation et pour les examens annuels. Voici le programme de l'enseignement secondaire : grammaire espagnole et littérature, arithmétique, géométrie, algèbre, trigonométrie, physique, chimie, sciences naturelles, histoire ancienne, moderne et contemporaine, etc. Ces institutions sont dénommées Écoles nationales, dont quatre fonctionnent dans la capitale de la République et une dans chacune des capitales des provinces. Les élèves entrent généralement dans ces écoles à l'âge de quatorze ans. Leurs études terminées dans les Écoles nationales, ils assistent à l'une ou à toutes les trois facultés

de l'Université. En Argentine, il existe trois Universités : celle de Cordoba, la plus ancienne; celle de Buenos-Aires et celle de la Plata. Pour être licencié en médecine, en lois ou comme ingénieur dans l'une de ces Universités, il faut suivre des cours pendant sept années pour la première faculté et six pour les deux autres. Le délai est moindre pour les carrières de chimiste, accoucheur, dentiste, architecte, etc. Il ne faut pas passer par l'Université pour être notaire ; il suffit de passer des examens devant la Haute-Cour des provinces où l'on désire exercer. Des études plus étendues sont exigées dans les facultés pour être docteur en sciences physiques, en sciences mathématiques et en sciences naturelles.

L'enseignement technique est très encouragé dans toute la République, où existent plusieurs institutions qui ont été fondées et qui sont entretenues par le gouvernement. Il y a lieu de citer notamment l'École supérieure de commerce, l'École industrielle, l'École agraire et vétérinaire de Santa-Catalina (province de Buenos-Aires), une École de mines à San-Juan, deux Écoles commerciales à Cordoba et à Bahia-Blanca, une École de viticulture à Mendoza, l'École nationale de pilotes, divers Conservatoires de musique, ainsi qu'une École de dessin officielle. Le gouvernement a installé également de nombreuses écoles d'agriculture et d'horticulture. Il y a encore à faire mention des Écoles militaire et navale. Le gouvernement a, en outre, institué des bourses de voyage, afin de pouvoir envoyer les étudiants et les artistes parfaire leurs études en Angleterre, États-Unis, Espagne, France et Allemagne.

Dans les écoles privées, les élèves de l'enseigne-

ment primaire et secondaire suivent les programmes édictés par le ministre de l'Instruction publique, afin de pouvoir passer les examens dans les Écoles nationales et entrer dans les Universités.

Le nombre des élèves des deux sexes assistant aux écoles élémentaires, publiques et privées était de 570.190 en 1908 contre 502.698 en 1906. Les élèves immatriculés dans les écoles normales en 1907 étaient de 17.244: ceux inscrits dans les collèges nationaux (lycées) se chiffraient en 1907 par 5.362 contre 5.381 en 1906. (Pour l'année — voir le graphique relatif à ce sujet).

Les écoles élémentaires publiques et privées étaient de 5.430 en 1907, avec 16.221 professeurs.

Comme complément de l'aperçu qu'on vient de lire, nous donnons ci-après la lettre que nous avons reçue de M. Carlos-F. Soares :

Lettre de l'Argentine

Buenos-Ayres, 10 juillet 1909.

Monsieur Eugenio Garzón,

Sur votre indication autant que sur la demande de quelques professeurs de l'Université de Paris, je me permets de vous envoyer des informations pouvant satisfaire les personnes désireuses de connaître l'état de l'instruction générale du pays.

L'instruction publique en Argentine se divise en enseignement supérieur, secondaire, normal, spécial et primaire.

Les établissements d'enseignement supérieur comprennent trois Universités nationales à Buenos-

Ayres, Cordoba et La Plata, avec une faculté de philosophie et lettres, deux de droit et de sciences sociales, deux de médecine, deux de sciences exactes et naturelles et un institut supérieur d'agronomie et de vétérinaire, avec ses champs d'expérimentation et ses cliniques vétérinaires, ses cabinets, ses bibliothèques, etc. On emploie annuellement la somme de 7.848.365 francs à l'entretien de cet enseignement.

L'enseignement secondaire se compose de vingt-sept collèges nationaux, dont six établis dans la capitale de la République, y compris le lycée de demoiselles ; cinq autres collèges nationaux fonctionnent dans les principales villes de la province de Buenos-Aires, telles que La Plata, Bahia-Blanca, San-Nicolas, Mercedes et Dolores. Le restant des collèges a été réparti dans les villes de Cordoba, Tucuman, Rosario, Santa-Fé, Uruguay, Parana, San-Juan, Mendoza, Salta, San-Luis, Catamarca, Santiago-del-Estero, Corrientes, La Rioja, Jujuy et Rio-Cuarto.

Les Écoles normales pour instituteurs des deux sexes sont au nombre de 39, dont 7 dans la capitale de la République et 1 dans la capitale de chacune des provinces et dans les villes suivantes : Mercedes, Azul, Dolores, San-Nicolas, Chivilcoy, Rio-Cuarto, Villa-Mercedes, Esperanza, Uruguay, Rosario, Bahia-Blanca, Pergamino, Monteros, 25 de Mayo, Goya et Gualeguay. En outre, il a été créé dernièrement des écoles normales d'instituteurs ruraux à Santa-Rosa de-Toay, Posadas, Dolores et Cordoba.

Dans la majeure partie des écoles, il y a des jardins pour enfants, des écoles d'éducation physique, de langues vivantes et d'application.

L'enseignement secondaire comporte annuelle-

ment des dépenses pour 8.600.000 francs et l'enseignement normal pour 11.600.000 francs.

L'enseignement primaire est à la charge du Conseil national d'éducation, lequel fonctionne avec autonomie, conformément à la loi organique.

De nombreuses écoles primaires ont été ouvertes dans toutes les capitales, villes, villages, etc., de la République.

Dans chaque province siège un conseil national d'éducation ou direction des écoles. Il y a, en outre, des conseils de district, composés de personnes distinguées, qui remplissent leurs fonctions gratuitement. Les écoles primaires sont placées sous la dépendance de ces conseils, notamment à Buenos-Aires.

L'enseignement primaire dans l'Argentine ne poursuit d'autre but que de favoriser simultanément le développement moral, intellectuel et physique des enfants de six à quatorze ans. Il est obligatoire, gratuit et donné conformément aux principes de l'hygiène.

Le minimum d'enseignement obligatoire comprend les matières suivantes : lecture, écriture, arithmétique élémentaire, système décimal, géographie universelle, histoire de la République et notions d'histoire générale, morale et urbanité ; notions d'hygiène, de mathématiques, de physique et de sciences naturelles, de dessin et de musique vocale ; de la gymnastique et des connaissances sur la Constitution nationale. Pour les jeunes filles, il y a, en outre, d'obligatoire la connaissance de travaux de couture et des notions d'économie domestique. Aux jeunes gens, on leur enseigne la connaissance des exercices et évolutions militaires les plus simples, et, dans la campagne, des notions d'agriculture et d'élevage.

Il n'y a que les ministres des différents cultes qui soient autorisés à donner l'enseignement religieux aux enfants de leur respective communion, avant ou après les heures de classe. Le personnel enseignant doit être diplômé.

L'existence d'écoles primaires privées est permise, pourvu qu'elles se conforment au plan d'études national.

L'enseignement primaire est entretenu par un trésor scolaire permanent formé moyennant un prélèvement de 20 p. 100 sur la vente des terres nationales, 50 p. 100 des intérêts revenant aux dépôts judiciaires dans la capitale, 40 p. 100 de l'impôt foncier dans la capitale et les « territoires », 15 p. 100 de l'impôt de patentes nationales, 15 p. 100 des recettes et ventes municipales, les biens qui, à défaut d'héritiers, reviennent au fisc national, 5 p. 100 de toute succession entre collatéraux, à l'exception des frères ; 10 p. 100 de tout héritage ou legs entre étrangers, ainsi que de toute institution en faveur de l'âme ou d'établissements religieux; les dons, les droits d'immatriculation (2 fr. 50 par an), les amendes, intérêts et les sommes que le Congrès affecte annuellement à ce chapitre dans le budget général.

L'État contribue annuellement au développement de l'instruction primaire dans toute la République, avec plus de 16.500.000 francs, et les provinces destinent au même objet 28.600.000 francs.

L'enseignement spécial est donné dans l'Institut des professeurs pour l'enseignement secondaire; dans six écoles commerciales sises à Buenos-Aires, Rosario, Bahia-Blanca, Concordia, avec des cours de comptables publics, experts en écritures, calli-

graphes, etc., dans deux écoles industrielles sises à Buenos-Aires et à Rosario; dans une école d'industries chimiques à San-Juan ; dans deux instituts de sourds-muets ; dans six écoles professionnelles d'arts et métiers de femmes ; dans l'Académie des beaux-arts et l'École des arts décoratifs et industriels. Pour l'entretien de ces établissements on emploie 5.864.000 francs par an et, en outre, 1.280.000 francs dans l'entretien de l'observatoire astronomique de Cordoba; dans la Bibliothèque nationale, le Musée national d'histoire naturelle et le Musée national des beaux-arts.

On dépense annuellement 4.660.000 francs en bourses de voyages pour les élèves des écoles, afin qu'ils puissent parfaire leurs études à l'étranger; en subventions à des écoles particulières et associations d'instruction publique, bibliothèques, asiles, académies, conservatoires, etc., dans toute la République.

Le budget national de l'instruction publique s'élève à plus de 56.500.000 francs, non comprise la somme destinée à l'édification scolaire, pas plus que les fonds appartenant au Conseil national d'éducation, et ceux que les provinces attribuent à l'instruction publique.

Le ministère de l'Agriculture entretient, de son côté, l'école de professeurs ruraux, d'élevage et industrielle, au Diamante ; les écoles d'élevage et industrielle au département de Villaguay et Concordia ; celle de contremaîtres agricoles et industriels au Parana ; celles d'élevage à Entre-Rios, Corrientes, Cordoba et Villa-Casilda ; celle de viticulture de Mendoza ; celle de fruticulture au Parana ; celle d'arboriculture et sacaritechnie à Tucuman ; les écoles d'enseignement pratique de San-Juan, San-Justo, Posadas, Belle-Ville,

Rio-Cuarto, Andalgala, Santiago, Jujuy, Bella-Vista, San-Luis, Colonia, Benites (Chaco), Chubut, Colonia-Général-Roca (Rio-Negro), Villarino et Guruzu-Cuatina. A l'entretien de ces écoles on affecte annuellement plus de 1.800.000 francs.

Il existe d'autres écoles dans les prisons et les établissements de correction. L'une des plus importantes est la Colonie correctionnelle de jeunes gens à Marcos-Paz, pour l'entretien de laquelle on dépense près de 500.000 francs par an.

La Société de bienfaisance de Buenos-Aires entretient, avec les ressources qui lui sont allouées par la Loterie nationale, six écoles dans les maisons et asiles d'orphelins, les hospices de Mercedes et Colonia, l'Asile national d'aliénés, avec une dépense annuelle de plus de 2.000.000 de francs.

Le département de la guerre entretient l'École supérieure de guerre, le collège militaire, avec 200 élèves pensionnés du gouvernement, des écoles de cavalerie, de tir, de chasse, d'apprentis armuriers et mécaniciens et l'École militaire de musique.

Le département de la marine possède l'École navale, avec 115 pensionnés du gouvernement ; celle d'application pour les officiers ; l'École nationale de pilotes, d'apprentis artilleurs, de lanceurs de torpilles, de mécaniciens et d'apprentis marins. Dans les écoles de la marine, il y a près de 1.000 élèves dont le gouvernement paye les études. On dépense 2 millions de francs par an pour l'entretien des écoles militaires et navales.

On peut calculer que la République Argentine dépense annuellement plus de 100 millions de francs pour l'instruction publique, en totalité.

L'année dernière, 620.000 élèves ont assisté aux écoles argentines. »

CHEMINS DE FER

Dans la République Argentine, le développement des chemins de fer s'est opéré de façon rapide ; les résultats ont été pleinement favorables, surtout en ce qui concerne la mise en valeur des richesses du pays. Pour ne citer qu'un exemple, c'est grâce aux chemins de fer que l'agriculture et l'élevage ont pu prendre une aussi considérable extension dans la province de Buenos-Aires, moins bien partagée que les provinces voisines du nord sous le rapport des voies fluviales. Toutes les lignes descendant vers le sud ont puissamment contribué à la transformation de la Pampa et à l'augmentation de la surface cultivée dans cet immense rayon, qui ne comptait auparavant que des terres incultes, à peine propices à l'élevage.

Le chemin de fer a donc joué dans l'Argentine un rôle éminemment civilisateur; il a fait surgir d'un sol encore inexploité de nouvelles richesses, reliant entre eux les principaux centres agricoles et leur ouvrant des débouchés vers la mer ou vers les fleuves. C'est également le chemin de fer qui a été l'auxiliaire du mouvement de colonisation, en favorisant, par des concessions de terrain, la création de colonies sur son passage.

Ce rôle n'est point encore terminé, si l'on en juge par le grand nombre de concessions de chemins de fer actuellement à l'étude, et dont l'État ou les particuliers ont pris l'initiative. D'autre part, la tendance est également à la création des chemins de fer éco-

nomiques à voie étroite, afin d'obtenir, dans la construction ou l'exploitation, des abaissements de prix pour permettre ensuite de réaliser une réduction dans les tarifs de transports. Tout cela indique, comme pour les voies fluviales, que l'on escompte la continuation de bonnes années pour les récoltes, et qu'on s'efforce ainsi de seconder, par la multiplication des moyens de transport, l'expansion économique du pays.

C'est en 1854 que le gouvernement de la province de Buenos-Aires accorda la première concession de chemin de fer, d'une extension de 24.000 *vares* (1), allant de Buenos-Aires vers l'ouest. En 1857, une première section, d'une longueur de 10 kilomètres, fut livrée à l'exploitation.

Après ces humbles débuts, le réseau argentin s'est développé avec une grande rapidité : il atteint actuellement (1er janvier 1911) 31.574 kilomètres. L'installation de voies ferrées a marché de pair avec le développement agricole ; aussi, les provinces les plus aptes à la culture ont été les plus favorisées sous le rapport des moyens de transport.

Parmi ces provinces, il faut citer celles de Buenos-Aires, Santa-Fé et Cordoba, les trois qui ont fait le plus de progrès dans l'agriculture sur le sol argentin, puisqu'elles fournissent, à elles seules, 80 p. 100 et plus de l'exportation totale. Parmi les territoires, c'est celui de la Pampa qui a la plus grande étendue de chemins de fer, étendue appelée à doubler très promptement, vu l'effet du grand nombre de nouvelles lignes en projet.

(1) La *vare* vaut 886 millimètres. A cette époque, dans la zone de la concession, la vare de terre n'avait qu'une valeur insignifiante.

CHEMINS DE FER EN EXPLOITATION

ANNÉES : 1872 1880 1888 1895 1898 1901

KILOMETRES : 930 2.516 7.571 14.116 15.451 16.907

ANNEES : 1904 1907 1908 1909 1911

KILOMETRES : 19.428 22.126 23.741 24.781 31.574

La République Argentine ainsi que le montre le tableau suivant, occupe le huitième rang parmi les autres pays du monde par la longueur de ses lignes,

	Kilomètres.
1° États-Unis	325.777
2° Allemagne	53.919
3° Russie	52.339
4° France (sans ses colonies	49.341
5° Indes anglaises	41.317
6° Autriche-Hongrie.	38.041
7° Grande Bretagne et Islande	35.574
8° Argentine.	31.591
9° Canada.	30.358
10° Australie.	24.667
11° Mexique.	17.756

Si l'on compare le réseau ferré de la République Argentine avec celui des autres pays sud-américains, on relève, en sa faveur, une différence considérable. Voici, en effet, la longueur des chemins de fer des autres républiques du Sud-Amérique :

	Kilómetres.
Brésil	14.798
Pérou	1.667
Bolivie.	1.055
Chili.	4.643
Colombie	644
Équateur	300
Venezuela.	1.020
Uruguay	1.948
Paraguay	253

Énorme accroissement des chemins de fer.

La statistique suivante démontre l'énorme progression qu'ont suivie les lignes ferrées de l'Argentine :

Développement de l'exploitation des chemins de fer de la République Argentine de 1857 à 1911.

ANNÉES	LONGUEUR TOTALE EN EXPLOITATION Kilomètres	VOYAGEURS TRANSPORTÉS Nombre	MARCHANDISES TRANSPORTÉES Tonnes	RECETTES TOTALES Piastres or (1)	DÉPENSES TOTALES Piastres or	BÉNÉFICES Piastres or	CAPITAL ENGAGÉ Piastres or	REVENU DU CAPITAL ENGAGÉ °/o
1857	40	56.190	2.257	19.185	12.448	6.737	285.108	3,36
1858	18	185.566	6.747	54,881	33.049	21,832	450.300	4,85
1859	23	278.881	13.244	71.121	92.376	perte { 21.256	578.480	»
1860	39	»	»	98,320	101.210	perte { 2.890	741.033	»
1861	39	»	»	88.419	88.114	305	785.080	0.04
1862	47	387.533	18.954	153.765	134.554	19,211	1.175.506	1.72
1863	61	409.120	23.580	168.191	127.152	40.559	1.340.130	3,03
1864	94	601.854	70.970	362,368	276.152	80,216	1.747.700	4,93
1865	249	747.684	71.574	563.134	438.961	124.173	5.379.898	2,31
1866	515	1.179.795	83.353	1.107,211	741,249	365.962	12.176.462	3.01
1867	573	1.648.404	128.818	1.537.064	982 985	554,079	13.592,831	4.08
1868	573	1.685.844	151.791	1.738.710	1,058.130	680,580	14.863.904	4.53
1869	605	1.907.577	206.457	2.073.566	1.210,734	862,822	16.027.051	5,35
1870	732	1.948.585	247,501	2.502.569	1.356.252	1.164.317	18.835.703	6.05
1871	852	2.507.198	285.747	3.077.924	1.689,945	1.387.979	20.983.582	6,61
1872	930	2.247.370	349,709	3.409.583	1,951.414	1.458.169	23.958.488	6,09
1873	1.104	2.247.370	443.143	3.773.038	2.252.790	1.520.248	30.536.587	4,96
1874	1.331	2.592.122	503.628	4,377.872	2.364.003	2.013.869	40.090.354	5,02
1875	1.956	2.597.103	660,905	5.178.613	3.009.707	2.168.906	40.990.210	5,29
1876	2.033	2.338.160	733.989	4.586.826	2.746.676	1.846.150	39.534.826	3.71
1877	2.231	2.353.406	720.683	5.174.753	3.141.918	2.032.836	49.847.327	4.08
1878	2.231	2.474.817	733.639	5.332.912	3.155.933	2.176.979	59.492.420	3.66
1879	2.231	2.605.822	812.101	5.903.078	3.143.407	2.759.671	60.814.152	4.54
1880	2.516	2.751.570	772.717	6.560.417	3.072.185	3.488.232	62.644.486	5.54
1881	2.516	3.328.679	956.580	7.094.945	3,650.735	3.442.240	63.772.226	5.40
1882	2.632	3.646.104	1.307.964	8.496.165	4.527.017	3.969.148	65.672.510	6.04
1883	3.164	4.068.659	1.918.416	10.633.323	5.956.601	4.667.722	81.165.696	5.75

1) La piastre or vaut 5 francs.

Développement de l'exploitation des chemins de fer de la République Argentine de 1857 à 1911 (*Suite*).

ANNÉES	LONGUEUR TOTALE EN EXPLOITATION Kilomètres	VOYAGEURS TRANSPORTÉS Nombre	MARCHANDISES TRANSPORTÉES Tonnes	RECETTES TOTALES Piastres or	DÉPENSES TOTALES Piastres or	BÉNÉFICES Piastres or	CAPITAL ENGAGÉ Piastres or	REVENU DU CAPITAL ENGAGÉ °/°
1884	3.638	4.819.013	2.421.494	14.030.164	7.144.937	6.885.227	93.794.912	7.34
1885	4.502	5.587.299	3 050.408	14.298.681	8.616 201	5.682.480	122.643.671	4.63
1886	5.836	6.548 674	2.948.617	16.158.968	9.214.642	6.944.326	148.390.909	4.68
1887	6.689	8.499.051	3.844 045	19.516 585	10.969 373	8.547.211	177.577.625	4.81
1888	7.571	10.106.342	4 418.811	22.427.555	12 505.800	9.921.755	197.148.973	5.03
1889	8.158	11.103.986	6.642.381	19.583 832	13.566.746	6.017.086	254.955.796	2.36
1890	9.432	10 069.606	5.420.782	26.490.042	17.585.406	8.463.636	321.842.815	2.63
1891	12.475	10.820.003	4.620.972	20 961.603	14.328.689	6.629 914	380.343.952	1.74
1892	13.682	11.788.398	6.037.933	19.538.969	11.707.662	7.831.307	441 947 328	1.77
1893	13.852	12.843.404	7.169.354	21.821.215	12.814.606	9.006.609	474 073.377	1.90
1894	14.036	13.928 061	8.143 063	22.904.490	13.081.930	9.822.560	482.879.481	2.03
1895	14.116	14.573.037	9.650.272	26.394.306	13.846.464	12.547.842	485.360.121	2.59
1896	14.462	17.248.458	10.914 293	31.251 366	17 080.834	15.170.532	497.826.305	3.05
1897	14.652	16.410.945	8.981.129	28.293.081	16 558.403	11.734.678	508.216 315	2.31
1898	15 451	16.478.058	9.429 141	33.241.509	19.403.121	14.138.388	523.517.095	2.70
1899	16.413	18.014.503	11.819.497	44.306.457	22.432 265	18.874.192	526.613.661	3.58
1900	16.563	18.296.422	12.659.831	41.401.348	23 632.754	17.668.594	541.575.623	3.26
1901	16.907	19.689.115	13.988.180	43.866 085	24.128.601	19.737.483	538.338.499	3.67
1902	17.377	19.815.439	14.033.340	43.272.585	22.676.446	20.297.139	560.946.206	3.62
1903	18.404	21.025.456	17.024.617	53.562.078	27.766.685	25.802.393	573.089.585	4.50
1904	19.428	23.319.987	20.123.575	68.558.741	33.216.656	29.342.085	588.597.929	4.98
1905	19.794	26.636.211	22 409 995	71.594.919	39.396.094	32.189.825	629.236.616	5.13
1906	20.560	34.193.565	26.716.520	82.019.098	48.747.695	33.270.403	671.688.874	4.95
1907	22.126	41.784.238	27.929.011	87.970.346	54.215.438	33.754.908	775.964.416	4.35
1908	23.741	47.150.384	32.211.007	101.397.802	62.036.603	39.361 200	847.587 343	4.64
1909	24.781	51.060.957	31.089.643	104 366.027	61.989.558	42.375.469	899.202.374	4.71
1910	27.350	59.711.462	33.606.626	110.941.406	65.929.627	45.011.779	972.139.585	4.63
1911 (estimation) .	31.574	64.402.135	33.508.555	117.271.100	71.240.250	46.030.900	1.084.000.986	4 25

Résumé du développement des Chemins de Fer Argentins pendant l'année 1911

DÉNOMINATION DES CHEMINS DE FER	Longueur des lignes en exploitation et des embranchements, à l'exclusion des voies auxiliaires — Le 1er janv. 1911	Livré au service public pendt l'année	Le 1er janv. 1912	CAPITAUX	VOYAGEURS	MARCHANDISES	RECETTES TOTALES	DÉPENSES	BÉNÉFICES	INTÉRÊT
	KILOMÈTRES			Piastres or	Nombre	Tonnes	PIASTRES OR			°/°
Central Norte	2.135:627	154:190	2.289:817	57.631.000	1.358.976	1.636.320	4.447 800	4.509 200	* 61.400	—
Argentino del Norte	1.354:527	547:622	1.902:149	33.690.000	379.772	477.087	1.683.400	1.320.600	362 800	1.03
Ferrocarriles Chaqueños Barranqueras a Metan	—	205:000	205:000	—	—	—	—	—	—	—
» » Quimili al N.E.	—	88:000	88:000	—	—	—	—	—	—	—
» » Formosa-Embarcacion	—	187:000	187:000	—	—	—	—	—	—	—
Provincia de Santa Fe	1.752:300	—	1.752:300	44.726.829	865.074	1.737.185	6.053.200	3.598.000	2.455.200	5.49
Compania General en la prov. de Buenos Aires	964:069	201:626	1.165:694	30.840.905	546.760	859.982	2.243.800	1.587.800	656.000	2.13
Central Córdoba : sección N y N O.A.	1.080:678	18:168	1.098:846	33.000.516	1.408.918	1.933 500	3.803.200	2.632.100	1.171.100	3.55
» » sección Este	208:845	—	208:845	9 374.400	183.716	904.955	1.487.400	882 100	605.300	6.45
» » extensión a Buenos Aires	291:321	—	291:321	18.431.299	37.756	401.197	964.700	729.900	234.800	1.27
Córdoba y Rosario	290:919	—	290:919	15.336.624	195.413	945.367	1.583.900	928.600	655.300	1.27
Buenos-Aires al Pacifico (sección Transandino)	179:595	—	179:595	9.020.643	344.505	44.853	723.300	566.700	157.600	1.75
Central del Chubut	85:805	—	85:805	1.008.300	21.190	27.549	181.400	90.700	90.700	9.00
Tranvia à vapor de Rafaela	85:800	—	85:800	420.000	19.178	59.840	669.800	50.400	11.400	2.71
Total	8.429:486	1.401:606	9.831:091	253.480.516	5.361.258	9.027.835	23.841.900	16.896.100	6.461.600	2.60
Nord-Este Argentino	911:059	162:631	1.073:690	23.974.489	190.023	337.567	1.614.800	913.200	701.600	2.93
Entre Rios	1.029:077	62:266	1.091:343	28.780.663	318.880	630.258	2.582.400	1.358.500	1 223.900	4.25
Central del Buenos Aires	269:066	—	269:066	7.423.622	336.498	425.970	941.600	686.200	255.400	3.44
Ferrocarril del Este	—	56:000	56:000	—	—	—	—	—	—	—
Total	2.209:202	280:897	2.490:099	60.178.774	845.401	1.393.795	5.138.800	2.957.900	2.180.900	3.62
Sud de Buenos Aires	4.978:249	470.890	5.449:139	219.146.911	23.054.787	7.347.959	24.708.000	14.431.200	10 276.800	4.60
Oeste de Buenos Aires	2.349:506	244:745	2.594:251	102.179.010	9.507.308	4.030.909	13.472.200	7.430.000	6.042.200	5.91
Central Argentino	4.280:713	440:978	4.721:691	197.315.365	16 617.839	6.839.758	25.801.000	14.513.000	11.288.000	5.72
Buenos Aires al Pacifico	2.391:379	22:557	2.413:936	133.646.940	5.309.391	2.302.873	16.186.500	8.496 300	7.690.200	5.75
» » » » sección BB. y N. O	1.161:105	34:100	1.195:205	35.532.000	646.236	989.269	2.518.300	1.620.200	898.100	2.53
» » » » seccion G. O. A.	1.395:728	54:000	1.449:728	56.700.000	3.009.391	1.424.722	5 753.200	4 097.000	1.656 200	2.32
Rosario à Puerto Belgrano	797:366	—	797:366	25.821.328	50.524	151.435	459.200	799.500	*340.300	—
Ferrocarriles patagónicos S. Antonio à N. Huapi	290:000	34:000	324:000	—	—	—	—	—	—	—
» » Puerto Deseado	—	200:000	200:000	—	—	—	—	—	—	—
» » Comodoro Rivadavia	—	108:000	108:000	—	—	—	—	—	—	—
Total	17.644:046	1.609.270	19.253:316	770.341.554	58.195.476	23.086.925	88.898.400	51.387.200	38.191.200	4.86
Total des chemins de fer de l'État	3.780:154	1.579:812	5 359:966	91 321.142	1.738.748	2 113.407	6 131.200	·5.829.800	301.400	0.33
» » » privés	24.502:580	1.711:960	26.214:540	992.679.844	62.663.387	31.395.148	111.139 900	65.410.400	45.729 500	4.61
Total général	28.282:734	3.291:772	31.574:506	1.084.000.986	64.402.135	33.508.555	117.271.100	71.240.200	46.030.900	4.25

* Perte.

Capitaux engagés dans les chemins de fer.

Il appert de la statistique précédente que les capitaux employés dans les chemins de fer fiscaux et privés s'élevaient à la fin de 1911 à 5.420.004.930 francs.

Il y a tout lieu d'espérer que la nouvelle loi des chemins de fer n° 5315, connues généralement sous le nom de « Loi Mitré », de pair avec la politique inaugurée par le gouvernement qui appuya cette loi au Congrès, influera dans la construction d'un grand nombre de nouvelles voies ferrées et permettra aux chemins de fer de doubler leur extension actuelle en peu d'années.

Chemins de fer en construction.

Voici la longueur et la nomenclature des lignes ferrées appartenant à des compagnies privées qui sont actuellement en cours d'exécution :

Chemin de fer	Central-Argentin. .	723	kilomètres
—	Santa-Fé	116	—
—	Ouest de Buenos-Aires	210	—
—	Buenos-Aires et Pacifique.	421	—
—	Général de Buenos-Aires	306	—
—	Nord-Est Argentin .	171	—
—	Sud de Buenos-Aires	400	—
—	Central de Buenos-Aires	50	—
Divers		18	—
	Total	2.415	kilomètres

LA MONNAIE ARGENTINE.

L'unité monétaire argentine est la piastre or de 100 centièmes équivalant à 5 francs, au poids de 1 gr. 6129, au titre de 900 millièmes de fin, mais elle n'est frappée que par pièces de 5 piastres-or, sous la dénomination d'*argentin*. Le poids légal de l'*argentin* est de 8,06 45 grammes et le poids moyen de 8,06, au titre légal de 900 et au titre réel de 899,8. La valeur intrinsèque est de 24 fr. 925.

Les transactions ordinaires s'effectuent au moyen de *piastres-papier monnaie* nationale, équivalent à 44 centimes de piastre-or.

La monnaie en circulation est la suivante :

Nickel : Pièces de 5, 10 et 20 centièmes (centavos) de monnaie nationale.

Papier : Billets de 1, 5, 10, 50, 100, 500 et 1.000 piastres monnaie nationale.

Voici l'équivalence des principales monnaies étrangères avec la monnaie argentine.

1 livre sterling	=	piastres-or	5,04	ou piastres-papier	11,45
5 pesetas	=	—	0,92	—	2,10
5 lires italiennes	=	—	1,00	—	2,27
5 francs français ou belges	=	—	1,00	—	2,27
20 marcs	=	—	4,94	—	11,23

On peut considérer comme assurée la stabilité de la valeur du papier monnaie par rapport à l'or.

Voici un tableau montrant les oscillations du prix de l'or depuis 1826 jusqu'à 1902. *A partir de* 1902 *jusqu'à cette heure, le cours de l'or s'est maintenu à* 227, 27 *p.* 100, *taux sur lequel s'établit la parité de*

la piastre-papier. La stabilité du change est absolument assurée.

Années	Change 0/0	Années	Change	Années	Change	Années	Change 0/0	
							Plus haut	Plus bas
1826	188	1847	2192	1868	2500	1885	148	122
1827	353	1848	2208	1869	2500	1886	156	116
1828	313	1849	1913	1870	2500	1887	145	124
1829	495	1850	1547	1871	2500	1888	154	142
1830	738	1851	1870	1872	2500	1889	233	151
1831	697	1852	1714	1873	2500	1890	311	224
1832	699	1853	1946	1874	2500	1891	437	322
1833	752	1854	2008	1875	2500	1892	380	284
1834	741	1855	2122	1876	2843	1893	352	300
1835	741	1856	2169	1877	2966	1894	401	325
1836	742	1857	2193	1878	3187	1895	364	323
1837	818	1858	2280	1879	3220	1896	327	274
1838	919	1859	2197	1880	3055	1897	310	276
1839	1588	1860	2153	1881	2706	1898	275	212
1840	2338	1861	2483	1882	505	1899	238	208
1841	2209	1862	2556	1883	100	1900	236	227.30
1842	1733	1863	2669	1884	100	1901	240	229
1843	1658	1864	2884			1902	255	227.30
1844	1492	1865	2697					
1845	1555	1866	2506					
1846	2266	1867	2494					

La Caisse de conversion.

La loi de conversion actuellement en vigueur a donné une valeur fixe au papier monnaie, réalisant ses prévisions et réussissant pleinement dans son but, grâce à la prospérité et à la richesse nationale.

Les coffres de la Caisse de conversion commencèrent à se remplir d'or et la stabilité de la valeur du billet se raffermit de jour en jour. Les existences en or n'ont pas cessé de s'accroître, même dans les années de production restreinte. Cela est dû notamment à la loi de conversion de la monnaie fiduciaire du 4 novembre 1899, nº 387. En vertu de cette loi, l'État convertit toute l'émission fiduciaire actuelle

de billets ayant cours légal en monnaie nationale or, dans la proportion d'une piastre monnaie nationale de cours légal, par 44 centièmes de monnaie nationale or.

Le Pouvoir exécutif, à cet effet, a procédé à la constitution d'une réserve métallique, dénommée « Fonds de conversion », et qui sera exclusivement destinée à servir de garantie à la conversion du papier-monnaie.

Le montant de ce fonds en or, qui se chiffre déjà par 150.000.000 francs, a été déposé au Banco de la Nacion Argentina.

A la constitution de ce « Fonds de conversion » a été affecté suivant l'article IV de la loi créant la Caisse de conversion :

1° 5 p. 100 de l'impôt additionnel à l'importation;

2° Les bénéfices du Banco de la Nacion;

3° Le produit annuel de la liquidation de la Banque nationale, après règlement des frais d'administration et le service des titres et de la dette de la Banque;

4° Le produit de la vente du chemin de fer des Andes et de la Toma;

5° Les 6.967.650 piastres-or en cédules nationales à or, de la propriété de la nation;

6° Les autres ressources qui seront destinées à cet objet dans le budget national.

Le Banco de la Nacion Argentina emploie ce fonds dans l'achat et vente des traites sur l'étranger. Cette intervention dans les changes internationaux contribue à maintenir le taux fixé pour la monnaie fiduciaire, à quoi a servi également la création de la Caisse de conversion.

La Caisse de conversion est un bureau fonctionnant

comme un régulateur automatique, en conformité avec le mouvement de contraction ou d'expansion de la monnaie, et selon les nécessités du marché, donnant ainsi de l'élasticité à la monnaie de papier, dont la circulation pouvait augmenter ou diminuer, en raison de la quantité d'or déposée en échange.

La Caisse de conversion émet et délivre à quiconque en fait la demande des billets en papier-monnaie ayant cours légal, en échange de monnaie or monnayé, dans la proportion d'une piastre monnaie ayant cours légal par quarante quatre *centavos* de piastre or monnayé, et remet l'or reçu par ce moyen à quiconque en fait la demande, en échange de papier-monnaie, au même taux de change.

La Caisse de conversion ouvre un compte spécial aux billets qu'elle émet en exécution de la loi nº 3.875 et à l'or qu'elle reçoit en échange.

La statistique du mouvement annuel du trésor de la Caisse de conversion est fournie par le tableau suivant, clos au 31 décembre 1911.

ANNÉES	Circulation générale en piastres papier $ c/l.	Équivalent de la circulation en $ or	Existence en or à la caisse de conversion Piastres or
1902. . .	296.055.093.06	130.264.236.95	2.843.44
1903. . .	380.179.957.21	167.279.181.17	38.241.147.22
1904. . .	407.681.073.08	179.379.672 15	50.341 638.81
1905. . .	498.158.176.35	219.189.586.59	90.152.048.90
1906. . .	526.747.831.81	231.769.045.99	102.731.014.39
1907. . .	532.163.414.69	234.151.902.46	105.113.871.50
1908. . .	581.272.167.70	255.759.753.79	126.721.723.95
1909. . .	685.358.923.60	301.557.926 38	172.519.897.66
1910. . .	714.982.756.52	315.032.412.87	185.994.385.95
1911. . .	722.664.753 »	317.972.491.32	185.985.476.45

ANNÉES	Fonds de conversion au Banco de la Nacion Argentina Piastres or.	Total de la Caisse de conversion et du fonds de conversion $ or	Rapport du papier à l'or 0/0
1902. . .	142.464.39	145.307.83	0.1115
1903. . .	488.627.96	38.729.775.18	23.153
1904. . .	5.210.540.13	55.552.178.94	30.969
1905. . .	11.710.545.81	101.862.594.71	46.472
1906. . .	16.808.742.92	119.539.757.31	51.577
1907. . .	19.762.406 46	124.876.277.96	53.331
1908. . .	25.000 000 »	151.721.723.95	59.322
1909. . .	28.500.000 »	201.019.897.66	66.660
1910. . .	30.000.000 »	215.994.385.95	68.562
1911. . .	30.000.000 »	215.985.476.45	67.925

Depuis 1902, date à laquelle elle commença à recevoir de l'or, la Caisse de conversion a toujours augmenté son stock de ce métal. Les 293 millions de piastres de billets en circulation au commencement de 1902 n'avaient pas de garantie métallique. A la fin de 1911, la circulation totale de billets se chiffrait par 722.664.753 piastres-papier, soit 317.972.491,32 piastres-or. La garantie métallique de cette somme était représentée par 215.985.476,45 piastres-or dont 185.985.476,45 piastres-or de la Caisse de conversion et 30.000.000 du Fonds de conversion constitué au Banco de la Nacion Argentina. Ce stock d'or donne un pourcentage de 67,925 p. 100 sur la circulation de la monnaie fiduciaire. Si l'on tient compte que la garantie de l'or par rapport aux billets à la Banque de France n'était au 31 décembre 1911 que de 60,37 p. 100; que celle de la Banque d'Allemagne s'élevait à 32,34 p. 100 et que la Banque d'Angleterre n'avait, comme proportion entre la réserve et les engagements, que 46,97 p. 100, le pourcentage de la réserve métallique du papier-monnaie argentin est

supérieur à celui de la plupart des pays européens.

La constante augmentation du stock d'or de la Caisse de conversion rend de plus en plus difficile le retrait total de ce métal. Pour le retirer, il serait nécessaire de porter à la Caisse de conversion plus de 412 millions de piastres-papier, ce qui n'est pas aisé, si l'on songe que, en dehors des banques, qui détiennent pour 351 millions de piastres-papier, le public n'a en sa possession que 370 millions de piastres. Cette somme ne se trouvant pas dans les caisses des banques, tout porte à croire qu'elle est nécessaire aux transactions journalières. Elle est en outre supérieure de 77 millions de piastres au montant de la circulation fiduciaire d'avant le fonctionnement de la Caisse de conversion ; pour retirer les existences en or de la Caisse de conversion, il aurait fallu, par conséquent, que les banques se désaisissent de tout leur papier-monnaie et que le public en fournisse encore pour 61 millions de piastres-papier.

Voici, par années, et depuis 1903, la distribution de la circulation fiduciaire et les existences visibles de l'or :

ANNÉES	CIRCULATION FIDUCIAIRE		
	dans les banques piastres papier	dans le public piastres papier	Total $ papier
31 décembre 1903. .	176.609.098	203.570.859	380.179.957
— 1904. .	151.521.123	256.159.949	407.681.072
— 1905. .	184.585.392	313.572.783	498.158.175
— 1906. .	203.051.407	323.696.423	526.747.830
— 1907. .	217.570.801	314.592.613	532.163.414
— 1908. .	230.161.400	351.110.767	581.272 167
— 1909. .	319 770.589	365 588 334	685.358.923
— 1910. .	333.611 337	382.371.419	715.982.756
— 1911. .	351.721.976	370.942.117	722.664 733

ANNÉES	STOCK D'OR DANS L'ARGENTINE		
	Caisse de conversion $ or	dans les banques $ or	Total $ or
31 décembre 1903. .	38.241.147	33.258.577	71.199.724
— 1904. .	50.341.638	44.932.952	95.274.590
— 1905. .	90.152 048	37.237.426	127.389.474
— 1906. .	102.731.014	30.060.998	132.792.012
— 1907. .	105.113.871	39.807.722	144.921.593
— 1908. .	126.721.723	47.570.137	174.291.860
— 1909. .	172.519.897	67.148.028	239.667.925
— 1910. .	185.991 385	67.491.505	253.485 890
— 1911 .	185.985.476	59.294.162	245.279.638

LES BANQUES

Pour se rendre compte du développement pris par les établissements de crédit de l'Argentine pendant les cinq dernières années, il suffit d'examiner le tableau suivant :

ANNÉES	DÉPOTS		ESCOMPTES ET AVANCES
	$ papier	$ papier	$ or
31 décembre 1906. .	23.900.000	700.300.000	39.240.000
— 1907. .	29.086.145	717.169.629	37.279.547
— 1908. .	28.538.215	811.026.530	30.805.378
— 1909. .	35.383.610	1.076.695.126	32.593.013
— 1910. .	34.127.143	1.254.608.596	33.542.246
— 1911. .	31.513.887	1.303.158.284	31.927.185

ANNÉES	ESCOMPTES ET AVANCES	ESPÈCES EN CAISSE	
	$ papier	$ or	$ papier
31 décembre 1906. .	611.800.000	30.060.998	203.051.407
— 1907. .	679.357.449	39.807.722	217.570.801
— 1908. .	771.524.081	47.570.137	230.161.400
— 1909. .	975.014.272	67.148.028	319.770.589
— 1910. .	1.221.659.265	67.491 505	333.611.337
— 1911. .	1.390.702.125	59.294.162	351.721 976

Maintenant, pour ce qui est de l'encaisse des banques argentines, il convient de tenir compte des trois points suivants : 1° qu'il n'existe pas là-bas de Banque d'émission réglant le crédit en même temps que la circulation; 2° que les banques privées ne peuvent pas réescompter de ce fait leur portefeuille; et 3° que par cela même elles sont tenues de maintenir constamment une forte encaisse-or.

Banco de la Nacion Argentina

Le Banco de la Nacion Argentine, qui est l'établissement officiel du pays, se trouve dans une situation très prospère, par suite de l'accroissement continuel de ses opérations et de leur fructueux résultats, dans les dix dernières années. Le montant des dépôts a quadruplé depuis 1902, époque à laquelle ils se chiffraient par 96 millions de piastres papier; aujourd'hui ils s'élèvent à plus de 372 millions de piastres papier, soit 818 millions de francs. Les escomptes et avances ont passé de 78 millions à 406 millions. L'encaisse, qui était de 61 millions, s'élevait au 31 décembre 1911 à plus de 200 millions de piastres, soit plus de 440 millions de francs. Les bénéfices en 1902 ont été de 323.000 piastres papier; en 1911, ils se sont chiffrés par 7.641.881 piastres papier. En 10 ans, malgré les forts amortissements des immeubles et du portefeuille irrécouvrable, le Banco de la Nacion a obtenu des bénéfices nets pour un total de 46 millions de piastres. Le capital, qui était en 1902 de 50 millions de piastres papier, se chiffre actuellement par 142 millions de piastres papier. Le fonds

de réserve a passé de 2 millions de piastres or en 1902 à 9.804.171 en 1910.

Voici, en détail, le mouvement de la Banque pendant les dix dernières années.

ANNÉES	DÉPOTS		ESCOMPTES ET AVANCES	
	$ or	$ papier	$ or	$ papier
31 Déc. 1902 . .	1.674.217	92.666.380	6.618	77.647.435
— 1903 . .	1.757.086	123.773.866	208.521	75.344.715
— 1904 . .	1.344.503	140.399.964	394.072	95.704.614
— 1905 . .	2.900.150	170.190.233	1.120.207	161.522.727
— 1906 . .	1.788.214	167.989.358	1.362.631	170.573.212
— 1907 . .	4.939.514	192.569.573	2.050.646	214.022.278
— 1908 . .	5.290.593	234.176.860	2.042.738	244.752.938
— 1909 . .	5.089.930	335.027.822	2.026.049	294.455.087
— 1910 . .	5.640.148	378.019.013	2.055.221	356.361.293
— 1911 . .	3.045.793	406.513.147	1.889.585	402.310.961

ANNÉES	ESPÈCES EN CAISSE		BÉNÉFICES	CAPITAL	FONDS de RÉSERVE
	$ or	$ papier	$ papier	$ papier	$ or
31 Déc. 1902.	8.244.982	42.790.796	323.782	50.000.000	2.035.506
— 1903.	14.896.627	65.611.889	787.139	50.000.000	2.035 506
— 1904.	21.788.123	47.216.010	912.830	50.000.000	2.035.506
— 1905.	11.328.868	51.257.251	3.132.776	51.566.388	2.724. 16
— 1906.	9.354.376	52.439.174	4.413.996	53.773.386	3.695.796
— 1907.	18.618.100	55.075.452	5.542.518	56.544.645	4.915.150
— 1908.	22.696.191	67.853.421	7.318.591	110.203.941	6.525.240
— 1909.	34 878.306	115.005.870	7.391.526	113.122.656	8.151.376
— 1910.	36.591.916	99.132.590	7.512.705	117.179.009	9.804.171
— 1911.	34.012.850	99.666.527	7.641.881	120.999.950	11.485.385

Le Banco de la Nacion Argentina en 1911.

Le bilan de la Banque de la Nation, au 31 décembre 1911, révèle une augmentation du capital et du fonds de réserve qui s'élève à 7.641.881.76 $ papier.

Malgré de continuels amortissements et les verse-


ECOLES NATIONALES
EXISTANT DANS LA
REPUBLIQUE ARGENTINE
AU 25 JANVIER 1908
JUJUY
LOS ANDES
SALTA
FORMOSA
CHACO
MISIONES
SANTIAGO DEL ESTERO
CATAMARCA
TUCUMAN
CORRIENTES
LA RIOJA
SANTA FE
SAN JUAN
CORDOBA
ENTRE RIOS
MENDOZA
SAN LUIS
BUENOS AIRES
LA PAMPA
NEUQUEN
RIO NEGRO
CHUBUT
SANTA CRUZ
TIERRA DEL FUEGO

ments au fonds de prévision, les bénéfices successivement réalisés par cet établissement de crédit ont progressé de la façon suivante :

Année 1908	$	6.319.500	papier
— 1909		7.391.526	—
— 1910		7.512.705	—
— 1911		7.641.881	—

Le compte des profits bruts de 1911 est en augmentation de 3.400.000 $ papier.

Le capital actuel, augmenté du fonds de réserve et du fonds de prévision, est de 149.703.398 $ papier. Les dépôts judiciaires sont de 39.389.573 $ papier. Le fonds spécial de conversion, destiné à la garantie du change, reste invariablement fixé à 30.000.000 $ or. L'encaisse à fin 1911 atteignait 34.012.850 $ or et 99.666.527 $ papier, soit 389.330.605 fr.

Les dépôts en compte-courant ont suivi, d'après chaque bilan annuelle, les fluctuations ci-après indiquées :

Année 1908. .	$ or 4.821.842	$ papier 206.246.738
— 1909.	3.602.704	296.298.824
— 1910.	4.270.319	339.582.158
— 1911.	2.794.504	367.633.412

En quatre ans, l'augmentation a été de 166.000.000 $ papier soit 77 p. 100 et, pour la seule année de 1911, la plus-value s'est chiffrée par 24 millions, contre 19 millions pour l'ensemble des autres banques opérant dans le pays. On explique cette augmentation considérable par le fait de l'intérêt payé, depuis 1911, aux déposants à la Banque de la Nation.

Les avances et escomptes des quatre dernières an

nées sont, également, en progrès successifs, dans les conditions ci-dessous :

Année 1908.	$ papier	249.395.470
— 1909.		299.959.689
— 1910.		361.133.194
— 1911.		406.572.552

L'augmentation de 1911 sur 1908 est de 63 p. 100 ; celle de 1911 sur 1910 est de 45 millions or.

La Banque de la Nation avait resserré son crédit pendant les huit premiers mois de 1911, comme conséquence de nécessités moindres de la part du commerce et de l'agriculture. Mais, en novembre et en décembre, les ouvertures de crédit, motivées par une sorte de compression du pays, ont dépassé de 40 millions or les chiffres précédents. D'ailleurs, toutes les banques ont accordé, à cette même époque, des facilités de crédit plus larges.

Enfin, les espèces en caisse, y compris les fonds déposés chez les banquiers du dehors, à la fin de chacune des quatre dernières années, se sont chiffrées comme il suit :

Année 1908. .	$ or	29.664.994	$ papier	67.853.421
— 1909. . . .		48.394.331		115.005.870
— 1910. . . .		53.371.417		99.182.674
— 1911. . . .		44.733.204		99.666.527

L'encaisse de toutes les banques étant, à fin décembre 1911, de 59.284.162 $ or et de 351.721.976 $ m n, le solde de la Banque de la Nation comprend, pour sa part, 41 p. 100 de ces deux sommes réunies.

Les bénéfices du Banco de la Nacion Argentina

se sont élevés, depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1911, à la somme de 65.165.172 piastres-papier. Il est intéressant d'en rappeler les diverses destinations.

Ces bénéfices qui, au 31 décembre 1895, étaient de 6.971.023,68 piastres-papier, furent distribués, par décret du gouvernement, comme suit :

10 p. 100, 697.102,37 piastres-papier au fonds de réserve ;

10 p. 100, 697.102,37 piastres-papier au gouvernement national ;

80 p. 100, 5.576.818,95 piastres-papier à la caisse de conversion, afin d'amortir le numéraire avancé par celle-ci.

Ceux de l'année 1896, qui furent de 2 millions 897.732,22 piastres-papier, passèrent d'accord avec les prescriptions de la loi. Ceux de 1897-1898, qui s'élevèrent à 4.906.258,29 piastres-papier, furent distribués comme suit :

Au gouvernement national, 1.695.652,17 piastres-papier.

Au fonds de réserve, 125.057,56 piastres-papier ;

Au fonds de conversion, 329.966,81 piastres-papier.

Ceux des années 1900 jusqu'à 1904, qui s'élevèrent à 4.785.486,97 piastres-papier, ont été passés au fonds de conversion. Pendant l'année 1900, le fonds de réserve fut converti en or, ce qui donna un résultat de 2.035.506,19 piastres-or. Ce fonds de conversion, il y a lieu de le rappeler, s'élève actuellement à 30.000.000 de piastres-or, soit 150.000.000 de francs.

En 1905 on commença à exécuter les prescrip-

tions de la loi nº 4507, et depuis lors les bénéfices de la Banque furent destinés à augmenter le capital et le fonds de réserve. La somme de 42.953.993 piastres-papier, montant net des bénéfices pendant les sept dernières années, a été créditée à ces comptes.

Le Banco de la Nacion Argentina est le vrai reflet de la prospérité de la République Argentine et, en croissant avec le pays et pour le pays, il peut être considéré comme un agent propulseur de la plus haute intensité pour l'encouragement et le développement de ses grandes sources de production.

RÉSUMÉ DE L'ACCROISSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Nous donnons ci-dessous quelques chiffres qui montrent l'accroissement extraordinaire de la République Argentine dans le courant de vingt-quatre années de 1887 à 1911.

	1887	1911
Population de la République.	2.984.000 hab.	7.171.910 hab.
Population de sa capitale, Buenos-Aires	433.375 —	1.351.663 —
Recettes fiscales.	233.810.000 fr.	682.000.000 fr.
Dépenses fiscales.	272.290.000 —	885.060.000 —
Dette publique	838.950.000 —	2.623.118.639 —
Service de la dette	92.179.000 —	175.000.000 —
Importations	488.293.000 —	1.834.053.430 —
Exportations	349.174.000 —	1.623.487.690 —
Kilomètres de voies ferrées.	5.437 kil.	31.574 kil.
Voyageurs transportés . .	6.324.140 voy.	64.402.135 voy.
Chargements transportés. .	4.274.000 ton.	33.508.555 ton.
Produit brut du trafic des chemins de fer	97.582.925 fr.	586.355.500 fr.
Frais d'exploitation. . . .	54.846.865 —	356.201.250 —
Bénéfices obtenus	42.736.060 —	230.154.500 —

Capitaux employés en chemins de fer.	887.888.125 —	5.420.004.930 —
Intérêts obtenus sur le capital.	4.81 p. 100	4.25 p. 100
Superficie ensemencée. . .	2.147.000 hec.	20.367.082 hec.
Exportations de blé. . . .	395.555 ton.	2.285.951 ton.
Exportations de lin. . . .	12.213 —	415.805 —
Exportations de maïs . . .	65.909 —	125.185 —

En ce qui concerne l'exportation de céréales, la République Argentine a fait de tels progrès, qu'ils la placent au troisième rang dans l'exportation mondiale de blé, après avoir occupé en 1906-07 le deuxième rang. Ainsi le montre la statistique suivante :

Exportation de blé en 1906-1907 :

États-Unis	4.044.000	tonnes.
République Argentine	2.967.000	—
Russie	2.522.000	—
États des Balkans.	2.087.000	—
Canada.	1.109.000	—
Australasie	804.000	—
Indes	804.000	—
Asie-Mineure	224.000	—
Autriche-Hongrie.	152.000	—
Exportation mondiale en 1906-1907.	14.713.000	—

Voici l'exportation internationale de blé pour l'année 1909 1910.

Russie.	6.055.000	tonnes.
États-Unis	2.422.000	—
République Argentine	1.710.000	—
Canada	1.700.000	—
Australasie	1.238.000	—
Balkans	1.065.000	—
Inde	820.000	—
Asie-Mineure	120.000	—

En ce qui concerne l'exportation de maïs, elle occupe la première place, comme suit :

Exportation en 1909-1910

République Argentine	2.270.000	tonnes.
Danube	782.000	—
États-Unis	705.000	—
Russie	358.000	—
Exportation mondiale de maïs en 1909-10	4.285.000	—

Pour l'exportation mondiale de lin, la première place :

Exportation en 1910

République Argentine	605.000	tonnes.
Indes	351.000	—
Russie et Danube	144.000	—
Amérique du Nord	6.500	—
Exportation mondiale de lin en 1910	1.106.506	—

En ce qui concerne la production universelle de blé en 1910, la République Argentine occupe la neuvième place, comme on le verra ci-après :

Récolte de 1910

Russie	21.136.000	tonnes.
États-Unis	19.920.000	—
Asie	10.364.000	—
France	7.183.000	—
Autriche-Hongrie	6.969.000	—
Italie	4.173.000	—
Canada	4.050.000	—
Espagne	3.741.000	—
République Argentine	3.710.000	—

Pour celle de maïs, en 1910, la troisième place :

États-Unis, 73.116.000 tonnes ; Autriche-Hongrie, 3.663.000 ; République Argentine, 3.574.000.

En ce qui concerne l'exportation de viandes con-

gelées au Royaume-Uni en 1910, la République Argentine occupe la première place, comme on le verra par les chiffres suivants :

République Argentine, 327.564 tonnes; Australasie, 252.154 ; États-Unis, 138.387.

L'OUVRIER EUROPÉEN DANS L'ARGENTINE

Voici les rapport et projet présentés par M. Roque Sáenz Peña à l'Institut international d'agriculture. C'est un document très intéressant que nous nous faisons un devoir d'insérer intégralement :

« Monsieur le Président,

« En ma qualité de délégué de la République Argentine, j'ai l'honneur de m'adresser à S. E. Monsieur le Président de l'Institut international d'agriculture, pour la prier de vouloir bien soumettre à l'examen du comité permanent le projet ci-joint qui m'a été suggéré par un sentiment protecteur à l'égard des travailleurs, et par des raisons d'intérêt économique pour les États où prospère l'industrie agricole.

« Dans ma façon de considérer cet Institut, j'entends que sa haute destinée doit s'appuyer sur l'expérience, et en induire le phénomène économique futur et prochain. Son fonctionnement doit donc être essentiellement inductif, parce que, s'il devait se renfermer dans les faits accomplis, son avantage deviendrait discutable, et le profit que l'industrie agraire en retirerait serait douteux, du moment que toutes les méthodes d'exploitation de la terre sont connues des cultivateurs. Dans ce sens, j'estime que la mission

de l'Institut doit se composer non seulement d'observation, mais encore et surtout d'avertissement, avec les approximations et les probabilités auxquelles on peut aspirer, parce que, comme il s'agit de l'avenir, il est impossible d'établir des formules irrévocables et définitives. Je considère cette création heureuse comme un immense sémaphore appelé à condenser et à répandre des harmonies : cet indicateur universel doit avoir son code de signaux, et ceux-ci doivent être visibles de tous les points de la terre. A cet effet, on doit, comme le projet le propose, tourner les yeux vers la presse, cette multiplicatrice par excellence du signe, du verbe et de la lumière. Parmi ses fonctions substantielles, il en est une qui consiste à éclairer la confusion primitive des faits, en les réduisant à leur plus nette simplicité pour découvrir les lois auxquelles ils obéissent.

« Mais l'effort ne serait que fragmentaire si l'on devait se limiter à recevoir des statistiques ou à améliorer les fruits qui naissent dans l'héritage. S'il s'agit de la production universelle, nous ne pouvons négliger l'homme, son noble générateur, car ce serait nous désintéresser de sa causalité et de son but. Nous devons, au contraire, contempler et protéger ce moteur *rationnel* de la richesse en lui évitant la fausse route dans laquelle il pourrait s'engager, par manque de calcul, pour développer ses énergies, ou par défaut de connaissances pour fixer son orientation.

« Parmi les phénomènes relatifs à l'économie rurale, il n'en existe aucun qui soit plus perturbateur que celui qui provient de l'excédent ou de l'insuffisance de bras pour la récolte des produits. Le premier dé-

termine l'abaissement des salaires ; le deuxième diminue les moissons, en laissant sur pied la plante mère chargée de ses fruits, lesquels représentent le travail et le capital gaspillés.

« Le désaccord pèse, en définitive, sur la richesse nationale, soit en retranchant les vendanges et les *zafras*, soit en procurant la gêne chez l'ouvrier par l'excès de l'immigration flottante qui, comme tout excédent, devient inutile ou perd de sa valeur. Je fais allusion ici à l'immigration voyageuse, qui se précipite à tâtons sur chaque récolte et peut devenir abusive en portant préjudice, dans ce cas, à celle qui est établie, tout en se nuisant elle-même par l'abaissement commun de la rétribution.

« Je suis loin de méconnaître les bienfaits de cette poussée périodique, quand elle est bien calculée, de même que les causes qui la produisent. Ce phénomène nous indique que l'on a ensemencé plus de terre ou que l'on a fait germer plus de grains que les habitants n'en peuvent moissonner. C'est une preuve de généreuse fécondité ou d'énergie extraordinaire chez la population restreinte qui a défriché la terre et qui a fait appel aux bras étrangers pour cueillir son propre fruit. Le sol neuf de l'Amérique, exempté de toute préparation artificielle, a réussi à mettre à bon marché le coût de la production, en facilitant la culture d'immenses contrées arrachées au désert par la loi et par la force de la civilisation. Il est un composé d'économie et de fertilité, d'étendue et de rapport, et c'est de là que naît cette surprise qui s'empare du laboureur, quand il se rend compte de la multiplication de sa semence et de la surproduction de son effort initial. C'est l'agréable conflit de

l'abondance ou l'heureux embarras de la richesse, ce qui provoque l'appel de nouvelles forces que l'on dirait prédestinées à recueillir les fruits mûrs, sans avoir créé la plante qui leur a donné leur jus. La co-paticipation favorise le pays d'origine de cet émigrant éventuel, car, en definitive, il réalise un capital et apporte des épargnes, et c'est dans l'intérêt commun des deux pays que nous devons régler leurs mouvements, en dirigeant leurs courants d'une façon prévoyante.

« L'émigrant qui quitte son pays natal avec un billet de retour est le visiteur opportun qui profite du moment propice, lorsqu'il coïncide avec le besoin qui l'a appelé, et il est une force perturbatrice ou un agent de subversion quand il s'agit de forcer les lois inaltérables de l'offre.

« Mais comment éviterions-nous les effets de l'excès ou du déficit, du moment qu'ils sont également pernicieux? En lui fournissant les données élémentaires de jugement et une vision exacte de la réalité; car, aujourd'hui, il ignore, jusqu'au moment même de son débarquement, les surfaces cultivées, les accidents de la semaille, le nombre de bras permanents dont elles disposent et les forces éventuelles dont elles auront besoin. Dans ces conditions, privés de conseils ou de lumière qui puissent le guider, le voilà désabusé, mécontent, la protestation aux lèvres pour calomnier le pays dont il reçoit l'hospitalité, et tout aux dépens du roulement périodique que nous devons organiser au cours de chaque saison.

« Le procédé que j'indique devient plus nécessaire encore quand il s'agit de courants qui ne sont pas poussés dans la même direction, puisqu'ils sont

répartis aujourd'hui entre différents ports. Mais, soit par suite de troubles ou de crises économiques, soit par trop-plein d'immigration, il arrive — comme il est déjà arrivé — que la barrière tombe en faisant cesser les entrées dans les États qui ont la plus grande capacité de réception ; et si tout le volume déplacé devait peser sur un seul point, il surviendrait des complications que mon projet se propose de prévenir. Je fais toujours allusion à l'émigration voyageuse, parce que, en ce qui concerne l'immigration qui reste, avec *animus manendi*, il y a des pays, comme celui que j'ai l'honneur de représenter, qui pourraient contenir 150.000.000 d'habitants sans conflits territoriaux.

« Le projet ci-joint n'a d'autre objet que de répandre le sentiment de la réalité et de donner conscience à l'émigrant du choix de chemin qu'il doit faire, en lui fournissant le moyen de s'assurer des probabilités de gain et de réussite, avant qu'il ne quitte son pays natal. Il pourra ainsi prévoir s'il sera reçu par une terre féconde et avide de ses efforts ou s'il va, par sa présence, compromettre les intérêts des autres ou même son propre avenir. S'il ne tient pas compte de cet avertissement, il sera seul responsable de son insuccès, et il ne pourra attribuer sa mésaventure à des séductions ou à des promesses que personne ne lui aura faites. L'Institut et les gouvernements qui y sont représentés auront fait ce qu'il est juste et nécessaire de faire pour lui éviter son infortune.

« L'initiative que je propose peut bien mettre en relief la probité de mon gouvernement à l'égard de l'émigrant qui visite ses prairies ou ses villes, parce

que, au fond, il a voulu effacer les mirages mensongers, au profit des travailleurs.

« Mais, en vérité, la République Argentine ne craint pas l'excédent de bras, du moment que la culture de son territoire se développe par bonds et qu'il en est de même de toutes les autres industries de son économie, qui pourraient occuper ceux qui n'auraient pas trouvé d'emploi dans l'agriculture. Il ne s'agit donc point d'un intérêt national, mais d'un bienfait collectif pour tous les travailleurs de toutes les nations.

« Mon pays a organisé ses bureaux d'immigration et de travail sous une direction intelligente et active; celle-ci prend l'immigrant aussitôt débarqué, le loge et le nourrit gratuitement et, plus tard, le conduit, toujours aux frais de l'État, à l'endroit où il a été appelé par ses concitoyens ou réclamé pour ses aptitudes spéciales. Dès qu'il a oublié les transes pénibles de son déracinement de la patrie et les incertitudes du déplacement, une nouvelle phase de sa vie commence sans qu'il puisse ressentir, en aucune circonstance, l'impression du désemparement. Il sent l'efficace protection de mon gouvernement, qui la lui prodigue avec paternelle persévérance ; et quand il a débarqué sans but déterminé, le milieu argentin cordial et chaleureux lui en indique un ; car nationaux et étrangers, amis ou compatriotes du nouveau venu sont autant de protecteurs qui l'entourent et l'encouragent avec une effusive solidarité. De sorte que le nouveau collaborateur de la richesse de mon pays ne reste livré à son propre effort, que lorsqu'il a acquis l'assurance que l'expansion de ses énergies sera généreusement récompensée.

« L'affluence d'hommes que nous ressentons périodiquement comme le présage d'une nouvelle récolte ne nous surprend point et ne nous apporte aucun déséquilibre, parce que nous sommes préparés pour les recevoir et leur offrir une occupation. Peu importe que, comme cela est déjà arrivé, 7.500 immigrants représentant force, rations et transports, débarquent dans une même journée ! La Nation les satisfait avec toute sollicitude, puisque sa largesse est rémunérée par des prospérités considérables.

« Ce sont ces mêmes sentiments à l'égard de l'immigrant qui m'ont inspiré la dernière partie du projet concernant les conditions dans lesquelles se fait le transport par mer.

« L'effort de chaque gouvernement deviendrait, en effet, insuffisant si, pendant les longues traversées, l'immigrant n'était pas traité avec la dignité que lui confère sa noble qualité de travailleur. On peut, pour le moment, observer que les conditions dans lesquelles il est transporté sont tout autres que commodes, puisqu'elles ne sont pas même hygiéniques.

« Les Compagnies transatlantiques réservent la plus grande partie de leurs paquebots à la première et à la deuxième classe pour des raisons de rendement, et elles renferment dans une enceinte réduite, toute une agglomération d'hommes, de femmes et d'enfants. On conçoit à peine comment ces êtres peuvent arriver sains et saufs à destination. Il n'y a que la routine ou le besoin qui puissent leur faire supporter ce douloureux intervalle entre deux labeurs.

« L'ampleur et le confort des transports augmentent et se perfectionnent avec le progrès de l'industrie navale ; mais, au fur et à mesure que les palais flot-

tants se multiplient, les proportions de l'espace réservé aux immigrants diminuent, et il se produit un confinement de l'humble travailleur. Ces progrès ne l'atteignent point, et il admire ces avantages comme *res inter alios*, non plus quand il s'agit du superflu, mais bien de l'indispensable pour la santé et pour la vie.

« Les Congrès internationaux, comme celui que la Suisse convoqua en 1878 et qui reprit ses séances en 81, 86 et 90, s'occupèrent du transport maritime et terrestre à seule fin de garantir la marchandise et de fixer les règles du pavillon traversant plusieurs juridictions ; mais le transport humain, le très noble chargement qui vit et qui pense, n'a jamais été le sujet de leurs délibérations, et la question est restée livrée à la réglementation des gouvernements. Soit à cause de l'époque où elle fut établie, soit par un faux concept des aspirations et des droits de toutes les classes sociales, cette réglementation ne répond ni à l'actualité des idées, ni même à celle des sentiments.

« Le métrage cubique de l'air est mesquinement calculé dans les cales sombres où des centaines d'hommes dorment; on détermine l'espace avec économie, en cédant à l'esprit de lucre plus qu'à la fonction vitale de chaque organisme.

« D'éminents professeurs comme Pasquale, de la marine royale italienne : Croneau et Marocco, du service de santé militaire, firent le minimum pour chaque personne à 5 mètres cubes, avec de l'air renouvelé par des aspirateurs. Mais cette voix de la science et de l'humanité n'a pas été écoutée jusqu'au moment où j'écris cette note, et tous les règlements


ECOLES NATIONALES
DANS LA
REPUBLIQUE ARGENTINE
DU 25 JANVIER 1908
AU 25 DECEMBRE 1911
LOS ANDES
SALTA
FORMOSA
CHACO
SANTIAGO DEL ESTERO
CATAMARCA
LA RIOJA
MISIONES
CORRIENTES
SANTA FE
ENTRE RIOS
CORDOBA
SAN JUAN
SAN LUIS
MENDOZA
LA PAMPA
BUENOS AIRES
NEUQUEN
RIO NEGRO
CHUBUT
SANTA CRUZ
TIERRA DEL FUEGO

diminuent la capacité d'air scientifique conseillée. Les prescriptions légales en vigueur admettent à peine la moitié des exigences sanitaires ; ainsi, l'Angleterre fixe l'espace réservé à chaque immigrant à 2 m.c. 95 ou 3 m.c. 54, selon la place qu'occupent les passagers dans le navire ; l'Allemagne va à 2 m.c. 85 ; la France a une échelle qui varie d'après la hauteur du pont, de 2 m.c. 45 à 2 m.c. 47 et 2 m.c. 94 ; l'Italie a adopté 2 m.c. 75 et 3 mètres cubes. D'autres nations déterminent un métrage cubique moindre ; il en est qui n'en prescrivent aucun, s'en rapportant au discernement des chargeurs, discernement qui est parfois le plus taxatif de la respiration.

« J'ai étudié la statistique sanitaire sur le *Bulletin officiel du Comité d'émigration* jusqu'à 1906, et j'y ai trouvé que chez les émigrants pour l'Amérique du Sud il y a une proportion de 2.608 malades, c'est-à-dire 20 p. 1.000. Je considère ce chiffre comme très élevé, parce qu'on présume que l'émigrant qui dirige ses pas vers le travail est un homme bien portant et robuste. C'est ainsi qu'il quitte son pays, car, s'il en était autrement, les règlements ne le lui permettraient pas ; et si au cours du voyage il perd la santé et arrive invalide pour la lutte, nous devons en chercher la cause dans son sombre logement ou dans les mauvaises conditions de sa nourriture.

Si nous cherchons l'origine de cette injuste inégalité, nous la trouverons peut-être dans ce fait que autrefois, plusieurs gouvernements voyaient l'émigration de leurs sujets d'un mauvais œil ; mais cette résistance s'est modifiée, de nos jours, par la tendance expansive des rapports internationaux, par la solida-

rité qui les préside et par compénétration économique et politique de l'ancien et du nouveau monde. Si donc nous sentons les causes éliminées, il est juste que nous en supprimions les effets et que nous effacions les vestiges de cette erreur inconsistante.

Le système restrictif de l'émigration ayant été abandonné pour le régime de la liberté, ce nouveau concept de l'inévitable a dissipé les préjugés et fondé des convictions qui font regarder l'émigrant sans reproches ni condamations. Déjà, il n'y a plus indifférence pour le drapeau, ni mésestime à l'égard du souverain, ni ingratitude envers le pays natal. Tous les sentiments contraires l'accompagnent nourissant ses rêves et ses espérances, que l'on doit voir se réaliser au profit des siens et de sa patrie : parceque, du loin de ces contrées inconnues, on fait honneur à la nation qui se prolonge et verse de par le monde ses excédents de travail et de vitalité.

Un éminent sociologue qui, de retour de l'Argentine, vient de rentrer dans sa patrie d'origine, l'Italie, a étudié dans notre corps social l'harmonieux concert d'Italiens et d'Argentins dans la lutte pour le travail favorisé par le milieu, et il est arrivé à des conclusions que j'estime réconfortantes.

Le pouvoir de la volonté n'était pas à son avis, la caractéristique de la race latine ; mais, après avoir observé celle-ci dans l'impulsion acquise dans un autre milieu, il a rectifié son opinion et justifié sa race contre le dur reproche de la mollesse, confessant noblement son erreur. En effet, l'émigrant qui se jette dans l'inconnu et se détache des liens qui lui tiennent au cœur depuis son enfance, réalise un effort, triomphe d'une résistance et accuse le signe visible d'une

volonté puissante. Que ce trait de son caractère lui serve pour exercer ses muscles ou pour agiter sa pensée, toutes ses forces sont également nécessaires et respectables dans le concert de l'activité humaine.

Considérons donc l'émigrant non pas comme un évadé, mais comme un sujet de devoirs et d'obligations qu'il accomplit vaillamment, soumis à la loi du travail. Encourageons-le, dès son départ, avec l'amour de sa patrie, car là-bas, dans le lointain plein de promesses, sous les constellations qui lui montrent une lumière nouvelle, on le recevra à bras ouverts, pour l'amour et le génie de la race.

Qu'il ne soit pas un condamné, mais un prédestiné, niveleur de forces et de populations pour l'harmonie du monde, de production et d'échange pour la nutrition universelle; légion qui, excitée contre les déserts, entreprend la marche virile et courageuse, quittant la ville pléthorique parce qu'elle ne veut pas l'alourdir de son poids improductif et stérile.

Tout ceci doit être pour nous l'anonyme individualité de l'émigrant, et pour la même raison qu'il affronte la dure tâche marquée par son destin, nous devons lui procurer notre concours. Saluons-le de l'un et de l'autre rivage jusqu'à son arrivée; c'est là que toute protection et que tout contrôle de son gouvernement doit cesser, parce que là commence l'auspice d'une nouvelle souveraineté en excluant tout autre, qui serait non seulement inutile, mais qui deviendrait encore incompatible avec les règles du droit public. Estimons-le donc et aimons-le, en évitant, avant tout, que son passage d'un hémisphère à l'autre ne soit l'origine de privations ou d'irréparables mésaventures.

J'estime que ces questions doivent être étudiées et résolues par l'Institut, lequel doit, dans ce but, resserrer ses rapports avec le Comité d'Émigration qui fonctionne dans cette capitale et avec les institutions semblables qui existent dans d'autres pays, pour chercher une entente avec les grandes compagnies de navigation.

Pour ma part, j'insiste à considérer comme indispensable la construction de transports spéciaux à l'exclusion des autres classes fastueuses, qui donnent expansion au riche jusqu'au superflu et qui enserrent l'humble jusqu'à le priver de la lumière et de l'air vital.

Le mouvement actif des idées tient à un adoucissement de la condition de l'ouvrier dans tous les sens de son activité, et le gouvernement que j'ai l'honneur de représenter, observe cette aspiration avec un esprit attentif, non pas pour encourager des théories ou des tendances subversives de l'ordre social, mais pour améliorer les classes travailleuses et les rapprocher d'une heureuse harmonie et d'un bien-être mérité; ce bien-être existe déjà, heureusement, chez nous, comme vient de le constater un illustre observateur, qui a publié ses appréciations dans la presse de la capitale. Nous ne prétendons pas réaliser l'extraordinaire, mais accorder à chaque individu, et à tous les hommes, les droits et les satisfactions qu'ils ont demandés en toute justice.

J'aspire maintenant, pour ma part, à ce que l'Institut international d'agriculture soit, non seulement un protecteur des irrationnels et des plantes, mais que, s'élevant au-dessus de l'échelle zoologique et au-dessus de la terre même, il soit l'ami insoup-

çonné de l'humanité travailleuse, envisageant ses destinées sous l'aspect véridique de ses besoins et de ses droits. »

INDUSTRIE

Le pétrole en Argentine.

Les gisements de pétrole qui ont été découverts à Comodoro-Rivadavia sont des sources nouvelles de richesse venant s'ajouter à la prospérité surprenante de l'Argentine.

Comodoro-Ridavia est un village situé dans le territoire national du Chubut, près de la côte de l'Atlantique, territoire qui est l'une des régions les plus riches de la Patagonie.

Son climat est sec et sain. Dans ses vallées, il y a des rivières et des lagunes avec de beaux saules ayant jusqu'à 3 mètres de circonférence et 20 mètres de hauteur. Dans les rivières, il y a des poissons pesant jusqu'à 6 kilogrammes, des truites, etc. La couche profonde de la terre végétale atteint plus de 12 mètres; elle est couverte d'herbes et d'excellents pâturages. On y récolte des céréales de premier ordre, du blé, de l'orge, etc.; dans la zone andine, il existe de grandes richesses en bois, encore inexploitées. Dans les sables d'alluvion, près du village « Diez y seis de Octubre », on a trouvé de l'or; dans la Cordillère, on a constaté l'existence d'importants filons de galène argentifère.

La superficie du territoire dépasse 242.000 kilomètres carrés, et le nombre de ses habitants atteint

à peine 50.000. La richesse de l'élevage est constituée par 3.000.000 de brebis, 500.000 vaches et 400.000 juments et chevaux. On exporte annuellement du Chubut une quantité abondante de laine, de blé, de plumes d'autruche, de bétail, etc.

Dans la colline Chenque, sur le golfe de San-Jorge, on pratiquait des perforations par ordre du gouvernement national, à la recherche d'eau potable pour l'approvisionnement de Comodoro-Rivadiava, village voisin. Les travaux atteignirent 500 mètres, sans aucun résultat, mais il fut décidé de les poursuivre, et à 540 mètres, au lieu d'eau, on trouva du pétrole. Le gouvernement se réserva une zone de 25 kilomètres autour du village, zone pour laquelle il ne pourra pas être délivré de permis, suivant les bases pour le règlement des concessions; celles-ci seront accordées pour un temps limité et en licitation publique. Les compagnies ne pourront non plus faire des acquisitions assez larges pour arriver au monopole. Les concessionnaires devront remettre au gouvernement un tantième déterminé sur les produits obtenus, tantième qui ira en diminuant à mesure que les résultats de l'exploitation augmenteront

Actuellement fonctionne un puits muni d'un tuyau de 200 à 300 millimètres, et duquel surgissent, toutes les vingt-quatre heures, 9 mètres cubes de pétrole; à l'aide d'une pompe, on peut produire jusqu'à 50 mètres cubes. Le jet atteint jusqu'à 50 mètres de hauteur par une bouche de 114 millimètres.

Il y a un autre puits à 500 mètres de distance du premier. On suppose que la nappe de pétrole, s'étend depuis le port de Camarones jusqu'au delà de Rio-Gallegos, par la côte de l'Atlantique.

Dans un entrepôt qu'on fait sur terre, on a réuni, en une année, plus de 4.000 mètres cubes de pétrole sans faire usage de la pompe.

Jusqu'ici les perforations n'ont d'autre caractère que celui d'une simple étude. Le gouvernement a l'intention de louer un navire-entrepôt ayant une capacité de 1.000 mètres cubes. Le prix du pétrole extrait jusqu'ici peut être estimé à 40 francs par mètre cube, sur les lieux du gisement.

La Compagnie du chemin de fer Grand-Sud de Buenos-Aires a proposé d'acheter tout le pétrole qui serait produit par le premier puits.

L'analyse chimique a montré qu'il contient 2 1/2 p. 100 de benzine, 5 de pétrole, 37 d'huile lubrificatrice et 54 de résidu combustible. Tel qu'il sort de la terre, ce pétrole brûle rien qu'en y mettant une mèche et, dans son état brut, il peut servir comme combustible, sans se séparer d'aucun des dérivés les plus nobles qu'il contient. Avec ses 11 calories, il remplace avantageusement le charbon, et les moteurs des perforeuses fonctionnent avec ce même pétrole.

Les études continueront jusqu'à ce que l'on trouve la nappe contenant le pétrole le plus pur.

Le premier puits est à un kilomètre de distance de la mer. Là on peut dire qu'il existe un port naturel, où l'on pourrait s'approcher avec un navire-entrepôt qui recevrait le pétrole directement du puits au moyen d'un tuyau.

Comodoro Rivadavia, anciennement Rada Tilly, se trouve situé aux 67°34 de longitude ouest et 45°54 de latitude sud (Greenwich).

L'ARMÉE ARGENTINE

L'effectif des forces de l'armée argentine, pour l'année 1912, a été fixé à 19.488 hommes.

En voici la décomposition :

10 régiments et 10 bataillons d'infanterie ;

9 régiments de cavalerie ;

5 régiments d'artillerie montée ;

2 groupes d'artillerie de montagne,

1 groupe d'obusiers ;

5 bataillons du génie ;

1 bataillon de trains de chemins de fer ;

1 bataillon d'infanterie sur pied de guerre ;

6 batteries, à cheval, de mitrailleuses et artillerie de siège ;

Escadrons d'écoles de cavalerie.

Enfin, il y a une compagnie topographique, ainsi que des corps d'archivistes, cyclistes, d'administration et de disciplinaires.

FLOTTE ARGENTINE

La grande étendue des côtes de la République Argentine a rendu nécessaire la formation d'une importante flotte de guerre, ceci, d'ailleurs, pour mieux garantir la paix et pour assurer le développement économique du pays. Il est donc intéressant de voir, par le tableau ci-après, de quelles unités se compose la puissance maritime de l'Argentine.

DÉNOMINATION		CHANTIERS	DÉPLACEMENT	DIMENSIONS PRINCIPALES			VITESSE	FORCE
			tonneaux	Longueur	Bouchin	Hauteur	Nœuds	Chevaux
General San Martin.	croiseur cuirassé	Orlando (Italie).	6.840	100m00	18m20	12m19	20 »	13.000
General Belgrano	id.	id. id.	6.880	100 00	18 20	12 19	20 »	13.000
Pueyrredon	id.	Ansaldo id.	6.840	100 00	18 20	12 19	20 »	13.000
Garibaldi	id.	id. id.	6.840	100 00	18 20	12 19	20 »	13.000
Almirante Brown	cuirassé	Samuda Angleterre	4.200	73 20	15 24	7 31	14 »	4.500
Libertad	garde-côtes	Laird id.	2.300	70 10	13 51	6 95	14 »	3.000
Independencia	id.	id. id.	2.300	70 10	13 51	6 95	14 »	3.000
El Plata.	id.	id. id.	1.535	56 70	13 41	4 55	9 »	750
Los Andes.	id.	id. id.	1.535	56 70	13 41	4 55	9 »	750
Buenos Aires	croiseur	Armstrong id.	4.000	123 40	13 41	9 27	23 »	17.000
9 de Julio	id.	id. id.	3.540	107 90	13 41	7 92	22 75	14.350
25 de Mayo	id.	id. id.	3.200	99 06	13 10	7 66	22 50	13.800
Patagonia	canonnière	Estb. (Autriche)	1.530	76 06	10 00	7 05	14 »	2.400
Parana	id.	Armstrong (Anglet.)	1.055	73 15	10 00	4 27	15 »	1.600
Rosario.	id.	id. id.	1.055	76 70	10 00	4 27	15 »	4.500
Patria	contre-torpilleur	Laird (Angleterre)	1.070	64 00	9 15	7 10	20 50	3.250
Espora	id.	id. id.	706	57 95	7 62	3 96	18 »	4.000
Entre Rios.	destroyer	Yarrow id.	340	57 95	5 95	3 66	26 »	4.000
Corrientes.	id.	id. id.	340	57 95	5 95	3 66	26 »	4.000
Misiones	id.	id. id.	340	45 92	5 95	3 66	26 »	1.700
Murature	torpilleur	Thornycroft id.	110	45 92	4 57	3 66	24 »	1.700
Comodoro Py.	id.	id. id.	110	39 63	4 57	3 66	24 »	1.100
Bichardo	id.	id. id.	85	39 63	4 03	2 44	23 »	1.100
Jorge	id.	id. id.	85	39 63	4 03	2 44	23 »	1.100
Thorne.	id.	id. id.	85	39 63	4 02	2 44	23 »	1.100
Pinedo.	id.	id. id.	85	39 63	4 02	2 44	23 »	1.100
Bathurst	id.	id. id.	85	39 63	4 02	2 44	23 »	1.100
King.	id.	id. id.	85	39 63	4 02	2 44	23 »	1.100

NAVIRES EN CONSTRUCTION

DÉNOMINATION	DÉPLACEMENT Tonneaux	CHANTIERS	VITESSE Milles	LONGUEUR	BOUCHIN	CAPACITÉS Soutes à charbon Tonneaux	RAYON d'ACTION Milles
CUIRASSÉS							
Rivadavia (1) . . .	30.000	Fore River, Shipbuilding C°, à Quincy (Massachussets) . .	22.5	184m2	29m3	4.000 charbon . . et 660 pétrol. . .	10.100
Moreno (2)	—	New York Shipbuilding C°, à Camden.	—	—	—	—	—
DESTROYERS							
Jujuy	950	Germania	32	87	8 50	250 charbon. . . et 70 pétrol . . .	3.000
Catamarca	—	—	—	—	—	—	—
San Luis	—	Laird	—	—	—	—	—
Santa Fé	—		—	—	—	—	—
Santiago	—	—	—	—	—	—	—
Tucuman	—	—	—	—	—	—	—
Cordoba	—	Schichau	—	—	—	—	—
La Plata	—	—	—	—	—	—	—
Mendoza	—	Ch. Bretagne . . .	—	—	—	—	—
Rioja	—	—	—	—	—	—	—
Salta	—	—	—	—	—	—	—
San Juan	—	—	—	—	—	—	—

(1) Le lancement de la carcasse du « dreadnought » *Rivadavia* a eu lieu, aux quais de la Fore River Shipbuilding C°, de Quincy (Massachussets), le 26 août 1911.

(2) La carcasse du « dreadnought » *Moreno* a été lancée à l'eau, aux chantiers de la New York Shipbuilding C°, de Camden (Philadelphie), le 23 septembre 1911.

DÉNOMINATION	CHANTIERS	TONNEAUX	DIMENSIONS PRINCIPALES Longueur Mètres	Bouchin Mètres	Hauteur Mètres	VITESSE Nœuds	FORCE Chevaux	RAYON d'action Milles	ARTILLERIE EN MILLIMÈTRES 120	76	75	57	47	37
TRANSPORTS														
Pampa	Connel (Angleterre) . . .	8.700	119m70	14m03	9m60	14 5	3.500	10.944	—	—	—	—	—	—
Chaco	id. id. . . .	8.700	119 70	14 03	9 60	14 5	3.500	10.944	—	—	—	—	—	—
Guardia Nacional . .	Backlay id. . . .	6.500	111 60	12 70	7 30	14 »	1.850	6.720	—	—	—	—	—	—
Maipu	Elder id. . . .	1.063	82 36	8 34	4 50	11 5	1.700	—	—	—	—	—	—	—
1° de Mayo	Howald (Allemagne) . .	1.050	60 »	9 00	1 60	11 »	650	—	—	—	—	—	—	—
Ushuaia.	Laird (Angleterre) . . .	402	43 »	7 00	4 »	9 »	150	—	—	—	—	—	—	—
Piedrabuena	id. id. . . .	550	43 50	7 62	5 40	10 »	175	—	—	—	—	—	—	—
AVISOS														
Azopardo	Es. Tec. (Autriche) . . .	400	48 »	8 »	3 20	10 »	600	—	—	—	2	—	—	—
Gaviota	Howald (Allemagne) . .	120	30 »	5 43	3 89	8 »	230	—	—	—	—	—	—	—
Golondrina	id. id. . .	95	30 »	5 43	4 20	8 »	170	—	—	—	—	—	—	—
Bahia Blanca. . . .	id. id. . .	95	30 »	5 43	4 20	8 »	170	—	—	—	—	—	—	—
Resguardo	Laird (Angleterré) . . .	100	30 »	5 50	3 »	8 »	168	—	—	—	—	—	—	—
Vigilante	id. id. . . .	100	30 »	5 50	3 »	8 »	168	—	—	—	—	—	—	—
Argentino	Howald (Allemagne) . .	80	29 »	5 30	3 20	8 »	90	—	—	—	—	—	—	—
FRÉGATE-ÉCOLE														
Presidente-Sarmiento	Laird (Angleterre) . . .	2.850	80 25	13 15	7 14	14 »	2.800	4.944	4	2	—	4	4	2
HYDROGRAPHE														
Uruguay	id. id. . . .	550	43 50	7 62	5 40	10 »	475	—	—	—	—	—	—	—
REMORQUEURS														
Tehuelche	Summer Day (Angleterre)	310	30 50	6 10	3 65	11 5	520	—	—	—	—	—	—	—
Fueguino	id. id.	310	30 50	6 10	3 65	11 5	520	—	—	—	—	—	—	—
Delfin	Chantier du gouvernement	38	14 75	3 35	1 98	8 »	80	—	—	—	—	—	—	—
Pengüin	id. id.	38	14 75	3 35	1 98	8 »	80	—	—	—	—	—	—	—
Cormoran	id. id.	44	16 55	3 35	1 98	7 5	80	—	—	—	—	—	—	—
Petrel	id. id.	44	16 55	3 35	1 98	7 5	80	—	—	—	—	—	—	—
Albatros	id. id.	66	18 30	4 27	2 44	8 5	130	—	—	—	—	—	—	—
GRUE FLOTTANTE														
Pilcomayo.	Laird (Angleterre) . . .	416	33 »	9 20	3 20	9 »	420	—	—	—	—	—	—	—
CITERNE														
Bermejo	id. id. . . .	416	33 »	9 20	3 20	9 »	420	—	—	—	—	—	—	—
MINEUR														
Fulton	id. id. . . .	79	24 08	4 58	2 60	9 »	100	1.143	—	—	—	—	—	—

TOPOGRAPHIE ET PHYSIONOMIE DE BUENOS-AIRES (1)

Buenos-Aires, capitale de la République Argentine, se trouve située sur la rive droite du Rio-de-la-Plata, lequel a, à cet endroit, 45 kilomètres de large, et à 34°36'21"4 de latitude australe, 58°21'33"3 de longitude occidentale de Greenwich, et 20 mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer.

Elle se trouve à 200 kilomètres à l'ouest de Montevideo et à 275 de l'embouchure du Rio-de-la-Plata dans l'Océan.

Elle a une superficie de 18.854 hectares ; sa plus grande extension est du nord au sud de 18 kilomètres, et de 25 kilomètres de l'est à l'ouest.

Le périmètre du municipe est de 62 kilomètres et demi.

Buenos-Aires est donc, par son extension territoriale, une des plus grandes capitales du monde. Elle est plus grande que Paris (7.802 hectares), que Berlin (6.326), que Bordeaux (3.343), que Glasgow (2.442), qu'Édimbourg (2.376), qu'Hambourg (7.346), que Gênes (3.175) et que Vienne (5.540) ; mais elle l'est moins que Londres (30.476), que Marseille (22.336) et que New-York (76. 347 hectares).

Le 18 septembre 1904, Buenos-Aires avait 4.326 maisons faites de bois, 76.766 de pierres et de briques et 1.148 de divers matériaux, soit au total 82.540

(1) Désireux d'apporter le plus d'exactitude possible aux informations de cet ouvrage, nous avons également puisé aux sources officielles les données relatives à la ville de Buenos-Aires ; et nous les donnons telles que nous les avons reçues de M. Alberto B. Martinez, l'éminent directeur du Service de statistique de la ville de Buenos-Aires.

maisons, parmi lesquelles 72.092 avec seulement un rez-de-chaussée, 8.496 à un étage, 961 à deux étages, 262 à trois étages et 736 à plus de trois étages.

Pour ce qui a trait à sa population et à son acroissement, peu de cités modernes en présentent un plus rapide, si ce n'est les grandes cités du nord de l'Amérique. Il suffit de dire, pour s'en rendre compte, qu'en 1869 la ville avait 177.000 habitants et que, 18 ans après, en 1887, ce chiffre était de 433.000, soit une augmentation pour cette période de 256.000 ; mais le progrès démographique le plus important est celui de 1887 à 1895, où la population a augmenté, dans l'espace de huit années, de 230.000 habitants. Progrès surprenant et qui a continué, puisque, au 31 mai 1912, la population atteint 1.379.421 habitants.

Quant à la composition de la population, Buenos-Aires est l'un des centres les plus cosmopolites qui existent ; c'est, on peut le dire, en employant une figure symbolique, un grand four où viennent se fondre toutes les races de la terre.

En 1904, date du dernier recensement, sur une population de 950.000 habitants, il y avait 523.041 Argentins, 228.556 Italiens, 105.206 Espagnols, 28.747 de nationalité uruguayenne, et le reste de la population était formé par des Français, des Anglais, des Allemands et des individus d'autres nationalités.

Les principaux boulevards de 30 mètres de large que compte Buenos-Aires sont les suivants : l'avenue de Mayo, livrée au service public le 9 juillet 1894 (coût 10.000.000 de piastres), qui va de l'est à l'ouest, sur une étendue de 1 kilomètre et demi, bordée de superbes édifices, pavée d'asphalte et illuminée par de grands globes électriques ; celles de Corrientes, de S. Juan,

de Belgrano, de Santa-Fé, toutes de Callao à Entre-Rios à l'ouest. Encore en formation, ces avenues sont destinées avec le temps, à constituer les véritables canaux par où se déroulera le trafic toujours croissant de Buenos-Aires. L'avenue Callao, qui va du nord au sud, se trouve dans les mêmes conditions que les antérieures.

En plus, de ces avenues, la ville a 72 parcs, promenades, places, avec une superficie totale de 940 hectares. La *Place de Mayo*, sur laquelle se trouvent situés le palais du gouvernement, la cathédrale et l'intendance municipale, est une des principales de la ville ; elle a des jardins anglais et des platanes qui donnent en été une agréable fraîcheur.

Puis vient comme place, celle de *Général-Lavalle*, de 25.000 mètres carrés, avec de jolis jardins et la statue du général dont elle porte le nom. La *Place Général-San-Martin* (Florida et Charcas) est aussi digne d'attirer l'attention par ses jardins et par sa statue équestre du général San Martin. Sur un côté de la place se trouve le joli pavillon argentin de fer et de majolique qui a figuré à l'Exposition universelle de 1900 à Paris. Le *Paseo (promenade) Alvear ou Recoleta*, qui porte le nom du progressiste intendant qui transforma la ville, se trouve aussi parmi les meilleures promenades. A cette promenade fera bientôt suite celle de la quinta de Hale, acquise dernièrement par la ville. Cette promenade sera la plus belle après Palermo.

On peut aussi citer le *Parc 9 de Julio*, derrière le palais du gouvernement national et longeant les diques, très jolie promenade plantée d'arbustes et d'arbres d'ornement, et renfermant aussi des statues

et des fontaines remarquables; le *Parc Lezama* et enfin, le *Parc 3 de Febrero*, situé au nord-est, avec une superficie de 367 hectares, créé par le grand homme d'État Sarmiento; c'est la grande promenade de Buenos-Aires, comme le Bois de Boulogne l'est pour Paris, Hyde Park pour Londres et le Pincio pour Rome.

Les rues sont pavées de bois, d'asphalte, ou empierrées. Toutes ces rues représentent une superficie de 6.185.762 mètres carrés.

Les travaux de salubrité commencés en 1874, pour lesquels on a dépensé 43.000.000 de piastres or (215.000.000 de francs), sont destinés à verser dans le Rio-de-la-Plata le produit des égouts et à pourvoir d'eau pure et abondante les habitants. Ce service exerce sur la santé publique une influence bienfaisante, puisque la principale conséquence de son établissement a été la diminution des décès généraux et, en particulier, de ceux causés par les maladies infectieuses. Jusqu'à ces dernières années, le type de la mortalité était de 28 p. 1000 (1890), tandis qu'en 1911 il était de 15,1 pour 1.000 habitants.

Pour les articles de consommation, Buenos-Aires a 34 marchés, parmi lesquels quelques-uns, comme le « Mercado Modelo », l' « Abasto Proveedor », la « Ciudad de Buenos-Aires » (Alsina 2.390) et le marché « San Telmo » (Europa et Bolivar), sont des établissements modèles.

Tous les marchés, ainsi que les boucheries de moindre importance, ont livré à la consommation, en 1911, les articles suivants: 241.144 beufs, 180.421 vaches, 194.127 veaux, 841.129 moutons et 80.980 porcs, 35.291.535 douzaines de poulets, poules et canards, 103.576.409 kilos de farine pour l'élabora-

tion du pain, et 49.785.885 kilolitres d'eau, 201.184 tonnes de légumes, 91.300.375 de douzaines d'œufs, etc.

Le commerce d'importation et d'exportation se fait principalement par le port de la capitale.

On aura une idée des multiples et importants services que l'autorité communale a à sa charge en apprenant que le budget de la commune a atteint en 1911 plus de 33.000.000 de piastres-papier (près de 74.000.000 de francs).

L'éclairage de la ville comprenait, en 1911 : 2.700 lampes électriques de divers systèmes et puissances d'éclairage, 17.067 réverbères à gaz, 6.411 lampes à pétrole et à alcool.

Au point de vue général, Buenos-Aires a une physionomie assez uniforme, qui est due à la forme dans laquelle elle a été tracée et au style espagnol et mauresque employé pour son édification.

Néanmoins, dans certains quartiers du centre, comme dans l'avenue de Mayo, de la Republica, Pueyrredon et quelques autres, elle présente un aspect élégant, moderne, comme celui que présentent les villes les plus avancées de notre temps. Autant par les édifices particuliers, les locaux luxueux qui s'élèvent pour les maisons de commerce dans ces rues, que par le pavement d'asphalte ou de bois, on voit que Buenos-Aires porte le cachet des grandes métropoles.

Si à cela on ajoute l'animation qui règne dans certaines rues, à certaines heures, particulièrement dans la rue Florida, le mardi et le jeudi, quand les nombreuses et luxueuses voitures reviennent de Palermo, l'impression sera complète.

Quelle sera la physionomie définitive de Buenos

Aires, il est difficile de le prévoir, sachant la marche accélérée de ses progrès et l'inclination de ses goûts architecturaux. « En ce momemt, dit un écrivain célèbre, pour l'étranger qui arrive à Buenos-Aires et parcourt ses rues, la ville est en pleine action d'installation ; depuis le port, sur les diques étendus duquel s'élèvent pesamment d'énormes édifices, avant-gardes du Cyclope architectural qui, dans quinze ou vingt ans au plus, doit déloger de tous ces immenses terrains vides les palmipèdes qui les occupent et élever, sur cette vaste étendue de terrains volés au Rio, des maisons, des tours et des cheminées, jusqu'aux faubourgs les plus éloignés de la ville ; jusqu'aux terrains vides qu'un jour ou l'autre le marteau du commissaire-priseur divisera en lots pour les livrer à la bonne invasion de colons qui viendront les peupler, jusqu'au sud, qui, quoique ce ne soit pas un quartier distingué, a une population riche qui l'édifie avec ténacité ; jusqu'à l'ouest, qui s'est converti en un immense damier d'échecs, où s'étendent et s'alignent sur un bon sol, sur la terre bon marché et salubre, s'avançant jusqu'aux usines des villes industrielles, jusqu'aux abattoirs, les habitations oxygénées et gaies d'une population européenne ; jusqu'au nord, siège de prédilection des patriciens et des aristocrates de l'argent, de toutes parts et dans toutes les directions, les échafaudages interceptent la vue et le passage, et les lourds camions chargés de matériel de construction, de brigues de fer, de bigues, de sable, de blocs de granit du Tandil, roulent avec fracas sur le pavé de la ville en construction.

« Tout le monde construit, bien ou mal, modestement ou somptueusement, des palais ou des bicoques.

Mais la terre est creusée de fondations, des murs s'élèvent, la perspective du champ ouvert et plan recule et se perd, la ville se dilate dans un débordement fébril. En effet, durant la période de 1897 à 1907, on a édifié à Buenos-Aires 270.941 m. 42 linéaires de construction.

« Ceci jusqu'à la périphérie ; dans le centre, dans les anciens rayons urbains, l'échafaudage n'exige pas moins ses enchevêtrements de bois; là on refait, on transforme, on établit, on élève des maisons comme des arbres de la forêt vierge, qui, dans leur anxiété d'espace, cherchent dans les airs des perspectives et du soleil. La ville coloniale voit tomber en ruines ses anciennes reliques; sur le vénérable portique de maçonnerie, sous lequel on semble encore entendre aujourd'hui les gros mots des hommes de guerre, élèvent leur courbe les frontons monumentaux ; sur la cour andalouse se distribuent confortablement les pièces de l'habitation moderne, et une diversité infinie de types, de styles, d'adaptations et de caprices extravagants voit les derniers vestiges de l'architecture enfantine de Buenos-Aires. »

TABLE DES MATIÈRES

CARTES ET GRAPHIQUES

ACHEVÉ D'IMPRIMER

le 20 novembre mil neuf cent douze

PAR

E. ARRAULT ET Cie

A TOURS

pour

BERNARD GRASSET

3213

UCSB LIBRARY
X-67728

Dernières publications de la Librairie BERNARD GRASSET

61, rue des Saints-Pères. PARIS

GUSTAVE BABIN :
Au Maroc par les Camps et par les Villes . . . 3 50

AUGUSTE BAILLY :
Les Chaines du Passé . . 3 50

EMILE BAUMANN.
L'Immolé, roman, *ouvrage couronné par l'Académie française* 3 50
— **La Fosse aux Lions**, roman 3 50
— **Trois villes Saintes** (Arsen-Dombes, St.-Jacques-de-Compostelle, Le Mont-Saint-Michel) 3 50

LOUIS BERTRAND :
Le Livre de la Mediterranée, ... 3 50

ALFRED CAPUS :
Les Mœurs du Temps. . 3 50

ALPHONSE DE CHATEAUBRIANT :
Monsieur des Lourdines. roman, (*Prix Goncourt*) 3 50

CHARLES GÉNIAUX :
Les Deux Châtelaines, roman. 3 50

RENÉ GILLOUIN :
La Philosophie de M. Henri Bergson 3 50

ABEL HERMANT :
Essai de Critique. . . . 3 50

LÉON LAFAGE :
Par Aventure, roman . . 3 50
— **La Chèvre de Pescadoire** 3 50

LÉON LAFAGE :
Le Bel écu de Jean Clochepin 3 50

EVELYNE MONCŒUR :
L'Incomparable. 3 50

JACQUES MORIAN :
L'Epreuve du Feu, roman 3 50
— **Une Passion**. roman. . . 3 50
— **Le Tournant**, roman. . . 3 50

JEAN NESMY :
La Graine au Vent . . . 3 50

CHARLES PEGUY :
Œuvres choisies. . . . 3 50

LÉON CATHLIN :
Un Prêtre. 3 50

EMILE POITEAU :
Vers la lumière 3 50
— **La Meilleure des Parts**. 3 50

PAUL REBOUX et CHARLES MULLER :
A la Manière de... (2e série) 3 50

JEAN RENAUD :
Les Errants, roman colonial. 3 50

ETIENNE REY :
De l'Amour : *Prix des « 45 »*. 3 50

EMILE RIPERT :
La Terre des Lauriers, (*Prix National de Poésie*) 3 50

A RODIN :
L'Art, entretiens réunis par Paul Gsell.
broché . . . . 6 »
relié . . . . 10 »

Collection " LES ÉTUDES CONTEMPORAINES "

Chaque volume in-18 jésus. . . . 2 fr.

E. FAGUET, de l'Académie Française :
Le Culte de l'Incompétence. 14e édition.

PIERRE LEGUAY :
La Sorbonne, 4e édition.

E. FAGUET, de l'Académie Française :
... Et l'Horreur des Responsabilités. (Suite au *Culte de l'Incompétence*).

ᴅᴏ :
Les Fonctionnaires, 5e éd.

CAPITAINE D'ARBEUX :
L'Officier contemporain, 6e éd

DOCTEUR GRASSET :
Le Milieu Médical et la question Médico-Sociale.

PAUL VUILLAUD :
La Crise Organique de l'Eglise en France, 4e édition.

GEORGES GUY-GRAND :
La Philosophie nationaliste.
— **La Philosophie syndicaliste.**

ÉTIENNE REY :
La Renaissance de l'Orgueil français.